

EN ÎLE-DE-FRANCE

■ Demandez
« aden »,
le premier
guide culturel

Algérie: l'aile militaire du FIS appelle au cessez-le-feu

DANS UN COMMUNIQUÉ daté du 21 septembre et publié, mercredi 24 septembre, par les principaux titres de la presse algérienne, l'Armée islamique du salut (AIS), l'aile militaire de l'ex-Front islamique du salut (FIS) lance un appel pour un cessez-le-feu en Algérie à partir du 1^{er} octobre. L'émir national de l'AIS, Madani Mezrag, qui évoque « les mesures d'apaisement » prises ces derniers temps par le pouvoir, invite ses combattants à répondre à cet appel « afin que se dévot l'ennemi qui se cache derrière ces massacres horribles (...), afin d'isoler les criminels parmi les résidus extrémistes du "GIA" (Groupe islamique armé) et ceux qui sont derrière eux ». L'appel intervient après la révélation d'un nouveau massacre perpétré dans la nuit du 22 au 23 septembre près d'Alger, qui a fait au moins une centaine de morts.

Lire page 2

Une enquête sur les risques encourus à l'hôpital conduit Bernard Kouchner à accélérer ses réformes

Selon « Sciences et Avenir », un tiers des établissements n'assurent pas une sécurité suffisante

SOUS LE TITRE « La liste noire des hôpitaux », le mensuel Sciences et Avenir publie, dans son numéro d'octobre, une enquête reposant en grande partie sur des documents des caisses régionales d'assurance maladie restés jusqu'à présent confidentiels. Sciences et Avenir détaille par le menu les insuffisances, les accidents, la sous-activité, les infractions et les fautes relevées en 1995 et 1996 par les autorités sanitaires dans l'ensemble des établissements hospitaliers français, publics et privés. Au total, sur près de 1500 structures de soins investiguées et 40 000 pages de rapports épluchées, il apparaît, selon Sciences et Avenir, que 478 établissements « posent problème » dans 378 villes de France (255 hôpitaux publics, 207 cliniques privées et 16 CHU). Les petits hôpitaux et les petites maternités, à l'activité médicale et chirurgicale réduite, font figure de principaux accusés.

A l'heure où le gouvernement s'apprête à intensifier le processus de restructuration hospitalière, la publication de cette enquête,



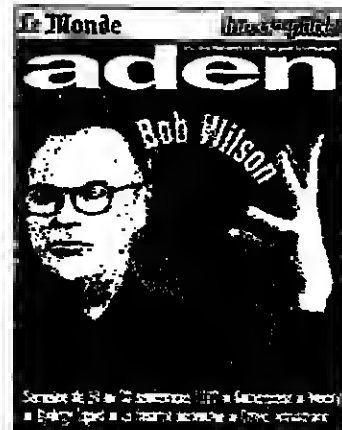
après la révélation par Le Monde (daté 7-8 septembre) du rapport sur « l'obstétrique en France », vient confirmer que cette réorganisation profonde du tissu hospitalier ne pourra se faire que sur la

base de stricts impératifs de sécurité. Dans un entretien accordé au Monde, Bernard Kouchner, secrétaire d'État à la Santé, affirme la volonté du gouvernement d'en finir avec ce qu'il appelle « l'hôpital-

silence » et de « tout mettre en œuvre pour assurer la transparence » sur la situation dans les hôpitaux. Assurant qu'il s'agit avant toute chose pour les pouvoirs publics de « réduire l'indépendance dans l'offre et la qualité des soins », M. Kouchner annonce qu'il va déposer au Sénat, mercredi, lors du débat sur la loi de sécurité sanitaire, un amendement destiné à rendre obligatoire la déclaration des infections contractées à l'hôpital.

Plus généralement, Bernard Kouchner lance, dans cet entretien, un véritable cri d'alarme à l'adresse des médecins et des futurs médecins. « Nous manquons et allons manquer cruellement, dit-il, de personnels qualifiés, chirurgiens, anesthésistes, médecins et infirmières (...). Il faut remettre totalement à plat le système de formation initiale des médecins, transformer le concours de l'Internat et, dans le même temps, faire évoluer le statut des médecins hospitaliers ».

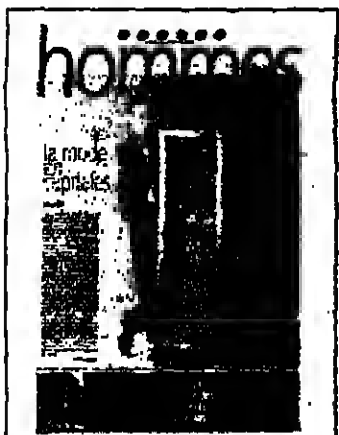
Lire page 14
et notre éditorial page 20



La naissance d'« aden »

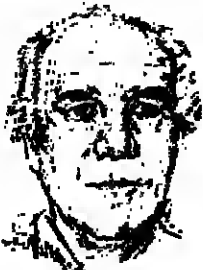
LE MONDE publie aujourd'hui le premier numéro de son guide culturel. Aden, coproduit avec Les Inrockuptibles, est le guide pratique des arts, des divertissements et des loisirs. Destiné, dans un premier temps, à nos lecteurs d'Île-de-France, il offre sur 32 pages la sélection des meilleurs sorties culturelles de la semaine et celles qui s'ouvrent à la réservation. Vous y trouverez aussi les horaires de toutes les séances de cinéma de Paris et des sept départements franciliens.

« Styles » hommes



DANS notre cahier spécial de 12 pages, les allures de la mode masculine pour l'hiver 1997, en toute élégance et décontraction. A Berlin, Londres et Milan.

Le goût du risque

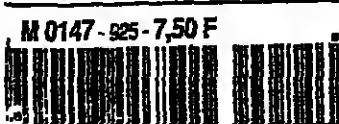


MICHEL PICCOLI

IL AIME changer, prendre des risques, au lieu de suivre les autoroutes du vedettariat. Michel Piccoli, qui va présenter dans quelques semaines le premier long métrage de fiction qu'il a réalisé, joue à Bobigny l'un des plus beaux textes de Marguerite Duras, La Maladie de la mort, sous la direction de Robert Wilson et avec pour partenaire la chorégraphe Lucinda Childs.

Lire page 31

Abonnement: 3 DM; Argentine-Guyane, 9 F; Belgique, 5 F; Brésil, 45 F; Canada, 2,25 \$ CAN; Coree d'ivoire, 250 F CFA; Danemark, 16 KRD; Espagne, 220 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 400 PTA; Hongrie, 140 F; Italie, 2000 L; Luxembourg, 40 F; Maroc, 10 DH; Norvège, 94 KRW; Pays-Bas, 3 F; Portugal, 200 PTA; Espagne, 200 PTA; Suisse, 2,50 F; Tunisie, 1,2 Din; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.



Les Chinois pleurent la mère panda Huan Huan

PÉKIN
de notre correspondant
Ce n'est pas un deuil national, mais ça n'en est pas loin: les médias officiels chinois annoncent, sur un ton éploré, la mort, dimanche 21 septembre, à Tokyo, de Huan Huan, mère panda âgée de vingt-cinq ans, qui avait été donnée au Japon en 1980. L'événement a une portée dépassant la zoologie, puisque Huan Huan, qui a succombé à une crise d'anémie compliquée de troubles rénaux, avait été offerte par le gouvernement chinois comme un gage d'amitié symbolisant la normalisation des relations sino-japonaises, pour remplacer un premier panda remplissant cet office, le mâle Lan Lan, décédé en 1979. Un service funéraire s'est tenu, le 23 septembre, au cimetière des animaux défunts du zoo Ueno. Les médias de Pékin se sont abstenus de préciser que ce trépas est intervenu à l'approche du vingt-cinquième anniversaire, le 30 septembre, de la déclaration sino-nipponne de reprise des relations diplomatiques. L'omission signifie que la Chine ne souhaite

pas qu'on y lise plus qu'une funeste coïncidence. Le panda diplomatique est, pour la Chine, une véritable industrie, en dépit - ou à cause - du caractère irascible et suicidaire de l'espèce qui en provoque la rarefaction. L'ours noir et blanc éprouve des difficultés infinies à se reproduire, la femelle étant rarement en chaleur quand le mâle est en rut. Le défilé des spectateurs à l'effrit d'un signe d'activité sexuelle est un rite dans plusieurs zoos du monde, dont les médias chinois rendent d'ailleurs compte. Le panda est le pensionnaire le plus difficile qui soit pour un zoo. L'animal boude la nourriture qui lui déplaît, au point de se laisser éventuellement mourir de faim quand on ne lui sert pas le bambou fêlé à point. Il est également d'un coupable maladresse, si l'on en juge par feu Huan Huan: seule mère panda chinoise à avoir donné naissance à un petit au Japon, elle a tout bonnement étouffé sous son poids le premier de ses trois rejetons, deux jours après la mise à bas en 1985. Restent aujourd'hui au Japon les jeunes Tong Tong, fils de Huan Huan, et sa

compagne Ling Ling. Le cadet de la défunte, You You, est revenu à Pékin. La Chine donne régulièrement des nouvelles des pandas qu'elle a amicalement distribués à travers toute la planète comme animal mascotte la représentant dans les cours. On a ainsi appris que l'Espagne avait récemment perdu le dernier des spécimens encore en vie sur son territoire. Il ne resterait qu'un millier de pandas en liberté en Chine, principalement dans le Sud-Ouest. Une équipe de chercheurs a récemment identifié dans une préfecture du sud du Gansu, dans le centre-ouest de la Chine, une nouvelle zone d'habitation pandaïenne, si l'on en croit la presse officielle, qui a assuré que les croûtes laissées par les intéressés permettaient d'en évaluer le nombre à au moins quatre adultes et un petit. Parmi les nombreux criminels exécutés en Chine figurent régulièrement des trafiquants de peaux de pandas.

Francis Deron

La philanthropie « globale » de Ted Turner

DANS L'AVION qui le menait d'Atlanta à New York, la semaine dernière, Ted Turner jeta un regard discret à ses relevés financiers et constata que sa fortune était passée, ces neuf derniers mois, de 2,2 à 3,2 milliards de dollars. Ces chiffres le conduisent à intégrer la liste des vingt-cinq Américains les plus riches dressée chaque année par le magazine Forbes. L'idée lui en était insupportable. Il y avait 1 milliard de trop. Comment s'en débarrasser? Un don serait, sans doute, du meilleur effet. Mais à qui? Ted Turner se souvint que, deux jours plus tard, un prix de l'Association des Nations unies devait lui être décerné lors d'un grand banquet à Manhattan. L'ONU! Organisation « globale » par excellence, au service de la paix et de l'humanité, elle ferait un parfait récipiendaire. Le soir même, dans leur suite du Waldorf Astoria, il fit part de son idée à sa femme, l'actrice Jane Fonda, qui foudroya en larmes - de joie, précisa-t-il.

Le lendemain soir, en smoking et noué papillon, Ted Turner, fondateur de CNN et vice-président de Time Warner, annonça qu'il donnait 1 milliard de dollars à l'Organisation des Nations unies. Pendant les vingt-quatre heures qui venaient de

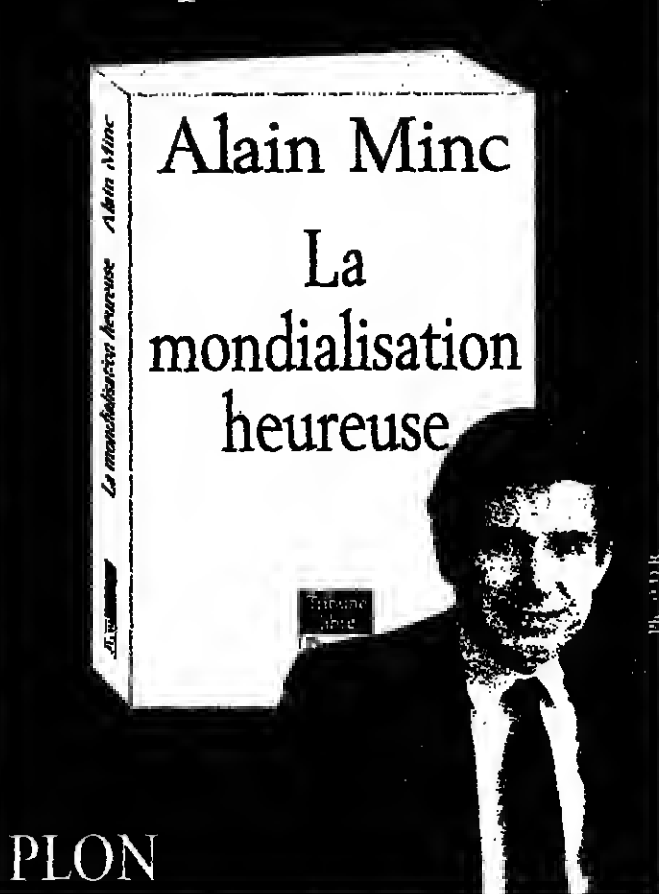
s'écouler, ses avocats l'avaient supplié de leur laisser le temps de mettre sur pied un montage financier, fiscal et institutionnel de l'opération. Mais le magnat d'Atlanta n'est pas homme à laisser des conseillers juridiques gâcher un joli coup médiatique. Au moment de l'Assemblée générale des Nations unies, « toute l'ONU était là, expliqua-t-il plus tard. Je ne pouvais pas attendre. » La légende ajoutera sans doute quelques détails à l'histoire telle qu'elle s'est écrite cette semaine, obligeamment contée par Ted Turner, dans les colonnes de la presse américaine. Pour échapper à la liste de Forbes, Ted Turner, cinquante-neuf ans, va en rejoindre une autre, moins connue mais dont le prestige va croissant, celle des milliardaires philanthropes, tenue notamment par Fortune et par Slate, le magazine électronique de Microsoft.

La philanthropie et son corollaire, le mécénat, sont des traditions très ancrées aux États-Unis. Elles sont favorisées par l'individualisme américain et un système avantageux de déductions fiscales.

Sylvie Kauffmann

Lire la suite page 20

Minc persiste et signe



D'avantage d'impôts

Les impôts sur les ménages et les entreprises augmenteront de 14 milliards de francs en 1998. p. 6

M. Chevènement répond

Critiqué par la droite, mais aussi par une partie de la gauche, le ministre de l'Intérieur estime, dans un entretien au Monde, qu'un consensus sur le projet de loi sur l'immigration est possible. p. 10

Les pistes suisses du juge Halphen

Une enquête de la justice helvétique dévoile une nébuleuse de sociétés-écrans alimentées par des entreprises ayant travaillé pour la Ville de Paris. p. 36

Universités, un verdict sévère

Un rapport confidentiel de l'inspection générale de l'éducation nationale dénonce une pratique « abusive et laxiste » des heures complémentaires dans les universités. p. 12

Ségrégation à Washington

La capitale américaine est aussi celle d'un racisme latent entre l'élite blanche et la communauté noire, pauvre. p. 16

La rentrée des plantes

Dans notre rubrique jardinage, comment réinstaller ses plantes d'appartement à l'intérieur, après un été en plein air. p. 30

International	2	Finances/marchés	25
France	6	Aujourd'hui	27
Société	10	Jour, météorologie	30
Régions	14	Culture	31
Carrière	15	Guide	33
Horizons	16	Abonnements	34
Entreprises	22	Économie	34
Communication	24	Radio-télévision	35

ALGÉRIE Dans un appel daté du 21 septembre et publié par la presse mercredi 24, l'émir national de l'Armée islamique du salut (AIS), Madani Mezrag, a ordonné à

ses troupes d'arrêter « les opérations combattantes » à compter du 1^{er} octobre. Il justifie cet appel par les « mesures d'apaisement » prises par le pouvoir. ● LES OB-

SÈQUES des victimes du massacre commis dans la nuit de lundi à mardi à Bentalha, aux portes de la capitale, ont eu lieu mardi après-midi. Officiellement, la tuerie aurait

fait 85 morts mais, selon différents témoignages, le nombre des tués serait plus proche de 200. ● DANS LES QUARTIERS populaires d'Alger, la population vit dans l'angoisse

quotidienne de nouveaux massacres. La nuit, au moindre bruit suspect, elle se précipite dehors, dans des manifestations de panique et de désarroi.

Le bras armé du FIS ordonne un arrêt des combats

Cet appel figure dans un communiqué, daté du 21 septembre, publié par la presse algéroise. Aux portes de la capitale, à Bentalha, la population enterrait les morts du massacre particulièrement brutal commis dans la nuit du lundi 22 au mardi 23 septembre

MOINS de quarante-huit heures après le massacre de Bentalha, aux portes d'Alger, et ses 85 morts officiels (près de 200, selon d'autres sources), l'ensemble de la presse algérienne a publié, mercredi 24 septembre, un long appel de Madani Mezrag, l'émir national de l'Armée islamique du salut (AIS), la branche armée de l'ex-Front islamique du salut (FIS), dans lequel il ordonne un arrêt unilatéral des actions armées à compter du 1^{er} octobre.

« Pour arriver à une solution légitime et juste, l'émir national de l'Armée nationale islamique ordonne à tous les chefs des unités combattantes placées sous sa tutelle d'arrêter les opérations combattantes à partir [...] du 1^{er} octobre », indique le document daté du dimanche 21 septembre – donc antérieur à la tuerie de Bentalha –, rédigé dans une langue émaillée de références au Coran. Le chef militaire du FIS, dont les troupes sont évaluées à quelques milliers d'hommes médiocrement équipés, « invite les autres factions éprises de l'intérêt de la religion à répondre à cet appel afin que se dévot l'ennemi qui se cache derrière [les] massacres horribles pour l'univers et afin d'isoler les criminels parmi les résidus extrémistes du GIA et

ceux qui sont derrière eux ». Pour justifier son appel, dont les conséquences sur le terrain sont difficiles à cerner, Madani Mezrag avance « les mesures d'apaisement qui aident à la détente » prises par le pouvoir, et notamment la libération d'Abassi Madani (dont le chef de l'AIS a été le chauffeur et garde du corps). Le texte, dont les responsables du FIS à l'étranger reconnaissent l'authenticité, constitue une surprise. Certes, depuis 1995, des tractations avaient été nouées entre le chef de l'AIS et des proches du président Zeroual. Elles avaient abouti à une trêve de facto dans l'est et l'ouest de l'Algérie, les deux régions où l'AIS est bien implantée. Et à la libération, en juillet, d'Abassi Madani, le chef historique du FIS.

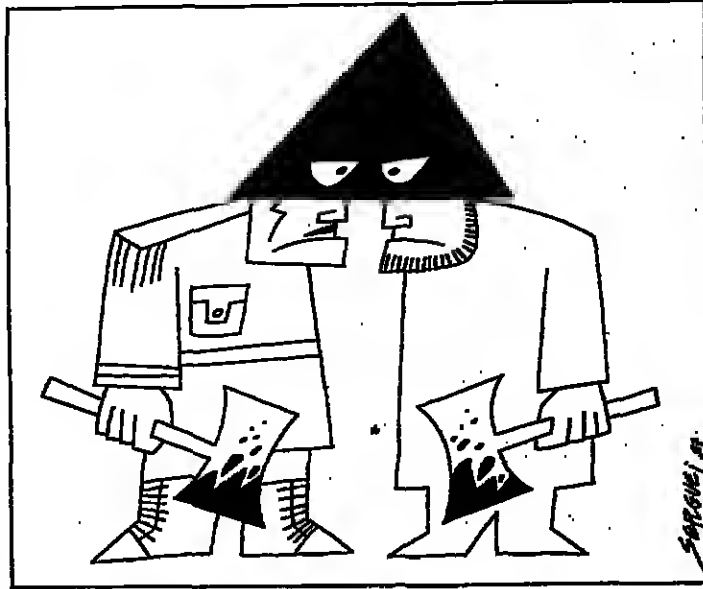
SÉRIEUX CAMOUFLÉ

Mais la remise en résidence surveillée de ce dernier il y a quelques semaines avait contribué à brouiller les cartes. Aujourd'hui, la situation est un peu plus claire. Elle fait apparaître les fractures qui traversent aussi bien la mouvance du FIS que le régime algérien. Les « politiques » du FIS voulaient se réserver, via Madani, les retombées d'un appel à la trêve, que celui-ci devait lancer à la télévision. L'initiative du chef de

l'AIS – qu'ils redoutaient – leur a coupé l'herbe sous le pied. Elle constitue un sérieux camouflet et consacre la perte d'influence de Madani et de ses proches.

Au sein du pouvoir algérien, les derniers événements confirment aussi l'existence de clivages. Depuis un certain temps, les tractations avec le chef de l'AIS n'étaient plus menées par l'entourage du président Zeroual mais par le « numéro deux » des services de sécurité, le général « Smail » Lamari (originaire, comme Mezrag, du Constantinois). C'est lui, selon plusieurs sources, qui a obtenu l'appel à l'arrêt des combats en échange de l'intégration ultérieure au sein de la fonction publique des combattants de l'AIS. Illustration caricaturale de cette marginalisation du clan du président, le chef du gouvernement, Ahmed Ouyahia, affirmait dimanche à la télévision que le FIS était « une chose du passé », avec qui il était hors de question de négocier. Les nominations militaires qui devaient intervenir le 1^{er} novembre, date anniversaire du début de la guerre d'indépendance, devaient porter la marque de ces luttes au sommet de l'Etat.

Pendant ce temps, les Algériens enterraient leurs morts. A Bentalha,



rapporte un journaliste de l'AFP, ce n'était plus un cimetière ; c'était un chantier. Des pelleteuses ont retourné la terre et creusé des fosses communes dans un bruit qui couvrait les sanglots de foule. Puis, des volontaires ont entassé les cercueils côte à côte. Des cercueils de pauvres, en bois blanc, sur lesquels

étaient simplement écrits à la craie, un prénom et l'âge de la victime : « Samia, 4 ans », « Mohamed, 10 ans ».

Officiellement, la tuerie a fait 85 morts et 65 blessés dans la nuit du lundi 22 au mardi 23 septembre à une dizaine de kilomètres au sud d'Alger. Des rescapés ont avancé le

chiffre de 180 à 200 victimes. Contrastant avec la prudence de la télévision d'Etat, la presse écrite consacre mercredi une large place à ce massacre – l'un des plus importants depuis cinq ans. Les témoignages font état d'un degré de barbarie qui n'a rien de celui des précédentes tueries, avec son cortège d'épouvantes et d'incendies d'habitations. « C'est vers 22 heures que les éléments armés ont commencé leur sale besogne en prenant le soin de couper l'électricité au village et en plaçant, à l'aide de bombes de fabrication artisanale, les chemins y menant », a raconté un survivant interrogé par l'AFP. « Il faut dire, poursuit le journaliste, que les égarés, selon les témoignages des rescapés, n'ont pas été gênés dans leur besogne. Ce n'est que vers 4 heures que l'intervention des services de sécurité a commencé à affluer, ainsi que les secours ».

Sur l'identité des assaillants, aucune information fiable n'est disponible. Les journaux ont simplement noté que, convenablement habillés et bien rasés, les auteurs du massacre n'évoquaient pas la caricature des « terroristes » habituellement véhiculée par le pouvoir.

Jean-Pierre Tuquet

Les nuits blanches de la peur et du désarroi

LES YEUX ROUGIS par le manque de sommeil et la fatigue, Larbi, artisan peintre, raconte sa nuit de veille dans un quartier de Birkhadem. « A 2 heures du matin, on a entendu une voix de femme qui criait : les voilà, les dbebbahine [égorgés] sont venus ! Alors, on a couru, armés de gourdin et de barres de fer. On a vu quatre types qui fuyaient. On en a rattrapé un et on lui a donné une correction terrible. Il criait : "Je ne suis pas un terroriste, je ne suis qu'un voleur." C'était vrai, mais on n'a pas idée de faire son boulot de voleur par les temps qui courent ! »

Les « temps qui courent » ont commencé avec le massacre de Haouch Rais et se sont définitivement ancrés dans les esprits après le massacre de Ben-Messous. Un tel massacre, aux portes d'Alger, a frappé les esprits et suscité une psychose généralisée. Les Algérois ont commencé à connaître ce qui est le lot des gens de la Mitidja : la peur, le désarroi et le sentiment d'abandon. A la moindre alerte, ils se réveillent et font du vacarme. Le plus possible. Comme s'il s'agissait de conjurer le mauvais sort.

Ceux qui connaissent Alger seraient surpris de voir les quartiers de la Casbah, de Oued Kiche, Zghra, Bainem, La Glacière, Oued Ouchalah, Bachdjarah, éclairés la nuit comme en plein jour. L'autre jour, à Oued Ouchalah, raconte une femme, rencontrée à l'hôpital Parnet

où elle cherchait un remède contre l'angoisse, les gens ont commencé à hurler vers 2 heures du matin « Les tueurs sont là ! ». Les cris ont été relayés par les habitants de La Glacière jusqu'à Bachdjarah. Les jeunes sont sortis armés de gourdins et de barres de fer pendant que les femmes lançaient des « youyou » et tapaient sur des casseroles. « S'il n'y avait pas la peur, on se serait cru dans une fête. Les policiers sont venus et ont calmé les gens. Ils leur ont dit que ceux qui tuaient étaient ceux-là mêmes qu'ils faisaient manger hier. Les gens n'ont rien dit et ils ont raison. Qui peut savoir ce qui se passe vraiment dans cette kholia [mélasse] ? »

A la moindre alerte, les Algérois se réveillent et font du vacarme. Le plus possible. Comme s'il s'agissait de conjurer le mauvais sort.

Toute la banlieue d'Alger connaît désormais les tours de garde et les rondes. Certains vont au travail directement après le gîte. Les nuits sont parfois ponctuées d'alertes poussant les gens paniqués vers les places publiques. Des habitants de Baraki, qui ont entendu, dans la nuit de lundi 22 à mardi 23 septembre, les cris et les explosions de Bentalha, ont fui par dizaines vers El Harrach, où les habitants ont été, à leur

tour, pris de panique devant l'afflux des fuyards.

« Dans ces cas, explique-t-on, c'est une fausse alerte. Mais les gens ne veulent pas prendre le moindre petit risque, car on n'en revient pas si l'on a qui restait pas faux. » Les quartiers populaires, où le Front islamique du salut (FIS) était tout puissant, vivent dans l'angoisse et la terreur. Et les comités de vigilance qui ont été mis en place ne sont pas tous en odeur de sainteté. Des journaux algériens ont ainsi accusé certains d'entre eux d'avoir donné l'alerte à un groupe de terroristes sur le point d'être intercepté par les forces de l'ordre à la Casbah. El Watan s'en est pris, dans un éditorial du 17 septembre, à « quelques flocs de la Casbah dont les habitants, en couvrant les mouvements des terroristes, font un pied de nez à la grande majorité de la population de la vieille cité ».

Liberté, dans son édition du 16 septembre, avait déjà vu dans l'appel à l'autodéfense lancé par Rabah Kebir, l'un des responsables de l'ex-FIS à l'étranger, la « volonté des éléments du parti dissous d'infiltrer les groupes d'autodéfense, dans l'Algérie notamment. Une fois cet objectif atteint, les militants intégristes tenteront – comme ils ont déjà essayé de le faire dans certains quartiers de la capitale – d'opposer les citoyens aux éléments de l'Armée nationale populaire ».

Le problème est que l'écrasante majorité des quartiers populaires de l'Algérie a été favorable à l'ex-FIS. Aujourd'hui, les nuits blanches d'Alger sont peuplées par la peur et la suspicion.

Témoignages recueillis par la rédaction

Le Parti socialiste appelle à l'« internationalisation » de la crise

LA DERNIÈRE des tueries algériennes, le massacre de Bentalha, a relancé, à Paris, le débat sur l'attitude qui doit être celle de la France face à la guerre civile en Algérie. Pour la première fois, un homme proche du gouvernement, François Hollande, premier secrétaire délégué du Parti socialiste, s'est départi d'une ligne officielle, extrêmement prudente, de discrète caution apportée à la politique du président Liamine Zéroual.

Dans une déclaration à la presse, rapportée par l'AFP, M. Hollande a appelé, mardi 23 septembre, à une « internationalisation » de la crise algérienne. « Il faut absolument internationaliser le problème » de ces « tragédies » que sont les massacres de civils en Algérie, a-t-il dit. « Déclarer notre indignation ne suffit plus. (...) Dans ce sens, les appels à l'ONU qui ont été faits par beaucoup, y compris des Algériens, doivent être entendus, a poursuivi M. Hollande. De même, a-t-il ajouté, nous avons souhaité que l'Europe, sans s'immiscer dans la vie de ce pays, fasse entendre sa voix, [afin] de mettre chacun des acteurs [de la crise algérienne] devant sa responsabilité ».

NOMBREUX MOTIFS DE PRUDENCE

La déclaration de M. Hollande risque donc d'être fort mal accueillie à Alger, et elle tranche avec la tonalité des propos jusqu'alors entendus à Paris. Qu'il s'agisse de celui d'Alain Juppé ou de Lionel Jospin, le gouvernement français s'est bien gardé d'appuyer toute idée d'internationalisation de la crise. Les motifs de prudence sont nombreux, qui, selon la thèse officielle, justifient une ligne de non-implication, ou d'implication minimale, de la France dans cette guerre civile : passé colonial et présence d'une forte communauté algérienne en France ; crainte d'attentats à Paris et d'impasse constatée devant une crise souvent indéchiffrable. Dans Le Monde du 16 septembre, M. Jospin résumait cette posture en deux phrases : « Sur le plan officiel, le gouvernement français est contraint dans son expression. Prenait-il des initiatives qu'elles ne seraient pas reçues ».

De New York, où il assiste aux travaux de l'Assemblée générale de l'ONU, le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, s'est ainsi bien gardé d'emboliser le pas à M. Hollande. Le ministre a dit à « révolutions » devant la tuerie de Bentalha : « Je trouve cela monstrueux, c'est absolument déchirant de voir ces massacres » ; mais il n'a formulé aucun autre commentaire sur la situation en Algérie ou ce qui pourrait être fait pour y remédier.

M. Hollande a rappelé que « le gouvernement allait déposer (...) un texte sur le droit d'asile pour protéger les combattants de la liberté, notamment les femmes algériennes qui se trouvent menacées ».

Afsané Bassir Pour

Alain Frachon

La médiation politique des Nations unies n'est pas à l'ordre du jour

NEW YORK (Nations unies) de notre correspondante

L'ONU peut-elle jouer un rôle en Algérie ? La réponse, pour le moment, serait négative. Cependant, la nouvelle tuerie qui a frappé à Bentalha a relancé le débat au sein du secrétariat des Nations unies, mais aussi parmi les diplomates présents à New York à l'occasion de l'Assemblée générale.

Le secrétaire général, qui, en août, avait appelé à « une solution urgente » en Algérie, s'est contenté, mardi 23 septembre, « à la suite d'un long débat » au sein de son cabinet, de condamner « cet acte brutal de terrorisme ». Le 29 août, Kofi Annan avait pris la décision sans précédent de lancer un appel à « la tolérance et au dialogue » entre les parties en Algérie, expliquant que la situation dans ce pays avait été « trop longtemps traitée comme une affaire intérieure ». « Nous ne pouvons plus prétendre que rien ne se passe », avait-il dit. Le gouvernement algérien avait réagi avec « étonnement et désapprobation », demandant

« des explications » sur l'intervention de M. Annan dans « les affaires intérieures d'un pays souverain ». Explications qui ont été fournies lors d'une conversation, le 3 septembre, entre le secrétaire général et le président Liamine Zéroual. Les comptes rendus de cette conversation diffèrent largement d'une personne à l'autre. « Kofi Annan a profondément compris qu'il n'a aucun rôle à jouer en Algérie, nous expliquent des diplomates algériens à New York. Nous avons des assurances qu'il est hors de question que le secrétaire général intervienne de nouveau dans nos affaires intérieures ; la question est close ».

L'ÉVENTUALITÉ D'UNE ENQUÊTE

Mais, comme le constatent les organisations des droits de l'homme et un nombre croissant de diplomates onusiens, l'intervention du secrétaire général a brisé un tabou. Désormais, on parle de la crise algérienne : « Il semble que la voix de la conscience a été réveillée par l'appel du secré-

taire général, commente un diplomate. On a aussi pu constater que la stratégie du gouvernement d'Alger d'interdire toute médiation et internationalisation du conflit a de fait soutenu parmi les grands pays, la France certes, mais aussi récemment les Etats-Unis ».

Parlant des « dizaines de lettres d'encouragement » qu'aurait reçues M. Annan, y compris de dirigeants du FIS, les diplomates s'interrogent sur le risque de voir la volonté du secrétaire général d'exercer son autorité morale « exploitée » par les parties au conflit : « Les forces de sécurité algériennes ne sont peut-être pas innocentes, explique un diplomate, mais les islamistes sont loin d'être irréprochables ». Selon un autre diplomate proche du dossier algérien, une médiation politique de l'ONU serait « hors de question » car, dit-il, citant le secrétaire général, « il faut être deux pour danser le tango ». Ce diplomate évoque néanmoins l'éventualité d'une « enquête indépendante » sur les massacres. Une telle enquête

pourrait théoriquement être demandée par le haut commissaire aux droits de l'homme. Le fait que le gouvernement d'Alger refuse toute intervention de l'ONU sous prétexte que le conflit dans ce pays est une affaire intérieure est unanimement rejeté par les organisations des droits de l'homme, ainsi que par certains onusiens.

« AFFAIRE INTÉRIEURE »

« Que l'Algérie ne veuille pas de l'intervention du secrétaire général est une chose, mais il ne faut pas dire que c'est de l'ingérence de la part des Nations unies », estime un diplomate, en rappelant que, depuis plusieurs années déjà, l'ONU « n'intervient que dans des conflits internes et non pas dans des guerres entre Etats : il n'y en a plus ».

Dans un entretien téléphonique, Abderrahim Sabir, chargé de l'Afrique du Nord à Amnesty International, explique qu'après « des dizaines de milliers de morts, il est temps que les autorités algériennes reconnaissent que la pro-

tection des droits de l'homme n'est plus une affaire intérieure ». Amnesty soutient les efforts du secrétaire général pour mettre fin aux massacres et, dans un communiqué publié à Londres, déplore le fait que « les responsables algériens occupent systématiquement ceux qui expriment leur préoccupation sur la situation des droits de l'homme dans ce pays ».

Mais le gouvernement algérien continue à garder le silence. Le sujet n'a pas été traité devant l'Assemblée générale, où les chefs d'Etat et les ministres des affaires étrangères participent au débat général depuis lundi 22 septembre. Le Conseil de sécurité, quant à lui, ne s'est jamais prononcé sur la guerre en Algérie commencée en 1992. Mais le sujet sera d'actualité le 1^{er} octobre, lorsque le ministre algérien des affaires étrangères prendra la parole devant l'Assemblée. Ahmed Attaf est à New York depuis le 23 septembre.

Miné par les « affaires », le Zimbabwe de Robert Mugabe s'essouffle

Le procès de l'ancien président Canaan Banana, accusé de viols homosexuels, qui a été reporté sine die, accroît le discrédit des autorités

JOHANNESBURG
de notre correspondant
Usé par un règne sans partage sur le Zimbabwe depuis l'indépendance en 1980, le régime du président Robert Mugabe est à bout de souffle. Le report sine die, mardi 23 septembre, du procès pour abus sexuels de l'ancien président Canaan Banana ne fait qu'écarter provisoirement un nouveau sujet d'embarras et de discrédit. Sous l'autorité de M. Mugabe, qui dirigeait déjà le pays en tant que premier ministre, ce pasteur méthodiste avait occupé, de 1980 à 1987, la fonction alors honorifique de chef d'Etat. Il est accusé aujourd'hui d'avoir profité de cette fonction pour violer plusieurs de ses collaborateurs de l'époque.

La révélation, devant la justice, des frasques homosexuelles d'un des plus hauts personnages de l'Etat incommodent d'autant plus le régime que M. Mugabe a fait de la dénonciation de l'homosexualité un des piliers de son discours populiste. Menant une véritable croisade personnelle contre cette « perversion » importée de l'Occident, le président zimbabwéen a qualifié ceux qui la pratiquent de « porcs ».

L'affaire Banana illustre les contradictions du pouvoir, mais aussi ses difficultés actuelles face à la volonté d'indépendance des juges et au profond mécontentement de la population. M. Mugabe a cru pouvoir resserrer son emprise sur le pays à l'occasion des élections présidentielles, qu'il a remportées, en mars 1996, grâce au soutien de l'appareil d'Etat et au contrôle de la presse. Mais le retrait des candidats de l'opposition et le faible taux de participation (30 %) ont discrédité l'opération.

Depuis, l'usure du pouvoir n'a fait que s'amplifier, exacerbée par la crise économique et la gabegie des fonds publics à laquelle se livre la classe dirigeante dans l'ex-Rhodesie. La grogne généralisée s'est traduite par une succession de mouvements de protestation sociale sans précédent. Des fonctionnaires aux étudiants en passant par les salariés du secteur privé, toutes les couches de la population sont descendues dans la rue ou ont fait grève. Le phénomène a atteint son point culminant en juillet-août avec la « révolte » des anciens combattants de la guerre d'indé-

pendance, considérés pourtant comme les enfants chéris du régime.

Ceux-là mêmes qui ont porté M. Mugabe au pouvoir ont manifesté pendant plus d'un mois pour obtenir le paiement de leurs pensions, suspendu à la suite d'une affaire de détournements de fonds par des hauts fonctionnaires. Les vétérans s'en sont violemment pris au chef d'Etat, le conspirant lors d'une cérémonie officielle avant de saccager le siège de son parti. Même si leur colère a été apaisée par une augmentation des pensions, elle constitue un sérieux avertissement pour le régime Mugabe.

LONGUE LISTE DE SCANDALES

Elle traduit, en effet, le ras-le-bol de la population face à la corruption et au népotisme provocateur dont fait preuve le pouvoir. Le détournement des pensions des anciens combattants ne fait que s'ajouter à une longue liste de scandales, comme, quelques semaines plus tôt, l'attribution d'un marché public de téléphone cellulaire à une entreprise liée à la famille de M. Mugabe. Le mariage fastueux du président ou l'achat d'hélicoptères pour les besoins de son entourage constituent autant de dépenses somptuaires effectuées aux frais du contribuable et qui alimentent l'amertume des Zimbabwéens.

L'opposition, savamment affaiblie par le régime, n'est pas en mesure de donner une dimension politique au mécontentement social. Mais certaines institutions, au sein même du régime, s'en font l'écho et affirment leur indépendance. Si la justice vient d'essayer un revers avec le report du procès Banana, c'est elle néanmoins qui a « sorti » l'affaire. De plus, elle a récemment déclaré inconstitutionnel le système de financement du parti dirigeant par des fonds publics, véritable pierre angulaire de la domination politique de M. Mugabe. Le Parlement, jusque-là simple chambre d'enregistrement des décisions de l'exécutif, se rebute lui aussi. Les députés ont exigé l'ouverture d'une enquête sur le scandale des pensions et ils ont récemment refusé d'avaliser l'attribution d'un marché public à une société liée à l'entourage de M. Mugabe.

Attaqué de l'intérieur, le régime est aussi en perte de vitesse sur le plan régional et international. Le FMI, de plus en plus réticent à le soutenir, vient encore de bloquer l'octroi d'un prêt. Sur le plan économique, le pays a du mal à tenir son rang de deuxième puissance d'Afrique australe, derrière le puissant voisin sud-africain, qui lui fait de l'ombre dans le domaine politique. La lutte d'influence entre les présidents Mugabe et Mandela a donné lieu à de nouvelles frictions lors du dernier sommet de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). A cette occasion, Nelson Mandela a d'ailleurs fait une sortie remarquée sur les pays de la région peu respectueux de la démocratie et des droits de l'homme. Mais même affaibli et contesté de toutes parts, M. Mugabe, à soixante-trois ans, s'accroche au pouvoir. Il refuse toujours de préparer sa succession et s'enorgueillit d'être l'un des plus anciens dirigeants africains.

Frédéric Chambon

Les kamikazes palestiniens de Jérusalem venaient d'un village contrôlé par Israël

M. Arafat avait assuré qu'ils étaient originaires de l'étranger

Les services de sécurité israéliens ont identifié quatre des cinq kamikazes islamistes responsables des derniers attentats perpétrés à Jérusalem. Les quatre

hommes venaient, selon ces services, d'un village palestinien de Cisjordanie situé dans une zone où la sécurité est du ressort d'Israël.

JÉRUSALEM

de notre correspondant
Quatre des cinq kamikazes islamistes palestiniens qui se sont suicidés par explosion en tuant dix-neuf civils israéliens les 30 juillet et 4 septembre à Jérusalem-Ouest ont été identifiés mardi par le Shin Beth, le service de sécurité intérieure d'Israël. Les quatre hommes, âgés de vingt-deux à vingt-cinq ans, étaient tous originaires d'Azira Shamalya, un gros village palestinien de douze mille habitants situé au nord-ouest de la ville autonome de Naplouse, dans une zone contrôlée par les forces armées israéliennes. Le cinquième kamikaze demeure pour l'instant non identifié.

Présentée mardi soir 23 septembre par les autorités comme « un beau succès du Shin Beth », le quel aurait « mené l'investigation sans aucune coopération de l'Autorité palestinienne » autonome, l'identification des kamikazes apporte un flagrant démenti aux récentes affirmations de Yasser Arafat selon lesquelles « les terroristes sont venus de l'étranger des territoires palestiniens ». Sans accuser directe-

ment le chef de l'OLP, le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, l'a cependant mis en cause en déclarant mardi soir que « si l'Autorité palestinienne avait fait ce qu'elle doit faire en matière de lutte antiterroriste, de nombreux innocents seraient encore en vie ».

Ils figuraient sur la liste des islamistes recherchés

Arrêtés parmi plusieurs centaines d'autres militants islamistes par la police palestinienne, en mars 1996, à la suite de la vague d'attentats qui avaient coûté la vie de plusieurs dizaines d'Israéliens et provoqué l'échec de Shimon Pérès aux élections de juin, les quatre hommes s'étaient évadés de la prison centrale de Naplouse en septembre de la même année. Leurs noms figuraient sur la liste des 88 militants islamistes recherchés par Israël et transmise à la sécurité palestinienne après l'at-

tentat du 30 juillet. Placés sous couvre-feu depuis une dizaine de jours et interrogés tour à tour par les forces israéliennes dans les écoles et les bâtiments publics d'Azira Shamalya, les habitants du village, de même que les familles des kamikazes, ont affirmé avoir perdu de vue les quatre hommes depuis près de deux ans. Où se cachaient-ils et qui les aidait ? Ce sont quelques-unes des questions auxquelles le Shin Beth et l'armée, qui ont procédé ces derniers jours à un vaste coup de filet dans les milieux islamistes des territoires occupés - une centaine de personnes ont été arrêtées -, vont s'efforcer de répondre.

« L'enquête qui vise à mettre au jour l'infrastructure d'Ezzedine El Kassam (branche armée du Mouvement de la résistance islamique), responsable des deux derniers attentats et encore capable d'en perpétrer d'autres dans un futur immédiat, se poursuit », affirme un communiqué officiel, qui rappelle que « la publication des détails de l'investigation est interdite ».

Patrice Claude

Le Rwanda démobilisera près de 60 000 militaires en trois ans

L'ARMÉE patriotique rwandaise (APR) a entrepris, lundi 22 septembre, une vaste opération de démobilisation avec, comme enjeu essentiel, de rendre à la vie civile des anciens combattants dont le passé strictement militaire peut représenter un danger potentiel pour la sécurité du pays. En deux phases étalées sur trois ans, 57 500 soldats seront démobilisés, la part de la défense dans le budget de l'Etat devant passer de 34 % aujourd'hui à 20 % fin 1998.

Une partie de ces militaires - 17 500, selon des sources gouvernementales - sont des membres de l'APR volontaires, âgés ou « malades chroniques ». Les 40 000 autres appartenaient aux ex-Forces armées rwandaises (FAR), défaites en juillet 1994 après quatre ans de guerre civile contre le Front patriotique rwandais (FPR) du général Paul Kagame, l'actuel vice-président et ministre de la Défense. Quelques ex-FAR avaient été intégrés dans l'APR en 1994 et 1995, et certains d'entre eux occupent aujourd'hui des postes à responsabilité.

Mais les contraintes budgétaires qui pèsent sur le pays, notamment depuis le retour massif des réfugiés de Tanzanie et de République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre) fin 1996, ne permettent plus au gouvernement de prolonger ce processus d'intégration militaire. Qu'il s'agisse de ses propres recrues ou des ex-FAR, dont certains sont revenus récemment de RDC,

l'Etat rwandais doit aujourd'hui considérer le reclassement dans la vie civile d'individus dont la vie entière a été consacrée à la lutte armée, dans l'armée régulière ou dans les maquis.

« Il y a un risque réel que les vétérans vendent leurs services à qui voudra bien les acheter », estime un diplomate accrédité à Kigali. Dans l'absence de perspective civile, « ils se chercheront des employeurs ou deviendront des gangsters », prédit-il.

ASSISTANCE FINANCIÈRE

Selon le rapport des autorités, sur les 5 000 soldats de l'APR visés par la première phase de démobilisation, qui s'achèvera fin 1998, 42 % n'ont « aucune qualification » et la plupart d'entre eux ne disposent d'aucune terre cultivable.

Plus du tiers des 39 millions de dollars nécessaires à l'aboutissement du programme sera ainsi consacré à l'assistance financière des vétérans, pendant les dix premiers mois de leur réinsertion. Mais, par-delà son volet social, la démobilisation vise aussi à réorganiser l'APR, une armée de guérilla formée dans les maquis et convertie en 1994 en armée conventionnelle. Ephraïm Kabajja, président de la Commission de démobilisation et de réintégration, a estimé que « les problèmes de défense du territoire [pouvaient] être réglés avec moins de soldats si ceux-ci sont bien entraînés et mieux équipés ». - (APR)



CHEVIGNON
PARIS-MADRID-ATHENES

Le sort de deux infirmières menaces les relations entre Londres et Riyad

LONDRES
de notre correspondant

Le sort de deux infirmières britanniques accusées par la justice saoudienne d'avoir assassiné une collègue australienne menace à nouveau les relations entre Londres et Riyad. Lucille McLauchlan, trente et un ans, et Deborah Parry, quarante et un ans, sont soupçonnées d'avoir poignardé Yvonne Guilford, cinquante-cinq ans, en décembre 1996. La première a été condamnée, mardi 23 septembre, à huit ans de prison et 500 coups de rotin. Le sort de la seconde demeure incertain. Des informations faisant état d'une condamnation à mort émanant des avocats de la victime ont été démenties par la défense. Selon le Foreign Office, son nom n'a pas été mentionné lors de l'audience.

La police saoudienne défend la thèse d'une dispute au sujet de « relations personnelles » et ajoute que les coupables présumées ont utilisé la carte de crédit de la victime. Les deux jeunes femmes ont avoué, avant de se rétracter. L'incertitude qui pèse sur le sort de Deborah Parry tient à l'attitude du frère de la victime, Frank Guilford, lequel refuse d'accepter « le prix du sang », qui permet à la famille d'une victime d'accepter une compensation financière en échange de la vie du meurtrier, selon la loi islamique en vigueur. Les Saoudiens espèrent que M. Guilford fera preuve de clémence.

SÉRIEUSES IMPLICATIONS

La réaction britannique à l'audience de mardi a été vive. La presse et les organisations de défense des droits de l'homme ont pris fait et cause pour les deux infirmières. Le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, a jugé la condamnation de M^{me} McLauchlan « totalement inacceptable dans le monde moderne » et évoqué les « sérieuses implications » qui pourraient en découler. En réponse, l'ambassadeur saoudien à Londres a affirmé que le processus d'appel n'en était qu'à ses débuts, avant d'ajouter : « Nous n'avons pas l'intention de changer notre système, notre religion et nos coutumes pour faire plaisir aux journalistes ou aux libéraux au grand cœur ».

L'affaire est sensible, car Riyad est le premier client de l'industrie de défense britannique. En 1996, les Saoudiens ont acheté pour 2,5 milliards de livres d'armement et les gros contrats se succèdent entre les deux pays. Londres devra donc jouer serré pour parvenir à protéger ses ressortissants sans froisser ses partenaires.

Les rapports anglo-saoudiens n'en sont pas à leur première crise. En 1996, Riyad avait déjà réclamé l'expulsion du dissident islamique Mohamed al-Massari, qui mène campagne de Londres contre le roi Fahd. Mais une tentative d'expulsion vers une petite île des Antilles avait été interrompue par la justice britannique.

Si les sentences évoquées mardi se confirment, le premier ministre, Tony Blair, risque fort de se trouver confronté à sa première crise internationale.

Patrice de Beer

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Compagnie Malienne pour le Développement des Fibres Textiles (CMDT) lance un Appel d'Offres pour la sélection d'un Assistant Technique, expert en Suivi-Evaluation, pour le compte du Programme de Diversification des Revenus/SAN.

Date limite de dépôt des offres (en langue française) : 23 octobre 1997 à Bamako (Mali).

Le cahier des charges est disponible auprès de la CMDT BP 487 Bamako (Mali), de l'Ambassade du Mali à Paris, Washington, Bruxelles, Bonn et Johannesburg, et de la Compagnie Française pour le Développement des Fibres Textiles (CFDT) (attention : DDR), 13, rue de Monceau, 75008 Paris. Tél. 01.42.99.54.52. Télécopie : 01.42.99.53.24, au prix de 500 FF (ou 50 000 FCFA).

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser au Service Approvisionnement de la CMDT à Bamako. Tél. 22.72.80.

Le Japon va jouer un rôle stratégique accru en Asie-Pacifique

Washington et Tokyo resserrent leurs liens de sécurité

Américains et Japonais ont adopté, mardi 23 septembre, les nouvelles modalités de leur accord de sécurité qui renforce le rôle du Japon en cas de conflit régional. Le premier ministre japonais devra dissiper les inquiétudes d'une Chine hostile à cette nouvelle donne stratégique.

TOKYO
de notre correspondant

Le Japon et les États-Unis ont adopté, mardi 23 septembre à New York, les nouvelles lignes directrices de leur alliance stratégique dont le principal élément est l'extension de l'assistance apportée aux forces américaines par leurs homologues japonaises en cas de crise régionale.

Cette révision des objectifs de l'alliance nippo-américaine, pierre angulaire du système de défense japonais et élément déterminant des équilibres stratégiques dans la région, est l'une des questions les plus épineuses auxquelles est confronté le gouvernement Hashimoto. Impliquant un nouveau glissement dans l'interprétation des principes pacifiques de la Constitution, elle soulève de fortes oppositions dans le monde politique et dans l'opinion publique. Revenant,

riens domment le ton. La nouvelle donne ne doit pas conduire à « une participation automatique du Japon à une guerre américaine », écrit ainsi l'Asahi, qui estime qu'« une alliance ne signifie pas marcher invariablement au même pas que son partenaire ».

Depuis qu'il a recouvré sa souveraineté par le traité de San Francisco de 1951, le Japon a vécu sous le parapluie nucléaire des États-Unis. Le poids de l'alliance nippo-américaine (dont le texte fondamental est le traité de sécurité entre les deux pays), révisé en 1960 en dépit d'un fort mouvement de protestation populaire puis réaménagé en 1978, pèse largement sur les Américains : le Japon se retranche derrière les principes pacifiques de sa Constitution (imposée en 1947 par Washington) pour conserver un profil bas et se tenir à la marge des conflits. Il sert néanmoins de

appelant des évolutions. D'autant plus qu'il existe en Asie des foyers potentiels de tension : la péninsule coréenne et le détroit de Taiwan. En cas d'attaque de la Corée du Nord sur le Sud (où sont stationnés 27 000 soldats américains), quel soutien apporterait le Japon aux États-Unis ? Aux termes des dispositions actuelles, il serait minime alors que le Japon serait le premier concerné en raison de la proximité du conflit. Si une telle situation se présentait, elle susciterait un tollé de l'opinion américaine et viderait de sa substance la notion d'« alliance ». La révision des objectifs de celle-ci vise à établir une répartition plus équilibrée entre les obligations des Américains et celles des Japonais.

Les dispositions adoptées à New York prévoient un renforcement du soutien logistique réciproque entre les deux armées. Mais les nouvelles orientations de l'alliance restent volontairement imprécises. Ainsi, pour la question controversée de la zone couverte par la coopération nippo-américaine, il est prévu que « des mesures appropriées seront prises en réponse à des situations affectant l'aire limbo du Japon et que les deux pays s'apporteront respectivement un soutien en fonction d'accords adéquats ». On ne peut être plus vague. L'aire limbo du Japon n'est pas une notion géographique mais « situationnelle », précise si l'on peut dire - le texte de l'accord : eo d'autres termes, l'aire concernée dépendra des circonstances.

Que les nouvelles dispositions de l'alliance aient été adoptées par les deux gouvernements ne signifie pas qu'elles deviennent effectives. Le Japon est loin d'avoir élaboré (et encore moins fait adopter au Parlement) les lois permettant à ses forces armées d'assumer leurs nouvelles responsabilités car, en arrière-plan, se profile la question de la révision d'une Constitution qui interdit au Japon de participer à un système de défense collectif.

Philippe Pons

Une assistance hors des frontières

Les nouvelles modalités de l'alliance entre Tokyo et Washington autorisent le Japon à intervenir à l'extérieur de ses frontières en cas de conflit militaire impliquant les États-Unis. Mais il ne s'agit que d'opérations d'assistance. Le Japon pourra participer au déminage et à des missions de secours dans les eaux internationales et utiliser ses bâtiments à des fins d'inspection pour faire appliquer un embargo décidé par l'ONU. Il pourra prêter son concours pour les communications et la surveillance maritime et aérienne ainsi qu'autoriser l'armée américaine à utiliser ses ports, aéroports et hôpitaux. Il pourra enfin accueillir des réfugiés civils venant des zones de combats.

en outre, à une extension du périmètre de défense japonais, les nouvelles orientations de l'alliance confèrent au Japon un rôle militaire régional suscitant des appréhensions chez ses voisins, où les soutiens de son passé expansionniste restent vifs. L'inclusion de fait de Taiwan dans l'aire couverte par l'alliance provoque enfin de vives réactions à Pékin.

Les nouvelles orientations de l'alliance nippo-américaine contraignent le Japon à nuancer le débat sur les questions sensibles de son rôle international et de la révision de sa Constitution. Les édi-

base arrière aux engagements américains en Corée puis au Vietnam : Okinawa, archipel qui s'étend entre Kyushu et Taiwan, était considéré alors comme la « clé du Pacifique ». Et les habitants du petit archipel (0,6 % du territoire nippon), où sont situés les trois quarts des bases américaines au Japon et plus de la moitié des 47 000 soldats qui y sont stationnés, sont encore les premiers à supporter le fardeau de la défense nationale.

La fin de la guerre froide et la montée en puissance d'un Japon demeurant néanmoins sur le strapontin stratégique des États-Unis

Le premier ministre japonais entame son deuxième mandat avec une autorité affaiblie

TOKYO
de notre correspondant

La démission de Koko Sato et les excuses présentées à la nation, lundi 22 septembre, par le premier ministre Hashimoto, qui a admis « ne pas avoir suffisamment tenu compte de l'opinion publique », sont loin de clore la crise politique ouverte par le choix imprudent du chef du gouvernement en faisant entrer dans son cabinet un homme condamné dans le cadre du scandale Lockheed au début des années 70. Si les excuses font partie de la diplomatie du Japon en Asie en raison de son agression passée, il est plus rare qu'un premier ministre en présente à l'opinion publique nipponne et encore plus qu'il reconnaisse « avoir commis une erreur ». C'est ce qu'a fait Ryutaro Hashimoto en des termes sans équivoque.

Les commentateurs estiment

néanmoins que l'autorité du premier ministre s'affaiblit d'une affaire qui a aggravé les dissensions entre les membres de la coalition gouvernementale précisément au moment où les nouvelles orientations de l'alliance stratégique entre Tokyo et Washington, qui viennent d'être annoncées, sont déjà un sujet de désaccord. Aux divergences entre libéraux-démocrates, majoritaires à la Chambre basse - mais non au Sénat - avec ses partenaires sursauts de l'opposition, largement représentés par les médias, que les dirigeants nippons devront d'ailleurs intégrer dans leurs calculs.

M. Hashimoto a rompu sans ambages avec une « règle » du jeu politique - par ailleurs guère regardant en matière d'éthique - qui veut qu'un politicien condamné ne puisse pas entrer dans un cabinet. L'attentisme qu'il a observé par la suite a entamé son image d'homme de décision.

Alors qu'il inaugure son deuxième mandat, le premier ministre est donc confronté à un problème de crédibilité. L'affaiblissement de sa position au sein du PLD, où il n'a pas de base solide (n'étant pas le chef de l'un des clans du parti, il ne dispose pas de « troupes » sur lesquelles il peut compter), aura-t-il des conséquences sur la poursuite de la politique réformatrice qu'il a lancée ? Certains le craignent. Le *Nihon Keizai*, quotidien des milieux d'affaires, écrit qu'à la faveur de la crise d'autorité du premier ministre, les lobbies formés par les « parlementaires des tribus » (contrôlant des « fiefs » bureaucratiques-affairistes : construction, télécoms, santé, etc.) opposés aux réformes pourraient relever la tête.

Au cours de ces dernières années, la société japonaise a changé, et les manœuvres politiques ne

étaient possibles au début de la décennie sont moins tolérées. Le rejet de la politique telle que la pratiquent les partis a pour envers une effervescence démocratique à la base qui se traduit par un pulvérisement de petits mouvements de citoyens.

UNE IMAGE TERNIE

La levée de bouillottes provoquée par la nomination de Koko Sato est symptomatique de ces nouveaux sursauts de l'opinion, largement représentés par les médias, que les dirigeants nippons devront d'ailleurs intégrer dans leurs calculs. M. Hashimoto a rompu sans ambages avec une « règle » du jeu politique - par ailleurs guère regardant en matière d'éthique - qui veut qu'un politicien condamné ne puisse pas entrer dans un cabinet. L'attentisme qu'il a observé par la suite a entamé son image d'homme de décision.

Alors qu'il inaugure son deuxième mandat, le premier ministre est donc confronté à un problème de crédibilité. L'affaiblissement de sa position au sein du PLD, où il n'a pas de base solide (n'étant pas le chef de l'un des clans du parti, il ne dispose pas de « troupes » sur lesquelles il peut compter), aura-t-il des conséquences sur la poursuite de la politique réformatrice qu'il a lancée ? Certains le craignent. Le *Nihon Keizai*, quotidien des milieux d'affaires, écrit qu'à la faveur de la crise d'autorité du premier ministre, les lobbies formés par les « parlementaires des tribus » (contrôlant des « fiefs » bureaucratiques-affairistes : construction, télécoms, santé, etc.) opposés aux réformes pourraient relever la tête.

Ph. P.

Un euro fort pourrait diminuer l'influence du dollar en Asie

Débats sur une nouvelle donne monétaire à Hongkong

HONGKONG
de notre envoyé spécial

Le futur euro devrait s'affirmer rapidement comme une importante monnaie de réserve et compenser ainsi l'influence du dollar américain. Prononcés par tel ou tel responsable de la Commission de Bruxelles, ces propos n'auraient rien pour étonner.

En revanche, dans la bouche de Michel Camdessus, ils ont valeur d'imprimatur. Le directeur général du Fonds monétaire international (FMI) exprimait sa confiance dans le rôle de la future monnaie unique à la veille de l'assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale, inaugurée mardi 23 septembre à Hongkong. L'euro donne à réfléchir aux dirigeants d'une région - l'Asie - qui s'interroge sur la politique monétaire à mener et sur la façon dont elle devra mieux diversifier à l'avenir les devises qu'elle utilise pour ses transactions commerciales et financières.

La grave crise que subissent les monnaies asiatiques depuis le mois de juillet n'oblige les autorités des pays les plus concernés - Thaïlande, Malaisie, Indonésie notamment - à tout faire pour rétablir la confiance des marchés à l'égard des devises locales qui ont parfois perdu entre 15 % et 30 % de leur valeur au cours de l'été. Mais au-delà de cette exigence immédiate s'amorce une réflexion à plus long terme sur la pertinence de maintenir un « système » monétaire ancré sur le dollar américain et qui n'a pu résister aux effets dévastateurs de l'envolée du billet vert. Alors que dans le même temps, se manifestait la fragilité d'un système financier longtemps alimenté par des capitaux spéculatifs, une situation qui vaut pour l'ensemble des pays de la région.

CONTEXTE COMMERCIAL ÉVOLUTIF

Cette nouvelle donne monétaire se double d'un contexte commercial en pleine évolution. Au fur et à mesure que se développaient ces économies « émergentes », s'accroissait la part de leurs échanges réalisés entre elles d'une part, avec le Japon ensuite et enfin plus récemment, avec l'Europe. Le tout au détriment des États-Unis. Pourtant, l'essentiel de ce commerce régional est encore libellé en dollars. Jusqu'à présent, les « tigers » et les « dragons » asiatiques devaient vivre avec cette anomalie, quitte à en subir les contrecoups. En revanche, la perspective de la monnaie unique européenne, à l'horizon 1999, offre de nouvelles possibilités aux pays qui souhaitent diversifier à la fois le mode de facturation de leurs échanges et surtout le panier monétaire de leurs réserves de change.

D'ores et déjà, l'Europe détrône les États-Unis en termes de parts de marché. Les quinze réalisent actuellement 21 % des exportations mondiales, contre 20 % pour les États-Unis et environ 10 % pour le Japon. Elle assure aussi 38 % du PIB total des pays industrialisés contre 33 % pour les États-Unis, une part qui, selon les experts de Bruxelles, pourrait rapidement atteindre 40 %. Les deux ensembles économiques et commerciaux font d'ailleurs jeu égal en termes de parts du PIB mondial (20 % à 21 % pour l'un et l'autre).

Le paradoxe est que face à cette situation, près de 50 % des opérations commerciales internationales sont encore libellées en dollars (5 % en yens, 15 % en deutschemarks et 18 % en autres devises européennes). Dans le domaine des transactions financières, le décalage est encore plus criant : 83 % pour le billet vert, le yen et le deutschemark se partageant le reste pour l'essentiel. En revanche, selon les dernières statistiques du FMI, la part du dollar dans les réserves de change mondiales est tombée de 71 % en 1983 à 56 % début 1996 contre 7,1 %

pour le yen et 25,8 % pour les quinze devises de l'Union.

Fort de ces enseignements, Yves Thibault de Silguy, le commissaire européen chargé des questions monétaires, n'a pas manqué de vanter à Hongkong les atouts de la future monnaie unique auprès de ses interlocuteurs asiatiques. Avec quelque succès, affirme-t-il. Son discours aurait notamment séduit les dirigeants de Chine populaire. Au cours de l'entretien bilatéral qu'il a eu, le 22 septembre, avec Li Peng, le premier ministre chinois, celui-ci aurait clairement indiqué au représentant européen qu'il n'entendait pas maintenir les réserves du pays en une seule devise, autrement dit le dollar. Le propos n'est pas neutre quand on sait que les réserves de change chinoises - les plus importantes au monde derrière celles du Japon - représentent actuellement

L'adhésion de la Chine à l'OMC avance lentement

Les autorités américaines se disent « encouragées » par les réformes économiques en Chine mais soulignent que son intégration à l'économie globale passe par une plus grande ouverture de ses marchés. La demande d'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) n'a pas encore donné de résultats : pour être admise, la Chine devra « accepter les normes d'ouverture du système. Nous attendons avec impatience la continuation de ce processus », a déclaré, mardi 23 septembre, Lawrence Summers, secrétaire adjoint au trésor américain, lors d'une intervention en marge des réunions annuelles de la Banque mondiale et du FMI à Hongkong.

S'exprimant le même jour à New York, le secrétaire d'État américain, Madeleine Albright, a expliqué que les États-Unis « ne se fusaient pas d'illusions sur les difficultés » préalables à une entrée de la Chine dans l'OMC, qui devra se faire « selon des termes commercialement viables ».

131,6 milliards de dollars ainsi que l'a indiqué à Hongkong Zhu Rong-gil, le vice premier ministre chinois, véritable patron de l'économie et des réformes en cours.

De plus, si on compte avec les réserves de change de Hongkong, rattachées à Pékin en juillet, lesquelles représentent 85,3 milliards de dollars américains, ce sont au total 217 milliards de dollars qui sont concernés. Une masse considérable qui pourrait faire une place à l'euro. Pour peu qu'il s'agisse d'un « euro fort », font toutefois valoir les dirigeants de Hongkong, beaucoup plus réservés que ceux de Pékin sur le sujet et surtout soucieux de maintenir le plus longtemps possible leur indépendance monétaire par rapport à Pékin.

Pour Francis Lau, le responsable des investissements étrangers auprès de l'autorité monétaire de Hongkong, la possibilité du non de revoir la composition des réserves de change de l'île, libellées à 83 % en dollars américains et dans une moindre mesure en marks, dépendra de la crédibilité de la monnaie unique face au dollar.

Dans le cadre d'un euro faible, une perspective que M. Lau n'écarte pas si l'Italie et l'Espagne devaient faire partie du cercle fondateur, ce serait rédhibitoire. C'est donc seulement à long terme, après avoir jugé de la stabilité de la future monnaie unique européenne, que se prononceraient les autorités locales. Un sentiment d'expectative partagé par les représentants des autres pays asiatiques, soucieux de ne pas se défaire trop vite d'une monnaie qui a fait ses preuves - le dollar - au profit d'une autre - l'euro - qui doit encore s'affirmer.

Serge Marti

Unionistes et républicains d'Irlande du Nord se résignent à s'asseoir à la même table

Le premier face-à-face a été bref et mouvementé

Pour la première fois depuis la partition de l'Irlande, les principales formations politiques représentant la majorité protestante et le Sinn

Fein, la branche politique de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), se sont rencontrés, mardi 23 septembre à Belfast, autour d'une table de

négociations. Les pourparlers entre partisans et adversaires du maintien de l'Ulster dans le Royaume-Uni s'annoncent délicats.

LONDRES
de notre correspondant
L'Irlande du Nord a connu, mardi 23 septembre, un moment historique. Pour la première fois depuis 1922, dirigeants républicains et unionistes se sont en effet retrouvés autour d'une même table. Un événement que l'on croyait impossible il y a peu mais qui a tourné court. La délégation du Parti unioniste (UUP), dirigée par David Trimble, a quitté la salle de négociations de Stormont, à Belfast, après avoir décliné une diatribe contre le Sinn Fein, la branche politique de l'IRA.

Au nom de l'UUP, le député Ken Maginnis a demandé l'exclusion des pourparlers de paix du Sinn Fein, « parvin du terrorisme » et « inextricablement lié à l'IRA ». Il s'en est aussi pris au gouvernement travailliste de Tony Blair, qui n'a pas ménagé ses pressions en faveur des négociations. Il s'est adressé au président de la session, l'ancien premier ministre irlandais

Harri Holkeri, tournant délibérément le dos aux représentants du Sinn Fein. Puis, sans attendre leur réponse, les unionistes sont partis.

DIALOGUE AMORCÉ

Alors qu'en Irlande du Nord, un tel événement en matière de paix n'est pas simple. En disant qu'ils continueraient sans faiblir de dénoncer le Sinn Fein - dont, selon M. Trimble, la présence n'est pas nécessaire dans les pourparlers de paix -, les unionistes de l'UUP ont, de fait, reconnu qu'ils ne les boycotteraient pas. L'important n'est pas ce qu'ils ont dit mais qu'ils aient été là pour le dire. Il s'agit donc pour l'UUP d'un geste important, et qui tient compte du désir de la majorité des protestants d'une solution négociée.

Mais, en contrepartie, les unionistes se devaient de dénoncer

aussi fort que possible leur futur interlocuteur. D'où les violences verbales échangées de part et d'autre, les gesticulations, la vaisselle jetée au visage de la chaise vide tout en ayant peur d'être accusé de trahison par les « durs » de l'unionisme. Le petit parti de l'Alliance ne s'y est pas trompé en critiquant ces « duels et bruits de sabre ». « Il faut en finir avec ce théâtre et nous concentrer sur les choses sérieuses », a dit son porte-parole.

La réponse de Londres et de Dublin à la requête de l'UUP d'exclure le Sinn Fein devrait être négative et M. Trimble le sait bien. M. Blair et son homologue de Dublin, Bertie Ahern, ont déployé trop d'efforts afin d'amener les républicains à Stormont pour les en chasser dès le premier jour. Avec les mois qui passent, si aucun incident ne vient troubler l'atmosphère - de la part des groupuscules extrémistes républicains ou loyalistes opposés au processus de

paix -, les négociations devraient pouvoir prendre un rythme de croisière.

Ce rythme sera cependant très lent car on ne met pas fin, en quelques mois, à des décennies de haine et de méfiance. Mais, à défaut de s'entendre eux-mêmes, les protagonistes savent que Londres et Dublin risquent de décider à leur place s'ils ne respectent pas la date-butoir de mai 1998. Comme l'a reconnu David Ervine, chef du Parti progressiste loyaliste (PUP) : « Le gouvernement nous demande de régler nos affaires, sinon il le fera à notre place ». Et effet, au contraire de son prédécesseur, M. Blair n'a pas besoin des voix des députés du Nord à la Chambre des communes. Il n'en reste pas moins que ses courageux efforts pour mettre fin à la crise irlandaise ne sont pas sans risques. Bien des gouvernements britanniques s'y sont cassés les dents avant lui.

Patrice de Beer

Quatre femmes sont candidates à la succession de Mary Robinson à Dublin

DUBLIN
correspondance

La décision du Fianna Fail, le Parti républicain du premier ministre irlandais Bertie Ahern, de rejeter la semaine dernière la candidature à l'élection présidentielle de son ancien chef, Albert Reynolds, et de lui préférer une femme (Mary McAleese, qui enseigne le droit à l'université de Belfast et a milité pour la cause catholique) a créé une situation originale dans le pays : les quatre prétendants à la succession de Mary Robinson seront des femmes. En 1990, M^{me} Robinson était la première Irlandaise candidate à la magistrature suprême. Alors qu'elle vient de prendre ses nouvelles fonctions de haut-commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme (Le Monde du 16 septembre), aucun des trois grands partis du pays n'a donc choisi de candidat masculin pour la remplacer.

Rares étaient ceux qui pensaient que M. Reynolds, ancien *teach* (premier ministre) et principal architecte du cessez-le-feu de l'IRA en 1994, serait écarté de la course. Mais Bertie Ahern n'appréciait guère la candidature d'un homme qui risquait de faire éclater la fragile coalition gouvernementale en raison du scandale des exportations de boeuf, auquel son nom a été attaché. Cette défaite d'Albert Reynolds, à laquelle il a contribué dans l'ombre, permettra à « Bertie » de renforcer son autorité à la tête du Fianna Fail.

La liste des candidates comprend deux personnes résidant hors de la République : M^{me} McAleese, domiciliée en Irlande du Nord, et une candidate indépendante, Rosemary Brown qui a émigré en Alabama. Cette dernière bénéficie de l'appui de mouvements anti-avortement.

Sonhaitant renouveler le succès obtenu avec Mary Robinson, le Parti travailliste a choisi une militante anticléricaliste qui s'est consacrée à l'aide aux enfants de Tchernobyl, Adri Roche ; elle a déjà obtenu le soutien des Verts, du chanteur du groupe U2, Bono, et de nombreux jeunes. La députée européenne Mary Banotti représentera la Fine Gael ; seule candidate à avoir déjà remporté une élection, elle est la nièce de Michael Collins, le héros de la guerre d'indépendance.

M^{me} Roche et M^{me} McAleese sont probablement les candidates qui ont le plus de chances de l'emporter le 30 octobre. Mais la seconde, bien que favorite des sondages, aura contre elle son origine « nordiste » et la rancune tenace des partisans de l'Albert Reynolds.

John Horgan

Deux ONG françaises font appel à Jacques Chirac pour obtenir la libération de leur personnel retenu en otage dans le Caucase russe

MOSCOU
de notre correspondant

Les organisations humanitaires françaises Médecins sans frontières et Equilibre demandent à Jacques Chirac, en visite d'Etat à Moscou du 25 au 27 septembre, de faire pression sur les autorités russes pour que les cinq otages français dans le Caucase russe soient libérés. « Nous attendons de Jacques Chirac qu'il mette ce dossier au premier plan de ses discussions avec les autorités russes. Nous attendons une position plus ferme du gouvernement français. Nous comprenons mal que [cette visite] se passe comme d'habitude alors que cinq otages français sont détenus sur le territoire de la Fédération de Russie », a déclaré à Moscou, à la veille de l'arrivée du président français, le chargé de mission de MSF pour le Caucase, François Jean.

Christophe André, trente ans, originaire de Valenciennes et administrateur des missions de Médecins sans frontières pour le Caucase du Nord, a été enlevé dans la nuit du 1^{er} au 2 juillet, au bureau de l'association de Nazran, la capitale de l'Ingouchie (sud de la Fédération de Russie). Les représentants de MSF ont reçu le 21 juillet une lettre, postée à Nazran, revendiquant l'enlèvement, accompagnée d'une photo Polaroid de Christophe André. Les ravisseurs demandaient à MSF de se préparer à payer un rançon de 1 million de dollars, sans que cette demande soit suivie de contacts directs.

De son côté, Alain Michel, président de l'association Equilibre, a déclaré à Lyon qu'il avait demandé à Jacques Chirac d'« intervenir et de faire pression » sur les autorités

russes pour que les otages français soient libérés. Trois membres d'Equilibre, Andy Chevalier, Pascal Porcheron, Laureat Moles ainsi qu'un ami de l'un d'eux, Régis Greves-Vialoo, ont été enlevés, le 2 août à Makhatchkala, la capitale du Daghestan (sud de la Fédération de Russie). Equilibre a récemment reçu une simple cassette vidéo montrant les quatre Français enlevés.

CINQ ENLEVEMENTS

Même si Moscou rejette la responsabilité de ces cinq enlèvements sur les séparatistes de Tchétchénie (république indépendante voisine du Daghestan et de l'Ingouchie), les associations humanitaires françaises tiennent le gouvernement russe pour responsable du sort des cinq otages. « Christophe a été en-

levé en Ingouchie, sur le territoire de la Fédération de Russie. Il est membre d'une organisation qui travaillait officiellement avec les autorités russes », dit François Jean. Ensuite, souligne-t-il, « les autorités russes ont déclaré, et montré, qu'elles pouvaient jouer un rôle dans ce genre d'affaires lors de la libération des journalistes russes » otages. Mais le Conseil de sécurité russe, qui a agi pour la libération des Russes, « ne veut pas s'occuper de notre cas », dit François Jean. Du côté d'Equilibre, Alain Michel a déclaré à Lyon que « compte tenu de l'obligation de sécurité que tout Etat doit garantir à l'égard des étrangers, depuis le début nous nous en sommes remis aux autorités russes, le Daghestan se trouvant sur le territoire de la Fédération de Russie ».

Jean Baptiste Naudet

Le chef de l'Etat en Russie

Le président Jacques Chirac était attendu jeudi soir 25 septembre à Moscou pour une visite d'Etat de quarante-huit heures en Russie, son troisième séjour officiel dans ce pays depuis son arrivée à l'Elysée. Accompagné de son épouse, de trois ministres - éducation, affaires européennes, commerce extérieur - ainsi que de dix-huit industriels et banquiers, le président de la République entend réaffirmer, dit-on à l'Elysée, la volonté de Paris de développer « un partenariat privilégié » avec Moscou. La France veut soutenir la politique de réformes en Russie. M. Chirac aura plusieurs entretiens avec le président Boris Eltsine. Il inaugurera à Moscou un grand lycée français et terminera son séjour par une visite, samedi, à Saint-Petersbourg, avant de regagner Paris dimanche matin.

**Lever l'ancre
ça ouvre des horizons**

CROISIÈRE

UNE SEMAINE
AVION COMPRIS

LES CARAIRES

6490F

**SUR LE PAQUEBOT
PRINCESS DANAE**

NOUVELLES FRONTIÈRES
distributeur d'énergie

DEPART DE PARIS
PREZ PAR PERSONNE
EN CLASSE INTERMÉDIAIRE DOUBLER
ET EN PENSION COMPLETE
A CERTAINES DATES
HORS TAXES AERISSEMENT
TAXES PORTUAIRES OBLIGATOIRES
100 JOURS DE VOYAGE
08 03 33 33 33 (1,49F la minute)
3615 11 (1,29F la minute)
<http://www.nouvelles-frontieres.fr>

Suède : des handicapés « cobayes » pour des expériences dentaires

STOCKHOLM. Quelque 430 jeunes Suédois atteints de déficiences mentales ont servi de « cobayes » entre 1946 et 1951 pour la réalisation d'expériences destinées à permettre aux enfants « sains » d'avoir de bonnes dents, selon le quotidien *Dagens Nyheter* du lundi 22 septembre. Le ministère des affaires sociales avait choisi les patients d'un établissement du sud du pays pour étudier l'évolution des caries, en les forçant à absorber, en grosse quantité, du chocolat et deux sortes de caramel. Ce projet, qui servit à une vaste campagne d'information contre les caries, fut lancé alors que la Suède pratiquait plusieurs milliers de stérilisations forcées par an, contre d'autres handicapés mentaux, mais aussi des marginaux, des adolescents ayant une mauvaise vue ou des femmes célibataires (au total, quelque 62 000 personnes entre 1935 et 1975). Les sociaux-démocrates souhaitaient ainsi bâtir une « société meilleure » et réduire les dépenses sociales. - (Corresp.)

La Russie va arrêter sa production de plutonium militaire

MOSCOU. La Russie va totalement arrêter, d'ici à l'an 2000, la production de plutonium destiné à la fabrication d'armes nucléaires, a annoncé, mardi 23 septembre, le vice-président américain, Al Gore, à l'issue d'entretiens avec le premier ministre russe, Viktor Tchernomyrdine. « Cela signifie que trois réacteurs russes seront reconvertis à un usage civil d'ici la fin de cette décennie », a affirmé M. Gore, ajoutant que cette décision constituait « une avancée importante dans le domaine de la non-prolifération » nucléaire. Les trois réacteurs, qui devaient être reconvertis grâce à un financement américain, sont situés dans les villes de Seversk, Tomsk et Jelesnogorsk, selon l'agence russe Interfax. La Russie a déjà fermé 10 de ses 13 réacteurs produisant du plutonium à des fins militaires. - (AFP)

Bruxelles qualifie d'« insensée »

la position de M. Chirac sur Schengen

PARIS. L'Assemblée nationale française a ratifié, mardi 23 septembre, l'accord d'adhésion de la Grèce et de l'Autriche à la convention de Schengen, qui fixe les règles de libre circulation entre les Etats signataires. Seul le groupe communiste s'est abstenu. L'Autriche intègre l'espace Schengen le 1^{er} décembre, après l'Italie, fin octobre. La Grèce doit encore prendre des mesures pour coaccréter son adhésion. Paris et Bruxelles se sont à nouveau heurtés, mardi, à propos des contrôles français aux frontières avec les pays du Benelux, maintenus à l'initiative du président Chirac qui accuse les Pays-Bas de servir de plaque tournante au trafic de drogue européen. « Malgré les pressions, je ne bougerai pas en ce qui concerne le contrôle à la frontière nord malgré les inconvénients que cela présente pour les Belges », a déclaré M. Chirac. Le ministre belge de l'Intérieur, Johan Vande Lanotte, a jugé cette position « totalement insensée », estimant qu'une plus grande collaboration entre les polices est la meilleure façon de lutter contre le trafic. - (AFP, Reuters.)

DÉPÊCHES

■ **ESPAGNE** : deux membres présumés de l'organisation séparatiste basque ETA, soupçonnés d'appartenir au « Commando Biscaye », ont été tués, mercredi 24 septembre, au cours d'une fusillade avec des hommes de la Garde civile espagnole venus à l'aube vérifier l'identité de trois suspects dans un appartement du port de Bilbao. Le troisième s'est échappé. Selon les autorités, les trois suspects ont immédiatement ouvert le feu. Un garde civil a été légèrement blessé. - (AFP)

■ **RUSSIE** : Boris Eltsine s'est prononcé, mercredi 24 septembre, devant la chambre haute du Parlement, pour un rôle accru de l'Etat dans l'économie, estimant que « le marché en soi n'est pas la panacée à tous nos maux ». Il a par ailleurs dénoncé les « pressions » exercées sur le gouvernement par les magnats russes des affaires, qu'il appelle à se mettre « au service de l'Etat et des citoyens ». - (AFP)

■ **Le président russe approuve la nouvelle loi sur la religion**, votée, vendredi 19 septembre, par les députés et jugée discriminatoire par les catholiques et les protestants. Le président russe avait mis son veto à la première version de ce texte, qui avait entraîné des protestations du Sénat américain et du Vatican. Le patriarche de Moscou, Alexis II, a estimé mardi 23 septembre à Odessa (Ukraine) que cette nouvelle loi était appelée à « mettre de l'ordre dans l'activité des prédicateurs étrangers ». - (AFP)

■ **SERBIE** : selon des résultats encore partiels publiés, mardi 23 septembre, par la commission électorale, les partisans du président Slobodan Milosevic regroupés dans le bloc de gauche SPS-ND-JUL obtiennent 98 sièges (sur les 250 que compte le Parlement) devant le parti ultra-nationaliste SRS (80 sièges) et la droite monarchiste du Mouvement serbe du renouveau (SPO) de Vuk Draskovic (45). Dans la course à la présidence, Volslav Seselj (SRS) talonne Zoran Lilic, le candidat de M. Milosevic. Les deux hommes s'affrontent le 5 octobre lors d'un second tour de scrutin. - (AFP)

■ **SÉNÉGAL** : au moins quinze indépendantistes ont été tués en Casamance au cours d'une attaque de l'armée sénégalaise contre une base de rebelles à Santhiaba Mandjak, non loin de la frontière avec la Guinée-Bissau, a indiqué, mardi 23 septembre, une source militaire. La base a été encerclée et pilonnée par l'artillerie pendant quatre heures. - (AFP)

■ **PARAGUAY** : le général Lino Oviedo a été officiellement désigné, mardi 23 septembre, candidat du parti Colorado, au pouvoir depuis cinquante ans, à la prochaine élection présidentielle de mai 1998. Agé de cinquante-quatre ans, le général Oviedo avait été rayé des cadres de l'armée et démis de son rang de chef de l'armée de terre pour une tentative de coup d'Etat, perpétrée en avril 1996, à l'encontre de Juan Carlos Wasmosy, premier président paraguayen démocratiquement élu depuis cinquante ans. - (AFP)

Un conflit euro-américain se profile sur le dossier de la vache folle

BRUXELLES. Réunis, lundi 22 et mardi 23 septembre à Bruxelles, les ministres de l'Agriculture des Quinze ont estimé qu'une levée même partielle de l'embargo décrété sur les exportations de viande de bœuf britannique en raison de la « vache folle » serait prématurée. Après la Belgique, les Pays-Bas et la France, des exportations illégales de viandes britanniques ont été identifiées en Allemagne. La Commission a demandé aux autorités de Bonn de fermer une entree-prise. La politique de prévention pourrait conduire à un nouveau conflit commercial avec les Etats-Unis. La Commission a interdit l'usage de l'Europe d'abats à risque pour la fabrication de suif, une matière première utilisée pour la fabrication de médicaments et de cosmétiques. Elle doit décider s'il est possible d'autoriser leurs importations en provenance de pays, comme les Etats-Unis, qui autorisent l'usage de tels abats. - (Corresp.)

BUDGET Le conseil des ministres a approuvé, mercredi 24 septembre, le projet de loi de finances pour 1998. Le gouvernement a prévu d'augmenter la charge fiscale de 14 milliards de

francs, dont 9 milliards pour les entreprises, afin de respecter les normes du traité de Maastricht tout en finançant ses aides à l'emploi. **LES CRÉDITS DE LA DÉFENSE**

donnent la priorité aux dépenses de fonctionnement sur lesquelles pèse la professionnalisation des armées, au détriment des dépenses d'équipement, qui enregistrent une baisse de

8,7 %. Alain Richard, ministre de la défense, annonce au Monde une « revue » des programmes. **LA FISCALITÉ** est, en France, moins progressive qu'en ne le pense générale-

ment : c'est ce que montre une étude de l'Insee, qui permet de mesurer que les divers prélèvements éparpillés, relativement, les revenus des ménages les plus riches.

Le gouvernement se prépare à une polémique sur les hausses d'impôts

Le projet de budget prévoit une augmentation de la fiscalité de 5 milliards de francs sur les ménages et de 9 milliards sur les entreprises. S'y ajouteront les mesures destinées à assurer l'équilibre de la Sécurité sociale. Les investissements outre-mer resteront détaxés

LE PLUS DIFFICILE comment... Après de longs mois de travail interministériel, le projet de loi de finances pour 1998 est maintenant bouclé et a été approuvé, mercredi 24 septembre, par le conseil des ministres. Le gouvernement va donc maintenant devoir convaincre l'opinion que sa copie budgétaire est réussie et, en particulier, qu'il n'a pas eu la main trop lourde dans les hausses d'impôts.

Les grands équilibres de ce projet de loi de finances ne devraient, de fait, guère susciter de controverses. Ils ont été dessinés de telle sorte que la France respecte les critères du traité de Maastricht. Le gouvernement a choisi de serrer très fortement les dépenses, qui atteindront en 1998 le total de 1 585,3 milliards de francs (hors comptes spéciaux du Trésor), soit une hausse de seulement 1,36 %, à comparer à une prévision de prix de 1,4 % pour la même année. Selon le gouvernement, cette norme d'évolution, équivalente à une stagnation en volume, est sans précédent dans l'histoire budgétaire récente.

De leur côté, les recettes devaient atteindre 1 331,8 milliards de francs (plus 4,1 %). Le déficit budgétaire devrait donc ressortir à 253,8 milliards de francs contre 284,8 milliards en 1997. Construit sur une hypothèse de croissance de 3 %, ce budget devrait donc afficher un déficit égal à 3,1 % du produit intérieur brut (PIB). Or, le gouvernement estime que le déficit des régimes sociaux devrait être limité à 0,1 point de PIB, tandis que les autres organismes d'administration centrale (ODAC) seraient excédentaires de 0,2 point. Au total, la barre fatidique des 3 % de déficits publics serait donc atteinte. Le gouvernement entend en tirer argument pour souligner qu'il s'agit d'un budget « économe », même si certains ministères (emploi, éducation, recherche, culture, justice) ont été épargnés par la rigueur.

La partie la plus délicate que jouera le gouvernement avec l'opinion portera donc indéniablement sur les impôts. Il a préparé une argumentation pour souligner qu'il agit avec discernement. D'abord, il

fera observer qu'il a calibré les hausses d'impôt de telle sorte que les recettes fiscales suivent une évolution, malgré tout, plus lente que celle du PIB. Ainsi, 14 milliards de francs d'impôts nouveaux ont été décidés pour 1998, dont 5 milliards à la charge des ménages et 9 milliards à la charge des entreprises.

JUSTICE FISCALE

Pour le gouvernement, cette évolution est modérée. Elle devrait même autoriser une baisse des prélèvements obligatoires de 46 % du PIB en 1997 - un niveau historique - à 45,9 % en 1998. Les prélèvements d'Etat diminueraient même de 2 milliards de point. En outre, le gouvernement observe qu'il ne s'agit pas à proprement parler de hausses d'impôt - c'est-à-dire de mesures affectant les taux d'imposition - mais de corrections touchant les assiettes, de telle sorte que certaines « niches » fiscales, profitant essentiellement aux revenus élevés, soient mises en cause. Preuve, selon les experts socialistes,

que les hausses d'impôt, non seulement sont modérées, mais répondent aussi à un souci de justice fiscale.

Ces hausses d'impôt sont le résultat d'une multitude de mesures qui tendent à limiter certains avantages fiscaux. Comme prévu (Le Monde des 4 et 19 septembre), pour les ménages, la réduction d'impôt pour emploi sera réduite de moitié et ne pourra donc dépasser 22 500 francs. Les exonérations liées à l'assurance-vie seront, pour les nouveaux contrats, sensiblement réduites, tandis que la restitution de l'impôt fiscal sera freinée. De plus, pour les contribuables ayant élevés seuls un enfant, le bénéfice de la demi-part supplémentaire sera plafonné à 3 000 francs. Les avantages fiscaux concernant les quinquagénaires (navires de commerce) seront, de leur côté, supprimés.

Le gouvernement a hésité à limiter les avantages fiscaux prévus par la loi Pons, piste qui a inquiété le chef de l'Etat, lequel s'en est ouvert au premier ministre. Mais, en dernière minute, une autre solution a

été retenue : la procédure d'agrément des investissements dans les DOM - TOM sera durcie, prenant notamment en compte l'effort de créations d'emploi et les sommes en cause seront réintégrées dans l'assiette de l'impôt sur la fortune et de l'impôt sur le revenu, de telle sorte que les contribuables n'échappent plus à ces deux prélèvements. En sens inverse, le taux de la TVA pour les travaux d'entretien des logements sociaux sera abaissé à 5,5 %.

L'ÉPARGNE PIONNIÈRE

Par ailleurs, pour les entreprises, le gouvernement a inscrit dans le projet de loi diverses dispositions (modification du système des provisions, limitation des avantages consentis pour fluctuation des cours ou en faveur des entreprises concessionnaires de services publics) qui ont pour point commun d'accroître le rendement de l'impôt sur les sociétés.

Il reste que ces mesures figurant dans le projet de loi de finances ne

seront pas les seules qui affecteront les ménages ou les épargnants en 1998. Il faudra aussi prendre en compte les effets des dispositions qui figureront dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale, examiné le 8 octobre en conseil des ministres : montée en puissance de la CSG, qui favorisera le pouvoir d'achat des salariés mais qui ponctionnera l'épargne d'un peu moins de 20 milliards de francs supplémentaires, réforme de l'allocation pour garde d'enfant (AGED) ou des critères d'attribution des allocations familiales (lire page 8).

Tenant compte de ces différents projets, l'opposition conteste donc que le gouvernement ait agit avec doigté et lui reproche de trop taxer les épargnants - qui peuvent être aussi des salariés - et de mettre à mal la politique familiale. Que la critique soit ou non fondée, c'est en tout cas sur ce front que les hostilités budgétaires vont se dérouler : le gouvernement a-t-il bien calibré ses projets fiscaux ?

Laurent Mauduit

Alain Richard, ministre de la défense « Je lancerai dès cet automne une revue générale des programmes »

« La professionnalisation et la restructuration des armées ne coûtent-elles pas plus cher que prévu, parce qu'il faut recruter, former des personnels, en inclure d'autres à partir, et parce qu'il faut accompagner la reconversion de leur emprise domaniale ?

- L'ensemble des coûts prévisionnels liés à la professionnalisation et à la restructuration des armées ont été inscrits dans la programmation. Le fonds de professionnalisation, le fonds d'adaptation industrielle et le fonds de restructuration de la défense sont consacrés à l'accompagnement et à la reconversion des hommes et des moyens des armées. Pour 1998, ces fonds seront dotés, en crédits de paiement, de 2,5 milliards de francs. Les moyens ainsi dégagés correspondent aux besoins programmés et constatés pour mener à bien cet accompagnement. En 1997, nous vérifions que les coûts de rémunération et de fonctionnement liés à la professionnalisation sont en cohérence avec les prévisions. Je dois souligner la vigilance de l'ensemble des cadres et des responsables pour respecter leurs limites financières.

- Quels programmes d'armement allez-vous lancer, réduire ou abandonner et quelles seront les répercussions sociales de la forte chute des crédits d'équipement ?

- Les contraintes budgétaires que nous avons dû absorber en 1997 et 1998 ne conduisent à l'abandon d'aucun programme. En revanche, certains programmes subiront des retards ou des étirements sans que soient remises en cause nos capacités opérationnelles permanentes, ni les objectifs stratégiques de notre modèle d'armée futur. Il faut se garder de toute approche mécaniste des effets en termes d'emplois de ce type de décisions.

» On constate que, depuis le dé-

but de la décennie, le secteur des industries d'armement perd environ dix mille emplois chaque année. C'est, bien sûr, l'effet d'un ralentissement des commandes adressées à ces industries, qui se vérifie dans tous les pays industriels chez qui nous exportons. Il s'agit, certes, d'une tendance lourde, qui ne s'anéantira sans doute pas en 1998, mais ce mouvement n'est pas inéluctable, et les restructurations en cours des principaux groupes industriels de ce secteur préparent l'avenir, y compris celui des sous-traitants.

- Dès ses deux premières années d'application, la programmation militaire adoptée en 1996 prend du retard en matière d'équipement. Ne serez-vous pas contraint de proposer une nouvelle loi au Parlement à partir de 1999 ?

- La loi de programmation actuelle est la première qui, depuis 1959, ne s'est pas contentée de programmer une modernisation - même substantielle - des équipements militaires. Elle a inscrit dans la durée les moyens nécessaires à une rénovation majeure de notre système de défense, en programmant la réalisation de « systèmes d'hommes ». Lorsque les moyens nécessaires à cette dynamique de professionnalisation, notamment les effectifs prévus par la loi, sont inscrits dans la loi de finances initiale, je ne considère pas justifié de remettre cette loi de programmation en question.

» Mais, dans un environnement économique particulièrement contraint, nous devons veiller à l'efficacité maximale de la dépense militaire, avec une vision prospective des activités économiques liées à la défense. C'est pourquoi je lancerai, dès cet automne, une revue générale des programmes et des opérations d'investissement.

Propos recueillis par Jacques Isnard

Le système d'imposition français favorise les plus riches

ALORS que le gouvernement lève le voile sur ses projets fiscaux pour 1998, l'Insee publie le même jour, mercredi 24 septembre, une véritable radiographie du système des prélèvements fiscaux et sociaux qui pèse sur les ménages. Le constat dressé par cette étude retient d'autant plus l'attention qu'il va à l'encontre d'une idée reçue : il met en évidence que le système de prélèvements français n'est que très imparfaitement progressif.

Sur la base des dernières statistiques disponibles, celles de 1994, l'Insee montre, d'abord, que l'impôt sur le revenu est moins fortement progressif qu'on ne le pense généralement. Un ménage sur deux en étant exonéré, il est nul sur les revenus les plus bas. Quand on monte dans l'échelle des revenus, le taux moyen d'imposition grimpe jusqu'à atteindre un taux moyen de 13 % du revenu disponible pour les 5 % des ménages les plus riches. La progressivité est donc réelle, mais pas spectaculaire : en 1994, le taux supérieur (dit « marginal ») de l'impôt sur le revenu atteignait 56,8 % (54 % depuis 1997), mais l'Insee met en évidence que même pour les ménages les mieux lotis, le prélèvement total était très inférieur.

Les prélèvements assis sur la consommation (TVA, taxe sur les carburants, tabacs) sont, eux, dégressifs : ils s'échelonnent entre 13 % pour les ménages les plus modestes (pour lesquels les pré-

lèvements indirects constituent la quasi-totalité des prélèvements constatés) et 7 % pour les plus hauts revenus. L'Insee balaise donc implicitement la thèse de certains experts selon laquelle la TVA serait un prélèvement juste puisque, grâce au taux réduit pour les produits de première nécessité, elle tiendrait compte des revenus. En fait, il n'en est rien, car les ménages disposant des plus hauts revenus épargnent proportionnellement plus que les bas revenus et sont donc relativement moins touchés par les impôts de consommation.

LES RETRAITÉS SONT AVANTAGÉS

Au total, l'Insee évalue à 18 % le taux de prélèvement moyen fiscal (impôt sur le revenu, impôts sur la consommation et impôts locaux) supporté par les Français. La progressivité des prélèvements « reste modérée », ajoute l'Institut, soulignant que le taux varie de 14 % pour les plus bas revenus à 21 % pour les plus hauts.

Cette progressivité est encore atténuée pour certaines catégories sociales. Disposant de revenus du patrimoine plus importants que le reste de la population (revenus qui sont relativement moins taxés que les autres), les retraités sont avantagés : pour eux, le taux de prélèvement est presque systématiquement inférieur d'environ 3 points à celui des actifs de niveau de vie comparable, et sa progressivité est encore plus faible. Pour disposer du bilan exhaustif de ce système

de prélèvements, il faut prendre en compte les cotisations sociales. Dans ce cas, la progressivité du système est encore plus douteuse. En partant du bas, le taux de prélèvement socio-fiscal progresse très fortement quand on monte dans l'échelle des revenus, passant de 17 % à près de 40 % jusqu'au cinquième décile (les 50 % de la population qui ont les plus bas revenus). Au-delà, de ce seuil, le taux de prélèvement reste pratiquement stable. En montant dans l'échelle des revenus, la courbe représentant la pression fiscale dessine donc un angle droit convexe : elle part presque à la verticale, avant de suivre une évolution horizontale.

Cette étude est à interpréter avec précaution, car les chiffres ont vieilli. Ils ne prennent ainsi en compte ni l'instauration de la contribution pour le remboursement de la dette sociale, ni la réforme de l'impôt sur le revenu, ni la montée en puissance de la CSG. Pour autant, ces réformes récentes ou à venir modifient-elles profondément le diagnostic d'ensemble ? Alors que le gouvernement de Lionel Jospin tente de corriger certains défauts du système, en donnant davantage de place à la CSG, qui pèse sur tous les revenus, le travail de l'Insee a un mérite : il montre que la progressivité des prélèvements est faible, voire nulle dans certains cas.

L. M.

Les patrimoines restent concentrés et leur rendement fructueux

DEUX ÉTUDES publiées, mercredi 24 septembre, par l'Insee - l'une consacrée aux « ménages fortunés », l'autre aux « revenus et performances des placements » - confirment que toutes les inégalités, celle des patrimoines est la forte.

Si l'on se réfère à l'enquête de 1992 sur les actifs financiers, il apparaît que le patrimoine reste extrêmement concentré : les 220 000 ménages les plus riches (soit 1 % de l'ensemble) détiennent le cinquième du patrimoine total. Ce taux varie selon la nature des actifs : les plus riches possèdent 5 % de la valeur totale du parc de résidences principales (occupées par leurs propriétaires), mais près de 40 % du stock de valeurs mobilières (actions, obligations, SICAV et fonds communs de placement).

PROGRESSION CONFORTABLE

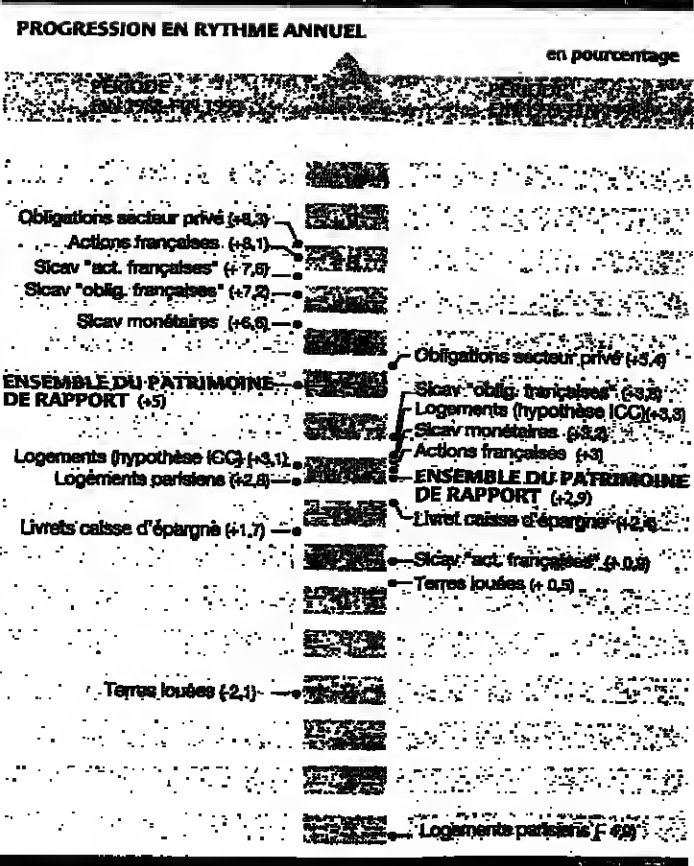
Si l'on se réfère à l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), on se rend compte qu'en 1996, les 174 256 assujettis déclaraient détenir un patrimoine net d'environ 1 890 milliards de francs, ce qui correspond à 8 % du patrimoine total des ménages (l'assiette de l'ISF ne prend pas en compte les biens professionnels, les forêts, ni les œuvres d'art). Enfin, l'examen des donations et successions fait apparaître que 1 % des défunts ont légué, en 1995, 14 % de l'ensemble des actifs transmis.

Au total, l'Insee estime donc que

ces trois sources d'information convergent pour attribuer au 1 % des ménages les plus riches entre

14 % et 20 % du patrimoine total. Très concentré, le patrimoine apporte aussi à ceux qui le détiennent

Performance des différents placements avant impôts



des revenus dont la progression reste, année après année, très confortable. Certes, au cours des années 1994, 1995 et 1996, les revenus du patrimoine des ménages ont stagné. Ils ont même diminué de 3,6 %, en 1996, du fait de la baisse des taux d'intérêt, pour atteindre 554 milliards de francs avant impôt.

L'Insee souligne toutefois que la bonne mesure de ces évolutions n'est pas celle des revenus, mais plutôt la « performance réelle » du patrimoine de rapport : les revenus corrigés des plus ou moins-values potentielles et de l'inflation. Sur les années 1994-1996, la performance réelle globale du patrimoine de rapport a atteint 2,9 % l'an, soit une évolution sensiblement supérieure à celle des revenus salariaux.

L. M.

BROTHER
6 nouveau fax
chez DURIEZ
Fax 510 avec massicot et
chargeur de documents 10
pages 1 490 F TTC. Le 520
avec répondeur intégré en
plus 1 590 F TTC. Fax papier
ordinaire, mémoire 20 pages,
qualité copieur 3 190 F TTC.
Fax laser connectable PC
6 790 F TTC.
Duriez, 3 rue La Boétie 75008
112132 bd Saint-Germain 75006

paringer
fabrique à vous mesurer des centaines de
modèles de bibliothèques à COLOMBES ou à
PILASTRES en vrai bois finement travaillé.

CREATION - FABRICATION - VENTE
121, rue du Cherche-Midi, 75006 PARIS
Tél. : 01.42.22.22.05
12, rue de la Chaise, 75007 PARIS
Tél. : 01.45.44.10.44

Biographies & photos.
Le Guide du Pouvoir
Cabinets ministériels,
parlementaires, élus locaux,
haut-fonctionnaires,
dirigeants, journalistes...
11e édition (3 volumes) 990 frs TTC
Editions Jean-François Dumais
Tél. 01 42 46 58 10

Je suis un...
Je suis un...
Je suis un...

مركز الصحافة

(Publicité)

LE MONDE / JEUDI 25 SEPTEMBRE 1997 / 7



BOSS
HUGO BOSS

Boutiques BOSS

12/14, Rond-Point des
Champs Elysées 75008 Paris

43, avenue de l'Opéra
75002 Paris

374, rue Saint Honoré
75001 Paris

Centre commercial Belle Epine
94520 Rungis Thiais

19/21, rue de l'Ancienne
Comédie 75006 Paris

CC le Métropole 17, avenue des
Spélugues 98000 Monte Carlo

4, rue du Casino
14800 Deauville

5, rue Blatin
63000 Clermont Ferrand

d'impôt

Les riches

Le Guide
du Pouvoir

M. Jospin va réduire le nombre de foyers touchés par le plafonnement des allocations familiales

Le premier ministre compte relever les plafonds de ressources

Lionel Jospin a annoncé, mardi 23 septembre, sa décision de « relever sensiblement les plafonds pour les familles » dont les deux parents tra-

vaillent ou qui ont trois enfants et plus. L'Union nationale des associations familiales reste hostile à la mise sous condition de ressources des

allocations. L'UDF dénonce une mesure jugée contraire à la solidarité. Le PS propose une allocation dès le premier enfant.

LE PREMIER MINISTRE commence à mesurer les risques politiques de la mise sous condition de ressources des allocations familiales, qui se trouve depuis plusieurs jours sous le feu croisé des associations, de la plupart des syndicats, de l'opposition et même d'une partie de la gauche. Sans céder sur le fond de la réforme, Lionel Jospin a donc annoncé, mardi 23 septembre, après un entretien avec Hubert Brin, président de l'Union nationale des associations familiales (UNAF), que le gouvernement « proposera de relever sensiblement les plafonds pour les familles dont les deux parents travaillent ainsi que pour celles ayant trois enfants ou plus ».

Dans un premier temps, le gouvernement avait envisagé des plafonds de ressources qui, selon le mouvement familial, pénaliseraient gravement les classes moyennes supérieures : 25 000 francs net mensuels (avant abattements fiscaux de 10 % et 20 %) pour une famille dont un seul des parents travaille, 29 000 francs quand les deux parents ont un emploi ou quand un homme ou une femme élève seul

ses enfants. Les pouvoirs publics envisageaient de relever ces plafonds de 4 000 francs par enfant à partir du troisième enfant. Le gouvernement avait calculé que plus de 420 000 à 450 000 familles auraient été concernées, « soit moins de 9 % » des foyers percevant des « allocations ».

Au ministère de la solidarité, on affirmait, mercredi matin, que le relèvement des plafonds était encore en cours de discussion, mais qu'ils seraient « évidemment supérieurs à 500 francs, évoqués ces derniers jours [dans la presse] ». Le gouvernement attendait de cette réforme 6 milliards de francs d'économies en 1998. Il va donc avoir des difficultés à boucler son projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 1998, dont la ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, annoncera les grandes lignes, vendredi 26 septembre, lors de la réunion de la commission des comptes de la « Sécu ». Avec environ 37 milliards de francs de déficit cette année, et probablement 33 milliards de francs l'an prochain, le régime général (salariés du privé)

est encore dans le rouge. Le gouvernement s'est engagé à ramener le déficit 1998 entre 10 et 12 milliards de francs, et M. Jospin a annoncé un retour à l'équilibre pour 1999.

« MARCHANDAGE »

Cette ouverture du premier ministre sur les allocations familiales ne change rien sur le fond. Le président de l'UNAF, qui a réaffirmé son hostilité au principe même de leur mise sous condition de ressources, « compte sur le débat parlementaire » pour parvenir à « une solution acceptable ». M. Brin, qui rappelle que « la famille n'est ni de droite, ni de gauche », regrette que le gouvernement s'allie ainsi le mouvement familial, alors que sur certains points (emploi des jeunes, travail des femmes, familles immigrées, etc.), celui-ci a une sensibilité et une approche voisines de celles de la majorité actuelle.

Pour l'heure, l'opposition tente de récupérer la mise. Mardi 23 septembre, Anne-Marie Idrac, députée UDF-FD des Yvelines, au nom du groupe UDF, a critiqué la mise sous

condition de ressources, mais aussi la diminution de moitié de l'allocation de garde d'enfant à domicile (6 400 francs au lieu de 12 800 francs par trimestre) et la réduction d'impôt pour les emplois familiaux (de 45 000 francs à 22 500 francs). Ces mesures vont, selon elle, « encourager le travail au noir », et elles auront « pour effet direct de renvoyer les femmes à la maison ».

De son côté, Alain Delu, président de la CFDT, a dénoncé « le marchandage » que représentent, selon lui, les dernières concessions faites par M. Jospin. Ce dernier a annoncé que le gouvernement allait engager, l'année prochaine, « une réflexion d'ensemble sur les objectifs et le financement de la politique familiale ». Elle pourrait déboucher, selon M. Aubry, sur l'ouverture d'une allocation « dès le premier enfant », comme l'a demandé, mardi, le bureau national du PS. Le PS a aussi proposé de prolonger les allocations familiales de dix-neuf à vingt ans.

Jean-Michel Bezat

Le gouvernement tente de rassurer le patronat sur l'emploi

M. Pierret annonce un budget « économe et sincère »

LE FORUM organisé mardi 23 septembre au palais omnisports de Bercy par l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) devait trouver les moyens de « déverrouiller l'emploi » des jeunes. Les dix mille personnes qui ont été mobilisées à cette occasion ont été conviées, en fait, à entendre les thèmes chers à un patronat inquiet des projets du gouvernement Jospin. Ce forum avait été prévu à l'origine le 28 mai et devait prouver au gouvernement Juppé que l'UIMM était attentive aux difficultés de la jeunesse. L'arrivée de la gauche au pouvoir a modifié l'argumentaire. « Notre obsession, c'est l'emploi », a déclaré Denis Gautier-Sauvagnac, vice-président délégué général de l'UIMM, ajoutant que « l'emploi n'est pas une seule source : l'entreprise » qu'il ne faut pas « empêcher de travailler » avec des mesures « idéologiques fondées sur des dogmes éternels », comme la réduction de la semaine de travail à 35 heures.

Devant des milliers de jeunes en CAP ou en écoles d'ingénieurs qui ont exprimé par un chahut quasi-permanent que le débat ne les concernait pas, on a entendu Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, tenter de rassurer le patronat en lui annonçant un budget 1998 « économe » et « sincère » qui vaudrait aux Français un pouvoir d'achat après impôts en augmentation de 2 %. M. Pierret a promis que, lors de la conférence sur l'emploi, le 10 octobre, « rien ne doit être imposé, si ce n'est une méthode de négociation ». Il a lu un message du premier ministre évoquant « un nouveau pacte économique et social pour l'emploi » et assurant que « ce n'est pas contre les entreprises que l'on créera des emplois ». M. Jospin « connaît les inquiétudes d'un certain nombre de chefs d'entreprise », mais il « entend aussi les exigences et les aspirations qui s'expriment dans notre société ». « Nous ne pouvons nous satisfaire d'une situation où le taux de chômage pour les jeunes actifs reste proche de 25 % », a conclu M. Jospin.

Auparavant, il ne s'est agi que de défendre pendant quatre heures l'entreprise contre les freins et les « outages » qui nuisent à sa compétitivité, à sa profitabilité, donc à l'emploi des jeunes. On a entendu ceux qui, avec Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, estiment qu'il vaut mieux « augmenter le gâteau », et ceux qui, avec Nicole

Notat, secrétaire générale de la CFDT, insistent sur la nécessité de mieux le partager. Hommes politiques, syndicalistes et chefs d'entreprise ont dit que seule la négociation au niveau des unités de production permettrait de concilier les aspirations des salariés et les nécessités de l'entreprise.

Les chefs d'entreprise appelés à prendre la parole ont évidemment poudrenqué la réduction de la durée du travail à 35 heures. Jean Gandois s'est certes voulu légaliste : « Si une loi est prise, nous l'appliquerons, mais nous perdrons des parts de marché et le chômage augmentera ». Bruno Lacroix, vice-président du CNPF, a souligné l'absence de marge de manœuvre d'un sous-traitant employant 200 salariés auquel l'industrie automobile a donné l'ordre de

M. Gandois est serein

Le président du CNPF est sorti serein, mardi 23 septembre, après un entretien de près de trois heures avec Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité. Sur le financement de la protection sociale, Jean Gandois a noté qu'il y a « une très bonne convergence de vue » avec le gouvernement. Sur les emplois-jeunes, « les points de vue sont plus différenciés », mais M. Aubry a « en partie rassuré » le CNPF, en annonçant que des précautions seraient prises pour éviter que ces emplois concurrents ne nuisent aux entreprises privées. Restait l'épineux problème de la réduction du temps de travail où « les principes sont les plus opposés », le patronat ne voulant pas d'une diminution de la semaine de travail à 35 heures.

réduire ses prix de 10 % par an pendant cinq ans.

En conclusion, Arnaud Leenhardt, président de l'UIMM, a formulé sept propositions qui figurent en bonne place une diminution des dépenses publiques, un aménagement et non une réduction du temps de travail, la modernisation du code du travail ou la mise en place au sein de l'éducation nationale d'un enseignement jugé digne de ce nom sur les entreprises et les débouchés qu'elles offrent.

Alain Faujas

Jacques Chirac se veut

« le garant de la cohésion sociale »

TROYES

de notre envoyé spécial

Une après-midi pour les entreprises ; une matinée pour les associations luttant contre l'exclusion : les déplacements de Jacques Chirac en province sont soigneusement équilibrés. Dialoguer avec les patrons lui permet de faire entendre sa différence avec le gouvernement et de laisser entendre que de « véritables emplois » ne peuvent être créés que par une baisse des charges sociales pesant sur les salaires en échange d'engagements fermes des employeurs. Et si ses critiques contre les projets de Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, heurtent tous ceux qui font la queue dans les rectorats, cela ne le gêne pas puisque, ayant la charge du long terme, il n'est pas obligé de suivre au jour le jour les mouvements de l'opinion. Son rôle, au contraire, tel qu'il le conçoit, consiste à préserver l'avenir et donc à prévenir que les « emplois Aubry » ne sont pas une solution durable.

Mais, manifestement, c'est au milieu de ceux qui se battent pour redonner une chance aux exclus que Jacques Chirac se sent le plus à l'aise. Pas simplement parce que, comme il l'a dit mardi 23 septembre à Troyes, lors d'une table ronde avec les associations, « le président de la République est le garant de la cohésion sociale, c'est même une de ses fonctions essentielles ». Jacques Chirac connaît les difficultés de tous

ces militants associatifs. Il les écoute avec passion. Il les interroge sur la façon dont ils règlent les problèmes de chiens des personnes dont l'animal est « le dernier lien avec la société ». Il s'informe de l'attitude de la police autour des bus qui circulent pour apporter une assistance aux drogués.

Le chef de l'Etat soutient aussi la distribution de méthadone : « La substitution n'est pas la solution, affirme-t-il, mais c'est une solution ». Pour autant, il n'est pas question de freiner la lutte contre tous les trafics de drogue, car « la consommation de drogue douce conduit inévitablement aux drogues dures ; tous les gens sérieux en sont conscients ». Une pierre dans le jardin de Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire, et d'Elisabeth Guigou, ministre de la justice, qui s'étaient exprimées récemment sur ce sujet.

En visitant, mardi en fin de matinée, un lieu d'accueil pour ceux qui n'ont plus rien, Jacques Chirac a pu mesurer la portée de la phrase qu'il avait lancée quelques instants plus tôt : « On s'aperçoit finalement que ce qui manque, tant sur le plan matériel que spirituel, ce n'est pas tellement la richesse, c'est le partage ». Mais, tout cela, Jacques Chirac le sait depuis longtemps, au point qu'on peut se demander ce qu'apportent de plus au président de la République ces visites de terrain, reprises avec un plaisir évident.

Thierry Brétier

CERTAINS PENSENT QUE LA PRESSE N'EST PAS LIBRE AU TOGO. ILS DEVRAIENT LA LIRE PLUS SOUVENT !

LE REGARD
du 22 au 28 juillet 1997

« Le pouvoir en place vient une fois de plus de violer la Constitution en mutant arbitrairement des juges et en procédant à des nominations politiques à la tête de la magistrature en violation des usages de l'ancienneté et de la hiérarchie. Le milieu judiciaire réputé corrompu, n'a pas bonne presse à cause des magouilles des blocages, des lenteurs et de la lâcheté qui caricaturent grossièrement la justice togolaise... »

COCODRILE
du 17 au 20 juillet 1997

« Face au manque d'une politique réaliste et soutenue du gouvernement togolais en matière agricole, les paysans de la région maritime ont décidé de se prendre en charge. C'est ainsi qu'ils se sont retrouvés les 10 juillet et 11 juillet derniers au collège protestant de Togoville en une assemblée générale. Il est important que l'Etat adopte une réelle politique agricole qui s'éloigne de la politique politicienne où on exploite le domaine agricole comme tremplin pour un parti politique... »

L'EVEIL
du 18 au 24 juillet 1997

« Il paraît plus difficile à l'opposition togolaise d'obtenir des conditions d'organisation d'élections transparentes qu'à un chameau d'entrer dans le trou d'une aiguille. Soyons réalistes pour comprendre que Eyadema n'organiserait jamais des élections transparentes, même sous l'effet des pressions extérieures, pour faire gagner l'opposition. Aussi, un autre aspect de la problématique consiste à songer à l'après élection. Car il ne s'agit pas seulement de remporter une victoire électorale, il faudra aussi penser à la gestion du pouvoir... »

Le Nouveau Journal
du 18 au 24 juillet 1997

« Le régime illégitime ne s'embarrasse pas de formalité et ne se soumet à aucune exigence légale, morale ou éthique. Sur le plan sécuritaire, il n'existe aucune garantie de sécurité de quelque nature pour les citoyens. D'ailleurs, le commun des citoyens est considéré comme « un simple civil ». Ce vocable est bien courant et veut dire que le citoyen civil n'est rien par rapport à un citoyen gendarme, militaire ou policier... »

Pour certains, l'Afrique n'en finit pas de partir à la dérive. La guerre, la famine, l'illettrisme, l'insalubrité seraient le lot quotidien de ce vaste continent de 700 millions d'habitants. C'est oublier que l'Afrique compte plus de 50 pays, dont beaucoup ont retrouvé le chemin de la croissance et du développement. Le Togo veut être l'un des exemples de ce renouveau africain : un régime stable et démocratique, une économie libérale dotée d'un code d'investissement très attractif, un taux de croissance qui approche les 10 %, un niveau d'éducation en progression constante, une longue tradition

de médiation sur le plan diplomatique, une presse libre, des richesses insoupçonnées... Qui sait, par exemple, que la production de phosphates, de fer, de marbre ou d'énergie hydroélectrique est parmi les plus importantes de la planète ? Qui sait que le port de Lomé est le seul port franc en eau profonde de la côte ouest-africaine ? Qui sait que le pays offre aux hommes d'affaires une des plus vastes zones franches du continent ? Oui, ce pays que les connaisseurs appellent la « petite Suisse de l'Afrique » est aujourd'hui une chance pour les investisseurs, comme pour les touristes.

République du Togo

n'avez pas une Afrique de retard

Joyeux 100

L'extension de l'aéroport de Roissy suscite de vives réactions des élus

Les associations dénoncent le choix du ministre des transports

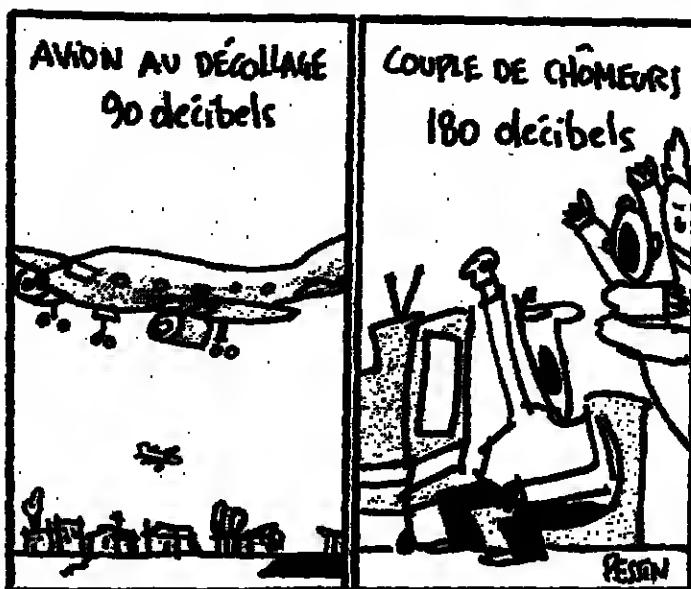
La décision de Jean-Claude Gayssot (PC), ministre de l'équipement, des transports et du logement, annoncée mardi 23 septembre, d'auto-

riser l'extension de la plate-forme aéroportuaire de Roissy et la construction de deux pistes supplémentaires (Le Monde du 23 septembre) a

suscité, comme prévu, une levée de boucliers des opposants, notamment écologistes, et des réactions favorables des milieux économiques.

AIR FRANCE s'est félicitée, mardi 23 septembre, du feu vert donné par Jean-Claude Gayssot. « La plate-forme de Charles-de-Gaulle est aujourd'hui quasi saturée, indique la compagnie aérienne. Or le transport aérien a des perspectives de croissance exceptionnelles : 6 % en moyenne dans les années à venir. Cette croissance est synonyme d'achats d'avions et d'embauches. » Selon Hubert Flahault, président de la Chambre de commerce de Paris, « il s'agit d'une excellente nouvelle pour l'économie, non seulement régionale, mais aussi nationale ». Quant au Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), il se déclare « prêt à participer activement à l'organisation, aux travaux et aux décisions de la structure indépendante que l'Etat promet de créer » pour contrôler les abus et les nuisances sonores.

Figure de proue du camp des mécontents, Dominique Voynet (Verts), ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, regrette une mesure « de nature à mettre en péril vingt ans d'effort pour déconcentrer l'île-de-France ». De leur côté, les Verts se demandent si cette décision ne signifie pas que le



gouvernement est « en train de se rouler à la pensée unique en matière de transports, après le refus de rééquilibrer la fiscalité entre les différents carterants ». Le député socialiste du Val-d'Oise et maire de Gonesse, Jean-Pierre Blazy, qualifie

d'« inacceptable » la décision de M. Gayssot. Les députés socialistes vont demander la mise en place d'une mission parlementaire d'information sur le transport aérien, qui devra notamment à « travailler sur le dossier de l'extension des pistes

de Roissy », a annoncé Jean-Marc Ayrault, le président du groupe PS. Secrétaire national du PCF et député du Val-d'Oise, Robert Fine a rappelé qu'il s'agit « fermement opposé » à l'extension, qu'il « prend acte » de la décision et affirme qu'il « ne sous-estime pas la portée » des mesures d'accompagnement.

Les groupements de riverains se disent « étonnés ». Pour Claude Carpentier, président de l'association du Val-d'Oise contre les nuisances aériennes de Roissy, « au balance des sucettes aux riverains pour tenter d'apaiser leur colère ». André Cuzon, président de l'association de Seine-Saint-Denis Environnement-93, souhaite saisir la Commission nationale de débat public. René Le Mée, président de l'association Val-d'Oise-Environnement, estime qu'il ne peut « pas croire à la limitation des nuisances sonores ». Yves Cochet, député (Vert) du Val-d'Oise, a annoncé le lancement d'une pétition auprès des riverains. Tout comme Eric Raoult (RPR), ancien ministre de la ville et maire du Raincy (Seine Saint-Denis), qui « déplore » la décision de construire les deux nouvelles pistes.

Le Sénat reporte à 1999 l'inscription automatique sur les listes électorales

LE SÉNAT a adopté en première lecture, mardi 23 septembre, le projet de loi sur l'inscription automatique des jeunes de dix-huit ans sur les listes électorales, mais il a amendé le texte, contre la volonté du gouvernement, en reportant la date de sa mise en application au 1^{er} janvier 1999, soit après le recensement des jeunes prévu pour le service national.

M. Chevènement était favorable à une entrée en vigueur de la loi après son adoption par le Parlement, soit avant les élections régionales et cantonales de mars 1998. Chaque classe d'âge représente 750 000 électeurs potentiels, soit 2 % des électeurs inscrits en février 1997. Le groupe communiste a voté pour le projet amendé par la droite sénatoriale, alors que le PS n'a pas pris part au vote. Le texte doit être examiné le 8 octobre par l'Assemblée nationale.

DÉPÊCHES

■ **DROGUE** : le débat sur la dépénalisation de l'usage des drogues douces, ouvert par les ministres Dominique Voynet et Elisabeth Guigou, a soulevé l'indignation du RPR. Jean-Louis Debré, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, les a accusées, mardi 23 septembre, d'« irresponsabilité » et s'est demandé « si après la gauche, on va avoir droit à la gauche-pétard ». François Léotard, président de l'UDF, estime, en revanche, qu'il s'agit d'un « vrai sujet », qui mérite d'être abordé, même si il est « plutôt contre » la dépénalisation.

■ **CUMUL** : le premier ministre a adressé, mardi 23 septembre, une lettre aux dirigeants des partis républicains représentés au Parlement ainsi qu'aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat pour engager avec eux une « concertation » sur la limitation du cumul des mandats. Lionel Jospin précise que ces rencontres pourraient être organisées « avant la fin du mois d'octobre ».

■ **SONDAGE** : les cotes de popularité de Jacques Chirac et de Lionel Jospin enregistrent une hausse de respectivement 2 et 3 points par rapport au mois de juillet, selon un sondage réalisé par BVA, du 18 au 20 septembre, auprès d'un échantillon de 992 personnes et publié par Paris-Match (daté 25 septembre). Le premier ministre recueille 55 % de bonnes opinions, contre 31 % de mauvaises, et le chef de l'Etat 50 % de bonnes opinions, contre 40 % de mauvaises.

■ **COHABITATION** : le bureau national du Parti socialiste a rendu public, mardi 23 septembre, un communiqué dans lequel il déclare reconnaître à Jacques Chirac, au sujet des propos qu'il a tenus à Troyes sur les emplois-jeunes (Le Monde du 24 septembre), « le droit de s'exprimer et, même, le droit d'armes », mais affirme que le bilan du chef de l'Etat sur l'emploi des jeunes se résume à « des dépenses accrues sans aucun résultat tangible ».

■ **PRÉSIDENT** : Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a déclaré, mercredi 24 septembre, sur RMC, que la dissolution de l'Assemblée nationale avait « institutionnellement ramené le président de la République au rôle qu'il avait sous la IV^e République ». Il a ajouté que « ce sera le châtiment de Jacques Chirac, qui se prétend le successeur du général de Gaulle et qui aura pris le contre-pied de ce que de Gaulle faisait dans tous les domaines, y compris l'Europe ».

■ **SÉCURITÉ SOCIALE** : la Fédération des mutuelles de France a rendu public, mercredi 24 septembre, les résultats d'une consultation sur la Sécurité sociale. 10 017 réponses à un questionnaire ont été analysées : 4 personnes sur 10 éprouvent « un sentiment d'insécurité sociale » (difficultés à se nourrir, se loger ou se soigner correctement) et 47 % estiment qu'elles pourraient connaître une situation d'extrême précarité.

Lionel Jospin dans le « laboratoire de la gauche plurielle »

EUX-MÊMES, lucides, ils se donnent des surnoms tout en gros et en couleurs : « groupement frutti », « Club Med janséniste », ou encore « groupe rose, vert, gris ». Avec ses 33 députés, le groupe Radical, citoyen et vert (RCV), dont le PS avait vu la création d'un mauvais œil, n'est pas le plus homogène. En leur regard, mardi 23 septembre, Lionel Jospin a jointement croisé son complément : le groupe RCV est un peu le « laboratoire de la gauche plurielle ».

C'était d'ailleurs la journée des « pluriels » à l'Assemblée. Le matin, Dominique Voynet était devant les députés socialistes pour une rencontre cordiale, même si certains lui reprochaient ses « effets d'annonce » : « Un débat riche et parfois passionné », commente leur président, Jean-Marc Ayrault. L'après-midi, le chef du gouvernement se rend au chevet des « sous-pluriels ». Assis entre Michel Crépeau, le président radical-socialiste du groupe RCV, et son ami Daniel Vaillant (PS), ministre des relations avec le Parlement, souriant à

ses anciens « compagnons de route » — les chevronnés venus du Ceres — M. Jospin s'est senti en confiance. Il a tombé la veste, cité Milan-Kundera, et n'a pas eu besoin de hausser le ton, comme il l'avait fait devant les communistes.

Comme toujours, le discours de la méthode. Les électeurs ont voté, de « manière pondérée et saine », pour une gauche plurielle ; il convient donc de gouverner avec autant de subtilité. Mais il faut, pour cela, un « effort commun pour dépasser les différences ». La « liberté de ton et de pensée » dans la délibération, oui ; mais aussi, le moment venu, « la solidité dans l'action, c'est-à-dire dans le vote », a fermement rappelé l'expert en pluralité.

QUESTIONS « SYMPAS »

Les questions, de l'aven des Intérêts, ont été « sympas ». M. Jospin s'est même permis quelques traits d'humour, comme lorsque Pierre Carassus (MDC) demande si « la banque centrale sera indépendante » : « J'en doute !, répond-il ; est-ce que

les gouvernements sont indépendants des marchés financiers ? ». Marie-Hélène Aubert (Verts) s'inquiète de la délégation interministérielle à la condition féminine : la nomination est imminente, répond M. Jospin, en expliquant que chaque patronyme prononcé provoque des « effarouchements ». Les certificats d'hébergement maintenus dans l'avant-projet de loi Chevènement sur l'immigration ? « Je ne vais pas me battre », annonce M. Jospin. Les conditions de passage à l'euro ? « Il n'y aura pas de référendum ». Un peu plus tard, M. Crépeau évoque d'ailleurs, devant Georges Sarré, le « caractère inutile et fallacieux » d'un tel procédé « marqué par le bonapartisme ».

La question qui aurait dû ficher vient du vice-président Vert de l'Assemblée, Yves Cochet, qui évoque le passage aux 35 heures. Les PME-PMI sont « vertes debout », répond le premier ministre. « Lionel Jospin a dit clairement non à toute date butoir », commentait l'écologiste Noël Mamère au terme de la rencontre. Dès

le départ du premier ministre, les trois chefs de « courants », MM. Crépeau, Sarré et Fiasco, ont repris leurs chamailleries, tout en vantant le talent de M. Jospin. « Clarté et franchise », « conviction et brio », « ni précipitation, ni renoncement »...

Ariane Chemin et Jean-Baptiste de Montvalon

Les députés veulent étendre les droits des victimes d'abus sexuels

LA COMMISSION DES LOIS de l'Assemblée nationale a adopté, mardi 23 septembre, le projet de loi relatif à la délinquance sexuelle. PS et RPR ont voté pour. L'UDF n'a pas pris part au vote. Le PC et le RCV n'étaient pas représentés au moment du vote. A l'initiative du rapporteur, Frédéric Bredin (PS, Seine-Maritime), et de Jean-Luc Warsmann (RPR, Ardennes), les députés ont notamment décidé d'étendre à dix-huit ans ainsi qu'aux parents, frères et sœurs des victimes, le bénéfice de la prise en charge à 100 % par la Sécurité sociale des soins dispensés. A la demande de M^{me} Bredin, les députés ont porté de dix à vingt ans le délai de prescription en matière civile.

Ils ont également adopté un texte permettant aux victimes d'infractions sexuelles de faire publiquement état des sévices subis alors même que les faits sont couverts par la prescription. Un autre amendement du rapporteur, adopté en commission, impose au juge de motiver, le cas échéant, le classement sans suite des affaires d'abus sexuels concernant les mineurs. A l'initiative de Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie) et de M. Warsmann, la commission a décidé qu'on représenterait de l'Etat et un magistrat participeraient, aux côtés du corps médical, à la décision de mettre fin à l'hospitalisation d'office de l'auteur de

crimes ou délits jugé pénalement irresponsable.

Plusieurs députés se sont élevés, en vain, contre l'introduction de nouvelles dispositions législatives concernant le bêtage. M. Mazeaud a fait valoir que les dispositions déjà contenues dans le code pénal étaient suffisantes. A l'appui de sa démonstration, il a évoqué l'avis du Conseil d'Etat sur ce point. Cité dans Libération du 20 septembre, cet avis, dont le gouvernement n'a pas tenu compte, note que l'objectif poursuivi « devrait pouvoir être atteint en engageant des poursuites » contre les bêteurs et non pas en « créant une nouvelle incrimination difficile à appliquer par le juge pénal ».

BÊTAGE ET « ESPRIT DE CORPS »

Pierre Albertini (UDF-PPDF, Seine-Maritime) a pris, quant à lui, la défense du bêtage, en notant que cette pratique contribuait à créer un « esprit de corps ». Rejetant ces appréciations, la commission des lois a étendu, à la demande de M^{me} Bredin, le champ d'application du nouveau délit. Celui-ci pourra être constaté non seulement en milieu scolaire et éducatif, comme le prévoyait le texte, mais aussi en milieu « sportif ou associatif ».

Les députés ont également précisé les modalités de l'enregistrement des auditions des mineurs, destiné, selon le projet du gouver-

nement, à « éviter la multiplication des dépositions traumatiques ». Soucieux de rendre systématique cet enregistrement, les députés, qui ont également pris en compte les contraintes techniques, ont adopté un amendement prévoyant que « l'audition d'un mineur (...) fait l'objet, autant que possible, avec son consentement ou, s'il n'est pas en état de le donner, celui de son représentant légal, d'un enregistrement audiovisuel ». Ils ont précisé que ne serait établie qu'« une seule copie » des enregistrements — l'original étant placé sous scellés —, qui ne pourra être visionnée par les avocats des parties que dans l'enceinte du palais de justice.

La commission a repoussé un amendement déposé par M. Warsmann et Renaud Dutreil (UDF-DL, Aisne), visant à créer un « fichier national des traces et empreintes génétiques des délinquants sexuels ». Ils ont également rejeté un amendement UDF visant à « imposer au condamné une obligation de soins dès le début de la détention ». M. Dutreil a regretté, s'agissant de l'infonction de soins, que le projet d'Elisabeth Guigou revienne sur l'obligation prévue par le texte préparé par son prédécesseur au ministère de la justice, Jacques Toubon. En réponse, M^{me} Bredin a noté que le consentement aux soins était une « condition de leur efficacité ».

J.-B. de M.

J. P. TOD'S : Milano Tel. 2.77251 Fax 2.78135 - Paris Tel. 1.45664694 Fax 1.45664693

ÉTRANGERS Dans un entretien au *Monde*, le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, répond aux nombreuses critiques faites par les associations et une partie de la

majorité sur son projet de loi sur l'immigration. ● LE MINISTRE repousse l'idée d'une « politique bâtie sur des slogans » et se dit « attaché au respect scrupuleux des droits des

étrangers ». ● RÉAFFIRMANT son opposition au certificat d'hébergement, M. Chevènement n'exclut pas quelques modifications de son projet de loi et renvoie au débat parle-

mentaire prévu d'ici à la fin de l'année. ● EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ, le ministre de l'intérieur juge sévèrement le rapport Le Roux, qui lui a été remis la semaine dernière. Il dé-

taille les caractéristiques des emplois-jeunes que créera son ministère et précise la portée des contrats locaux de sécurité qui seront passés avec les collectivités locales.

M. Chevènement veut sortir d'un « débat pourri » sur l'immigration

Dans un entretien au « Monde », le ministre de l'intérieur estime possible un consensus sur cette question et réfute les critiques émises par les associations et une partie de la gauche. Réaffirmant son opposition au certificat d'hébergement, il déclare que le texte reste amendable

« L'ambition du gouvernement est d'aboutir à un consensus sur l'immigration. Or M. Weil, qui a inspiré votre projet de loi, a été bousculé par l'opposition lors de son audition par la commission des lois de l'Assemblée, tandis que les protestations se multiplient à gauche. Cela ne semble-t-il pas mal augurer de la suite ?

« Il faut sortir les immigrés en situation régulière de la situation d'otages d'un débat gauche-droite mal posé dont ils sont prisonniers depuis une quinzaine d'années. Il faut en finir avec les amalgames et les surenchères polémiques qui dissimulent souvent un consensus implicite entre la droite et la gauche républicaines : aucun parti représenté à l'Assemblée nationale ne s'oppose à la maîtrise des flux migratoires. Tous se disent attachés au rayonnement international de la France et à sa nécessaire ouverture au monde. Nul ne conteste la nécessité de stabiliser, voire d'intégrer, les immigrés durablement établis sur notre sol. Et personne ne préconise de priver les étrangers des garanties de l'Etat de droit.

« Nicole Catala, que par ailleurs j'estime, a tort de reprocher à Patrick Weil de ne pas défendre l'intérêt national. Celui-ci nous commande aussi de conserver des relations dignes avec les pays francophones. Quant à ceux qui prônent l'ouverture incontrôlée des frontières, il y a parmi eux, en dehors de quelques hypocrites, beaucoup de gens sincères mais mal informés. Je suis attaché autant que quiconque au respect scrupuleux des droits des étrangers.

« En France, un étranger en situation régulière bénéficie du même droit au travail et des mêmes droits sociaux qu'un Français. Ce n'est pas acquis partout ! Mais pour que ces droits puissent être garantis, encore faut-il pouvoir distinguer entre étrangers en situation régulière et irrégulière. L'enfer est pavé de bonnes intentions. Comme l'a rappelé le premier ministre, le gouvernement de la République est comptable, dans la durée, des équilibres sociaux et politiques du pays. Certains évoquent une « logique de suspicion ». Mais quand vous prenez le train, vous vous exposez au contrôle de la SNCF ! Tout règlement implique contrôle.

« Vous dénoncez les amalgames, mais trouvez-vous normal que le ministre chargé de la police traite aussi de l'essentiel du dossier de l'immigration ?

« Le ministre de l'intérieur n'a pas seulement en charge la sécurité mais aussi l'administration territoriale du pays ainsi que les collectivités locales. C'est par excellence le ministère de l'intégration républicaine. N'oubliez pas que le projet de loi sur l'entrée et le séjour de étrangers ne reprend qu'une vingtaine des cent trente propositions contenues dans le rapport Weil. Les autres seront mises en œuvre par voie réglementaire par les ministères des affaires étrangères, de la solidarité, de la justice, de l'éducation nationale ou de l'économie et, bien sûr, de l'intérieur. Deux instances interministérielles sont chargées de suivre, l'une l'application de ces mesures, l'autre la mise en œuvre d'une politique d'aide au co-développement, notamment



JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

pour la formation, le soutien aux projets et l'ouverture de notre coopération à certains diplômés étrangers.

« Si les oppositions à votre projet se conjuguent, ne craignez-vous pas d'être amené à reculer comme Jean-Louis Debré ?

« Une politique bâtie sur des slogans conduit souvent dans la rigole. Vous vous souvenez peut-être du projet de « grand service public laïc unifié de l'éducation nationale » (Gspulen) de 1984, autrement dit de nationalisation des établissements privés d'enseignement. Le naufrage aurait pu être irréparable si nous ne nous étions pas efforcés ensuite de relever l'école de la République en la rattachant à ses missions fondamentales. Mieux vaut définir au départ des objectifs raisonnables et accessibles. Partons des réalités plutôt que d'agiter le chiffon rouge. Nous éviterons ainsi les impasses.

« Pour autant, estimez-vous le projet bouché ou peut-il être amendé avant l'examen parlementaire ?

« Sur le certificat d'héberge-

ment, le premier ministre n'a pas fermé le débat. Cette mesure a été dévotée de son objectif initial. Elle avait été conçue en 1982 pour permettre à des étrangers aux revenus modestes d'obtenir plus facilement un visa. Elle est devenue un outil de contrôle de l'immigration entre les mains de maires plus ou moins bien inspirés. Certains les accordent très facilement, d'autres les refusent par principe. Quels que soient les perfectionnements possibles, je crains que cette discrimination demeure si ces certificats sont maintenus. J'ajoute que ce document n'est d'aucune utilité pour la police. Un simple engagement d'accueil dûment authentifié le remplacerait avantageusement.

« On vous reproche de préserver la toute-puissance de l'administration. Pourquoi ne pas rétablir la commission de séjour qui, jusqu'en 1993, statuait en cas de refus par un préfet de renouveler un titre de séjour ?

« Il incombe au gouvernement de se faire obéir par l'administration, trop souvent diabolisée. Celle-ci agit d'ailleurs sous le contrôle du juge. Je ne vois pas l'intérêt de faire intervenir les magistrats deux fois : une fois avant la décision de l'administration, pour la conseiller, et une fois après, pour éventuellement casser ses décisions. Ne risque-t-on pas d'affaiblir le contrôle du juge, en l'impliquant prématurément dans le processus décisionnel ? Les jugements des tribunaux ne sont pas toujours plus prévisibles que les décisions administratives. Il y a des milliers de titres de séjour attribués par le ministère de l'intérieur, au titre de « l'asile territo-

rial », hors de toute pression judiciaire.

« La politique des visas fait l'objet d'autres interrogations. Ne pourrait-on pas attribuer automatiquement un visa aux personnes disposant de plein droit, dès leur arrivée en France, d'une carte de séjour, parent ou conjoint de Français, ou encore étrangers autorisés à travailler ?

« Le projet de loi propose pour la première fois d'obliger les consulats à motiver les refus de visas pour cinq catégories de personnes, membres de famille notamment. Cette obligation de motivation réduira à peu de choses le nombre des refus. La seule légitimité de ceux-ci ne peut provenir que de considérations liées à la sécurité de l'Etat. J'ai eu l'occasion de m'entretenir avec le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine. Le ministre de l'intérieur ne fera pas obstacle à l'assouplissement de la politique des visas, notamment en provenance de l'Algérie. Mais c'est surtout une question de moyens administratifs au service des étrangers de Nantes.

« Le texte entendait renforcer le droit à une vie familiale. Or certains conjoints de Français, entrés illégalement, ne pourront bénéficier d'aucune carte. Ils ne seront ni expulsables, ni régularisables.

« Ils pourront bénéficier de la carte « situation personnelle et familiale » ; elle a été créée pour eux. L'administration accordera d'abord au conjoint une carte d'un an, puis deux ans plus tard, une carte de résident de dix ans, renouvelable de plein droit. Il n'est pas anormal qu'il y ait un « sas » pour les conjoints. Il en va différemment pour les parents d'enfants français entrés illégalement. S'ils sont régularisés de plein droit, c'est qu'en tout état de cause ils resteront les parents de leurs enfants. Mais je reste ouvert au débat dès lors que des arguments pertinents apparaissent. Le texte actuel, ce n'est pas les tables de la loi !

« La prolongation de dix à quatorze jours de la rétention administrative pourrait bien donner lieu à une censure du Conseil constitutionnel. L'efficacité d'une telle mesure ne semble pourtant pas garantie. Le jeu en vaut-il la chandelle ?

« Le Conseil constitutionnel n'a jamais défini une durée maximale en matière de rétention. Cette durée doit être suffisante pour permettre à la loi de s'appliquer. En revanche, le Conseil avait censuré en 1993 le fait que la deuxième prolongation puisse s'appliquer à tous les étrangers retenus. Ce n'est pas ce que nous faisons puisque la prolongation que nous proposons

Le ministre conteste le chiffrage du rapport Le Roux sur la sécurité

INTERROGÉ sur le rapport que lui a remis le député socialiste Bruno Le Roux (Le Monde du 19 septembre), M. Chevènement considère que le parlementaire a mis l'accent « à juste titre » sur l'existence d'« inadéquations choquantes devant l'insécurité ». Alors que le député missionné par le gouvernement recommandait de redéployer 10 000 policiers vers les quartiers en difficulté, le ministre préfère « éviter de chiffrer avec une précision sans doute excessive les redéploiements possibles des moyens dont dispose la police ». « Les impératifs de fonctionnement d'un grand service public commandent réalisme et concertation », souligne-t-il, sans contester l'idée générale du rapport Le Roux : « Nos moyens présents et à venir seront déployés ou redéployés pour assurer une plus forte présence policière sur le terrain, en priorité dans les quartiers sensibles. »

Au sujet de la création des 20 000 « adjoints de sécurité » affectés dans la police nationale, le ministre précise qu'ils assureront des « missions d'accueil dans les services de police, des missions d'intermédiation, ainsi que des missions de surveillance générale et d'itinérance. Mais ils ne

seront pas utilisés pour des tâches de maintien de l'ordre, d'investigation ou de police judiciaire ». « Pour l'itinérance, les adjoints de sécurité seront systématiquement encadrés par des policiers professionnels, ajoute-t-il. C'est pourquoi je vois mal comment, dans ces tâches, ils pourraient ne pas être armés, alors qu'il se trouveront sur la voie publique aux côtés de policiers en service actif. » Quant aux 15 000 « agents locaux de médiation », qui pourront notamment travailler pour une municipalité, « ils pourront éventuellement être affectés dans une police municipale ».

REDÉFINIR LES PRÉROGATIVES

Le ministre indique que le projet de loi sur les polices municipales, en cours de préparation, « va redéfinir leurs prérogatives en précisant leur statut et leurs missions ». Il faut que « les 12 000 fonctionnaires municipaux concernés sachent mieux où s'exercent leurs pouvoirs. L'envisage d'ailleurs d'étendre leur rôle à une partie des infractions au code de la route. A l'inverse, ils n'ont pas et ils n'auront pas le droit de procéder à des contrôles d'identité. Cette prérogative appartient à la police nationale ». Sur ce

plan, M. Chevènement « aime à citer l'exemple de la police municipale de Belfort », dont les policiers municipaux « ne sont pas armés », portent des uniformes « nettement distincts de ceux de la police nationale », mais « sont très efficaces pour les tâches que la municipalité leur confie ».

A propos de la police de renseignement, le ministre affirme enfin qu'« aucune opération concernant la surveillance des partis politiques n'a été conduite » depuis son arrivée place Beauvau, conformément aux engagements de Lionel Jospin. « L'office central des sondages et des statistiques, qui réalisait des enquêtes d'opinions politiques au sein des RG, sera prochainement dissous ». Quant à la fusion des activités des RG et de la DST, envisagée par le PS en début d'année, « elle n'est pas à l'ordre du jour », note le ministre, en précisant qu'il lui revient de « veiller à une meilleure coordination entre les deux services ». Pour le reste, les missions, les cultures et les pratiques des deux services ne relèvent pas du « même genre de beauté ».

Erich Indjayan

Maurice Papon dénonce le caractère « stalinien » de son procès dans une revue de la nouvelle droite

SILENCIEUX depuis son interview par Paul Amar en janvier sur TF1 (Le Monde du 30 janvier), Maurice Papon, qui doit comparaître à partir du 8 octobre devant la cour d'assises de la Gironde pour complicité de crimes contre l'humanité, a accordé un entretien au bimensuel *Enquête sur l'histoire* (numéro d'octobre-novembre). Cette revue, liée à la nouvelle droite, a pour directeur de la rédaction Dominique Venner, qui fut le fondateur d'Europe-Action et l'un des promoteurs du projet politique du Groupe (Groupe de recherche et d'études pour la civilisation européenne, sorte de boîte à idées de la nouvelle droite) à la fin des années 60.

Dans cette interview – dont son avocat M. Jean-Marc Varaut nous a indiqué qu'elle a été réalisée au printemps dernier –, Maurice Papon dénonce « le caractère politique de ce procès scandaleux ». Fustigeant « la partialité de l'instruction », il estime que la Cour de cassation, qui a validé en janvier l'arrêt

de la chambre d'accusation le renvoyant devant la juridiction criminelle, « s'est prêtée à la diffusion d'un innocent » et que la décision de la haute juridiction le déclare coupable « avant même qu'il ne soit jugé ». « C'est comme cela que se prépare un procès de type stalinien », assure-t-il, persuadé que « les jeux sont faits d'avance ».

« VICTIME DÉSIGNÉE »

Accusé d'avoir ordonné l'arrestation et participé à la déportation de 1 690 Juifs entre 1942 et 1944, alors qu'il était secrétaire général de la préfecture de la Gironde, l'ancien ministre du budget de Valéry Giscard d'Estaing est qualifié par la revue de « simple secrétaire général pour le seul département de la Gironde », et décrit comme quelqu'un « qui servait alors en rang subordonné ». Dans sa présentation, le rédacteur affirme que Maurice Papon « n'est à aucun moment intervenu dans la préparation et le déclenchement des opérations d'arrestation et d'internement ». L'entretien s'insère

dans un dossier baptisé « Les grandes énigmes de la collaboration » et coïtole, entre autres, un article de Jean-Claude Valla, ancien secrétaire général du Groupe et directeur de la rédaction de *Mémoires*, qui, comme le cite Jean-Yves Camus et René Monzat dans leur ouvrage *Les droites nationales et radicales* (Editions PUL), ne cachait pas, en janvier 1991, ses sentiments révisionnistes dans la *Revue d'histoire révisionniste*.

« Sur le personnage que j'étais, explique Maurice Papon, on s'efforce de greffer le procès d'une administration et de la France elle-même. » « On veut impliquer le pays comme coauteur du génocide, poursuit-il. On veut mettre dans la tête des Français d'aujourd'hui qu'il n'est pas cette époque que leurs parents ou grands parents ont été des collaborateurs. » Faisant implicitement référence aux déclarations du président Jacques Chirac, reconnaissant le 16 juillet 1995 « les fautes commises par l'Etat » dans la déportation des Juifs de France, M. Papon ajoute :

« Je suis la victime désignée d'une machination illustrant les déclarations imprudentes faites officiellement sur les responsabilités françaises. »

S'appuyant sur la sentence du jury d'honneur qui, en 1981, lui « reconnut la qualité de résistant », mais omettant de dire que, selon ce même jury, il aurait dû démissionner de ses fonctions à la préfecture en juillet 1942, M. Papon indique qu'il « constate que plusieurs groupes d'intérêt politiques se trouvent ligés contre [lui] » : « les communistes », « les lobbies gauchistes de la presse et de la magistrature », « le groupe de pression international qui a déclaré, à travers [lui], d'impliquer la France dans le génocide », « Au sommet de l'Etat, ajoute-t-il, on se félicite d'éliminer l'ancien trésorier national de l'UDR, dans l'espoir d'assurer un silence rédempteur. »

Prévu pour durer jusqu'à la date butoir du 23 décembre, le procès de Maurice Papon doit faire place à l'audition de plus d'une centaine de témoins, avec de nombreux histo-

riens – dont l'Américain Robert Paxton, qui avait déjà témoigné au procès Barbie, les Français Jean-Pierre Azéma, Marc-Olivier Baruch –, et de trente-huit parties civiles. Mardi 23 septembre, magistrats et avocats se sont réunis à Bordeaux pour évoquer les détails de l'organisation et visiter la petite salle d'assises légèrement réaménagée pour accueillir le procès, ainsi que la salle vidéo attenante.

SOUS CONTRÔLE JUDICIAIRE

M. Varaut avait déjà annoncé il y a quelques jours son intention de faire citer un certain nombre de personnalités, qu'elles soient d'accord ou non, parmi lesquelles Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Barre, Jacques Chaban-Delmas, Pierre Messmer, Joseph Stroh, ex-grand rabbin de France, l'académicien Maurice Duval, mais aussi des historiens – Henri Amouroux, Michel Bergès, René Rémond, Henry Rousso, Asher Cohen –, des anciens fonctionnaires sous l'Occupation ou des anciens résistants, dont

Alain Perpezat, l'un des anciens chefs du réseau Jade-Amical, dont se réclame l'accusé. Les parties civiles ont indiqué leur souhait de faire venir le Prix Nobel de la paix Elie Wiesel et le président de l'Association Yad Vashem, Samuel Pizar.

Évoquant l'âge et l'état de santé de Maurice Papon, quatre-vingt-sept ans, qui a subi un triple pontage coronarien l'an passé, M. Varaut a réaffirmé son intention de demander la remise en liberté de son client dès le début de l'audience, assurant que « si on maintient l'archaïsme de la détention, Maurice Papon ne sera pas en mesure de participer activement au procès ». Comme tout accusé, l'ancien haut fonctionnaire de la préfecture de la Gironde, actuellement libre, sous contrôle judiciaire depuis le 7 août, doit se constituer prisonnier la veille de son procès. « Il entend se défendre, a précisé M. Varaut, mais à condition de se défendre dans des conditions normales, équitables. »

Jean-Michel Dumay

**Vient
de paraître**

**LE GUIDE
HACHETTE
DES
VINS
1998**

NOUVELLE SÉLECTION

- Le guide d'achat de référence
- Plus de 22 000 vins dégustés à l'aveugle, 8 000 vins retenus
- Les coups de cœur, les étoiles, les commentaires
- Les bons rapports qualité/prix
- Les producteurs à découvrir

**Le guide de référence
pour acheter sans se tromper.**

HACHETTE

Des universités ont une gestion « laxiste » des heures complémentaires

C'est le verdict sévère d'un rapport confidentiel de l'inspection générale de l'éducation nationale (Igaen), qui dénonce le flou réglementaire, l'absence de contrôle et de multiples dérives

Un rapport confidentiel de l'inspection générale de l'éducation nationale, que *Le Monde* révèle, vient d'être remis au ministre Claude Allègre et promet de faire quelque bruit. Consacré à la gestion des

heures complémentaires dans les universités, l'équivalent des heures supplémentaires, il dénonce des situations « abusives », le « laxisme » dans l'affectation des fonds et l'absence de contrôle systé-

matique. Les universités utilisent aujourd'hui entre 4 et 5 millions d'heures complémentaires pour un coût de 1,2 milliard de francs, soit l'équivalent de 20 000 postes. Pas toujours à bon escient et dans

l'intérêt des étudiants, estiment les auteurs du rapport, qui relèvent bon nombre de « pratiques déviantes ». Ainsi certains établissements disposent d'un fort contingent d'heures complémentaires,

alors que leurs enseignants n'assurent pas leur service statutaire de 192 heures par an. D'autres utilisent ces crédits pour rémunérer des tâches administratives ou de tutorat.

APRÈS avoir dénoncé l'absentéisme des enseignants et les congés de formation pris sur le temps scolaire, Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, va-t-il s'en prendre, dans les mêmes termes, aux pratiques en vigueur dans certaines universités ? Il aurait sans doute de bonnes raisons de s'indigner en s'appuyant sur un rapport confidentiel de l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale (IGAEN), achevé en juillet et remis au ministre. Ce rapport est consacré à l'utilisation des heures complémentaires par les enseignants du supérieur, l'équivalent des heures supplémentaires dans le second degré. Réalisée auprès de treize établissements, cette enquête révèle des situations « abusives » qui, si elles ne sont pas toutes illégales, ont prospéré sur de « regrettables lacunes réglementaires ».

Elle dénonce le « laxisme » dans l'affectation des fonds comme dans le contrôle des « obligations de service » des enseignants. Les heures complémentaires représentent une lourde charge, environ 1,2 milliard de francs, soit la moitié de la dotation de fonctionnement accordée par l'État aux universités. Évaluées entre quatre à cinq millions d'heures et rémunérées à raison de 250 francs en moyenne, elles correspondent à l'équivalent de près de 20 000 postes, voire 35 000 selon le chiffre avancé par le SNE-Sup. En l'absence de création d'emplois statutaires suffisants, cette « réserve » est généralement utilisée pour faire face à un afflux d'étudiants dans certaines disciplines ou à ouvrir de nouvelles formations. Les universités y ont recours pour rémunérer des intervenants extérieurs dans les formations professionnalisées, ou des professeurs de lycée dans les antennes délocalisées.

Ce n'est pas la première fois que cette question fait l'objet d'un examen attentif. En 1983, la Cour des comptes avait déjà stigmatisé de nombreuses « dérives ». En 1996, l'IGAEN, à son tour, avait attiré l'attention sur la persistance de « pratiques plus ou moins licites ». Après l'adoption du plan de rattrapage des universités en décembre

1995 et la création de 3 000 postes en deux ans, le ministère a souhaité s'assurer que, parallèlement, le volume des heures complémentaires serait notablement diminué.

Selon l'IGAEN, ce n'est pas vraiment le cas : « Ce plan, n'a pas eu les effets escomptés. Le constat est d'autant plus amer qu'il se situe dans un contexte de pause des effectifs et des habilitations restées normalement sans impact. » En clair, « si le volume des heures complémentaires ne baisse pas, c'est donc qu'elles ne servent pas qu'à compenser l'insuffisance de postes. » A titre d'exemple, l'université de Metz a considérablement augmenté sa consommation alors que, dans le même temps, elle a bénéficié des mesures d'urgence après le crash de l'automne 1995.

Plus généralement, l'IGAEN remarque d'importantes disparités entre les composantes au sein des cycles. A Paris-IV, les heures complémentaires sont essentiellement attribuées en deuxième et en troisième cycle pour la préparation aux concours, plutôt qu'en premier cycle où se concentrent les gros bataillons d'étudiants. Résultat : ces suppléments servent à justifier le maintien de quelques spécialités « rares » pour de très

faibles effectifs. Le système des modules et la multiplication des options serait aussi source d'inflation et de débordements. A Grenoble-II, remarque le rapport, « l'UFR sciences de l'homme et de la société consomme 10 000 heures pour 2 650 étudiants alors que l'UFR de droit se contente de 7 000 heures pour 3 558 étudiants ». Cette différence s'explique par des choix pédagogiques clairement identifiés.

Tel n'est pas le cas des « pratiques déviantes » relevées par l'IGAEN. Parmi celles-ci, le rapport relève la situation d'universités à fort contingent d'heures complémentaires, alors que les enseignants n'assurent pas leur service statutaire de 192 heures. Ailleurs, des « stakanovistes » de la pédagogie réalisent deux, voire trois services, au détriment de leur activité de recherche (lire ci-contre).

Autre anomalie : la rémunération par ce biais des activités d'encadrement pédagogique (suivi de stages, surveillance des examens et même le tutorat) ainsi que les tâches administratives pouvant durer de primes. Un certain nombre d'établissements puisent dans la réserve des heures complémentaires pour « attirer les candidats aux fonctions en cause. Cette pratique parfaitement légitime ne saurait être saisie au prix d'une illégalité ».

En l'absence de réglementation définie, les universités s'accroissent de diverses situations. Dans la majorité des cas, la règle des « guichets ouverts » perdure sans contrôle ni justificatif. Pour

l'IGAEN, cette « attribution non maîtrisée » relève d'un comportement « laxiste » de directeurs d'UFR habitués à régner en maître dans leurs composantes, sans tenir compte des réels besoins. Le rapport préconise un renforcement du pouvoir « présidentiel » au détriment des filières, à la fois pour assurer un contrôle des « obligations de service » et une bonne ré-

partition en fonction des besoins. La tâche n'est pas aisée. Les universités de Grenoble-II et de Montpellier-III ont parfois eu recours au contrôle « physique » par le biais d'huissiers ou de contrats emploi-solidarité.

Cette situation évolue cependant. Dans certains établissements (Clermont-II, Bordeaux-III ou Nantes), une gestion plus central-

sée a permis de mettre fin à certains abus. Ailleurs, la mise en place des nouveaux outils informatiques devrait favoriser une gestion plus maîtrisée, comme le souligne Bernard Saint-Girons, premier vice-président de la Conférence des présidents d'université (lire ci-dessous). Certains établissements ont décidé d'ouvrir de nouvelles formations uniquement en fonction des besoins et des effectifs. D'autres enfin ont institué l'annualisation des services pour ne commencer à rémunérer les suppléments qu'à partir de la 193^e heure effectuée.

De toute évidence, le rapport de l'IGAEN risque de faire grincer des dents chez les universitaires jaloux de leurs prérogatives et de leurs privilèges. Il ne peut que servir les intérêts du ministre de l'éducation nationale qui, chaque année, au moment de la préparation du budget, doit négocier avec Bercy la création de nouveaux postes en contrepartie d'un assainissement de pratiques abusives.

Michel Delberghe

Dans certains établissements, une gestion plus centralisée a mis fin aux abus

faibles effectifs. Le système des modules et la multiplication des options serait aussi source d'inflation et de débordements. A Grenoble-II, remarque le rapport, « l'UFR sciences de l'homme et de la société consomme 10 000 heures pour 2 650 étudiants alors que l'UFR de droit se contente de 7 000 heures pour 3 558 étudiants ». Cette différence s'explique par des choix pédagogiques clairement identifiés.

Tel n'est pas le cas des « pratiques déviantes » relevées par

L'équivalent de 20 000 postes pourraient être créés

ALORS que Claude Allègre doit annoncer la création de 3 000 postes d'enseignants chercheurs au budget 1998, la publication du rapport de l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale (IGAEN) tombe à pic. Dans son ouvrage, on souligne que les conclusions de cette enquête confortent la volonté du ministre de transformer progressivement les heures complémentaires en emplois fixes et surtout son intention de mettre fin à « un système qui ne cesse de dériver ». Pour autant, il sera difficile, indique-t-on, de ne pas maintenir un volume d'heures évalué à un seuil de 30 % « incompressibles », utile pour rémunérer des intervenants extérieurs ou faire face à certaines situations d'urgence.

La nouvelle mise en cause des méthodes de gestion de certains établissements par l'IGAEN ne provoque pas a priori l'indignation de la Conférence des présidents d'université (CPU). En leur temps, l'affaire des réserves financières des universités, soulevée lors de la crise étudiante de l'automne 1995, puis le rapport sur les « dysfonctionnements » dans la gestion des établissements de juillet 1996, avaient suscité plus de controverse.

Alors que des enquêtes complémentaires ont été ordonnées dans les universités les plus « épinglées », la CPU souligne la nécessité de procéder à une réelle évaluation. Bernard Saint-Girons, premier vice-président de la CPU, reconnaît « que les dérives les plus flagrantes doivent cesser. » Mais il note que, pour la première fois, l'IGAEN sou-

ligne les efforts de certains établissements pour « mettre en place des instruments d'évaluation et de contrôle, la contrepartie de l'autonomie ». Il est vrai que le rapport préconise un renforcement du pouvoir présidentiel, affirmant clairement la politique d'établissement au détriment de la juxtaposition des départements et des facultés.

La CPU a d'ailleurs créé un groupe de travail sur la gestion des heures complémentaires dont l'animation est assurée par Bernard Ellicher, ancien président de l'université de Saint-Etienne. Ses conclusions doivent être rendues dans les prochains jours. Il s'agit d'une étude des expériences adaptées pour la maîtrise des heures complémentaires, tout en s'attachant à favoriser la mise en place des outils informatiques proposés par l'agence de modernisation des universités pour améliorer la gestion des établissements.

La transformation des heures complémentaires en emplois fixes est, par ailleurs, une revendication affichée par les syndicats pour supprimer les situations de « précarité ». Pour le SNE-Sup, cela représente l'équivalent de cinq mille postes par an pendant cinq ans. Jean-Claude Garric, son secrétaire général, souligne toutefois la nécessité de prendre en compte les nouveaux besoins induits par la mise en place de la réforme Bayrou et, surtout, la rémunération des activités pédagogiques ou administratives décidées par les établissements.

M. D.

OUVERTURE DU CAPITAL

Les avantages, c'est parfois facile d'en profiter. Il suffit de réserver.

En réservant dès maintenant vos actions France Télécom, vous avez la garantie, dans la limite de 30 000 F par personne, soit d'obtenir le nombre d'actions correspondant au montant demandé, soit d'être au moins deux fois mieux servi que si vous n'aviez pas réservé.

France Télécom : une entreprise de services pour tous

Des services adaptés à chacun

L'un des meilleurs atouts de France Télécom est la fiabilité de ses réseaux de télécommunications numérisés à 100 % qui équipent la France entière. Du simple téléphone à une gamme complète de services mobiles, du Minitel à Internet, de l'image au multimédia... autant de réponses qui se déclinent selon chaque besoin, avec une offre complète de solutions adaptées aux besoins de chacun.

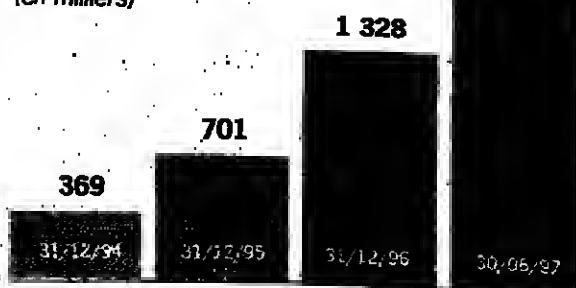
Une présence sur tout le territoire

A travers ses 600 points d'accueil, France Télécom est plus que jamais proche de ses clients : 92 % d'entre eux sont satisfaits de la qualité de ses services (Etude Sofres). Ce succès est avant tout à porter au crédit des équipes de France Télécom : 165 200 personnes compétentes au service de la clientèle.

Un marché en pleine expansion : les mobiles

Avec Itineris, l'entreprise occupe une place de leader avec 58 % du marché français numérique qui est en plein développement. Au 30 juin 1997, on comptait 1 932 000 abonnés à Itineris avec un doublement du nombre de clients en un an et 807 400 utilisateurs de Tatoo (radiomessagerie sans abonnement).

Nombre d'abonnés Itineris (en milliers)



L'OPAC de l'Isère débouté de sa demande d'expulsion de squatters

LE TRIBUNAL de Vienne (Isère) a débouté, jeudi 18 septembre, l'office public d'aménagement et de construction (OPAC) de l'Isère, qui réclamait l'expulsion d'une famille ayant pris possession, le 24 juin, d'un logement HLM à Charvieu-Chavagneux. Soutenu par l'association Droit au logement (DAL), le couple Chérif a deux enfants, âgés de six et deux ans, atteints d'une grave maladie congénitale nécessitant de fréquentes hospitalisations. Un autre enfant est déjà décédé de la même maladie en janvier 1997. Pendant des années, plaident-ils, leur demande de relogement a été systématiquement barrée par la commission d'attribution de l'OPAC, présidée par Gérard Dezempt, maire (RPR) de Charvieu. Célèbre pour ses campagnes vigoureuses contre les immigrés de sa commune, il avait envoyé, en 1989, les bulldozers contre la salle de prière des musulmans de Charvieu. Rappelant la situation d'urgence de la famille et la réglementation des attributions HLM censée « donner priorité aux personnes ayant des difficultés spécifiques de logement », le tribunal a estimé « légitime » le désir des parents de se rapprocher des équipements scolaires. Sollicité par *Le Monde*, l'OPAC de l'Isère n'a pas souhaité s'exprimer sur les suites qu'il entend donner à cette affaire.

■ **AFFAIRE DICKINSON** : le juge d'instruction de Saint-Malo Gérard Zaig s'est dessaisi de l'enquête sur une affaire d'agression sexuelle commise dans une auberge de jeunesse de Saint-Lunaire (Ille-et-Vilaine), en juillet 1996, quelques heures avant le viol et le meurtre de Caroline Dickinson. Le juge Zaig avait été dessaisi du dossier Dickinson le 14 août. Le dossier de Saint-Lunaire sera confié au conseiller Renaud Van Rymbeke qui instruit désormais l'affaire Dickinson.

■ **PUCES** : la préfecture de la Seine-Saint-Denis a indiqué, mardi 23 septembre, qu'elle n'accéderait pas aux 283 demandes de détention d'armes déposées par l'Association de défense et de promotion des puces de Saint-Ouen, regroupant les représentants des dix marchés d'antiquités. L'association entendait alerter les pouvoirs publics sur les agressions dont sont victimes les clients des puces.

■ **ALIMENTATION** : l'ancien PDG de Panzani-France (filiale du groupe Danone) vient d'être mis en examen à Lyon pour « tromperie sur les qualités substantielles, l'origine et les qualités » de préparations à base de boeuf. En juillet 1996, un contrôle sanitaire avait permis de démontrer que des viandes d'origine étrangère avaient été utilisées.

Le tribunal administratif de Strasbourg rend un jugement favorable aux Témoins de Jehovah

La secte pourra bénéficier des mêmes avantages fiscaux que les cultes reconnus d'Alsace

Estimant que les Témoins de Jehovah ont « pour objet exclusif l'exercice d'un culte non reconnu au sens général des impôts », le tribunal administratif de Strasbourg indique, dans un jugement rendu le 10 septembre, qu'ils pourront bénéficier des mêmes avantages fiscaux que les

« cultes reconnus » en Alsace (catholique, luthérien, réformé, israélite). Les juges ont cependant posé des garde-fous.

STRASBOURG

de notre correspondant
L'association des Témoins de Jehovah du quartier de la Meinau, à Strasbourg, ne paiera pas de taxe foncière au titre de 1995 et 1996. Ainsi en a décidé le tribunal administratif de Strasbourg. Dans un jugement rendu le

10 septembre, il estime en effet que l'association, qui « a pour objet exclusif l'exercice d'un culte non reconnu au sens général des impôts », peut bénéficier des dispositions spéciales qui régissent les cultes d'Alsace. Il appuie sa décision sur la lecture des statuts de l'association, qui « a pour but de subvenir aux frais, à l'entretien et à l'exercice public du culte des Témoins de Jehovah ».

Jusqu'en 1993, seuls les « cultes reconnus » d'Alsace-Lorraine (catholique, luthérien, réformé et israélite) pouvaient bénéficier des exonérations fiscales spéciales prévues au titre du droit local : le concordat de 1908 pour les catholiques, les articles organiques pour les trois autres cultes. Depuis, un amendement du sénateur Philippe Richert (UDF-FD) a modifié ces dispositions. Désormais, le nouvel article 1382-4 du code des impôts précise que tous les édifices culturels d'associations « ayant pour objet exclusif l'exercice d'un culte non reconnu » seront, eux aussi, exonérés dans les trois départements alsaciens.

Ce texte peut s'appliquer aux lieux de culte des Églises évangélique, mennonite, méthodiste et des associations musulmanes mais l'administration fiscale avait refusé cet avantage aux Témoins de Jehovah car elle ne voyait pas dans le but de cette association « l'exercice exclusif d'un culte ». Elle s'appuyait principalement sur un arrêt du Conseil d'Etat du 1^{er} février 1995 refusant, pour les mêmes raisons, le caractère d'« association culturelle » à l'association nationale des Témoins de Jehovah.

Dans le jugement rendu le 10 septembre, le tribunal administratif de Strasbourg indique, dans un jugement rendu le 10 septembre, qu'ils pourront bénéficier des mêmes avantages fiscaux que les « cultes reconnus » en Alsace (catholique, luthérien, réformé, israélite). Les juges ont cependant posé des garde-fous.

Le tribunal administratif de Strasbourg indique, dans un jugement rendu le 10 septembre, qu'ils pourront bénéficier des mêmes avantages fiscaux que les « cultes reconnus » en Alsace (catholique, luthérien, réformé, israélite). Les juges ont cependant posé des garde-fous.

■ **LABEL RELIGIEUX**
Conscient que ce jugement peut être interprété comme un « label religieux » donné aux Témoins de Jehovah, le tribunal strasbourgeois a posé des garde-fous. Si l'administration avait soutenu que les statuts ne collaient pas à la réalité de l'activité du groupe religieux, le tribunal précise qu'il en aurait tenu compte. A l'inverse, même avec des statuts flous, une association pourrait

tenter de prouver au juge qu'elle ne se consacre qu'au seul culte. Le tribunal strasbourgeois esquisse même une définition des activités culturelles : « prières, célébrations, enseignement et débats religieux ». Le tribunal refuse en fait que l'administration fiscale fasse elle-même le tri entre les religions et les sectes car il estime qu'elle ne dispose ni des moyens appropriés ni de critères légaux ou réglementaires. L'amendement du sénateur alsacien voulait supprimer une discrimination entre les cultes dits concordataires d'Alsace-Moselle et les autres. C'est à cette intention du législateur que s'est conformé le tribunal. Selon une note d'observation jointe au jugement, il rappelle que la stipulation des statuts est un critère fréquemment utilisé par le Conseil d'Etat pour juger des activités d'une association.

Jacques Fortier

L'inadaptation de la législation sur les cultes

DANS UN ARRÊT rendu le 28 juillet, la cour d'appel de Lyon affirmait que l'Eglise de scientologie pouvait « revendiquer le titre de religion et développer, en toute liberté,

ANALYSE

Le jugement confirme une évolution vers la « normalisation » des Témoins de Jehovah

ti, ses activités, y compris missionnaires, voire de prosélytisme ». Le 10 septembre, c'est au tour du tribunal administratif de Strasbourg d'intervenir dans le droit des cultes et d'autoriser l'exemption de taxe foncière d'une association locale des Témoins de Jehovah. Faut-il parler d'orchestration judiciaire et de coup double réussi par les sectes ? En raison même des compétences différentes de ces deux juridictions, tout amalgame serait malvenu. Ces deux affaires démontrent pourtant à nouveau l'inadaptation de la législation sur les cultes en France.

A Lyon, la cour d'appel a adopté une position de principe conforme au premier article de la loi de séparation de 1905 : « La République assure la liberté de conscience et garantit le libre exercice des cultes. » Il n'existe en France aucune religion reconnue, à l'exception des quatre « cultes concordataires » d'Alsace-Lorraine. Le droit français exclut en effet toute définition de la religion. Seul existe un droit d'association « culturelle », dont la reconnaissance entraîne un certain nombre d'avantages fiscaux. La polémique récente sur la scientologie est le fruit d'une manipulation par une soi-disant Eglise qui, par ses moyens médiatiques et un harcèlement constant des pouvoirs publics, tente de faire croire à l'opinion, par le biais d'un arrêt, à sa reconnaissance officielle.

Tout autre est la situation des Témoins de Jehovah en Alsace. Le tribunal administratif de Strasbourg conteste à l'administration fiscale le droit de trier les bons et les mauvais cultes et de désigner qui a droit ou non à une exemption fiscale. La juridiction administrative se contente d'interpréter des textes : elle confirme la spectaculaire évolution vers la « normalisation » des Témoins de Jehovah, à qui un arrêt du Conseil d'Etat de février 1985 avait refusé le statut d'« association culturelle ».

Grâce à l'existence de substituts sanguins, le refus, par les Témoins de Jehovah, des transfusions d'apparaît plus comme un viol de la loi (non-assistance à personne en danger). De même, à la faveur d'une entorse à la laïcité, l'armée accorde désormais aux Témoins de Jehovah le droit de faire un service civil. Enfin, les Témoins de Jehovah cherchent à distinguer leurs activités éducatives (commerciales) et leurs pratiques exclusivement culturelles. C'est en se fondant sur ce point

qu'ils ont obtenu gain de cause dans leur contentieux avec l'administration fiscale.

Compte tenu de cette mutation, le rapport parlementaire Geste-Guyard sur les sectes de 1996 fait un sort à part aux Témoins de Jehovah, qui est, de loin, le plus nombreux des groupes religieux minoritaires (130 000 adeptes). Rattaché dans la catégorie des sectes « apocryphes », il n'a pas le même niveau de « dangerosité » que la scientologie ou que l'Ordre du Temple solaire.

Lors de leurs assemblées annuelles, les Témoins de Jehovah ont d'ailleurs réuni, en juillet, des dizaines de milliers d'adeptes dans des encintes sportives (comme la Beaujoire à Nantes, la Meinau à Strasbourg) ou dans des parcs-expositions.

BRECHES DANS L'ÉDIFICE

Faut-il se satisfaire de cette nouvelle situation ? Les associations anti-sectes ne pourront jamais s'opposer à ce que des mouvements religieux, socialement controversés, bénéficient des règles légales communes à tous les citoyens. Mais si, pour obtenir un statut de « congrégation » ou d'« association culturelle », avec les avantages qui lui sont liés, il suffit de proclamer « le caractère exclusivement culturel » de son activité, le risque est grand de multiplier des breches dans l'édifice que les pouvoirs publics ont mis tant d'années à élever pour protéger la société de l'intolérance et de l'emprise des sectes.

La qualité d'« association culturelle » est actuellement reconnue par le ministère de l'Intérieur et les préfectures, en fonction d'une jurisprudence établie par le Conseil d'Etat, autour de critères d'ancienneté, d'universalité, d'ordre public et de respect des lois. Mais ces critères ne sont plus suffisants aujourd'hui pour qualifier les « bons » groupes ou les groupes pseudo-religieux. Le rapport parlementaire de 1996 avait préconisé la création d'un haut conseil des cultes chargé de donner un avis sur les demandes de reconnaissance d'association culturelle et à l'obtention du statut de congrégation. Ce projet est resté lettre morte.

Liés par une législation du début du siècle, la justice et les pouvoirs publics se montrent de plus en plus démunis sur les moyens de prendre en compte les nouvelles aspirations religieuses tout en décourageant les particularismes confessionnels. Comment à la fois refuser le foulard à l'école d'une jeune musulmane et reconnaître le droit à un jeune Témoin de Jehovah de se soustraire à l'obligation de service militaire ? Si on décide de favoriser la pluralité des expressions religieuses, on risque de multiplier les sectes. Si on maintient le statu quo, on risque d'en faire des hors-la-loi.

Henri Tincq

Réserver, c'est profiter au mieux de 6 avantages exclusifs pour les particuliers

1. Réduction sur le prix de l'action

Le prix de l'action sera compris entre 170 F et 190 F. En tant que particulier, vous bénéficierez d'une réduction de 5 F sur ce prix, quel que soit le montant de votre achat.

2. L'avantage d'être mieux servi

Pour la première fois, en réservant vos actions, vous avez la garantie, dans la limite de 30 000 F par personne, soit d'obtenir le nombre d'actions correspondant au montant demandé, soit d'être au moins deux fois mieux servi que si vous n'aviez pas réservé.

3. L'attribution d'actions gratuites

En gardant vos actions au moins 18 mois, vous recevrez automatiquement une action gratuite pour dix achetées.

4. L'exonération des droits de garde

Aucune commission ne sera perçue sur l'achat de vos actions et pendant 18 mois, vous n'aurez à payer aucun droit de garde pour la conservation de vos actions France Télécom.

5. Les avantages fiscaux du PEA

Vous pouvez inscrire vos actions France Télécom sur un Plan d'Épargne en Actions (PEA). Vous profiterez alors de toutes les exonérations fiscales du PEA.

6. Le Club des Clients-Actionnaires

La réservation d'au moins 5 000 F d'actions vous permettra d'adhérer gratuitement au Club des Clients-Actionnaires. Vous serez ainsi étroitement associé à la vie de l'entreprise et vous bénéficierez d'offres promotionnelles sur de nombreux produits et services France Télécom.

Un document de référence enregistré et une note d'opération visée par la COB sont disponibles, sans frais, auprès des intermédiaires financiers, du 1010 et de France Télécom.

Jusqu'au 6 octobre inclus, réservez votre place dans le capital de France Télécom. Contactez votre intermédiaire financier ou appelez le 10 10* !

Renseignez-vous en appelant le
10 10
appel gratuit 24 h sur 24

* Ou le 0 800 05 10 10 (appel gratuit)
ou par Minitel 3614 ou 3623 code 1010FT (0,37 F mn)
ou sur Internet http://www.1010.francetelecom.fr

France Télécom. L'an 2000, c'est vous, c'est nous.



France Telecom

**Propos recueillis par
Jean-Yves Nau**

DISPARITIONS

Jean-François Chabrun

Un rebelle surréaliste

L'ÉCRIVAIN Jean-François Chabrun est mort jeudi 18 septembre à l'âge de soixante-dix-sept ans. Né en 1920 dans la Mayenne, Jean-François Chabrun avait participé, en 1938, à l'aventure post-dadaïste de la revue *Les Réverbères*, qui rassemblait des jeunes gens du Quartier latin (Nadine Lefebvre, Francis Crémieux, Gérard de Sède, Jean-Claude Diamant-Berger, Noël Arnaud...) qui découvraient le jazz. Chabrun y signe, après un séjour à Berlin où il visite une exposition sur l'« art dégénéré », un violent plaidoyer en faveur de l'art libre et appelle l'artiste à prendre conscience de son rôle d'« ouvrier historique ».

En 1939, il quitte le groupe pour rejoindre André Breton et les trotskistes de la Fédération internationale de l'art révolutionnaire indépendant. Il se lie d'amitié avec Benjamin Péret. Dans la capitale occupée, Chabrun devient l'un des principaux animateurs, avec notamment Noël Arnaud et Christian Dotremont, de la revue *La Main à la plume*. De l'été 1941 à la fin de la guerre, dans la lignée du *Second Manifeste*, cette publication sera le lieu où s'illustrera le farouche esprit de rébellion du surréalisme. C'est là que Paul Eluard publiera son poème « Liberté ». Plusieurs membres du groupe y laisseront leur vie. Auteur de nombreux tracts, membre du Parti communiste, Chabrun

participe à la libération de Paris. Après la guerre, il sera un moment conseiller municipal de la capitale et secrétaire d'Arago. Il abandonnera ensuite son engagement politique et s'engagera dans le surréalisme dans les années 48-50. Journaliste et critique d'art, il se consacra dès lors à une activité littéraire plus solitaire et à une poésie d'inspiration métaphysique (*Les Chantiers chimériques*, Flammarion, 1970, *Vingt et un grammes de plus ou l'homme clandestin*, La Table ronde, 1974, *Le Bon Etat*, Le Sagittaire, 1978, *La Parole fantôme*, La Table ronde, 1981...).

Patrick Kéchichian

■ **ALBERT MATON**, ancien député communiste du Nord, est mort, mardi 23 septembre, à l'âge de quatre-vingt-un ans. Né le 3 janvier 1916, à Freneuse (Yvelines), il était entré à l'usine à l'âge de douze ans : il travailla des charbonnages ouvriers chrétiens (JOC), il avait adhéré ensuite au Parti communiste. Résistant durant la seconde guerre mondiale, il avait été député de la 22^e circonscription du Nord de 1946 à 1958, puis de 1973 à 1981, et membre du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais.

■ **VIRGINIA D'ALBERT-LAKE**, héroïne de la Résistance, est morte, samedi 20 septembre, à Pleurtuit (Ille-et-Vilaine), à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Née aux États-Unis, Virginia Rousb a épousé en 1937, à Paris, Philippe d'Albert-Lake, avec lequel elle participera, durant la seconde guerre mondiale, à un réseau de résistance baptisé « Comète ». En 1943, notamment, elle réussit l'évasion d'une soixantaine d'aviateurs alliés qui, via l'Espagne, cherchent à gagner les territoires d'outre-mer.

■ **ANDRÉ DUFFAURE**, responsable d'associations familiales et éducatives, est mort lundi 22 septembre, à l'âge de soixante-treize ans. Membre du Conseil économique et social de 1984 à 1994, André Duffaure avait été le rapporteur d'un rapport sur la politique française d'aide et de coopération en 1993. Directeur général de l'Union nationale des maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation de 1957 à 1990, il avait été nommé vice-président d'honneur de l'Union nationale des associations familiales (UNAF) de 1978 à 1992 et avait représenté, en 1972, l'Union internationale des organismes familiaux auprès de la FAO.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Raphaële RANOT,

née le 1^{er} novembre 1993,

Jonathan MICHEL,

né le 4 juillet 1994,

ont la joie d'annoncer la naissance, le 10 septembre 1997, à Toulouse, de

Mathieu MICHEL.

Les parents et grands-parents se réjouissent.

Simon et Robert EPSTEIN, 14, rue Brea, 75005 Paris.

Catherine GRANGEARD

Joël POLARD

ont la joie d'annoncer la naissance de

Pierre,

le 18 septembre 1997.

« Bienvenue au Monde, petit frère. »

Andréanne et Jonathan, 36 h, rue de Chénodière, 75760 Puteaux.

Adoptions

Muriel Brouquet a le plaisir d'annoncer qu'elle s'appelle désormais

Muriel BROUQUET-CANALE,

à la suite de son adoption par son père.

Noces de diamant

Leurs enfants et petits-enfants s'unissent

Edmond et Odette ROUARD

de les avoir conviés pour leurs soixante ans de mariage, le 11 septembre 1997.

26100 Romans.

Décès

Avec Odette Abadi (Rosenstock),

Tout les amis, Et les Enfants cachés du réseau Marcel qui l'avait fondé à Nice, pendant la clandestinité,

ont la douleur d'annoncer le décès de

Moussa ABADI,

critique dramatique,

chevalier de la Légion d'honneur, médaille de la Résistance, officier des Arts et Lettres.

survenu le lundi 15 septembre 1997.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité au cimetière du Montparnasse.

A l'occasion de la prière du trentième jour, le service religieux du Mouvement juif libéral de France - MJLF - (11, rue Gaston-de-Callaev, Paris-15) lui sera dédié, le lundi 21 octobre, à 18 h 30.

Odette Abadi,

115, rue de Reuilly,

75012 Paris.

Serge Bouniatian,

Patrick Bouniatian

et ses enfants,

Boris et Guillaume,

ont la tristesse de faire part du décès de leur mère et grand-mère.

Marcelle BOUNIATIAN,

née PISTOTTO-PETITJEAN,

survenue le 18 septembre 1997, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

L'inhumation a eu lieu le 23 septembre, au cimetière parisien de Pantin.

Une cérémonie religieuse sera célébrée ultérieurement.

205, rue Maréchal,

75018 Paris.

M^{me} Yvette Cacoûb,

Colette Erasme, Paule Dana,

Cécile Cacoûb, Jacqueline Cacoûb

et leurs époux,

pleurent leur fils et leur frère

Bernard CACOUB,

le 22 septembre 1997.

— Saint-Pierre (Corse), Paris.

M^{me} Yvonne Cristofari,

sa femme,

Sophie, Jean-François, Jean-Pierre,

ses enfants,

ont la douleur de faire part du décès du

docteur Jean CRISTOFARI,

survenu à Bastia, le 22 septembre 1997, à l'âge de soixante-sept ans.

— Madeleine Duffaure,

son épouse,

Marie-Thérèse et Jacques Ferry,

Geneviève et Michel Duffaure-

Dubessy,

Henri et Anne Duffaure,

Jacques Duffaure,

Monique et Dominique Duffaure-Ray,

Marie-Paule Duffaure,

François et Isabelle Duffaure,

Jean Duffaure (†),

ses enfants,

ses petits-enfants,

Les familles Duffaure, Hauret, Bely,

Parents et alliés,

ont l'immense douleur de faire part du

décès de

André DUFFAURE,

survenu le 22 septembre 1997, à l'âge de

soixante-treize ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le jeudi 25 septembre, à 10 h 45, en

l'église Notre-Dame-des-Pauvres, à Issy-les-Moulineaux.

L'inhumation aura lieu le vendredi

26 septembre, dans l'intimité, à Rabat-les-

Trois-Seigneurs (Algérie), à 11 h 30. Il res-

posera auprès de son fils.

Jean,

Ni fleurs ni couronnes.

29, boulevard Gallieni,

92130 Issy-les-Moulineaux.

— Le président de l'Union nationale des

maisons familiales rurales d'éducation et

d'orientation,

Et le conseil d'administration,

Le directeur,

Et l'ensemble du personnel,

ont la douleur de faire part du décès de

André DUFFAURE,

chevalier de la Légion d'honneur,

chevalier de l'Ordre national

du Mérite,

officier du Mérite agricole,

chevalier des Palmes académiques,

ancien directeur de l'Union nationale

des maisons familiales rurales,

vice-président d'honneur

de l'Union des associations familiales,

ancien conseiller économique et social,

représentant permanent

de l'Union internationale

des organismes familiaux (UIOP)

auprès de la Food

and Agriculture Organization (FAO),

survenu le 22 septembre 1997, à l'âge de

soixante-treize ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le

jeudi 25 septembre, à 10 h 45, en l'église

Notre-Dame-des-Pauvres, à Issy-les-

Moulineaux (Hauts-de-Seine).

(Lire ci-dessus.)

— Henri et Evelyne Epstein,

ses enfants,

M. Jacques Babok,

son neveu,

Et toute la famille,

font part du décès de

M^{me} Labow EPSTEIN,

née ZYSKIND-WOLBERG,

survenue le 19 septembre 1997, dans sa

quatre-vingt-dixième année, en son

domicile.

Les obsèques ont eu lieu le mardi

23 septembre, dans l'intimité familiale au

cimetière parisien de Bagneux.

Ces avis tiennent lieu de faire-part.

— Valenciennes, Raismes.

« Que ton repos soit doux,

comme ton cœur fut bon... »

Vous qui l'avez connu et estimé,

souvenez-vous dans vos prières de

M. Marjan ADAMIAT,

éducateur au CAJ de Denain,

départé aux ateliers capots verts

de Lourches,

ancien mineur de fond,

ancien combattant d'AFN,

croix du Combattant,

médaille commémorative

d'Afrique du Nord,

décédé subitement à la Perté-Bernard, le

lundi 22 septembre 1997, dans sa

soixante-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le vendredi 26 septembre, à 14 h 30, en

l'église Saint-Nicolas de Raismes, où l'on

se réunira dès 14 heures.

L'inhumation se fera au cimetière de

Raismes, dans le cimetière de famille.

De la part de

M^{me} Hélène Adamiat-Marciniak,

son épouse,

M^{me} Florence Adamiak,

M. et M^{me} Sylvain Adamiak-Ercolan,

ses enfants,

Amber,

sa petite-fille,

Et toute la famille.

— Saint-Gratien.

M^{me} Hoang Quoc Tan, née Robert,

son épouse,

Le docteur et M^{me} Hoang The Dan,

Le docteur et M^{me} Maurice Dang-Ngoc,

M. et M^{me} Guy Leclercq,

M. et M^{me} Hoang The Vinh,

ses enfants,

Lucinda, Claudine, Pascale, Thierry,

Nathalie, Olivier, Céline, Leslie,

Guillaume, Mathy, Jade,

ses petits-enfants,

Les familles Hoang, Tran, Robert,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} HOANG QUOC TAN,

docteur en droit,

avocat au barreau de Saigon,

survenue le 20 septembre 1997, à Bobigny,

dans sa soixante-dixième année.

La cérémonie civile sera célébrée le

jeudi 25 septembre, à 15 h 15, au

cimetière de Saint-Gratien (Val-d'Oise),

où l'on se réunira.

— Françoise Roussel,

son épouse,

Marie-Madeleine et Frédéric Saby,

Michel et Ann Roussel,

ses enfants,

Maguelonne et Antoine-Marie,

ses petits-enfants,

Gisèle Roussel,

sa sœur,

Sa famille et tous ses amis,

font part avec beaucoup de peine du décès de

M. André ROUSSET,

chercheur au CNRS,

survenu le 19 septembre 1997, à l'âge de

soixante-quatre ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée

en la basilique Saint-Sernin de Toulouse,

le mardi 23 septembre.

12, rue de Superbagnères,

31500 Toulouse.

Remerciements

— M. Jacques Pagnat,

Ses enfants et petits-enfants,

profondément touchés des marques

d'affection et d'amitié qui leur ont été té-

moignées lors du décès de

M^{me} Denise FAGUET,

née MESSAGIER,

vous adressent leurs très sincères remer-

ciements.

Services religieux

— La Confrérie centrale,

Et la Confrérie de Paris,

annoncent que la cérémonie des Déportés

Anniversaires de décès

— Le 24 septembre 1987, il y a dix ans,

Jacky BRAFMAN

nous quitte.

Nous t'aimons,

</

Ségrégation ordinaire à Washington

OUBLIÉE, la Maison-Blanche, symbole de la puissance de l'Amérique et de sa capitale fédérale, vitrine aussi de la ville officielle, propre et majestueuse, qui s'étire jusqu'à la colline du Capitole. Place à la cité noire, majoritaire mais si peu reluisante qu'un la cache aux touristes, comme une tache à la surface de la carte postale. Entre les deux villes, quelle unité, quel dialogue communautaire et racial ? Rien, l'indifférence. Deux mondes, dont les bourgeoisies, noire et blanche, se fréquentent la journée dans les bureaux et les administrations, se croisent à peine dans les cérémonies politiques, ne se retrouvent pas dans les salons patriciens de Georgetown, et se retirent dans leurs banlieues respectives pour la nuit.

Washington est une ville provinciale et travailleuse, qui se couche tôt, avec des phantasmes d'insécurité et quelques quartiers réputés interdits. Elle se lève tôt aussi, pour recommencer ses jeux de pouvoir au sein du minuscule sérail politique s'étendant de part et d'autre de Pennsylvania Avenue, où chacun, politiciens, journalistes, fonctionnaires et lobbyistes, tient son rôle. L'autre Washington, celui des milieux défavorisés et d'un prolétariat noir sous perfusion de l'Etat-providence, vit souvent à moins d'un kilomètre des espaces verts du Mall, mais en réalité à des années-lumière, tant ses perspectives sont bouchées par les attributs habituels de la pauvreté : habitat sinistré, criminalité, drogue, services sociaux à bout de souffle.

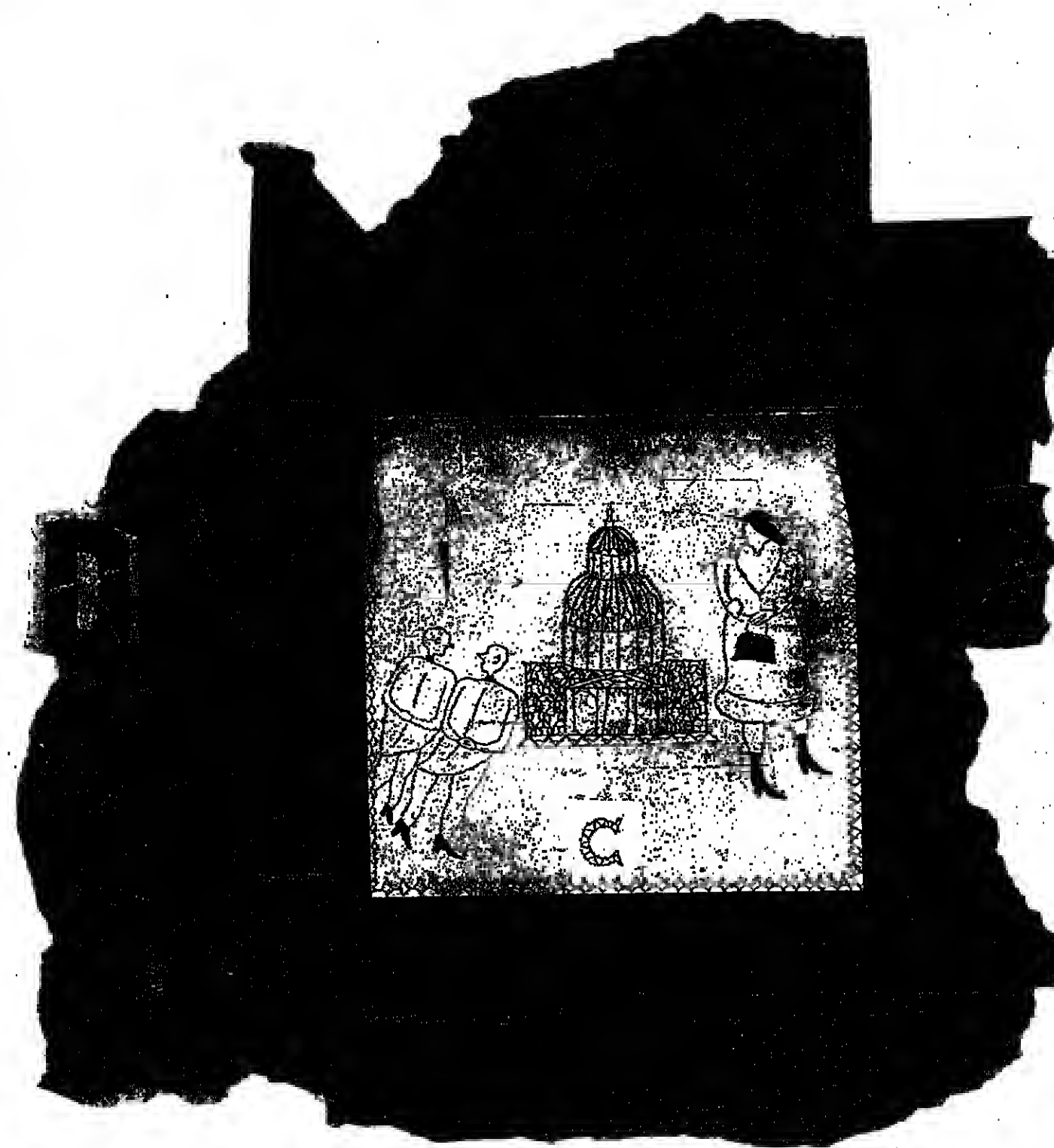
Washington assume mal sa diversité, sa dualité. La capitale de la première puissance mondiale est aussi celle d'une ségrégation en douceur, qui n'impose aucune loi, mais qui se perpétue dans les mentalités, les coeurs et les habitudes. Le creuset du pouvoir de l'Amérique est rongé de l'intérieur par les stigmates de l'urbanisation raciale, pour ne pas dire d'un racisme que d'aucuns prétendent disparu de la face de l'Amérique, mais qui n'est que censuré par le « politiquement correct ». Il n'y a pas de tension entre communautés à Washington, parce que le consensus veut que le meilleur antidote au racisme est de n'en point parler.

Sachant qu'ils constituent environ 67 % de la population du District of Columbia - « DC », disent les Washingtoniens, comme pour masquer qu'il manque un supplément d'âme à Washington -, où sont les Noirs ? La question est moins provocante lorsqu'un observe les habitudes résidentielles des élites blanches de Washington (l'expression est péjorative : tous les Washingtoniens ont le sentiment d'appartenir à une élite !), lesquelles se concentrent dans le quart nord-ouest, et franchissent rarement les invisibles mais bien réelles frontières de la ville noire : à l'est, la 16^e Rue et, au sud-est, le fleuve Potomac.

Certes, les expatriés blancs et les touristes non moutonniers

« Personne ne vous interdit d'habiter de l'autre côté du fleuve ou de la 16^e Rue. Simplement, il faut en avoir les moyens. Le racisme aujourd'hui, il est d'abord économique »

s'offrent un petit frisson d'exotisme en même temps qu'un gospel dominical à Sainte-Augustine, église noire pas trop éloignée des quartiers convenables, avant de humer les odeurs de cuisine du tiers-monde d'Adams Morgan, le quartier noir, branché et pluriethnique du centre de la capitale. Mais au-delà, c'est l'aventure, y compris spirituelle : les messes noires d'Anacostia durent parfois quatre heures, on s'y évanouit à qui mieux mieux (ferveur des pauvres oblige), et les prêtres n'hésitent pas à rappeler que les jours où « les Noirs étaient des citoyens de seconde zone autorisés à écouter la messe au sous-sol »



Dans la capitale fédérale américaine, la quintessence de la puissance cohabite avec la pauvreté. L'urbanisation raciale, comme dans d'autres métropoles américaines, a poussé l'élite blanche à trouver refuge en banlieue, abandonnant la ville sinistrée au prolétariat noir

ne sont pas si lointains. Mais rendons grâce à Marion Barry, le maire noir de Washington, qui a vite fait de vous rappeler, un rien condescendant, que ce paysage urbain ségrégué constitue la trame des grandes métropoles américaines, comme Chicago, Detroit, Milwaukee, Cleveland ou Baltimore. Dont acte. Y compris de ce jugement du maire : « Notre ville devient tellement divisée que la communication

première circonscription électorale du district et vétérans de la lutte pour l'égalité raciale, ne dit pas autre chose : « La division raciale est très difficile à corriger. Nous l'avons largement éliminée, grâce à la politique d'affirmative action (la discrimination positive en faveur des minorités). Mais trente ans après le mouvement pour les droits civils, les Noirs vivent encore dans les zones noires et les Blancs dans les zones blanches. Il ne s'agit pas de comparer avec la situation qui prévalait alors en Alabama ou dans le Mississippi. Il y a bien plus d'intégration et d'harmonie raciale aujourd'hui qu'à l'époque, notamment parce que Washington est une petite ville. Mais nous avons encore beaucoup de chemin à parcourir. »

Si l'« Apartheid américain », selon le titre du livre du sociologue Douglas Massey, choque ici davantage, c'est en raison de cette cohabitation unique entre la quintessence de la puissance et de la pauvreté, et parce que le bilan municipal de Washington frise la caricature : gestion chaotique, corruption endémique, sous-équipement chronique. La réputation de la capitale fédérale doit beaucoup à ses nids-de-poule, ses chasses-neige en panne, son eau potable douteuse, ses services sociaux exsangues, et sa criminalité.

Certes, celle-ci est en baisse, comme dans d'autres grandes villes américaines, mais l'envers de la médaille n'est pas exemplaire. Aidés par la garde nationale et un couvre-feu pour adolescents qui ne

résout rien, les policiers de Washington, toujours plus nombreux, font régner l'ordre, mais leur réputation reste détestable, et leur efficacité douteuse : on tue moins dans les rues de « DC », mais le taux des crimes impulsifs progresse. Quelque soixante-dix gangs juvéniles se partagent les « territoires », notamment ceux de la drogue.

La moitié des Noirs âgés de dix-huit à trente-cinq ans résident dans la capitale fédérale sont sous contrôle judiciaire ou recherchés par la justice. Washington est l'une des villes de l'Amérique où la mortalité des enfants et des adolescents est la plus importante, ce record devant autant aux homicides qu'à une couverture sanitaire et sociale notoirement déficiente. Le système scolaire est tout aussi délégué : outre que la rentrée de septembre a dû être repoussée d'au moins trois semaines pour cause d'insalubrité d'une partie des écoles, 85 % des jeunes admis à l'université doivent suivre des cours de rattrapage.

Les écoles publiques subissent les effets de la polarisation raciale : les Noirs y représentent 87,6 % des effectifs, contre 4 % pour les Blancs et 7 % pour les Hispaniques. Washington se vide (543 000 habitants au dernier recensement), car la bourgeoisie - blanche et noire - préfère s'installer dans les Etats voisins du Maryland et de Virginie, plus riches et mieux gérés, et les entreprises investissent ailleurs, laissant à leur sort les quartiers noirs déshérités.

La ville noire... Elle commence au

départ du Capitole, se prolonge par le freeway qui enjambe l'Anacostia River, et s'étend de part et d'autre de Martin Luther King Road, à un 1 à vol d'oiseau de l'endroit où le docteur King avait évoqué son « rêve » d'une terre où « Blancs et Noirs seraient frères ». C'est ici qu'est situé l'Imani Café. Son propriétaire, Lamont Mitchell, est un colosse au crâne chauve et à la barbe pointue. Féroce, passionné, il n'a pas son pareil pour ramener aux sources de la « ségrégation » de Washington (historiquement, la capitale attirait les esclaves noirs fuyant les plantations du Sud), et illustrer son quotidien.

LAMONT MITCHELL est une « figure » à Anacostia. Son restaurant presque bourgeois est une oasis dans le paysage désespérant d'un ghetto urbain avec graffitis et carreaux cassés, où les maisons murées et les échoppes barrées de rideaux de fer succèdent aux terrains vagues jonchés d'ordures. Ça et là, sur fond de distributeurs de sodas défoncés, des gamins « zonent » en se disputant vaguement un ballon. C'est le tiers-monde de la société d'abondance, rien de plus qu'une certaine vision de l'Amérique à la trame, pour qui l'avenir ressemble difficilement à celui d'une « terre d'opportunités ».

« Rien des adolescents d'Anacostia ne vont jamais « downtown » (au centre-ville), explique Lamont Mitchell. Le fleuve nous divise : au-delà, c'est un autre monde, celui des gens

« bien ». De ce côté-ci, nous n'avons rien et nous n'avons droit à rien. De toute façon, les 80 000 habitants d'Anacostia voteront toujours pour la municipalité noire et les démocrates. Personne ne proteste, nous ne constituons pas une force politique. » Ce qui n'est pas tout à fait exact : c'est notamment à Anacostia que Louis Farrakhan, le prêcheur radical de l'islam noir, recrute ses ouailles.

« Les gosses n'ont pas d'autre modèle que les petits caïds des gangs ou celui de leurs parents abonnés au welfare [aide sociale], poursuit Lamont Mitchell. Or le cercle vicieux de la pauvreté ne peut se briser qu'avec un habitat mélangé : pour s'en sortir, il faut pouvoir faire la différence. Personne ne vous interdit d'habiter de l'autre côté du fleuve ou de la 16^e Rue. Simplement, il faut en avoir les moyens. Le racisme aujourd'hui, il est d'abord économique. Lamont Mitchell n'est ni en colère ni résigné : Washington n'améliorera pas sa réputation sans réhabiliter Anacostia. Seulement, soupire-t-il, il faudrait un « plan Marshall ». Qui sait, Marion Barry ne sera pas toujours là... »

EN effet, la réputation de Washington n'est pas servie par celle de son maire. Pendant longtemps, critiquer Marion Barry, rappeler sa peine de six mois de prison pour usage de drogue, c'était s'attaquer à la communauté noire, verser dans le racisme. Les Noirs faisaient d'autant plus bloc derrière lui que le maire n'hésitait pas à en rajouter dans la rhétorique raciale : « Il fut un temps où c'était un crime, dans le Sud, d'enseigner aux Noirs à lire et à écrire. Aujourd'hui, cent trente-cinq ans plus tard, ils essaient à nouveau de nous atteindre. »

Mais ce discours ne porte plus comme avant : 63 % des résidents du district ont aujourd'hui une opinion défavorable du maire, et 78 % ne souhaitent pas qu'il soit réélu en 1998. Ce qui n'est pas forcément rédhibitoire : au moment du vote, le réflexe de la solidarité raciale reste un facteur déterminant. A écouter Marion Barry, le statut hybride de Washington est le principal responsable des maux dont souffre la capitale, ce qui est en partie exact : ni ville ni Etat, le district de Columbia est une entité administrative à part, une municipalité dont un nombre croissant de prérogatives sont exercées par un Control Board responsable devant le Congrès, et que la gabegie municipale rend de plus en plus interventionniste.

Washington supporte les charges d'une capitale, mais elle n'a pas le droit de lever l'impôt sur les milliers de banlieusards qui y travaillent dans la journée. Plus de 60 % du revenu produit dans la capitale n'est pas taxé.

Doublement punis, par une fiscalité particulièrement lourde et l'état désastreux des services publics, les Washingtoniens poursuivent leur exode, accentuant ainsi l'appauvrissement de la ville. « Le meilleur moyen de briser le cercle de la pauvreté, insiste Marion Barry, c'est de conserver des emplois dans DC, et d'en créer d'autres. » D'autant que la pauvreté (noire) enracine la ségrégation raciale.

« 72 % des policiers du district, la moitié des professeurs et des employés, vivent à l'extérieur de la ville, tempère Frank Smith. Pourquoi ne pas les obliger à revenir ? » Avec quelles incitations ? « Les Noirs quittent le district pour les mêmes raisons que les Blancs : ils fuient la concentration de la pauvreté », note Marguerite Turner. Ce n'est pas un hasard si les gated communities, ces enclaves résidentielles fortement gardées qui furent un temps une spécialité californienne, ont tendance à se multiplier dans et autour de Washington, accueillant la bourgeoisie blanche, et noire.

Celle-ci, regrette Frank Smith, « laisse ses pauvres derrière elle ». Face à cet apartheid à rebours, quel avenir pour la « ville noire » ? Pour un Afro-Américain, souligne Marguerite Turner, décider d'aller s'installer dans une zone dominée par les Blancs, relève encore d'une « décision de pionnier ».

Laurent Zecchini
Dessin : Philippe Weisbecker



Devinco

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

En finir avec l'« hôpital-silence »

RESTRUCTURER le système hospitalier dans la sécurité, tel est aujourd'hui l'impératif absolu auquel doit faire face le gouvernement. La publication par le mensuel *Sciences et Avenir* d'un édifiant dossier sur les graves dysfonctionnements du système hospitalier français, résultat d'une enquête de dix-huit mois, confirme, après la révélation, par *Le Monde*, du rapport sur « L'obstétrique en France », l'ampleur et la difficulté de la tâche qui incombe aux pouvoirs publics.

Certains spécialistes contestent un certain nombre de conclusions tirées par le périodique, concernant en particulier la nécessité de fermer l'ensemble des maternités qui effectuent moins de 300 accouchements. Il n'en reste pas moins que cette enquête, établie à partir de documents officiels des caisses de sécurité sociale, met au jour une situation d'ensemble dont la gravité était, jusqu'à présent, pour partie masquée par l'opacité et l'inertie du système administratif.

Plutôt que de chercher à en minimiser la portée ou à en dénoncer les imperfections, l'ensemble des acteurs du système sanitaire – pouvoirs publics, élus locaux, cadres hospitaliers et administratifs, médecins, etc. – devraient sans tarder essayer de tirer les leçons d'une telle enquête. Dans l'entretien qu'il a accordé à *Le Monde*, Bernard Kouchner, secrétaire d'État à la santé, affirme que le gouvernement est décidé à en finir avec ce qu'il appelle « l'hôpital-silence ».

Affirmant l'urgence de « transparence », il ajoute que la volonté du gouvernement « n'est pas d'ordre camptable » et qu'elle vise avant tout « à réduire l'inégalité dans l'offre et la qualité des soins ».

De fait, le problème posé est avant tout celui de l'égalité dans l'accès aux soins. Toutes les cartes publiées par *Sciences et Avenir*, confirmant la plupart des rapports officiels sur ce thème, mettent en lumière ce mal français, ces profondes disparités régionales qui font que selon que l'on habite dans tel ou tel département, dans telle ou telle commune, on court un risque sensiblement différent d'être mal soigné. Les remèdes sont loin d'être évidents. Il faut avant tout chercher, au prix de mesures incitatives, à diminuer la surpopulation médicale observée dans certaines régions (Île-de-France entre autres) au bénéfice des régions dans lesquelles existe une véritable sous-médicalisation.

De la même manière, les pouvoirs publics doivent très vite trouver les moyens de remédier à la dérive de plus en plus alarmante du nombre de médecins désireux de devenir anesthésistes ou obstétriciens. Au-delà des problèmes de rémunération et de considération, ces médecins sont souvent préoccupés, voire obsédés par l'idée de devoir un jour répondre, devant la justice, d'un accident thérapeutique. Les restructurations hospitalières appellent donc aussi l'adoption d'une loi sur l'indemnisation de l'acte thérapeutique.

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Aubry, directeur général ;
Wolfgang Irgens, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lemoine, Robert Solé
Rédacteur en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges
Laurent Gossamer, Erik Israelowicz, Michel Kalman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Royette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Aline Fourment

Médecine : Thomas Perrenet
Directeur éditorial : Eric Pélissier ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la rédaction : Alain Rolland ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Bernès-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1981),
André Laurens (1981-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lescour (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 94 000 F. Actionnaires : Société civile « Les Rédacteurs de *Le Monde* »,
Association Hubert Bernès-Méry, Société anonyme des lecteurs de *Le Monde*,
Le Monde Éditions, Le Monde Investissements,
Le Monde Presse, Misa Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

Le premier vol transatlantique radiopiloté

LE PREMIER vol transatlantique d'un avion piloté par radio est localement un grand succès pour la technique moderne. Aux physiciens et aux ingénieurs qui, depuis longtemps déjà, perfectionnent sans cesse les appareils de pilotage automatique et les systèmes de radioguidage, à tous ceux qui vérifient chaque jour la précision des émissions hertziennes et la fidélité des récepteurs, il peut ne pas paraître étonnant qu'une machine aérienne obéisse docilement à des impulsions radioélectriques. Ils nous diraient que c'est une simple question de relais entre la volonté transmise par ondes et la puissance motrice de l'avion.

Les techniciens de l'aéronautique ayant réalisé le pilote automatique, autrement dit l'appareil qui actionne automatiquement les gouvernes suivant les coordi-

nées de vol, il suffisait, pour compléter l'asservissement de l'avion à distance, d'installer à son bord des dispositifs servant d'intermédiaires entre l'appareillage automatique et un poste de radioguidage situé sur la terre ferme ou en mer.

On imagine, cependant, jusqu'à quelle précision doit être poussée la mise au point d'un ensemble de radiopilotage dont chaque organe participe à la sécurité. Des accidents ont été attribués à la fatigue humaine, d'autres à un défaut d'installation ou d'entretien des mécanismes. Le radiopilotage devrait éliminer la première cause, mais, en assurant la suprématie de l'automatisme, n'augmenterait-il pas l'importance de la seconde ?

C.-G. B.
(25 septembre 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LEMDOC ou 08-36-29-04-36

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE

Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

La révolte sans issue de la Casamance

QUINZE ANS APRÈS le début des troubles en Casamance, cette région du Sénégal semble plus lointaine que jamais de la paix. Les combats entre militaires et rebelles indépendantistes ont repris. Le pouvoir central a durci le ton. Le président Abdou Diouf a non seulement répété que l'indépendance de la Casamance était hors de question, mais qu'il n'y aurait pas « de statut particulier pour telle ou telle région ». En face, la direction politique du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) est mise en place par la peur qui règne sur place. Seule l'« aile extérieure » du mouvement, par la voix de son porte-parole Mamadou Nioumah Sané, établi en France, a répondu que la lutte armée était à l'ordre du jour et

que « si par moments le MFDC parle de négociations, c'est pour donner une porte de sortie honorable à l'armée ».

LES DIOLAS, RIZICULTEURS SPOILÉS
L'impasse semble totale. L'opinion publique, exaspérée par les pertes en hommes de l'armée, chauffée à blanc par une presse va-t-en-guerre, veut croire à la solution militaire. Celle-ci coûterait au Sénégal beaucoup plus qu'il ne peut le penser, en vies, en argent, en prestige international, pour une improbable victoire. La nécessité d'une solution négociée est évidente. Pourtant, elle se heurte à des obstacles révélateurs des maux dont souffre le Sénégal. Et à son tour, la crise casamançaise devient l'une de

ces plaques dont l'infection menace le pays.

Les causes de la révolte ont été maintes fois recensées. Séparée du reste du pays par la Gambie, la Casamance diffère du Sénégal sahélien. Pays de forêt et de mangrove, l'estuaire de Basse-Casamance est majoritairement peuplée de diolas. Leur organisation sociale, leur économie et, jusqu'à une période récente, leurs religions ont encore un peu plus éloigné les diolas du reste du pays.

Avec les grandes sécheresses des années 70, le Sénégal est allé vers la Casamance. Pêcheurs, serres ou lébous, paysans ou commerçants wolofs se sont établis dans ce pays verdoyant. Certains d'entre eux ont profité de la réforme de l'administration foncière de 1972 pour spolier les riziculteurs diolas. Cette pression démographique, aggravée par la négligence du pouvoir central et la corruption de ses représentants a conduit à la révolte de 1982, réprimée par la force. Cette révolte a alors trouvé un cri de ralliement : l'indépendance.

Après les grandes opérations de « rattrapage » qui ont suivi la disparition de quatre touristes français en janvier 1995, le cessez-le-feu conclu en 1993 sous l'égide de la Guinée-Bissau était enfin entré en vigueur. Le gouvernement sénégalais a alors fait plusieurs gestes en direction de la rébellion, accroissant la liberté de mouvement et de communication du MFDC dirigé par l'abbé Augustin Diamacoune Senghor, tolérant les allées et venues entre Ziguinchor et les zones tenues par la rébellion.

En revanche, sur le fond, le problème est resté entier. Fidèle au principe de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation, Dakar n'a voulu proposer à la Casamance que ce qu'il offrait au reste du Sénégal : une décentralisation donnant une grande autonomie politique et financière aux collectivités locales. Entrée en vigueur à l'automne 1996 avec les élections municipales et régionales, cette loi n'a rien d'attrayant pour les indépendantistes. La complaisance de Dakar pour cet état de « non-peace-ni-guerre » a permis le redémarrage de l'activité touristique.

L'IMPATIENCE DE L'ARMÉE

Cette attitude est renforcée, par la multiplicité des intervenants, du « comité de gestion de la paix » composé de ministres et de notables, placé sous l'autorité du premier ministre à l'ancien chef d'état-major particulier du président Diouf, pour ne parler que des officiels.

Mais l'armée a mal supporté cette inactivité. Le chef militaire de la zone explique que la gestion du cessez-le-feu « n'a jamais fait partie de [ses] préoccupations », et un officier affirme que la période la plus difficile a été celle de la suspension des hostilités. Mais les combats ont entraîné des représailles, des atrocités dans lesquelles l'armée a perdu de son intégrité républicaine. Aujourd'hui, des intellectuels justifient leur soutien à la solution militaire en expliquant que « si l'armée n'a pas les mains liées en Casamance, elle pourrait se retourner contre l'État ».

« MANQUE D'IMAGINATION »

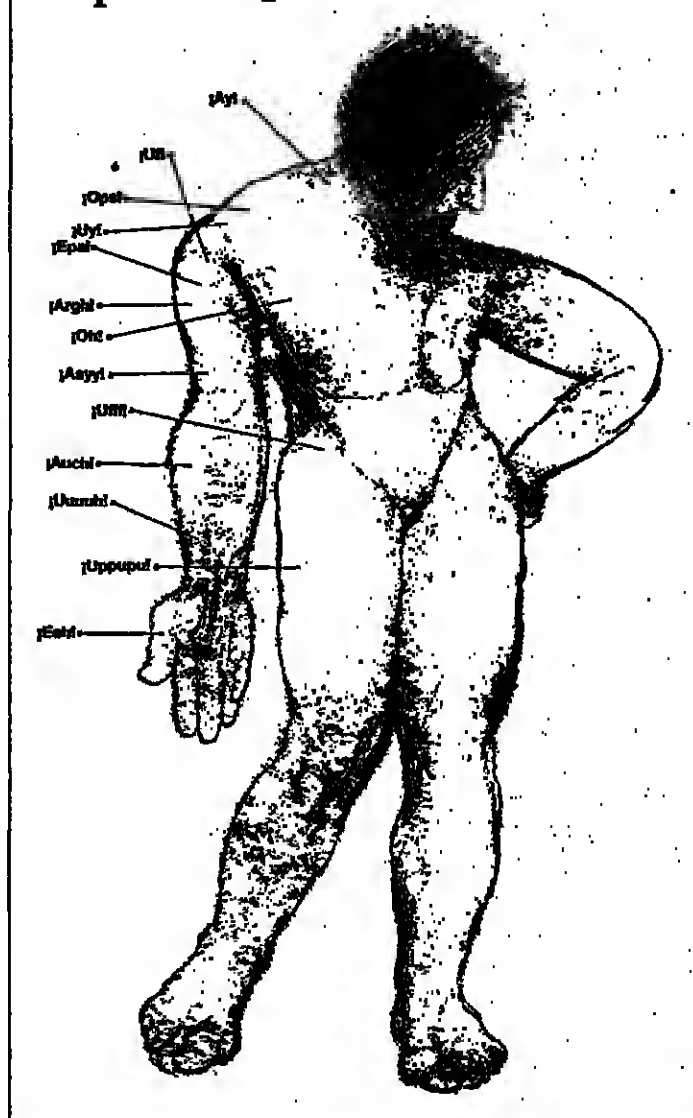
La classe politique n'est pas sortie grandie du conflit. L'opposition, le Parti démocratique sénégalais de M. Abdoulaye Wade d'abord, puis le Parti de l'action démocratique et socialiste de Landry Samané, un Casamançais, a profité du mécontentement régional. M. Wade a bien offert ses services comme médiateur, mais aucun des partis n'a jamais proposé de solution institutionnelle. M. Samané reconnaît aujourd'hui que les parties en présence « manquent d'imagination », mais après avoir évoqué un référendum, il se contente d'appeler à la paix et à la négociation.

Si les partis sont muets, c'est aussi parce que la guerre n'a pas neutralisé le jeu politique en Casamance où la double appartenance, au mouvement indépendantiste et à une formation politique, que ce soit le Parti socialiste au pouvoir ou l'un de ses adversaires, est courante. D'ailleurs les accusations de collusion entre tel politicien et la rébellion, même si elles ne sont jamais publiques, alimentent les conversations à Ziguinchor.

Malgré ces accointances, le MFDC refuse le jeu politique au point de s'interdire, en quinze ans, de développer un discours qui aille au-delà de la revendication indépendantiste. Les « chefs miquissants » ont à peine le « certificat d'études primaires », les combattants sont analphabètes, reconnaît un de leurs sympathisants pour expliquer ce manque d'habileté politique. Ils multiplient les initiatives pour faciliter les contacts entre les différentes composantes du MFDC et permettent à l'organisation de siéger à la table de négociations. La dernière en date fut le voyage, en juillet, de représentants de l'« aile extérieure » en Casamance, au grand dam de l'opinion sénégalaise nationaliste. Quelques jours plus tard, les armes parlaient de nouveau.

Thomas Sotinel

Acupuncture par Horacio Cardo



La philanthropie « globale » de Ted Turner

Suite de la première page

Des tâches qui, en France, sont naturellement dévolues à l'État et à la collectivité ont de tout temps été plus dépendantes, de l'autre côté de l'Atlantique, de la générosité de citoyens fortunés ou d'associations de bénévoles.

RICHESS TOUJOURS PLUS RICHES

Auteur de la célèbre maxime « Qui meurt riche meurt déshonoré », l'industriel Andrew Carnegie équipa ainsi le pays, au début du siècle, en bibliothèques publiques. Dans l'Amérique des années 90, deux facteurs donnent une nouvelle vigueur au phénomène philanthropique : le souci de voir l'État et la bureaucratie se désengager des chantiers culturels, sociaux et éducatifs – avec, parallèlement, le retour de la responsabilité individuelle et la volonté de payer moins d'impôts et la prospérité qui fait que les riches sont de plus en plus riches, au point de se plus savoir que faire de leur argent. Le milliard de trop de Ted Turner s'est amassé pratiquement derrière son dos à Wall Street, où les actions de Time-Warner n'ont cessé de monter ces derniers mois. « Lorsque votre fortune atteint un certain seuil, confiait cette semaine au *Wall Street Journal* Larry Ellison, PDG de la société de logiciels Oracle, vous réalisez que personne n'a vraiment besoin de tout cet argent ».

Les États-Unis comptent aujourd'hui cent cinquante milliardaires (en dollars). Il y a dix ans, ils n'étaient que quarante-neuf. Même si certains d'entre eux sont

notoirement pingres, comme le financier Warren Buffett, deuxième fortune des États-Unis après Bill Gates, la liste de *Slate* de beaux jours devant elle. L'autre nouveauté, qu'il illustre avec sa superbe habituelle et un brin d'arrogance le geste de Ted Turner, surnommé « The Mouth from the South » (« la grande gueule du Sud »), c'est que la philanthropie américaine dépasse désormais les frontières des États-Unis beaucoup plus largement que par le passé. Comme l'économie, elle se mondialise.

Le fondateur de CNN, qui se veut le médium mondial, souhaite que ses dons aux Nations unies aillent à des causes internationales, telles que la lutte contre le réchauffement global et le dénuement. Plus discret que Ted Turner, mais plus généreux et combien efficace, le financier George Soros a déboursé 1 milliard de dollars au cours des seules trois dernières années, tandis que M. Turner prévoit de découper son don en dix tranches annuelles de 100 millions. A travers ses fondations, George Soros, que l'on identifie en France comme un « spéculateur » alors qu'aux États-Unis on préfère l'appeler « philanthrope », répond à travers l'ancien bloc soviétique le savoir-faire de la démocratie et de l'économie de marché. Depuis deux ans, il finance aux États-Unis des mouvements d'aide aux immigrés et de recherche de méthodes alternatives à la lutte contre la drogue. Le financier d'origine hongroise pèse quelque 2,5 milliards de dollars et a fait savoir qu'il souhaitait donner l'ensemble de sa fortune de 500 vivats. Le problème est qu'elle ne cesse de s'agrandir... Il existe, aussi, une tradition de

philanthropie anonyme. George Eastman, le fondateur d'Eastman Kodak, donna 20 millions de dollars au MIT (Massachusetts Institute of Technology) en 1912 sous le nom de « Mr. Smith ». En janvier dernier, un homme d'affaires d'origine irlandaise, Charles Feeney, fut contraint, à la suite de démêlés juridiques, de révéler qu'il avait, depuis quinze ans, donné 3,5 milliards de dollars à diverses œuvres.

L'ONU PRIVATISÉE ?

Les bienfaiteurs tels que Ted Turner ou Bill Gates (qui a fini cette année par desserrer les cordons de sa bourse pour aider les bibliothèques à se brancher sur Internet) n'ont, en revanche, que faire de l'anonymat. Pour eux, la philanthropie fait partie de la construction de leur image, comme elle fait partie des relations publiques des grandes entreprises américaines. Quitte à rivaliser, comme le font Bill Gates et Larry Ellison, ou Microsoft et IBM.

C'est une manière, pour le capitalisme américain si souvent ac-

cusé d'être sans cœur, de se déculpabiliser, après des années de « downsizing » (« dégraissage »). Mais qui s'en plaindrait ? Certes, les déductions fiscales amortissent le coût du don, mais elles n'amaindrissent pas la valeur du don », souligne le professeur Alan Samansky, spécialiste de la question à l'Ohio State University. Le seul reproche que l'on pourrait faire à ces riches bienfaiteurs est de donner plus volontiers aux musées et aux grandes universités qu'aux pauvres.

L'ironie du don de Ted Turner à une organisation à laquelle l'État américain doit 1,5 milliard de dollars n'a échappé à personne, même si les deux sommes ne relèvent pas du même budget. Elle n'a pas empêché le président Clinton de saluer en Ted Turner un « authentique visionnaire américain », dont le geste ouvre de grandes perspectives au « partenariat entre l'ONU et le secteur privé ». A quand la privatisation des activités de l'ONU, ultime application de la mondialisation ?

Sylvie Kauffmann

RECTIFICATIFS

INTERVILLES

Une coupe malencontreuse dans notre article « TFI porte plainte contre l'éditeur d'« Intervilles » » (*Le Monde* du 19 septembre) a modifié le sens d'une phrase. Il fallait lire : « Nous prenons très au sérieux cette affaire », indique un responsable de la chaîne, qui précise avoir appris son existence dans *Le Canard Enchaîné*, et non « qui précise avoir appris son existence par la société GLEM, productrice d'« Intervilles » ».

PATRICK ZELNIK

Contrairement à ce qu'indiquait *Le Monde* daté 14-15 septembre, Patrick

Zelnik ne vend pas sa participation aux éditions Actes Sud afin de fonder sa maison de disques, Naïve. Patrick Zelnik, qui quitte la présidence de Virgin France fin octobre, précise « qu'il apporte sa participation à Actes Sud à la société Naïve, qui détient donc 20 % du capital d'Actes Sud ».

POLOGNE

Les deux dernières phrases du reportage consacré aux nouveaux entrepreneurs polonais dans *Le Monde* daté 21-22 septembre sont à attribuer à l'homme d'affaires Roman Rojek, et non à l'auteur de l'article.

مركز المصالحة

LE MONDE / JEUDI 25 SEPTEMBRE 1997 / 19



PRADA

L'espoir de renaissance

par Michel Crozier

L'ESPOIR renaît en France. On ne l'attendait plus. Mais il ne faut pas se méprendre. Ce n'est plus un espoir politique ni idéologique. On ne va pas changer la vie. Et cet espoir reste très fragile. Il est à la merci des erreurs, malheureusement toujours répétées, de notre classe politico-administrative.

La question primordiale pour la France d'aujourd'hui est pourtant simple : il ne s'agit pas de nous défendre pour maintenir une identité qui risquerait d'être submergée par le modèle libéral anglo-saxon, mais de nous rendre capables de prendre le plus vite, le plus efficacement et le plus humainement possible le train de l'expansion et de l'innovation.

Car le monde est en train de changer radicalement. Ce ne sont pas seulement les techniques qui changent, ni les modes d'activité, les manières de vivre, ni les mœurs, qui sont entrainées par le mouvement des sociétés. Ce sont aussi et surtout - ce qui dépend plus directement de nous et que nous nous refusons à voir - les logiques économiques et sociales et, finalement, les modes de raisonnement.

La logique nouvelle qui permet de gagner n'est plus celle de la rationalisation - faire la même chose plus efficacement et plus économiquement avec moins de personnes. C'est celle de l'innovation - découvrir d'autres activités, les mettre en œuvre, créer un autre avenir.

Nous devons tirer parti de nos ressources pour saisir les occasions qu'offre le monde nouveau, et non pas les protéger en nous repliant sur nos succès et notre excellence passée

On ne réussit pas à maintenir son identité en défendant ce qui existe, si digne de respect soit-il, mais en le développant. Nous devons tirer parti de nos ressources pour saisir les occasions qu'offre le monde nouveau, et non pas les protéger en nous repliant sur nos succès et notre excellence passée. Les leçons de l'histoire sont claires, pas seulement celles toutes récentes de l'essor du Sud-Est asiatique et du déclin et de la remonte des États-Unis, puis de l'Angleterre.

De tout temps, ceux qui n'ont pas voulu comprendre le changement du monde pour maintenir leurs valeurs traditionnelles ont décliné. L'Espagne du XVI^e siècle, première puissance du monde, est devenue en moins de cent ans un pays arriéré pour s'être acharné à maintenir un modèle social et moral qui nous paraît aberrant aujourd'hui mais qui, à l'époque du Siècle d'or, ne manquait ni de noblesse ni d'intelligence.

Dans un monde qui bouge de plus en plus vite, il n'y a d'autre voie que l'innovation. Et l'innovation ne peut se faire que dans l'ouverture et l'échange avec le reste du monde. Nous ne perdrons pas notre identité en l'acceptant, tout au contraire. Tirer parti des réussites des autres, ce n'est pas perdre notre âme, c'est commencer à innover. C'est en tout cas féconder notre capacité créatrice.

Mais le monde nouveau exige bien davantage. Il exige qu'un beaucoup plus grand nombre de personnes soient engagées dans l'avenir du développement, ce qui veut dire que nous devons changer le mode de direction de toutes nos institutions : gouvernement, administrations, entreprises.

L'innovation ne peut réussir sur la longue distance que si nous renouons au commandement technocratique, aussi prégnant dans la politique de gauche que dans celle de droite. Le problème n'est

pas de prendre la meilleure décision rationnelle, mais de prendre des décisions qui facilitent l'engagement du plus grand nombre de personnes dans l'avenir du développement, non seulement de la vie économique, mais aussi de la vie sociale, culturelle et politique.

Nous avons des ressources humaines considérables. Mais nous les gaspillons par un système de commandement et de contrôle qui décourage les meilleures volontés. Nos jeunes savent beaucoup de choses, peut-être trop. En tout cas, ils savent très mal les mettre en œuvre, car nous ne leur apprenons pas à coopérer rapidement et efficacement. Leurs efforts, nos efforts, s'exercent souvent en pure perte. La chaîne de relations qui va permettre de réussir vite non seulement à mettre au point un prototype, mais à mettre en œuvre une idée, à réaliser l'innovation qu'elle préfigure, est chez nous jalonnée de barrières et d'obstacles. Nous ne savons toujours pas créer de partenariats efficaces privé-public ou simplement université-recherche-entreprise. Nous nous méfions systématiquement. Défendre notre identité et notre exceptionnalité est le plus sûr moyen de renforcer cette méfiance et d'arriver toujours trop tard.

Quand comprendrons-nous que ce n'est pas l'État qui va créer l'innovation de demain, donc la prospérité et les emplois ? Ce ne sont pas davantage les entreprises que l'on va subventionner, ce sont les personnes dans les entreprises et toutes les autres institutions qui se passionnent pour créer elles-mêmes quelque chose. Nous avons fini, bien sûr, par découvrir que ce sont les petites entreprises qui créent le plus d'emplois. Mais, pour nous, PME signifie encore défense du pré carré, protection contre les gros, exceptions et subventions, alors que l'expérience montre, dans tout le monde du mouvement, que c'est dans la mesure où elles acceptent l'ouverture et la compétition qu'elles sont irremplaçables.

Surtout, enfin, le modèle du succès en France reste le modèle hiérarchique, étatique. La réussite pour le jeune homme ou la jeune femme surdoués, c'est le grand concours, l'ENA particulièrement, qui va permettre d'entrer dans la sphère aristocratique protégée dans laquelle on dit aux autres ce qu'il faut faire, et dont on contrôle le résultat sans jamais se remettre en question.

Nous n'avons pas encore compris que ce modèle est périmé. Le succès actuel de l'Amérique n'est pas dû aux grandes corporations qui écraseraient leurs concurrents de leur puissance, mais à la vague de fond d'innovations individuelles, de partenariats et de réseaux de petites et moyennes entreprises qui soulève désormais le continent tout entier. Les jeunes surdoués des grandes business schools n'acceptent plus d'entrer dans les bureaucraties traditionnelles que sont devenues les grandes corporations, au même titre que les administrations publiques. Ils veulent créer leur propre entreprise, ou plutôt réaliser eux-mêmes l'innovation qui va les rendre célèbres et pourquoi pas riches. Une société ne se développe que grâce à son tonus vital. Un tonus ne se crée pas d'en haut. Il se fabrique grâce à la priorité donnée à la liberté individuelle de créer et à l'échange avec l'extérieur.

A travers la personnalité de Lionel Jospin, le gouvernement est provisoirement redevenu populaire en France. Mais l'espoir qu'il commence à faire naître, comme avant lui Jacques Chaban-Delmas, Michel Rocard et Édouard Balladur, tient à sa modération, à son respect des personnes, à son esprit d'ouverture. Cet espoir reste toutefois, répétons-le, fragile. Il faut souhaiter passionnément qu'il ne soit pas une fois de plus déçu et que la précipitation technocratique et la logique du jeu politique ne nous empêchent pas de nous engager enfin dans la voie de la renaissance.

Michel Crozier est sociologue.

Il faut reporter l'euro

par Gérard Lafay

AUJOURD'HUI, le débat sur l'euro est escamoté. Tout se passe comme si les responsables politiques et les chefs d'entreprise avaient pris leur parti de l'instauration de la monnaie unique européenne au 1^{er} janvier 1999, selon les modalités prévues par le traité de Maastricht. On peut d'abord s'interroger sur les raisons de cet apparent consensus. On doit surtout se préoccuper des conséquences du processus actuellement en cours, dont les résultats ne peuvent qu'être négatifs pour l'emploi dans les économies européennes. C'est pourquoi, sans remettre en cause le principe de la future monnaie unique, il est indispensable de reporter la mise en œuvre de l'euro dans les conditions actuelles.

Alors que les questions monétaires avaient provoqué de vifs débats dans l'opinion française en 1992, au moment du référendum sur le traité de Maastricht, et qu'elles suscitaient en core des controverses jusqu'à l'an dernier, elles semblent avoir aujourd'hui disparu des sujets dignes d'intérêt. Ce paradoxe s'explique par la conjonction économique et politique.

Sur le plan économique, l'économie française est passée par le creux de la vague. Elle devrait connaître un rebond dans les prochains mois, car elle bénéficie d'un ballon d'oxygène monétaire. D'une part, la Bundesbank a fini par baisser ses taux d'intérêt, n'ayant plus besoin de juguler les tensions inflationnistes résultant de la réunification allemande. Le comportement suivi de la Banque de France a joué, cette fois-ci, dans le bon sens - ce qui ne suffit cependant pas à effacer l'aridité terrible des années 1990 à 1995, où l'économie française avait battu tous les records en matière de taux d'intérêt réels, accumulant un écart de 28 % avec les États-Unis.

D'autre part, le dollar, qui était encore proche de 5 francs en 1996, est remonté temporairement au premier semestre 1997, où il a dépassé sensiblement les 6 francs - mouvement cependant insuffisant et qui semble aujourd'hui en-

rayé. Ces deux facteurs pourraient freiner le chômage tout en permettant à la France de respecter les critères budgétaires de Maastricht.

Sur le plan politique, le débat sur la monnaie unique avait été porté par des hommes politiques isolés et par des partis minoritaires, à l'encontre de l'establishment, mais avec un large écho dans l'opinion publique. La dissolution de l'Assemblée nationale a atténué l'un de ses objectifs : elle a escamoté le débat européen, qui divise tous les camps politiques, en remettant en avant le seul clivage gauche-droite. Les communistes, ainsi que Jean-Pierre Chevènement et ses amis, ne peuvent se permettre de faire capoter d'emblée le gouvernement d'union de la gauche. Philippe Séguin et Charles Pasqua sont trop occupés à recoller les morceaux de

3 % du produit intérieur brut. De telles sanctions seraient quasi automatiques et ne pourraient être évitées que dans le cas de récessions supérieures à deux points - cas de figure exceptionnel. Des dérogations ne pourraient être accordées éventuellement que dans ces cas très peu fréquents (baisse supérieure à trois quarts de point de PIB). Un régime aussi draconien ne serait viable que si la croissance était assurée durablement. Or, elle serait en permanence entravée par les verrous monétaires.

Tel qu'il est actuellement conçu, le régime monétaire de l'euro comporte deux verrous. D'une part, l'article 105 du traité stipule que la politique monétaire européenne aura pour objectif essentiel la stabilité des prix, sans qu'elle ait à se préoccuper de la croissance et de l'emploi. La future Banque

mais dépassé par l'évolution du monde : il remet en cause l'économie sociale de marché alors que celle-ci constitue l'un des traits distinctifs de l'Europe. C'est pourquoi beaucoup d'observateurs sont convaincus de la nécessité de modifier le traité de Maastricht afin de le rendre viable. Toutefois, on se heurte ici à deux objections : ce traité semble intangible et les Allemands ne sont pas prêts à accepter de telles modifications.

La première objection est erronée. Le traité de Maastricht a déjà été révisé sur deux points fondamentaux, à la demande de nos amis allemands, sans qu'une nouvelle ratification ait été envisagée. Dans le traité, la future monnaie unique devait garder le même nom que l'actuelle monnaie commune et donc s'appeler l'écu ; ce terme étant jugé péjoratif en langue allemande, son nom est devenu l'euro. Quant au pacte de stabilité budgétaire, qui aggrave et pérennise les critères de Maastricht, il a purement et simplement été rajouté au traité.

La seconde objection est, en revanche, recevable. En Allemagne, l'opinion publique est déçue par les difficultés dans lesquelles se débat l'économie. Les plus lucides des Allemands s'interrogent sur les contradictions de leur modèle de société, tandis que d'autres voudraient au contraire garder le vieux deutschemark, craignant que l'euro ne soit pas assez fort. Que faut-il en conclure ? Tout simplement que la création d'une monnaie européenne ne peut pas se faire sur un traité mal ficelé et sur des divergences de vues fondamentales entre les principaux partenaires. Dès lors, la seule solution raisonnable est de reporter la mise en œuvre de l'euro, afin de se donner le délai de réflexion qui paraît nécessaire pour définir conjointement un mode viable de gestion. Et cette solution peut être choisie sans difficulté jusqu'au 31 décembre 1997 : le traité lui-même offre, dans son article 109.1, la possibilité du report.

Gérard Lafay est professeur d'université Paris-II et conseiller au Commissariat général du Plan.

France Télécom : pari gagné, promesse oubliée

par François Fillon

J'AVAIS pris le pari, lors d'un débat télévisé au soir du second tour des législatives, qu'avant six mois les socialistes renonceraient à leur engagement électoral en ouvrant au privé le capital de France Télécom. Mes interlocuteurs de l'époque, aujourd'hui membres de la majorité, relèvent ce pari. Ils l'ont aujourd'hui perdu.

J'ai été l'artisan en 1996 de la transformation du statut de France Télécom et je me réjouis de ce revirement parce qu'il est conforme aux intérêts de l'entreprise. La mise sur le marché d'une partie de son capital consacrera sa réputation et lui ouvrira des perspectives prometteuses. Mais cette décision n'en constitue pas moins une tromperie politique. Circonvolutions oratoires et arguties gouvernementales étaient en grand jeu la volte-face des socialistes et des communistes sur ce dossier. Heureuse mais peu glorieuse, elle pourrait être passée sous silence si elle n'était si rapide, si étonnante de l'éthique politique affichée par Lionel Jospin, si révélatrice d'une approche économique en réalité otage des circonstances.

Il faut se souvenir des débats à l'Assemblée nationale en juin 1996. L'hostilité de la gauche au projet de loi relatif au statut de France Télécom était alors sans concession.

Qualifiée dans l'hémicycle par Ségolène Royal d'« injustifiée et [de] dangereuse », l'ouverture du capital de France Télécom constituait « une régression... une chasse au service public ». Le gouvernement de l'époque fut accusé de « brader le patrimoine » de l'État, d'en être le « fossoyeur » en « s'incriminant devant les marchés ». Après trois jours d'un débat sans issue, le gouvernement était contraint de recourir au 49-3. En réponse, la

modon de censure déposée par l'opposition marquait le caractère « crucial et exemplaire pour la gauche » de ce dossier, sur lequel elle annonçait qu'elle reviendrait en cas de victoire. Cette ligne fut celle de Lionel Jospin lors de la campagne des législatives. Ce combat était bien le sien, et les Français en ont pris acte.

Cette volte-face du gouvernement est révélatrice d'une approche économique otage des circonstances

Il aura fallu trois mois pour que ces résolutions s'évanouissent. Trois mois pour comprendre qu'une révolution des télécommunications était en cours et qu'elle n'attendait pas la France. Trois mois pour comprendre que 90 % des opérateurs européens avaient modifié leur statut, ouvert leur capital, et cela quelle que soit la couleur politique des gouvernements. Trois mois pour comprendre que France Télécom devait disposer des mêmes armes que ses concurrents.

Trois mois donc pour intégrer la nécessité d'un revirement conforme à l'intérêt national, mais cotoyable sur le plan de l'existence politique. Le réalisme s'impose ici au détriment d'une parole légèrement donnée.

Tout cela s'explique en réalité par une absence de philosophie, de ligne directrice sur l'avenir de l'État et du secteur public, dorénavant

insérés dans une économie ouverte, concurrentielle et marquée par l'émergence de technologies qui se jouent des barrières nationales et des municipalités. Cette question de la place de l'État dans l'économie moderne est primordiale. Elle est au centre de la modernisation du secteur public et de la croissance économique.

Le bon sens voudrait qu'enfin en France un choix clair soit fait pour départager ce qui doit relever de l'État, d'une part, et ce qui devrait d'autre part, être rendu au secteur privé pour des raisons d'efficacité. N'ayant pas fixé sa doctrine sur le sujet, on se s'écroule pas de voir le gouvernement agir au coup par coup, tantôt inspiré par des dogmes révolus ou par ses alliances partisans, tantôt rappelé par les impératifs de la réalité. La gestion du dossier de France Télécom marque en définitive les débuts d'une législature dont on pressent qu'elle sera pleine de contradictions.

Les socialistes n'ont jamais fait leur Bad Godesberg économique. Entre le socialisme et la social-démocratie, ils n'ont jamais voulu trancher. Surtout leur mutation s'effectuera sous la pression de la pratique gouvernementale, mais alors une partie de l'électorat de gauche se sentira lésée. Soit elle sera diffusée par les nécessités de l'alliance avec les communistes, mais c'est alors la France qui risque ici d'en subir les conséquences. Cette impasse est le prix d'une gauche revocable au pouvoir sans avoir clarifié sa philosophie et son projet politique. Cette leçon doit être aujourd'hui méditée par l'opposition.

François Fillon est député de la Sarthe (RPR) et ancien ministre.

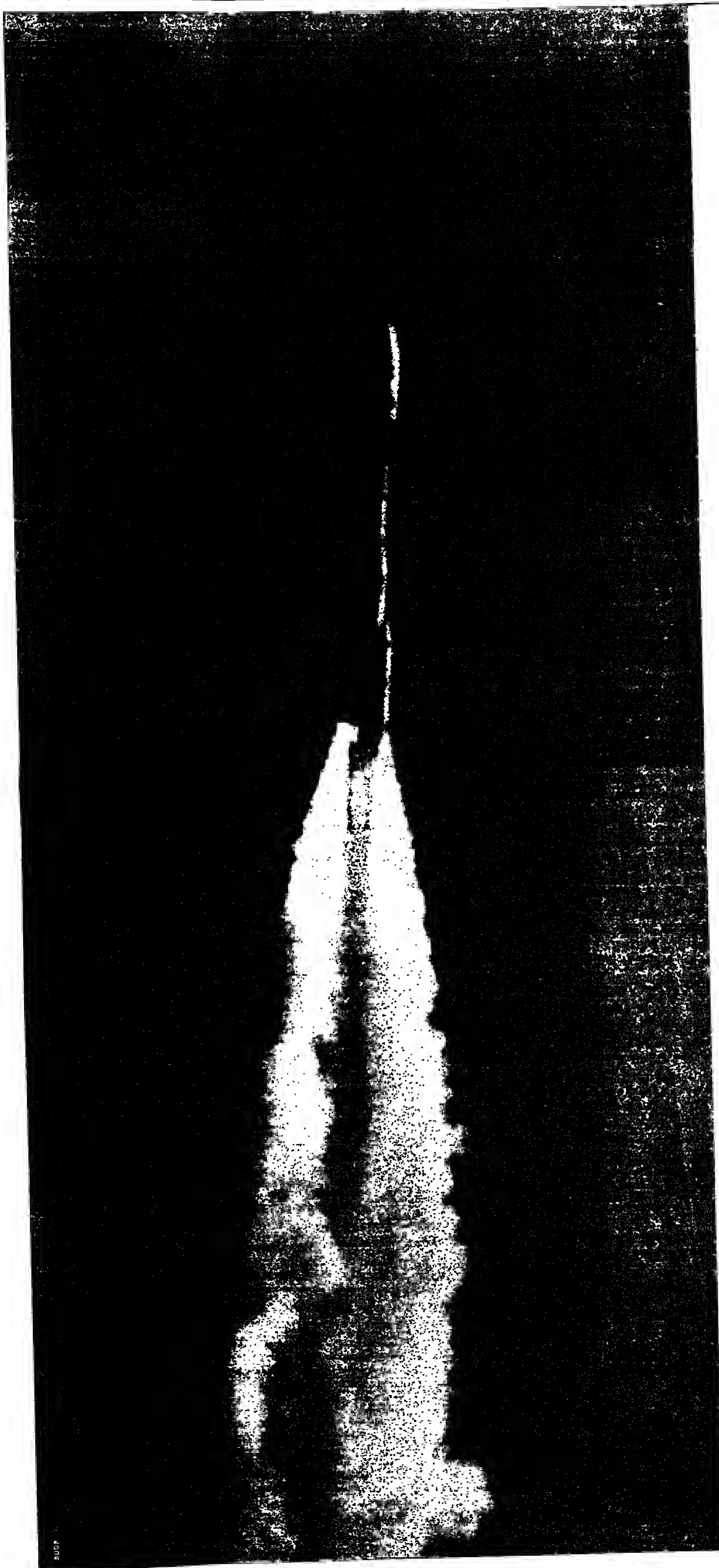
AU COURRIER DU « MONDE »

LA RÉPUTATION DE L'EUCARISTIE

Dans *Le Monde* du 30 août, vous avez publié une lettre de Jacques Solé qui attribue à Zwingle et à Bucer la réputation de l'eucharistie (...). Non seulement Zwingle et Bucer, mais Caprin, Carlsbad, Cœlompade, Pirkheimer ont fait le siège de Luther pour tenter de le convaincre de renoncer à l'eucharistie. Le premier théologien célèbre qui a nié l'eucharistie et qui a dû se rétracter afin de n'être pas brûlé vif fut Béranger au XI^e siècle, qui avait écrit que la croyance en la « présence réelle » du Christ changeait les chrétiens en « une troupe de sots ». Le regrette Père de Lubac a eu maille à partir avec l'Eglise pour avoir moutonneusement analysé, dans son *Corpus Mysticum*, le long combat de la spiritualité chrétienne du haut Moyen Âge contre la doctrine de la *vera caro*, la « vraie chair » du sacrifice.

Au XIII^e siècle, saint Thomas et saint Bonaventure consacrent des colonnes à démontrer, à partir de la physique d'Aristote, et avec les mêmes arguments que Voltaire dans son *Dictionnaire philosophique*, l'absurdité de la doctrine eucharistique, avant de conclure qu'elle est vraie par décision souveraine de l'Eglise. Erasme écrit à Pirkheimer le 19 octobre 1527 que si l'Eglise reconnaissait la doctrine d'Arius et de Pélagie, il la suivrait aussitôt, parce qu'il faut croire ce que croit l'Eglise, voir du consentement général. Celle-ci sait qu'il faut déclarer théologiquement vrai ce qui est politiquement indispensable. C'est pourquoi le catéchisme de l'Eglise catholique de 1992 écrit : « L'eucharistie est source et sommet de toute la vie chrétienne. Les autres sacrements ainsi que tous les ministères ecclésiastiques et les tâches apostoliques sont tous liés à l'eucharistie et ordonnés à elle. »

Manuel de Diéguez Sainte-Gauberge-Saint-Colombe (Orne)



Pour

Le 100^{ème} vol

d'Ariane,

ce n'est pas

une bougie

que l'on a

allumée.



Aujourd'hui, quand Ariane décolle vers l'espace, les journalistes ne parlent plus d'exploit mais de "vol de routine". Et c'est bien comme ça. En effet, quel plus bel hommage peut-on rendre à l'efficacité d'Ariane, qui met régulièrement sur orbite des satellites et des systèmes spatiaux ?

Au bout du compte, c'est une magnifique réussite économique et commerciale pour Aerospatiale, son architecte industriel, et tous ses partenaires européens rassemblés dans Arianespace.



AEROSPATIALE
L'Europe ira plus loin.

<http://www.aerospatiale.fr>

FINANCE Le renouveau actuel des offres publiques d'achat en France (Promodès-Casino, Pinault-Worms, Adidas-Salomon...) illustre la reprise économique. Mais ce mouve-

ment se fait sous l'œil attentif des actionnaires qui veulent être assurés que les fusions-acquisitions leur sont bénéfiques. ● LES GROUPES ont appris à mieux acheter. Entre la moitié

et les deux tiers des acquisitions se traduisent par un succès, selon des études de Mercer Consulting et de la banque d'affaires JP Morgan. ● CE TAUX DE SUCCÈS est lié à la fois à un

plus grand souci d'améliorer les performances boursières de l'entreprise et à une meilleure expérience des rachats. ● SOUTENUE PAR LA BAISSSE des taux d'intérêt, la vague de fu-

sions-acquisitions devrait rester forte. Le BTP, les télécommunications, la chimie et l'agroalimentaire paraissent les secteurs les plus concernés.

Poussées par les actionnaires, les entreprises mènent mieux leurs acquisitions

Dans les années 80, deux tiers des rapprochements ont déçu les attentes des boursiers. Tirant les leçons de leurs erreurs, les groupes réussissent maintenant plus de la moitié de leurs opérations de croissance externe

OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT (OPA) de Promodès sur Casino, rapprochement d'Adidas et de Salomon, rachat de Degrémont par Suez-Lyonnais, tentative de rachat de François Pinault sur le groupe Worms et C... Toujours plus importantes et audacieuses, les OPA se multiplient en France, symboles d'un retour à la croissance et à la confiance. Ces opérations ne rassurent pas pour autant tous les actionnaires. Car acquisition ne rime pas toujours, à moyen terme, avec envolée du cours de Bourse et des profits.

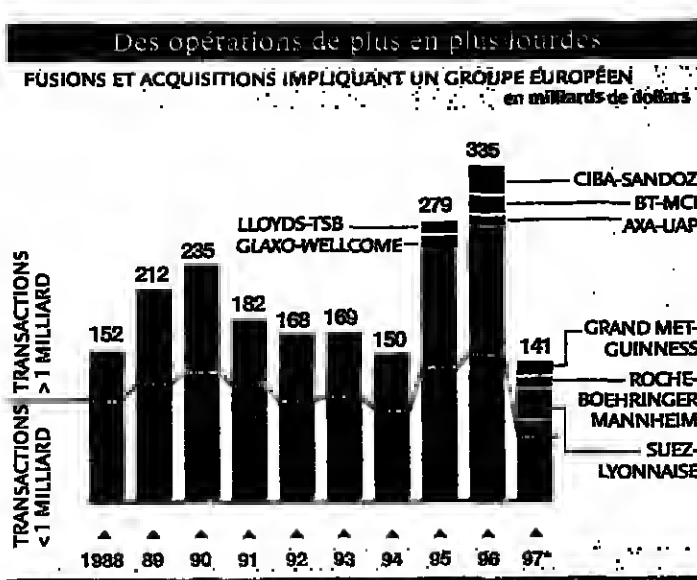
Beaucoup d'investisseurs ont encore en mémoire les acquisitions surpayées de la décennie 80, qui se sont traduites, quelques années plus tard, par des provisions massives pour dépréciations d'actifs et des plans de restructuration. Près des deux tiers des entreprises qui ont grandi par croissance externe

au cours des années 80 ont rapporté moins à leurs actionnaires que celles qui n'ont pas réalisé d'acquisition.

Tirant les enseignements de leurs erreurs, les groupes achètent mieux aujourd'hui. C'est la conclusion d'une étude réalisée par le cabinet de conseil en management Mercer, qui confirme les recherches de la banque d'affaires américaine JP Morgan. Depuis 1990, selon Mercer, plus d'une acquisition sur deux a fait progresser la valeur en Bourse de l'acquéreur. Paul Gibbs, analyste chez JP Morgan, estime même que les deux tiers des acquisitions parviennent aujourd'hui à augmenter la valeur des entreprises.

« Les acquisitions sont devenues plus raisonnables, plus logiques. Elles sont plus proches des activités de base des groupes acquéreurs que dans les années 80 »

Cette amélioration a plusieurs explications. La première, selon Paul Gibbs, c'est le souci permanent qu'ont les grands groupes de satisfaire leurs actionnaires. La montée en puissance des fonds de pension et leur activisme expliquent cette nouvelle tendance. Née aux États-Unis il y a quinze ans dans des groupes comme General Electric, Pepsi ou Coca Cola, elle se généralise peu à peu en Europe. Ainsi, des groupes comme Lloyds-TSB, né du rapprochement en Grande-Bretagne de la banque Lloyds et des caisses d'épargne, et Sandoz-Gerber dans le secteur de la santé ont rapporté à leurs actionnaires deux fois plus que l'indice moyen du marché dans les trois années qui ont suivi leur fusion.



La deuxième explication, selon Mercer, c'est l'expérience. Les trois quarts des sociétés (72 %) qui ont réalisé plus de six opérations de croissance externe entre 1984 et 1994 ont eu une performance boursière supérieure à celle de leur secteur. Ce pourcentage tombe à 54 % pour les sociétés ayant réalisé moins de six opérations. « Les groupes comme General Electric, LVMH ou AXA, qui préparent et exécutent rapidement des programmes sérieux de gestion de leur acquisition améliorent leurs chances de succès de 50 % », estimait les consultants. A peine bouclée la fusion, les équipes d'AXA prenaient à bras le corps la gestion de l'UAP. À l'inverse, sept ans après son OPA sur La Télécom, en 1988, Schneider n'avait toujours pas réussi à l'intégrer.

L'expérience a également joué dans un autre domaine : « Les acquisitions sont devenues plus raisonnables, plus logiques. Elles sont plus proches des activités de base des groupes acquéreurs que dans les années 80 », expliquent Bernard Demure et Jean-Pierre Gaben, analystes chez Mercer. Il y a dix ans,

une acquisition sur cinq n'avait aucun lien avec l'activité principale de l'acheteur. Ces dernières années, plus de 95 % des opérations correspondent à un développement stratégique en lien avec l'activité de base du groupe - c'est le cas du rapprochement d'Adidas et du fabricant de ski Salomon - ou à un mouvement de consolidation de deux entreprises de même activité - rachat de Docks de France par Auchan, de Spar par Intermarché

ou fusion entre Ciba Geigy et Sandoz.

Les acquisitions de diversification, comme a tenté de le faire le conglomérat britannique Hanson, sont en chute libre. « Les groupes ont compris qu'ils avaient peu de chances de tirer parti d'une acquisition réalisée dans un secteur qui leur est peu familier. On peut se trouver les économies et les synergies qui permettent de compenser la prime d'acquisition », relève Paul Gibbs. L'offre de François Pinault sur le groupe Worms illustre ce risque. Pour prendre le contrôle d'un conglomérat très éloigné de ses métiers, il propose une prime de 3,7 % par rapport au dernier cours de Bourse, un prix très inférieur à la valeur de l'actif du groupe Worms et à la moyenne des OPA.

Malgré la plus grande cohérence des groupes dans leurs acquisitions, le taux d'échec reste élevé. Parmi les opérations qui ont déçu les actionnaires, Paul Gibbs cite les fusions Roche-Syntex, dans la chimie, Suez-Victoire, dans les services financiers ou SBC Warburg, dans la banque. Ce taux d'échec est suffisamment important pour rendre les marchés boursiers prudents. Ils demandent désormais des pages. Le simple argument de la taille ou de vagues synergies ne suffit plus pour convaincre les actionnaires. Ils exigent des équipes de direction des

stratégies claires et des comptes. Vigilants sur le prix, ils veulent que les groupes chiffrent les effets positifs des rapprochements. En présentant leur projet de fusion, Guinness et Grandmet ont insisté sur le fait qu'ils pourraient économiser 175 millions de livres (1,7 milliard de francs) en l'an 2000. Dans sa contre-attaque, LVMH a promis des économies supplémentaires de 65 millions de francs.

Le mode de financement de l'opération est un autre critère déterminant. Les actionnaires n'acceptent plus les opérations qui diluent leur position et leur part de bénéfice. Les entreprises ont dû bousculer leurs méthodes de financement. Selon une étude du cabinet d'audit Price Waterhouse, en 1997, près de la moitié (42 %) des groupes européens financent leurs rachats à partir de leurs seules ressources, sans crédit, sans émission d'actions, contre 33 % l'an dernier. Profitant de la baisse des taux d'intérêt, l'autre moitié a recours à l'emprunt, y compris en France. En revanche, à peine 1 % des groupes européens émettent des actions. « Le coût de la dette est très inférieur à celui du capital. Emprunter coûte 4 à 5 % après impôt, alors que les actionnaires exigent un rendement sur fonds propres de 12 % à 15 % », constate Bernard Demure.

La fin de la peur de l'endettement - celui-ci est aujourd'hui perçu comme un moyen d'augmenter sa rentabilité - devrait soutenir le mouvement de fusions-acquisitions dans les prochains mois. Les secteurs du BTP, des télécommunications, de la chimie-pharmacie, de l'agro-alimentaire et de la distribution sont les plus concernés. Selon Price Waterhouse, 45 % des groupes européens envisagent de réaliser une ou plusieurs opérations dans les douze prochains mois. Même si ces rachats constituent toujours un risque, ils restent l'un des principaux moteurs de croissance.

Sophie Fay et Martine Orange

Les autres manières de satisfaire les investisseurs

Sous l'influence des fonds de pension, les sociétés cotées doivent mettre au premier rang de leurs priorités la valorisation de l'investissement de leurs actionnaires. En l'argot financier anglo-saxon, elles doivent augmenter la « shareholder's value ». Pour ce faire, les groupes doivent avoir un taux de croissance soutenu. Mais ils peuvent aussi recourir à des techniques plus financières.

La première est le « spin off », qui consiste à séparer les activités d'un même groupe pour créer deux groupes plus homogènes. La deuxième est le « carve out » qui consiste à introduire en Bourse une de ses filiales. La troisième est le rachat d'actions, qui consiste à racheter ses propres titres pour réduire à ses actionnaires les fonds propres qui seraient sous-utilisés. Ces opérations, qui représentaient 3 milliards de dollars en 1993, ont atteint 39 milliards de dollars en 1996. Comme les acquisitions, toutefois, elles ne dopent la valeur d'une entreprise que si elles sont faites à bon escient.

La Bourse de Paris soigne France Télécom

L'INDICE CAC 40 comporte, comme son nom l'indique, quarante valeurs. Quand deux nouvelles sociétés font leur entrée dans la composition de l'indice, deux en sortent. La décision du conseil scientifique des indices de faire entrer, le 12 novembre, France Télécom et SGS-Thomson dans le CAC 40, et d'en retirer Bouygues et Pernod-Ricard, a provoqué des grimaces de dents chez les professionnels.

De nombreux gérants estiment que les autorités boursières font la part belle à France Télécom afin de faciliter sa privatisation. Ils déplorent que le conseil ait pris en compte 100 % du capital de l'opérateur public pour calculer la pondération que ce dernier aura dans l'indice, alors que seulement 21 % à

25 % du capital seront mis à la disposition du public. France Télécom deviendra la première valeur de l'indice CAC 40, avec 8 %, devant Elf Aquitaine (7,49 %), L'Oréal (6,55 %) et Carrefour (6,24 %).

Les opérateurs estiment que la décision dopera artificiellement le cours du titre et facilitera donc grandement son introduction en Bourse. Outre la nouveauté liée à cette position dans l'indice - seuls deux précédents, la BNP et Rhône-Poulenc avaient obtenu une telle faveur - l'action France Télécom bénéficiera automatiquement des achats des gérants de scv « indiciaires », dont la performance est liée à l'indice CAC 40. Ces placements collectifs « répliquant » exactement l'indice de référence, France Télécom va se

retrouver immédiatement dans leurs portefeuilles.

TAILLE EXCEPTIONNELLE

Pour se justifier, la Société des Bourses françaises précise que la « règle est que la totalité de la capitalisation boursière soit prise en compte pour la pondération dans l'indice ». Les gérants estiment que cette règle aurait toutefois pu être assouplie d'autant plus que, dans un communiqué du 27 janvier, le conseil scientifique des indices s'était interrogé sur les règles à appliquer à la pondération de France Télécom en raison de sa taille exceptionnelle. Des analystes, cités par Reuters, font remarquer que Deutsche Telekom n'était pas pondérée à 100 % dans l'indice DAX et que la règle des 100 % n'était

pas non plus appliquée à la Bourse de Londres.

L'entrée de SGS-Thomson, société de droit néerlandais à capitaux franco-italiens a également suscité quelques commentaires aigres-doux. Bien que rien ne s'oppose à l'entrée de cette valeur, cotée dans le compartiment des étrangers, dans la composition de l'indice de référence, les gérants ont déclaré être surpris. Ils pensent que le conseil a voulu donner plus de poids aux valeurs technologiques ou européennes. D'autres y voient une façon de faciliter le placement de la participation de Thomson-CSF dans SGS-Thomson (17 %), opération prévue de longue date.

François Bostrnavaron

La Banque du Mexique veut freiner la hausse du peso

MEXICO de notre correspondant. Au moment où les monnaies du Sud-Est asiatique s'effondrent face au dollar, les autorités financières mexicaines sont confrontées au phénomène inverse. Lundi 22 septembre, elles ont donc modifié leur politique pour freiner la hausse du peso face au dollar vert et faire baisser les taux d'intérêt en injectant davantage de liquidités dans le système bancaire. Mardi, le rendement du principal baromètre de l'épargne, les certificats du Trésor (Cetes) à vingt-huit jours, passait de 16,91 % à 16 %, tandis que le dollar enregistrait une légère hausse, de 7,72 à 7,76 pesos.

Les experts financiers des banques privées et ceux de la Banque mondiale ont donc finale-

ment été entendus par l'institut d'émission mexicain, qui ne partageait pas jusqu'alors leur préoccupation face à la réapparition de certains des symptômes ayant conduit à la brutale dévaluation de décembre 1994. Le peso, qui avait perdu, en 1995 et 1996, plus de 50 % de sa valeur par rapport au dollar, s'est repris au cours des derniers mois. Selon les spécialistes, cette tendance risquait d'affecter gravement la compétitivité des exportations mexicaines, devenues le principal moteur de la reprise économique, alors que la consommation interne reste très déprimée du fait de la chute du niveau de vie.

Sans remettre en question le très sévère plan d'ajustement adopté en février 1995 avec l'aide financière de la communauté in-

ternationale - près de 50 milliards de dollars (300 milliards de francs) -, la Banque du Mexique a estimé le moment venu de faire preuve d'un peu de souplesse en matière de crédit. Après avoir dépassé les 100 % en 1995, le coût de l'argent a été ramené à environ 30 %, ce qui reste malgré tout inaccessible pour la plupart des entreprises et contribue donc à freiner considérablement les investissements.

FRAGILISATION

Les taux d'intérêt élevés expliquent l'afflux des capitaux étrangers, qui s'est encore accéléré avec la crise financière asiatique (le Mexique pourrait recevoir 15 milliards de dollars cette année), contribuant à consolider le peso. Comme dans les autres pays

émergents, les capitaux placés à court terme fragilisent le système financier dans la mesure où ils s'engouffrent vers d'autres lieux au moindre nuage. C'est pourquoi la banque centrale considère que, la confiance ayant été rétablie à l'égard du pays, le moment est venu d'accorder la priorité à la baisse des taux d'intérêt.

L'effet recherché est double : relancer l'investissement et décourager l'entrée des capitaux spéculatifs. Le moment semble bien choisi puisque l'inflation est sur le point d'être maîtrisée (autour de 16 % cette année, contre 52 % en 1995) et que les prévisions en matière de croissance économique sont passées de 4,5 % à plus de 6 % pour cette année.

Bertrand de la Grange

Mettez votre oreille contre cette page, vous allez entendre la mer.

Paris Montpellier en TGV 180F*

Avec Découverte J30, vous prenez votre billet 30 jours à l'avance pour bénéficier d'une réduction d'au moins 50%. Autrement dit, vous allez

directement du centre de Paris au centre de Montpellier pour 180F*. Vous ne craquez pas que les distances paraissent beaucoup plus courtes tout à coup ?

À NOUS DE VOUS FAIRE PRÉFÉRER LE TRAIN.

SNCF

مكتبة

Un contentieux oppose l'Etat indien et Suzuki, actionnaires du constructeur automobile Maruti

Les investissements étrangers restent sujets à polémique dans le pays

Maruti contrôle 80 % du marché indien des petites voitures. Le groupe japonais Suzuki et l'Etat indien détiennent chacun la moitié de son capi-

tal. Un conflit concernant la nomination d'un nouveau directeur a conduit les deux actionnaires en justice. Cette affaire illustre l'ambigui-

té de l'opinion indienne à l'égard des investissements étrangers, que le gouvernement souhaite officiellement favoriser.

NEW DELHI
de notre correspondante
L'un des joint-ventures les plus anciens et les plus réussis d'Inde est-il aujourd'hui menacé ? C'est devant les tribunaux que se disputent le constructeur japonais Suzuki et le gouvernement indien, propriétaires à 50 % chacun de la firme automobile Maruti, qui occupe 80 % du marché indien de l'automobile, et affiche un chiffre d'affaires de 2,2 milliards de dollars (plus de 13 milliards de francs).

Si le gouvernement indien a gagné la première manche devant la Haute Cour de Delhi, saisie par Suzuki, la firme japonaise a aussi fait appel à un arbitrage international dont on connaît plus tard le résultat des délibérations. Le contentieux qui oppose les deux partenaires tient à la nomination par le gouvernement indien, mais contestée par les japonais, du nouveau directeur de Maruti pour les cinq ans à venir. Cette nomination a été confirmée lundi 22 septembre, après six heures et demie de réunion houleuse de l'assemblée générale annuelle de Maruti,

à l'issue de laquelle les japonais ont simplement confirmé « qu'ils n'avaient pas l'intention de se retirer d'Inde, ni de leur partenariat avec Maruti ».

Cette affaire, qui fait les gros titres de la presse depuis plusieurs jours, survient au moment même où le gouvernement indien tente de mobiliser les investisseurs étrangers sur l'Inde. Elle illustre les difficultés de partenariat dans un pays dans lequel subsistent nombre d'opposants à la venue des sociétés étrangères, régulièrement accusées de vouloir, sous couvert de joint-venture, s'emparer des firmes locales. « Le traitement infligé par le gouvernement indien à un partenaire de confiance, dans la 3^e plus grande compagnie privée du pays, avec 82 % du marché automobile, ne sera sûrement pas bien reçu par les investisseurs au Japon ou dans les pays occidentaux », écrit avec lucidité l'hédo-madaira India Today. La plupart des industriels, en revanche, soutiennent la position du gouvernement, affirmant que si New Delhi « céda aux pressions » de Suzuki,

cela encouragerait les firmes étrangères « à dicter leurs conditions » à leurs partenaires locaux. Né d'une idée de Sanjay Gandhi (fils de l'ancien premier ministre Indira Gandhi), mort dans un accident d'avion, dans les années 70, de construire une voiture populaire, Maruti n'était qu'une coquille vide quand Suzuki vint à sa rescousse en 1982, en prenant alors 26 % des parts de la compagnie.

UNE RÉVOLUTION

En 1989, la part de Suzuki passe à 40 %, puis, en 1992, après les premières mesures de libéralisation de l'économie, Suzuki devient partenaire du gouvernement à parts égales, avec 50 %. L'introduction de la Maruti 800, petite voiture accessible aux nouvelles classes moyennes, a été pour l'Inde une véritable révolution. Avec cette voiture, Maruti, qui produit 270 000 automobiles par an, s'est acquis un quasi-monopole sur le marché des petites voitures.

Ce monopole pourrait toutefois se voir remis en question avec l'ar-

rivée en Inde de la plupart des grands constructeurs étrangers qui visent ce créneau, pour l'instant le plus prometteur en Inde. Cette perspective explique aussi l'attitude de Suzuki, qui souhaite devenir l'actionnaire majoritaire de Maruti, mais s'est vu refuser, en début d'année, la possibilité d'augmenter sa participation. Le constructeur japonais estime pourtant ce souhait légitime dans la mesure où le succès de Maruti repose sur la technologie japonaise.

Chacun attend maintenant le verdict de la cour arbitrale pour voir quelle décision prendra Suzuki. Avant de se reprendre, le ministre de l'Industrie indien, M. Manasojit Maran, avait fait savoir que « si Suzuki n'était pas content, il pouvait se retirer, des dizaines d'autres firmes attendant pour prendre la succession ». Aujourd'hui, il se veut plus prudent, mais chacun s'interroge déjà sur les suites d'une union qui s'annonce bieu compromise.

Françoise Chipaux

Une grève de conducteurs perturbe le trafic de la SNCF

LE TRAFIC était perturbé, mercredi 24 septembre, sur certaines lignes de la gare de Paris-Saint-Lazare, en raison d'une grève d'agents de conduite protestant contre les nouveaux horaires d'hiver. Sur le trafic banlieue (Mantes-la-Jolie, Versailles), le service est réduit de moitié. Le trafic était normal sur les services grandes lignes (Rouen, Le Havre, Caen, Cherbourg) et grande Couronne (Verneuil, Orléans, Evreux). Le réseau régional en Aquitaine, paralysé depuis trois jours par une grève des conducteurs, devait revenir progressivement à la normale mercredi matin. Les syndicats CGT, CFDT, FO, FGAAC, FO et SUD-Rail ont prévu une journée de mobilisation nationale mercredi 8 octobre.

DÉPÊCHES

■ **PARC ASTÉRIX** : l'entrée en Bourse du Parc Astérix, reportée en raison d'un climat boursier morose, est à nouveau programmée par la direction du parc de loisirs.

■ **AIRBUS** : la compagnie aérienne Northwest Airlines devrait annoncer, mercredi 24 septembre, une commande de 50 appareils A-319 pour un montant de 2 milliards de dollars (environ 12 milliards de francs), selon le Wall Street Journal.

■ **BULL** : le siège du groupe Bull à Louveciennes (Yvelines), a été évacué mardi 23 septembre dans la soirée par des grévistes du « service clients », qui l'occupaient depuis lundi.

■ **SANOFI** : le groupe de pharmacie-beauté a renoncé, mardi 23 septembre, à demander l'extension de son médicament Siklid (biphosphonate tiludronate), du traitement de la maladie de Paget (atteinte osseuse), à celui de l'ostéoporose post-ménopausique.

■ **CMA** : l'actionnaire minoritaire de la Compagnie maritime d'affrètement (CMA), Johnny Saadé, président de Mistral SA, a demandé à la cour d'appel d'Alger-Provence de prononcer le sursis à exécution de la décision du tribunal de commerce de Marseille qui avait autorisé la CMA, présidée par son frère Jacques Saadé, à lancer une augmentation de capital, pour financer l'acquisition de la CGM (Compagnie générale maritime).

■ **FRANCE TÉLÉCOM** : la CGT et SUD ont indiqué mardi 23 septembre que plusieurs sections syndicales départementales de la CFDT, de FO et de la deCFTC appellent à la grève du 30 septembre contre la privatisation partielle, alors que leurs fédérations nationales syndicales ne se sont pas associées à cet appel.

■ **CE CAPITAL** : la société américaine va prendre le contrôle de Woodchester, filiale à 54 % du Crédit lyonnais en Irlande, aux termes d'une offre publique d'achat (OPA) amicale de 591 millions de livres irlandaises (environ 5 milliards de francs).

La Fabrique nationale d'Herstal sera fixée sur son sort le 30 septembre

BRUXELLES
de notre correspondant
Des discussions serrées se déroulent actuellement à Liège entre la direction de GIAT Industries, actionnaire à 92 % de la Fabrique nationale (FN) d'armes d'Herstal, en Belgique, le gouvernement de la Région wallonne, propriétaire de 8 % des actions, et le fabricant d'armes américano-irakien Colt, candidat à la reprise de l'entreprise.

Achetée en 1991 par le consortium public français de l'armement, la FN, qui produit des armes légères de guerre et des armes civiles, s'est révélée au fil des ans une source de pertes importantes. En 1997, le PDG de GIAT, Jacques Loppion, s'est mis en quête d'un repreneur, en tenant compte du souci de la Région wallonne d'éviter une « vente par appartements » qui mettrait en danger le site liégeois de la FN. Cette dernière possède des filiales américaines, dont l'usine Winchester, qui peuvent intéresser un industriel du secteur, alors que le marché des armes de guerre (produites à Herstal, près de Liège) est actuellement très difficile.

Au début de l'été, Colt a montré son intérêt pour la reprise de la totalité des activités de la FN, et a présenté, le 15 septembre, un plan de restructuration de l'entreprise, dont les détails sont demeurés confidentiels. Le ministre-président wallon, Robert Collignon (PS), a fait savoir que le plan Colt était inac-

ceptable : il n'assurait pas, à son avis, la pérennité d'activités, même réduites, sur le site liégeois.

M. Collignon répondait ainsi aux inquiétudes des syndicats de la FN, qui, d'emblée opposés au projet Colt, avaient proposé un « plan alternatif » dans lequel la région restait l'opérateur principal, en attendant un repreneur plus acceptable.

Aujourd'hui, le gouvernement régional propose de scinder l'entreprise en deux holdings : l'une, regroupant la branche civile, serait détenue à 75 % par Colt et à 25 % par la région ; l'autre, comprenant la branche militaire, serait possédée à 75 % par la région et à 25 % par Colt. La balle est maintenant dans le camp de Colt, resté très discret sur toutes ces tractations.

LE DÉSENGAGEMENT DE GIAT

L'affaire devrait trouver un dénouement rapide, car GIAT veut se dégager au plus vite de la FN. Les français a provisionné 1,9 milliard de francs pour apurer les dettes de sa filiale et assurer la trésorerie ces derniers mois. Elle a fixé au 30 septembre la date-limite pour une solution. En cas d'échec, ce serait le dépôt de bilan, et le chômage pour les mille trois cents salariés de la FN. A titre d'avertissement, les syndicats ont déclenché, lundi 23 septembre, une grève de vingt-quatre heures.

Luc Rosenzweig

Les soutiens à l'offre de Rallye sur Casino se multiplient

LE CONSEIL des marchés financiers (CMF) devait se prononcer, dans la soirée du 24 septembre, sur la recevabilité de l'offre d'achat proposée par Rallye sur Casino afin de contrer la double OPA lancée par Promodès. Devant la complexité des deux options imaginées par Jean-Charles Naouri, et soutenues par Antoine Guichard et sa famille, le CMF s'était donné, la semaine dernière, un délai supplémentaire, afin de pouvoir entendre les deux parties et s'entourer de conseils juridiques. Sa décision est très attendue des milieux boursiers, car elle fera jurisprudence.

D'ores et déjà, dans le match médiatique que se livrent les deux camps, l'équipe stéphanoise mène à la marque devant celle de Caen. Après la mobilisation locale suscitée à Saint-Etienne pour défendre Casino, le duo Naouri-Guichard a enregistré, le 23 septembre, un ralliement de poids en la personne de Colette Neuville, la présidente de l'Association de défense des actionnaires minoritaires (ADAM).

Estimant qu'il est de l'intérêt du

marché qu'il y ait des offres concurrentes ouvrant un choix aux actionnaires », M^{me} Neuville a fait sien le discours développé par l'entourage de M. Naouri, affirmant, dans le quotidien Les Echos, que « des entreprises pauvres en capitaux (doivent) pouvoir se défendre en faisant appel aux multiples possibilités de l'ingénierie financière ».

Pourtant, voici quelques jours, la présidente de l'ADAM portait un tout autre jugement : « L'offre de Rallye ne s'adresse qu'aux actionnaires de la famille (Guichard). (...) Les actionnaires de Casino deviennent à terme acheteurs de leurs propres actions et des minoritaires de Jean-Charles Naouri, ce qui n'est pas une situation forcément enviable », déclarait-elle dans l'hédo-madaira Valeurs actuelles. Chez Promodès, on « s'interroge » sur ce revirement, à quelques heures de la délibération du CMF. Tout en refusant de se laisser entraîner « sur le terrain de l'outrance et de la gestualité ».

Pascal Gallinier

HAUSSE DES RÉSULTATS SEMESTRIELS

	au 30-06-1997	au 30-06-1996
Chiffre d'affaires	19 320	15 878
Résultat d'exploitation courant	1 984	1 228
Résultat net part du Groupe	755	545
Bénéfice net par action (en francs)	8,4	6,1
Marge brute d'autofinancement	2 358	1 761

Le chiffre d'affaires au 30 juin 1997 s'élève à 19,3 milliards de francs, en progression de 21,7 % par rapport au premier semestre 1996. A taux de change constants, la hausse atteint 17,1 %.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION : + 62 %

Le résultat d'exploitation courant au 30 juin, hors éléments exceptionnels, s'établit à 1 984 millions de francs contre 1 228 millions de francs en 1996 (+ 62 %).

Cet accroissement résulte essentiellement :

- en Europe occidentale, de l'amélioration des résultats des secteurs ciment et bétons et de la forte progression de la branche plâtre, cela malgré une conjoncture restée relativement médiocre en France et en Allemagne ;
- en Amérique du Nord, de la bonne orientation des marchés (volumes et prix) et de la contribution des nouvelles unités de plaques de plâtre aux États-Unis ;
- de la très forte croissance des résultats dans les nouveaux pays industrialisés et en Europe de l'Est, qui contribuent désormais à près de 30 % du résultat d'exploitation courant du Groupe ;
- de la poursuite des réductions de coûts dans l'ensemble des activités.

RÉSULTATS NETS : + 39 %

Le résultat net part du Groupe s'élève à 755 millions de francs, marquant une hausse de 39 %. Cette hausse résulte de la conjonction de la forte progression du résultat d'exploitation courant, d'éléments exceptionnels négatifs, de l'augmentation de la part des minoritaires et de l'accroissement des impôts découlant de la progression des résultats. Le bénéfice net par action s'établit à 8,4 francs (+ 39 %).

La marge brute d'autofinancement s'élève à 2 358 millions de francs, en hausse de 34 %. Au 30 juin 1997, les fonds propres du Groupe s'élèvent à 32,1 milliards de francs (29,6 milliards de francs au 31 décembre 1996) et l'endettement est de 11,9 milliards de francs (9,3 milliards de francs au 31 décembre 1996).

BONNES PERSPECTIVES POUR LE SECOND SEMESTRE

« Ces résultats semestriels, a commenté Bertrand COLLOMB, Président du Groupe, correspondent à nos attentes. Ils illustrent l'intérêt de notre développement international, les effets de notre politique de réduction des coûts, ainsi que la bonne orientation de la majorité de nos marchés. Certes, a-t-il ajouté, ces chiffres se comparent à un premier semestre 1996 qui avait été relativement médiocre. Mais les perspectives du second semestre sont bonnes, puisque l'Amérique du Nord et l'ensemble des nouveaux pays industrialisés devraient continuer à connaître des évolutions favorables ; de son côté, le marché français paraît globalement en voie de stabilisation. Pour l'ensemble de l'exercice 1997, nous prévoyons une progression significative de nos résultats », a conclu le Président de LAFARGE.

LAFARGE
Les matériaux pour construire le monde

COMMUNICATION

LE MONDE / JEUDI 25 SEPTEMBRE 1997

Bertelsmann veut affronter les Américains dans le multimédia

Sans abandonner ses métiers traditionnels, presse et édition, le géant allemand veut se développer dans la télévision à péage et les chaînes numériques, et concurrencer, dans les médias électroniques, Time Warner et Walt Disney

GÜTERSLOH

de notre envoyé spécial

« Le secteur de la presse va continuer de croître, ainsi que l'édition et l'imprimerie. Mais les médias électroniques vont exploser. » Mark Wössner, président du directeur de Bertelsmann, troisième groupe mondial de communication, compte s'appuyer sur les métiers traditionnels du groupe pour s'imposer dans les médias électroniques face aux deux leaders mondiaux que sont les américains Time Warner et Walt Disney/Capital Cities. Objectif : réaliser 45 % de son chiffre d'affaires dans la musique, la télévision et le multimédia en l'an 2000, contre 35 % aujourd'hui et 8 % en 1986.

Bertelsmann n'abandonne pas pour autant ses métiers traditionnels. Les activités de presse (Grüner und Jahr, éditeur en France de *Géo*, *Volci*, *Copilot*...) et d'édition ont représenté la moitié du chiffre d'affaires du groupe (22,4 milliards de marks au total), mais 60 % de ses résultats. Le groupe, qui a réalisé pour la première fois un chiffre d'affaires hors d'Allemagne, poursuit son développement international, avec la création début 1997 d'un club de livres type France-

Loisirs en Chine à Shanghai. Le groupe prévoit de lancer *Géo* en Russie et envisage d'acquiescer un éditeur aux États-Unis.

Mais ce sont les médias électroniques qui occupent le plus l'entreprise. En 1996, le groupe s'est imposé dans le paysage audiovisuel européen en fusionnant, à la surprise générale, sa filiale audiovisuelle Universum Film AG (UFA, 630 millions de marks de chiffre d'affaires) avec la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT, propriétaire de RTL). Bertelsmann détient 50 % du nouvel ensemble, rebaptisé CLT-UFA. Avec une vingtaine de chaînes de télévision (RTL, M 6 en France, Channel 5 en Grande-Bretagne) et autant de radios dans dix pays européens, CLT-UFA est le leader européen du secteur (4,6 milliards de marks de chiffre d'affaires). « Avec moins d'un milliard de coûts de fonctionnement, Bertelsmann est parvenu à créer un métier d'avenir, qui a une valeur de plus de 5 milliards de marks », s'est réjoui M. Wössner, qui compte faire à terme de CLT-UFA un groupe aussi rentable que Bertelsmann.

Dans le domaine de la télévision à péage, la CLT-UFA mène deux projets parallèles : le développe-

ment de Première, créée en 1991, et le lancement d'un bouquet de chaînes numériques spécialisées. Ces projets ont été rendus possibles grâce à la réconciliation de Bertelsmann et du groupe bavarois de Leo Kirch, qui se livraient une guerre sans merci depuis deux ans. Détenue depuis l'été à parité par CLT-UFA et Kirch, Première n'est parvenue à conquérir que 1,5 million d'abonnés, contre 4,7 millions pour Canal Plus en France et 6,3 millions pour SkyB en Grande-Bretagne. Dans un marché allemand particulièrement difficile, M. Wössner compte toute-

fois atteindre 4 millions d'abonnés en 2002.

L'alliance de la CLT-UFA et du groupe Kirch qui a pour objet un développement dans la télévision numérique a reçu le renfort de Deutsche Telekom. L'ensemble, via Première, va ainsi pouvoir proposer un bouquet de chaînes thématiques numériques auprès des 16,7 millions de foyers câblés en Allemagne. Soupçonnés toutefois de vouloir créer un cartel de la télévision numérique payante en Allemagne, les trois groupes doivent recevoir l'approbation des autorités de la concurrence allemandes

Un milliard de deutschemarks de bénéfice net

Bertelsmann a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 22,4 milliards de marks (75 milliards de francs) pour l'exercice clos le 30 juin 1997, en hausse de 4 %. Le 3^e groupe mondial de communication a bénéficié de l'appréciation du dollar, de la livre et de la livre face au mark. Le groupe a enregistré un résultat d'exploitation de 1,61 milliard de marks (+5 %) et un résultat net de 1,02 milliard (+13 %). Non endetté, le groupe a une rentabilité des capitaux investis de 12,7 %, contre 12,1 % l'année précédente, qui reste inférieure aux 14,9 % atteints en 1992-1993. L'impérative représentait 15 % du chiffre d'affaires, l'édition 31 %, l'édition musicale 32 % et la presse 21 %. Les activités télévisuelles de CLT-UFA (4,6 milliards de marks de chiffre d'affaires), détenues à 40 % par Bertelsmann, ne sont pas consolidées. Le multimédia représente moins de 1 % de l'activité du groupe. Bertelsmann réalise notamment 33 % de son chiffre d'affaires en Allemagne, 32 % en Europe et 26 % aux États-Unis.

DÉPÊCHES

■ **PRESSE** : Spir Communication, filiale de presse gratuite du groupe Ouest-France, a porté à 65,94 % sa participation dans Galilée, éditeur de journaux gratuits du nord de la France. Déjà actionnaire à 33,96 %, Spir Communication a annoncé, lundi 22 septembre, le rachat des titres des deux fondateurs de Galilée pour prendre le contrôle de l'éditeur nordiste. Galilée édite 22 journaux gratuits diffusés à 1,9 million d'exemplaires via 18 centres de distribution. En 1996, édition et distribution ont réalisé 200 millions de francs de chiffre d'affaires.

■ **Marc Ladreit de Lacharrière**, président de Finalac, a annoncé, mardi 23 septembre, qu'il « n'attendra pas les dossiers de reprise de l'Express et du Point, lorsque ceux-ci seront présentés à des investisseurs potentiels ». Le président de Finalac a précisé qu'il a fait « du développement international l'un des principaux objectifs de son groupe ».

■ Une pétition de soutien aux neuf reporters photographes et à un mortier de presse mis en examen après l'accident mortel de la princesse Diana a recueilli 514 signatures ; elle a également reçu l'appui de 122 journalistes étrangers par l'intermédiaire de deux sites Internet. La trentaine de journalistes à l'origine de la pétition ont décidé de demander une entrevue au ministre de la culture et de la communication, Catherine Trautmann, pour réclamer la levée de l'interdiction professionnelle frappant leurs collègues.

■ **Le mensuel « Le Journal du théâtre »** devient bimensuel, ont annoncé mardi 23 septembre ses responsables, Stéphane Bugat, rédacteur en chef, et Gilles Costaz, éditorialiste. Le journal, qui fête son premier anniversaire, passe de 15 à 20 francs et sera distribué par les NMPP les deuxième et quatrième lunis de chaque mois.

■ **La Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV)**, association indépendante de consommateurs, lance ce mois-ci *Testé pour vous*, le magazine des consommateurs, un nouveau mensuel sans publicité en vente par abonnement (363 francs par an). Chargé de tester et de comparer les performances, la sécurité et les prix de produits et de services, il vient compléter deux autres revues de la CSCV, *Test Santé* et *Budget et Droits*.

■ **La télévision publique italienne RAI** a annoncé, mardi 23 septembre, à Rome le lancement d'un premier bouquet de trois chaînes thématiques par satellite - éducation, culture et enfance - fin septembre. Ces trois chaînes digitales du bouquet RAI-SAT seront d'accès libre et gratuit, sans publicité et transmises par le satellite Hot Bird d'Entelsat.

■ **PUBLICITÉ** : Eric Gilly est nommé directeur général du groupe BDP. A 45 ans, cet énarque, un moment pressenti pour diriger Air France, a déjà occupé des postes de direction, notamment dans le groupe Chargeurs, à Antenne 2, à la Compagnie générale maritime (CGM). Depuis 1992, il était PDG de la Société nationale Corse-Méditerranée (SNCM). Dans le troisième groupe publicitaire français, il devrait particulièrement être chargé des activités financières et administratives.

Yves-Marie Labé

« Les Inrockuptibles » : onze ans pour devenir « l'autre » hebdomadaire culturel français

LES INROCKUPTIBLES lancent aujourd'hui, en coproduction avec *Le Monde*, le guide culturel hebdomadaire « Aden ». *Les Inrockuptibles*, le plus jeune des magazines culturels, partage son toit parisien avec l'un des plus anciens journaux français, *Les Affiches parisiennes*, le *publicateur légal*, qui proclame sur son fronton qu'il est « le seul journal publié sous le même titre » depuis cent-soixante-dix-neuf ans.

Du haut de ses onze ans, « l'hebdo musique, cinéma, livres, etc. » a pourtant acquis une notoriété de nature à faire pâlir son grand aîné. *Les Inrockuptibles*, qui doit son appellation au détournement du nom de la série télévisée en noir et blanc « Les Incorruptibles », a été créé par deux copains, étudiants en droit et en sciences économiques, Christian Fevret et Arnaud Deverre, aujourd'hui rédacteur en chef et directeur de l'hebdomadaire.

Au milieu des années 80, ces deux admirateurs des Smiths, emblématique groupe anglais de rock, se désolent de voir que la presse française spécialisée ne les traite pas avec la considération voulue. Ils lancent un fanzine tiré à 3 000 exemplaires, imprimé par les presses de *Témoignage chrétien*. C'est la grand-mère de

l'un d'eux qui réglera la facture de la fabrication.

Les deux apprentis patrons de presse démarchent une vingtaine de librairies à Paris (La Hune, Parallèles, etc.). L'armature est encore balbutiante : les deux amis, tous deux versailles, squattent la boîte postale d'un copain parisien, montent un réseau d'une quinzaine de correspondants en province via des amis d'amis. Le succès du premier de la lignée des *Inrockuptibles* les incite à continuer, d'autant que les Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP) acceptent rapidement de distribuer le magazine, ainsi que la FNAC, séduite par les charts (classements) de musique ex-saxonne qu'il publie.

Au bout d'un an, la « marque » des *Inrockuptibles* commence à s'imposer. La première maquette due à Michael Amzalag rompt avec le graphisme des autres magazines ; la publication de grands entretiens, fouillés et préparés, pouvant s'étaler sur une quinzaine de pages voire plus et croisant l'activité professionnelle et sociale des personnalités interviewées (artistes, musiciens, écrivains, etc.) avec leur parcours privé, attire les jeunes lecteurs intrigués

par le côté défricheur du journal. « L'idée était de n'en faire qu'à notre tête, de parler de ce qu'on aimait, de ce qu'on découvrait en renouant avec un rapport littéraire ou fantasmé au rock », explique Christian Fevret.

L'iconographie, domaine des deux photographes attirés du journal, Renaud Monfourny et Edic Mulet, privilégie les portraits en situation, refusant les photos d'artistes en tournée de promotion. Le « noyau dur » du journal - les deux fondateurs et leurs amis - respirent trois ans après le lancement du fanzine, ils sont salariés d'un vrai mensuel diffusant à 42 000 exemplaires en moyenne, en 1991.

CHANGEMENT DE PARUTION

Quatre ans plus tard, *Les Inrocks* font leur agiornamento. De mensuel, le journal devient hebdomadaire à la faveur d'une augmentation de capital qui voit entrer l'éditeur Jean-Claude Fasquelle, la styliste Agnès B. et divers institutionnels, dont BNP Développement. Cela lui permet de réagir plus vite, d'élargir son champ, trop cantonné à la musique et au rock, aux autres domaines de création - cinéma, littérature -, aux phénomènes de société ainsi qu'à la

politique, en diversifiant le traitement rédactionnel, avec notamment le reportage. En outre, la rédaction se renforce : 20 journalistes permanents actuellement.

En 1995, un grand entretien avec Michel Rocard, à la veille du second tour de l'élection présidentielle, enregistré en sept heures et publié sur douze pages, vaut à l'hebdomadaire sa meilleure vente : 55 000 exemplaires. La diffusion moyenne 1996 s'est établie à 36 000 exemplaires, la direction tablant sur une augmentation d'environ 30 % cette année.

Devenu l'un des principaux titres du secteur loisirs et seul hebdomadaire culturel au côté de *Télérama*, *Les Inrocks* attire un lectorat aux deux tiers parisien et majoritairement masculin, âgé en moyenne de 26 ans. Les recettes publicitaires des *Inrocks* devraient atteindre 18 millions de francs cette année, sur un chiffre d'affaires global de 40 millions, selon Arnaud Deverre. Enfin, l'hebdomadaire devrait boucler prochainement une augmentation de capital de 10 millions de francs, les fondateurs gardant le contrôle du titre (51 %).

Yves-Marie Labé

Philippe Santini à la direction de France Espace

Un spécialiste du marketing pour la régie publicitaire de France Télévision

C'EST UN HOMME qui se définit comme un « technicien du marketing » qui aura, à partir de lundi 13 octobre, la haute main sur les ressources publicitaires des deux principales chaînes de télévision du service public, France 2 et France 3. Philippe Santini, jusqu'ici PDG de la société d'affichage Avenir France, filiale d'Havas Media Communication (HMC), va succéder à Marc Lavedrine, directeur général de France Espace, dont le départ vient d'être annoncé.

M. Lavedrine ne pouvait être reconduit à ce poste qu'il occupait depuis 1993 - il est âgé de soixante-cinq ans - mais restera conseiller de Xavier Gouyou

Beauchamps, président de France Télévision (*Le Monde* du 20 septembre). Il présidera en outre Web Sat Pub, régie de chaînes numériques et des sites Internet, dont la création sera officialisée le 6 octobre.

L'arrivée de Philippe Santini à la direction générale de France Espace sera entérinée par le prochain conseil d'administration. Elle témoigne de la logique financière adoptée par la présidence des deux chaînes publiques, à la veille de la présentation du projet de budget de l'audiovisuel public pour l'année 1998 : la contribution de la publicité suit une tendance inflationniste continue depuis 1993 - elle finance cette année 51 % du budget de France 2 (+7 % par rapport à 1996) et 38,6 % du budget de France 3 (+11 %) - et s'inscrit dans un univers concurrentiel renouvelé.

NOMINATIONS À Avenir

La multiplication des chaînes thématiques menace d'émettre l'audience des chaînes généralistes, mais, pour Philippe Santini, la télévision prend un autre tournant, plus large : « Le télé-spectateur, qui devient actif, a plusieurs choix qui s'offrent à lui : de nouvelles offres de programmes, mais aussi de l'information ou sens large. La télévision doit être considérée comme un écran susceptible de diffuser différents types d'informations (informatique, programmes de pay per view...) ». Spécialiste du marketing de

l'affiche depuis dix-sept ans et doté d'une expérience internationale. Philippe Santini, quarante-sept ans, revendique, dans le secteur de l'affichage « hautement concurrentiel », un certain nombre d'innovations marketing. Il entend s'en servir pour « optimiser le chiffre d'affaires publicitaire » de France 2 et France 3 - 6,6 milliards de francs en 1996 - en mettant au point « de nouvelles techniques qui transformeront en monnaie sonnante et trébuchante les qualités d'audience propres aux chaînes du service public ».

Pour le nouveau patron de France Espace, « la publicité est le juge de paix de la qualité du produit de France Télévision dans le cadre de la mission qualitative du service public qu'a défini Xavier Gouyou Beauchamps ».

Le départ de Philippe Santini d'Havas donne lieu à des nominations à la tête d'Avenir, filiale d'HMC. Ainsi Bertrand Favreul, membre du comité exécutif du groupe et PDG d'Havas Régies depuis mars 1994, sera prochainement nommé président du groupe Avenir, un poste nouvellement créé (*Le Monde* du 24 septembre). Bertrand Favreul « continuera à assurer les responsabilités qu'il occupe actuellement jusqu'à la finalisation de la réorganisation d'Havas Régies, dont il a été le maître d'œuvre », a précisé Michel Boutinard Rouelle, président d'HMC.

Florence Amalou

Seagram se consolide dans le câble aux États-Unis

LOS ANGELES

correspondance

En rachetant au groupe Viacom (propriétaire des studios Paramount) l'autre moitié des parts de la chaîne câblée USA Network, Seagram, l'industriel de l'agroalimentaire canadien propriétaire des studios Universal depuis 1995, confirme son entrée sur le marché du câble américain, tout en mettant un terme au différend juridique qui opposait les deux groupes depuis plus d'un an.

Avec près de 70 millions d'abonnés, USA Network est une chaîne câblée particulièrement populaire du menu général. Elle offre des films, du sport, des séries (rediffusions comme « Alerte à Malibu » ou créations comme « La Femme Nikita ») et se classe à la sixième place des taux d'audience du câble, peu après les leaders ESPN, CNN, TNT. Seagram va déboursier 1,7 milliard de dollars (environ 10 milliards de francs) pour acquérir les 50 % d'USA Network encore détenus par Viacom ainsi que la jeune chaîne câblée Sci-Fi Network - consacrée à la science-fiction - dont les débuts américains, avec 45 millions d'abonnés, et l'avenir international, semblent très prometteurs.

En avril 1996, Seagram-Universal avaient poursuivi Viacom en justice, arguant que le lancement par Viacom d'une nouvelle chaîne câblée baptisée TV Land constituait une rupture du contrat de partenariat dans USA Network. Devant un tribunal du Delaware, Edgar Bronfman (PDG de Seagram) avait traité Sumner Redstone (président de

Viacom) de « menteur », tandis que celui-ci mettait publiquement en cause les compétences d'Edgar Bronfman. Un juge fédéral a donné raison à Universal, enjoignant aux deux parties de parvenir à un accord sur l'avenir d'USA Network.

SONY A LA TRAÎNE

Pour Sumner Redstone, la vente d'USA Network représente le moyen de sortir d'un partenariat impossible, ainsi que l'occasion de calmer ses investisseurs, en réduisant en partie la dette de sa société, estimée à plus de 10 milliards de dollars. Quant à Frank Biondi, PDG des studios Universal, il ne cache pas que l'acquisition des chaînes USA et Sci-Fi pourrait traduire le début d'une expansion plus systématique du studio vers le câble. Projettant qu'USA et Sci-Fi engendreraient 200 millions de dollars (1,2 milliard de francs) de cash-flow en 1997, Frank Biondi a indiqué que la rentabilité de ce secteur pourrait vite dépasser celle des films, de la production télévisée, des parcs à thème. Lundi 22 septembre, l'action Seagram s'est appréciée de 37 cents pour clore à 35,56 dollars.

Alors que leurs concurrents directs (Time-Warner, News Corp., Disney) ont déjà largement structuré leurs débouchés télévisés, les studios Universal ont mis du temps à consolider leur secteur de distribution. Mais, désormais, seuls les studios Sony, qui ne possèdent ni réseau télévisé ni chaîne câblée, restent à la traîne.

Claudine Mulard

TOUS LES

LUNDIS (datés mardis)

Retrouvez les petites annonces immobilières dans

Le Monde ECONOMIE

01.42.17.39.80

Le Carnet du Monde

POUR VOS HEUREUX ÉVÉNEMENTS

NAISSANCES, MARIAGES

70 F la ligne hors taxes

01.42.17.39.80

01.42.17.38.42

■ LA BOURSE de Tokyo a terminé en hausse, mercredi 24 septembre, grâce aux achats de fonds d'investissement. Le Nikkei a gagné 218,76 points (1,2 %), à 18 420,08.

■ LE DOLLAR était en baisse, mercredi 24 septembre, au cours des premiers échanges interbancaires à Paris, à 5,9962/9972 francs, contre 6,0415 francs mardi en clôture.

■ L'OR a ouvert en hausse mercredi 24 septembre à Hongkong. L'once de métal précieux s'échangeait à 321,70-322 dollars contre 321-321,30 dollars, la veille en clôture.

■ LE BARIL de brut de référence Light sweet crude a gagné 5 cents, à 19,79 dollars mardi 23 septembre sur le marché à terme new-yorkais. Lundi, il avait gagné 21 cents.

■ LA LIQUIDATION du terme boursier de septembre s'est soldée par un bilan positif, mercredi 24 septembre, à Paris. Sur la période, les valeurs françaises ont gagné 3,20 %.

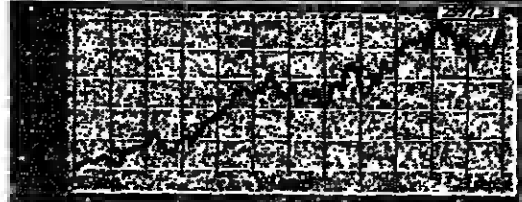
LES PLACES BORSIÈRES

Petite progression à Paris

LA SÉANCE de mercredi, la première du mois boursier d'octobre, a débuté à la Bourse de Paris sur une note incertaine, la baisse du dollar pesant sur le marché mais aussi la chute de Sanofi qui dans son sillage entraîne Elf Aquitaine, valeur-phare de la cote. En baisse de 0,07 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 gagnait tout de même, en milieu de journée, 0,26 % à 3 005 points et repassait ainsi au-dessus du seuil des 3 000 points. Le marché était actif avec un chiffre d'affaires sur le marché à règlement mensuel de 4 milliards de francs, dont un milliard réalisés par Sanofi et sa maison mère Elf Aquitaine.

En France, le projet de budget était présenté mercredi au conseil des ministres. Les milieux financiers ont pris acte de la volonté du gouvernement de maintenir les déficits publics à 3 % en 1998, ne réagissant pas aux fuites concernant les grands traits de cette loi de finances même si l'épargne fait les frais de la hausse

Indice CAC 40 sur un an



de la fiscalité (par le biais de la CSG). Sanofi qui a décidé de renouer à l'exploitation d'un médicament était sévèrement sanctionné. La cotation du titre n'a

pas pu être effectuée en raison d'une avalanche de ventes. Le titre abandonnait près de 14 %. Elf Aquitaine, la maison mère de Sanofi, baissait de 2 %.

VMH, valeur du jour

LA PUBLICATION des résultats semestriels continue de donner l'occasion aux boursiers de décerner leurs blâmes et leurs satisfactions. Mardi 23 septembre, c'était au tour de VMH. La déception causée par les résultats semestriels, notamment en ce qui concerne les parfums et sa nouvelle filiale DFS, a sensiblement pesé sur le cours du titre. L'action a perdu 5,89 %, à 1 294 francs avec des transactions portant sur 520 000 titres. De nombreuses so-

ciétés de Bourse ont abaissé leurs recommandations, notamment SGE Delahaye, Natexis Capital et Ferri.

VMH sur 1 mois



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

AU REGLEMENT MENSUEL			
	Cours au	Var. %	V
HAUSSES, 12h30	2409	2309	
Rochette (La)	30,40	+28,07	+17,80
DNAC (Distrib. M)	36,30	+28,06	+22,07
Voies	388	+28,02	+21,54
CPI	474	+28,02	+14,54
Selecstarque	68,35	+28,02	+5,54
UFS Localnet	69	+28,02	+36,96
Sauvignac (M)	618	+28,02	+15,34
Micrologie Inter	15,30	+28,02	+37,78
Labon	286	+28,02	+37,78
Schneider SA	363,80	+28,02	+31,48
BAISSES, 12h30			
Sanit	350	+28,38	+12,38
Macchettis Fibrocom	1181	+28,30	+12,30
Stratfor Facom	395	+28,04	+12,04
Géophysique	813	+28,04	+12,04
Immob. France	1411,10	+28,04	+12,04
Immob. France	330	+28,04	+12,04
Celcipio	728	+28,04	+12,04
Europe I	1070	+28,04	+12,04
Sageam SA	273	+28,04	+12,04
Infomagnum Enter.	773	+28,04	+12,04

BAISSES, 12h30

Sanofi	550	-28,02	+4,58
Hachette F&M	118	-28,02	+2,25
Strat. Facom	395	-28,02	+2,25
Copysys	819	-28,02	+12,63
SGE	141,10	-28,02	+3,88
Immo. France	330	-28,02	+7,84
Colson	708	-28,02	+13,45
Europe 1	1220	-28,02	+13,45
Sagem SA	2774	-28,02	+11,37
Infogrames Inter	793	-28,02	+25,50

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE, 12h30	409 Titres	Capitalisation
Sanofi	124871	458000
Elf Aquitaine	72144	368000
Total	32043	200000
Alcatel Alsthom	29585	200000
VMH Mont. Hen.	12881	164000
Gen. Electric	4925	151000
Goodyear 1 & Rubbe	4412	140000
L'Oréal	6198	140000
Am	32928	131000
Société Générale	14950	126000
Demot Systems	29553	110000

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

AU SECOND MARCHÉ		
HAUSSES, 12h30	Cours au	Var. %
IMM. Met. Serv.	2409	2309
CA. Par. de Calais	368	+28,02
Co. Soc.	421	+25,85
Serbo CB 2	159	+10,07
Proda (Ly) 2	140	+2,09
BAISSES, 12h30		
Altran Techn. nouv.	1782	-41,18
Petit Bessac	26	-70,54
Imm. Ind. Serv.	15,40	-2,28
Conduir CH	177,20	-5,58
Int. Computer 2	74,10	-4,89
INDICES SBF120-250, MILI ET SECOND MARCHÉ		
	2309	2309
Ind. gen. SBF 120	2056,75	+2048,22
Ind. gen. SBF 250	1946,20	+1929,26
Ind. Second Marché	1182,41	+1164,17
Indice Adicac	1228,44	+1223,73
Valeurs Index		
	2628,54	+2628,28

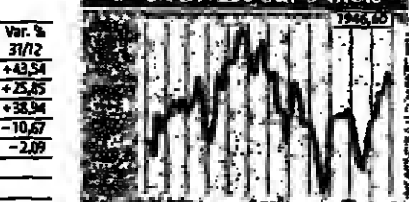
BAISSES, 12h30

Paris Bourse	35	-28,02	+15,15
Immo. Hout. a	26,90	-28,02	+32,58
Corf. C	177,20	-28,02	+41,76
Int. Comput. a	74,10	-28,02	+25,49

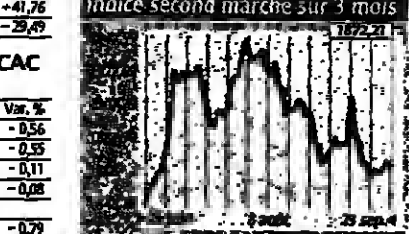
INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

Les valeurs du DAX 30	
Allianz Holding N	2209
Basf AG	421
Beiersdorf AG	83,20
Bayer AG	75,20
Bay Hypo-Bank AG	75,20
Bayern Wertpapierbank	90,20
BMW	1390
Commerzbank	63,30
Continental-Benz AG	109,20
Deutsche	97,30
Deutsche Bank AG	116,15
Deutsche Telekom	81,35
Österreichische AG FR	33,50
Hochtief AG	109,20
Hörsing AG	76,60
Karstadt AG	641
Linde AG	1236
Luf. Lufthansa AG	37,85
Mannesmann AG	872
Mannesmann AG	872
Metra	80,30
Muenchener Ruse N	58,85
Preussag AG	508
RWE	84,90
Sap VZ	460,50
Schering AG	183
Siemens AG	121,40
Thyssen	409,50
Veolia AG	100,70
Vodafone	761,50
Volkswagen VZ	91,50

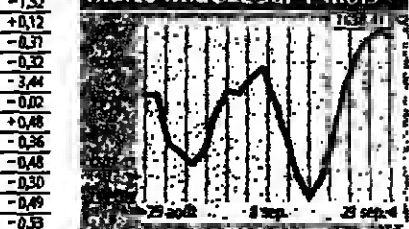
Indice SBF 250 sur 3 mois



Indice second marché sur 3 mois



Indice MidCAC sur 1 mois



Vive progression à Tokyo

APRÈS UNE JOURNÉE chônée, la Bourse de Tokyo a terminé en nette hausse, mercredi 24 septembre. Cette progression s'est faite à la faveur de rachats de positions à découvert et d'acquisitions de valeurs vedettes par des fonds publics à l'approche de la clôture des comptes semestriels, le 30 septembre. L'indice Nikkei a gagné 218,76 points (1,20 %), à 18 420,08 points, terminant à son meilleur niveau du jour.

La veille, Wall Street avait terminé en baisse, en raison de prises de bénéfices encouragées par les inquiétudes sur la performance des compagnies américaines et une hausse des rendements obligataires. L'indice Dow Jones a terminé en baisse de 26,77 points, à 7 970,06 points.

En Europe, la Bourse de Londres

a nettement baissé après la publication de chiffres confirmant la forte croissance de l'économie britannique et relançant les craintes d'un resserrement monétaire dans les prochains mois. L'indice Footsie a finalement perdu 48,2 points, soit 0,95 %, à 5 027,5 points. En revanche, la Bourse de Francfort a gagné 0,23 %, l'indice DAX finissant la séance officielle à 4 098,20 points.

INDICES MONDIAUX

	Cours au	Cours au	Var.
	23/09	22/09	en %
Paris CAC 40	2997,25	2997,25	-0,67
New York NYSE	7969,82	7969,82	-0,34
Tokyo/Nikkei	18201,30	18201,30	+1,20
Londres/FT100	5027,50	5027,50	-1
Francfort/Dax	4098,20	4098,20	+0,23
Bruxelles/Commer.	1375,12	1375,12	+0,92
Amsterdam/Bel 20	2997,40	2997,40	-0,36
Bruxelles/Général	2405,66	2405,66	-0,36
Bilbao/MIB 35	1175	1175	-0,37
Madrid/IBEX 35	2997,25	2997,25	-0,37
Stockholm/OMX	619,34	619,34	-0,97
Stockholm/Allshare	2516,40	2516,40	-0,97
Helsinki/FTSE	2240,20	2240,20	-0,69
Hong Kong/Hang S	14094,40	14094,40	-0,10
Singapore/Strait	1916,10	1916,10	+0,47

NEW YORK Les valeurs du Dow Jones

Alcoa	23,09	22,09
Allied Signal	42,12	42,12
American Express	80,42	81,12
AT & T	44,42	44
Bearing Co.	54,06	52,81
Caterpillar Inc.	55,50	56,56
Chevron Corp.	49,25	48,18
Goodyear 1 & Rubbe	44,12	44,50
Disney Corp.	79	79,56
Du Pont Nemours & Co	62,99	63
Eastman Kodak Co	61,87	61,81
Exxon Corp.	65,12	64,18
Gen. Motors Corp.	66,56	67,56
Johnson & Johnson	39,06	40,12
McDonald's Corp.	48,43	48,18
Merck & Co. Inc.	103,87	102,99
Minnesota Mining & Mfg	88,06	86,99
Philip Morris	42,25	42,43
Procter & Gamble Co	70,50	71,06
Sears Roebuck & Co	37,50	37,81
Transocean	72	72,31
Union Carb.	47,31	49
Unilever	84,52	84,37
Wal-Mart Stores	37,06	36,43

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

Alfred Lyons	4,75	4,75
Barclays Bank	15,75	15,48
B.A.T. Industries	5,24	5,31
British Aerospace	16,48	16,77
British Airways	6,48	6,61
British Petroleum	9,16	9,16
British Telecom	4,11	4,11
B.T.R.	2,38	2,41
Cadbury Schweppes	5,63	5,64
Eurotunnel	0,67	0,69
Fortis	—	—
Glass Wellcome	13,56	13,61
Granada Group Plc	8,46	8,45
Grand Metropolitan	5,95	5,95
Guinness	5,76	5,82
Hanson Plc	0,87	0,87
Great Pl.	6,70	6,74
H.B.C.	18,51	18,75
Imperial Chemical	9,83	9,82
Int'l & Conti. Corp	4,54	4,57
Lloyds TSB	7,44	7,48
Marks & Spencer	6,02	6,07
National Westminster	8,57	8,70
Permutar Orienta	6,78	6,89
Reunert	6,85	6,91
Satchi and Satchi	1,19	1,21
Shell (UK) Plc	4,44	4,56
Tate and Lyle	4,27	4,38
Unilever Ltd	17,72	17,88
Zeneca	19,64	19,75

FRANCFORT Les valeurs du DAX 30

Allianz Holding N	421	420,70
Baf AG	63,30	62,45
Bayer AG	71	69,25
Bay hyp & Wechseltk	73,30	72,40
Bayer Werksbank	96,20	94,80
BMW	1390	1362
Commerzbank	13,30	13,20
Deutsche Bank AG	139,00	139,50
Deutsche Telekom	97,30	100,70
Deutsche Telekom	116,15	115,75
Dresdner Bank AG FR	81,50	81,50
Henkel VZ	105,20	105,50
Hochstadt AG	76,60	76,25
Karstadt AG	64	61,9
Linde AG	1236	1227
DT. Lufthansa AG	37,85	37,85
Man AG	557	554
Mannesmann AG	87	86,50
Metro	80,50	80,55
Munich Eue N	580	594
Preussag AG	508	513
Rwe	84,95	83,80
Sap VZ	460,50	460
Schering AG	183	179,10
Siemens AG	121,40	121,80
Thyssen	490,50	490,10
Vebe AG	100,70	100,25
Viax	761,50	756
Volkswagen VZ	917	902

New York Dow Jones sur 3 mois



Londres FT100 sur 3 mois



Francfort Dax30 sur 3 mois



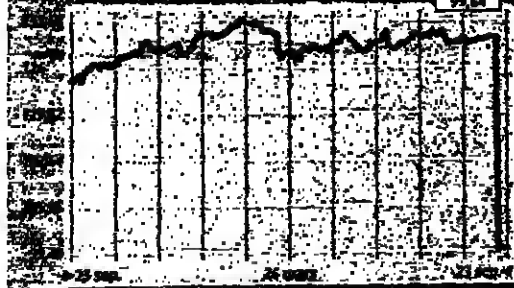
LES TAUX

Léger repli du Matif

LE MARCHÉ OBLIGATAIRE FRANÇAIS était orienté à la baisse, mercredi 24 septembre. Le contrat notional du Matif cédait 4 centimes des premières transactions, à 99,60. La veille, le contrat était resté stable par rapport à sa clôture de lundi (99,64). Mardi soir, sur le marché obligataire américain, le rendement moyen sur les bons du Trésor à 30 ans, principale référence, qui évolue à l'inverse des prix, est re-

monté à 6,38 %, contre 6,35 % lundi soir, après les résultats décevants de l'adjudication mensuelle de près de 17 milliards de dollars en bons à deux ans. Le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à deux ans est tombé à 5,794 % mardi, contre 5,998 % un mois plus tôt, lors de l'adjudication mensuelle du Trésor américain. Ce taux est le plus bas depuis l'adjudication du 19 novembre 1996, quand il s'était écarté à 5,662 %.

Notional 10 % première échéance, 1 an



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux	Taux	Taux	Indice
TAUX 23/09	jour le jour	10 ans	30 ans
France	3,13	5,49	6,13
Allemagne	3	5,53	6,17
Grande-Bretagne	7,05	6,62	NC
Italie	6,75	6,75	6,75
Japon	0,52	3,16	NC
Etats-Unis	5,47	6,86	6,35

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux	Taux	Indice
TAUX DE RENDEMENT	au 23/09	au 22/09
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	4,22	4,22
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	5	4,96
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	5,47	5,47
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	5,91	5,91
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	6,39	6,39
Obligations françaises	5,75	5,75
Fonds d'Etat à TME	-1,95	-1,95
Fonds d'Etat à TRE	-2,15	-2,15
Obligat. franc. à TME	-2,20	-2,20
Obligat. franc. à TRE	+0,07	+0,07

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)

Actif	Vente	Actif	Vente
Jour le jour	2309	2309	2309
1 mois	2309	2309	2309
3 mois	2309	2309	2309
6 mois	2309	2309	2309
1 an	2309	2309	2309

PIBOR FRANCS

Pibor France 1 mois	3,3980	3,3981
Pibor France 3 mois	3,4160	3,4160
Pibor France 6 mois	3,4340	3,4340
Pibor France 9 mois	3,4520	3,4521
Pibor France 12 mois	3,4700	3,4701

PIBOR EURO

Pibor Euro 3 mois	3,4160	3,4160
Pibor Euro 6 mois	3,4340	3,4340
Pibor Euro 9 mois	3,4520	3,4521
Pibor Euro 12 mois	3,4700	3,4701

MATIF

Échéance 23/09	volume	dernier	plus	plus	premier
NOTIONAL 10 %					
Dec 97	2212	99,64	99,78	99,50	99,68
Mars 98	252	99,62	99,66	99,58	99,64
Jun 98	2	99,62	99,68	99,58	99,68

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéance 23/09	volume	dernier	plus	plus	premier
Sept. 97	1859	2008	2002	2008	2000
Oct. 97	1305	2008	2002	2008	2000
Nov. 97	600	2008	2002	2008	2000
Dec. 97	2149	2008	2002	2008	2000

LES MONNAIES

Le dollar sous les 6 francs

LE DOLLAR S'EST À NOUVEAU AFFAIBLI, mercredi 24 septembre, repassant sous le seuil des 6 francs. Le billet vert s'échangeait, ce même jour dans la matinée, à 5,9985 francs, 1,

RÈGLEMENT
MENSUEL

MERCREDI 24 SEPTEMBRE

Liquidation : 24 octobre
Taux de report : 3,50
Cours relevés à 12 h 30CAC 40
PARIS

+0,41 %

CAC 40
3009,48VALEURS
FRANÇAISES

	Cours précéd.	Derniers cours	%	Paiement dividendes coup. (1)
B.N.P. (T.P.)	983	985	+0,20	0,00
C.Lyonnais(T.P.)	154	155	+0,65	0,00
Renault(T.P.)	1856	1859	+0,16	0,00
Rhone-Poulenc(T.P.)	2272	2280	+0,35	0,00
Saint-Gobain(T.P.)	1267	1267	0,00	0,00
Thomson S.A.(T.P.)	975	975	0,00	0,00
Accor	1010	1010	0,00	0,00
AGF-Ass.Gen.France	345	345	0,00	0,00
Air Liquide	935	935	0,00	0,00
Alcatel-Alsthom	782	782	0,00	0,00
Alsa (ex-Alstom) CA	284	284	0,00	0,00
Asa	399	399	0,00	0,00
Bail Invest	732	732	0,00	0,00
Banque Paribas	752	752	0,00	0,00
Bayer Hoe. Vie	230	230	0,00	0,00
Bertrand Paure	336,40	336,40	0,00	0,00
BIC	474,50	474,50	0,00	0,00
BIS	490,20	490,20	0,00	0,00
Bouygues	294	294	0,00	0,00
Bouygues Off.	337	337	0,00	0,00
Bull	55,85	55,85	0,00	0,00
Canal+	1020	1020	0,00	0,00
Cap Gemini	392,80	392,80	0,00	0,00
Carbone Lorrain	178	178	0,00	0,00
Carrefour	3615	3615	0,00	0,00
Casino Guichard	332,10	332,10	0,00	0,00
Casino Guichard	299,40	299,40	0,00	0,00
Cassatoma Dub.(L.)	610	610	0,00	0,00
C.C.F.	263,0	263,0	0,00	0,00
Capit.(L.)	615	615	0,00	0,00
Cerex Europ.Reun.	34,40	34,40	0,00	0,00
Centim	631	631	0,00	0,00
CGP	1750	1750	0,00	0,00
Chargers	391	391	0,00	0,00
Christian Dior	780	780	0,00	0,00
Christian Dior	825	825	0,00	0,00
Cinéma France	235	235	0,00	0,00
Cipe France Ly.	240,50	240,50	0,00	0,00
Clarins	669	669	0,00	0,00
Club Med	486,50	486,50	0,00	0,00
Colson	726	726	0,00	0,00
Colex	849	849	0,00	0,00
Compote Entrep.	11,70	11,70	0,00	0,00
Compote Mod.	2780	2780	0,00	0,00

CAC 40
PARIS

+0,41 %

CAC 40
3009,48VALEURS
FRANÇAISES

	Cours précéd.	Derniers cours	%	Paiement dividendes coup. (1)
B.N.P. (T.P.)	983	985	+0,20	0,00
C.Lyonnais(T.P.)	154	155	+0,65	0,00
Renault(T.P.)	1856	1859	+0,16	0,00
Rhone-Poulenc(T.P.)	2272	2280	+0,35	0,00
Saint-Gobain(T.P.)	1267	1267	0,00	0,00
Thomson S.A.(T.P.)	975	975	0,00	0,00
Accor	1010	1010	0,00	0,00
AGF-Ass.Gen.France	345	345	0,00	0,00
Air Liquide	935	935	0,00	0,00
Alcatel-Alsthom	782	782	0,00	0,00
Alsa (ex-Alstom) CA	284	284	0,00	0,00
Asa	399	399	0,00	0,00
Bail Invest	732	732	0,00	0,00
Banque Paribas	752	752	0,00	0,00
Bayer Hoe. Vie	230	230	0,00	0,00
Bertrand Paure	336,40	336,40	0,00	0,00
BIC	474,50	474,50	0,00	0,00
BIS	490,20	490,20	0,00	0,00
Bouygues	294	294	0,00	0,00
Bouygues Off.	337	337	0,00	0,00
Bull	55,85	55,85	0,00	0,00
Canal+	1020	1020	0,00	0,00
Cap Gemini	392,80	392,80	0,00	0,00
Carbone Lorrain	178	178	0,00	0,00
Carrefour	3615	3615	0,00	0,00
Casino Guichard	332,10	332,10	0,00	0,00
Casino Guichard	299,40	299,40	0,00	0,00
Cassatoma Dub.(L.)	610	610	0,00	0,00
C.C.F.	263,0	263,0	0,00	0,00
Capit.(L.)	615	615	0,00	0,00
Cerex Europ.Reun.	34,40	34,40	0,00	0,00
Centim	631	631	0,00	0,00
CGP	1750	1750	0,00	0,00
Chargers	391	391	0,00	0,00
Christian Dior	780	780	0,00	0,00
Christian Dior	825	825	0,00	0,00
Cinéma France	235	235	0,00	0,00
Cipe France Ly.	240,50	240,50	0,00	0,00
Clarins	669	669	0,00	0,00
Club Med	486,50	486,50	0,00	0,00
Colson	726	726	0,00	0,00
Colex	849	849	0,00	0,00
Compote Entrep.	11,70	11,70	0,00	0,00
Compote Mod.	2780	2780	0,00	0,00

	Cours précéd.	Derniers cours	%	Paiement dividendes coup. (1)
B.N.P. (T.P.)	983	985	+0,20	0,00
C.Lyonnais(T.P.)	154	155	+0,65	0,00
Renault(T.P.)	1856	1859	+0,16	0,00
Rhone-Poulenc(T.P.)	2272	2280	+0,35	0,00
Saint-Gobain(T.P.)	1267	1267	0,00	0,00
Thomson S.A.(T.P.)	975	975	0,00	0,00
Accor	1010	1010	0,00	0,00
AGF-Ass.Gen.France	345	345	0,00	0,00
Air Liquide	935	935	0,00	0,00
Alcatel-Alsthom	782	782	0,00	0,00
Alsa (ex-Alstom) CA	284	284	0,00	0,00
Asa	399	399	0,00	0,00
Bail Invest	732	732	0,00	0,00
Banque Paribas	752	752	0,00	0,00
Bayer Hoe. Vie	230	230	0,00	0,00
Bertrand Paure	336,40	336,40	0,00	0,00
BIC	474,50	474,50	0,00	0,00
BIS	490,20	490,20	0,00	0,00
Bouygues	294	294	0,00	0,00
Bouygues Off.	337	337	0,00	0,00
Bull	55,85	55,85	0,00	0,00
Canal+	1020	1020	0,00	0,00
Cap Gemini	392,80	392,80	0,00	0,00
Carbone Lorrain	178	178	0,00	0,00
Carrefour	3615	3615	0,00	0,00
Casino Guichard	332,10	332,10	0,00	0,00
Casino Guichard	299,40	299,40	0,00	0,00
Cassatoma Dub.(L.)	610	610	0,00	0,00
C.C.F.	263,0	263,0	0,00	0,00
Capit.(L.)	615	615	0,00	0,00
Cerex Europ.Reun.	34,40	34,40	0,00	0,00
Centim	631	631	0,00	0,00
CGP	1750	1750	0,00	0,00
Chargers	391	391	0,00	0,00
Christian Dior	780	780	0,00	0,00
Christian Dior	825	825	0,00	0,00
Cinéma France	235	235	0,00	0,00
Cipe France Ly.	240,50	240,50	0,00	0,00
Clarins	669	669	0,00	0,00
Club Med	486,50	486,50	0,00	0,00
Colson	726	726	0,00	0,00
Colex	849	849	0,00	0,00
Compote Entrep.	11,70	11,70	0,00	0,00
Compote Mod.	2780	2780	0,00	0,00

	Cours précéd.	Derniers cours	%	Paiement dividendes coup. (1)
B.N.P. (T.P.)	983	985	+0,20	0,00
C.Lyonnais(T.P.)	154	155	+0,65	0,00
Renault(T.P.)	1856	1859	+0,16	0,00
Rhone-Poulenc(T.P.)	2272	2280	+0,35	0,00
Saint-Gobain(T.P.)	1267	1267	0,00	0,00
Thomson S.A.(T.P.)	975	975	0,00	0,00
Accor	1010	1010	0,00	0,00
AGF-Ass.Gen.France	345	345	0,00	0,00
Air Liquide	935	935	0,00	0,00
Alcatel-Alsthom	782	782	0,00	0,00
Alsa (ex-Alstom) CA	284	284	0,00	0,00
Asa	399	399	0,00	0,00
Bail Invest	732	732	0,00	0,00
Banque Paribas	752	752	0,00	0,00
Bayer Hoe. Vie	230	230	0,00	0,00
Bertrand Paure	336,40	336,40	0,00	0,00
BIC	474,50	474,50	0,00	0,00
BIS	490,20	490,20	0,00	0,00
Bouygues	294	294	0,00	0,00
Bouygues Off.	337	337	0,00	0,00
Bull	55,85	55,85	0,00	0,00
Canal+	1020	1020	0,00	0,00
Cap Gemini	392,80	392,80	0,00	0,00
Carbone Lorrain	178	178	0,00	0,00
Carrefour	3615	3615	0,00	0,00
Casino Guichard	332,10	332,10	0,00	0,00
Casino Guichard	299,40	299,40	0,00	0,00
Cassatoma Dub.(L.)	610	610	0,00	0,00
C.C.F.	263,0	263,0	0,00	0,00
Capit.(L.)	615	615	0,00	0,00
Cerex Europ.Reun.	34,40	34,40	0,00	0,00
Centim	631	631	0,00	0,00
CGP	1750	1750	0,00	0,00
Chargers	391	391	0,00	0,00
Christian Dior	780	780	0,00	0,00
Christian Dior	825	825	0,00	0,00
Cinéma France	235	235	0,00	0,00
Cipe France Ly.	240,50	240,50	0,00	0,00
Clarins	669	669	0,00	0,00
Club Med	486,50	486,50	0,00	0,00
Colson	726	726	0,00	0,00
Colex	849	849	0,00	0,00
Compote Entrep.	11,70	11,70	0,00	0,00
Compote Mod.	2780	2780	0,00	0,00

	Cours précéd.	Derniers cours	%	Paiement dividendes coup. (1)
B.N.P. (T.P.)	983	985	+0,20	0,00
C.Lyonnais(T.P.)	154	155	+0,65	0,00
Renault(T.P.)	1856	1859	+0,16	0,00
Rhone-Poulenc(T.P.)	2272	2280	+0,35	0,00
Saint-Gobain(T.P.)	1267	1267	0,00	0,00
Thomson S.A.(T.P.)	975	975	0,00	0,00
Accor	1010	1010	0,00	0,00
AGF-Ass.Gen.France	345	345	0,00	0,00
Air Liquide	935	935	0,00	0,00
Alcatel-Alsthom	782	782	0,00	0,00
Alsa (ex-Alstom) CA	284	284	0,00	0,00
Asa	399	399	0,00	0,00
Bail Invest	732	732	0,00	0,00
Banque Paribas	752	752	0,00	0,00
Bayer Hoe. Vie	230	230	0,00	0,00
Bertrand Paure	336,40	336,40	0,00	0,00
BIC	474,50	474,50	0,00	0,00
BIS	490,20	490,20	0,00	0,00
Bouygues	294	294	0,00	0,00
Bouygues Off.	337	337	0,00	0,00
Bull	55,85	55,85	0,00	0,00
Canal+	1020	1020	0,00	0,00
Cap Gemini	392,80	392,80	0,00	0,00
Carbone Lorrain	178	178	0,00	0,00
Carrefour	3615	3615	0,00	0,00
Casino Guichard	332,10	332,10	0,00	0,00
Casino Guichard	299,40	299,40	0,00	0,00
Cassatoma Dub.(L.)	610	610	0,00	0,00
C.C.F.	263,0	263,0	0,00	0,00
Capit.(L.)	615	615	0,00	0,00
Cerex Europ.Reun.	34,40	34,40	0,00	0,00
Centim	631	631	0,00	0,00
CGP	1750	1750	0,00	0,00
Chargers	391	391	0,00	0,00
Christian Dior	780	780	0,00	0,00
Christian Dior	825	825	0,00	0,00
Cinéma France	235	235	0,00	0,00
Cipe France Ly.	240,50	240,50	0,00	0,00
Clarins	669	669	0,00	0,00
Club Med	486,50	486,50	0,00	0,00
Colson	726	726	0,00	0,00
Colex	849	849	0,00	0,00
Compote Entrep.	11,70	11,70	0,00	0,00
Compote Mod.	2780	2780	0,00	0,00

	Cours précéd.	Derniers cours	%	Paiement dividendes coup. (1)
B.N.P. (T.P.)	983	985	+0,20	0,00
C.Lyonnais(T.P.)	154	155	+0,65	0,00
Renault(T.P.)	1856	1859	+0,16	0

AUJOURD'HUI

LE MONDE / JEUDI 25 SEPTEMBRE 1997

MÉDECINE Un procédé qui pourrait constituer une véritable révolution dans l'utilisation, à des fins thérapeutiques, de cellules prélevées chez les animaux a été mis au

point par une équipe de chercheurs de Lausanne (Suisse) ● MODIFIÉES GÉNÉTIQUEMENT pour produire des protéines humaines ayant une action thérapeutique, ces cellules,

préalablement « encapsulées », sont greffées dans le système nerveux central du malade ● DES ESSAIS ont été menés avec succès pour soigner la sclérose latérale amyotrophique

ou lutter contre la douleur chez des patients en phase terminale ● EN COOPÉRATION avec des chercheurs de l'Inserm et de l'hôpital Henri-Mondor de Créteil (Val-de-Marne),

les inventeurs de cette technique vont la tester sur des patients atteints de la chorée de Huntington, une maladie neurodégénérative toujours mortelle.

La première thérapie génique de la chorée de Huntington expérimentée à Paris

Un traitement fondé sur la greffe de cellules animales modifiées génétiquement, déjà testé en Suisse pour d'autres maladies, va être pratiqué sur des patients français

LUGANO
de notre envoyé spécial
Un petit groupe de patients français atteints de la maladie dite de Huntington (ou chorée de Huntington) - neurodégénérative, d'origine héréditaire et toujours mortelle - va prochainement participer à une expérimentation thérapeutique sans précédent. Elle consistera, schématiquement, à réaliser au sein du cerveau des malades une greffe de cellules animales, préalablement modifiées génétiquement, afin de produire une molécule susceptible de s'opposer à la progression des lésions cérébrales qui sont à l'origine de cette maladie.

« Nous travaillons sur ce thème en étroite collaboration avec le docteur Marc Pechanski [unité 421 de l'Inserm] et l'équipe de l'hôpital Henri-Mondor de Créteil », a déclaré au Monde le docteur Patrick Aebischer (Centre hospitalier vaudois, Lausanne), dans le cadre d'un symposium consacré aux greffes de tissus et d'organes animaux chez l'homme (ou xénotransplantation), organisé récemment à Lugano (Suisse).

« Nous avons obtenu toutes les autorisations éthiques et réglementaires indispensables en France pour la conduite d'un tel travail, précise-t-il. Nous cherchons à développer une approche thérapeutique originale que son équipe a déjà mise en œuvre chez l'homme, en Suisse, contre une autre affection neurodégénérative grave - la sclérose latérale amyotrophique - ainsi que pour lutter contre les souffrances des malades atteints de diabète en phase terminale. »

Le docteur Aebischer et ses collaborateurs ont, ces dernières années,

mis au point et expérimenté chez l'animal, mais aussi chez l'homme, un procédé qui pourrait constituer une véritable révolution dans l'utilisation, à des fins thérapeutiques, de cellules prélevées chez les animaux. Il s'agit, en substance, de modifier le patrimoine héréditaire de certaines cellules animales afin de faire fabriquer par ces mêmes cellules des protéines humaines pouvant avoir une action thérapeutique. Ces cellules animales sont ensuite « encapsulées » ou, en d'autres termes, enveloppées par une membrane synthétique qui laisse filtrer ces protéines mais qui, grâce à sa configuration géométrique, s'oppose à l'entrée dans la capsule des cellules et des protéines synthétisées par le système immunitaire de l'organisme humain au sein duquel les cellules étrangères ont été greffées.

L'expérience, unique au monde, du docteur Aebischer autorise, aujourd'hui, de nourrir dans ce domaine de sérieux espoirs. L'équipe de Lausanne a notamment dévelop-

pé un modèle de thérapie génique auquel la communauté scientifique internationale spécialisée accorde le plus vif intérêt.

CELLULES ENCAPSULÉES

Dans le cas de la sclérose latérale amyotrophique, les chercheurs suisses ont, dans un premier temps, modifié le patrimoine héréditaire (génomique) de cellules cutanées (des fibroblastes) de hamster en introduisant la fraction moléculaire qui, dans le génome humain, dirige la synthèse d'une molécule (dénommée CNTF) dont on sait qu'elle joue un rôle fondamental dans la prévention, la stabilisation, voire la cure des phénomènes de dégénérescence des cellules nerveuses.

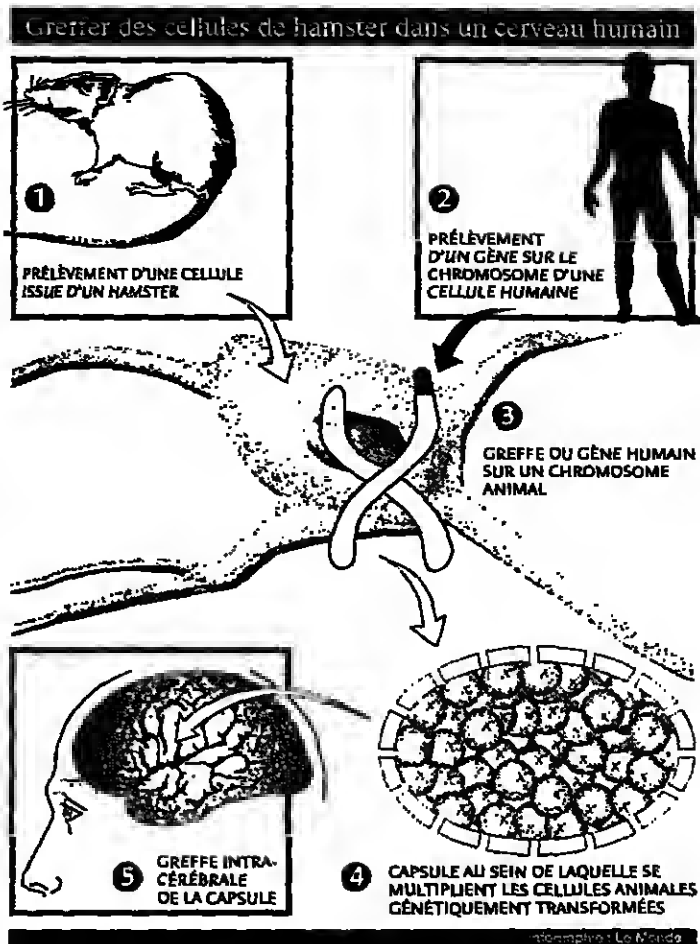
Ils ont ensuite encapsulé ces cellules et introduit le dispositif (dont la taille ne dépasse pas quelques centimètres) au sein du liquide céphalo-rachidien, qui irrigue le système nerveux central. L'intervention chez les malades est effectuée sous anesthésie locale, au niveau lombaire de la

colonne vertébrale. Faute d'un recul suffisant, il est encore trop tôt pour conclure quant à l'efficacité d'une telle méthode. Mais différents éléments laissent penser qu'il s'agit là d'une voie d'avenir. C'est sur cette base qu'a pu être bâti le protocole expérimental concernant la maladie de Huntington. Les mêmes cellules animales génétiquement manipulées seront, cette fois, introduites grâce à une intervention neurochirurgicale de courte durée - conduite sous anesthésie locale - dans une zone très précise du cerveau des patients.

L'expérience concernera, dans un premier temps, un groupe restreint de malades souffrant des premiers symptômes de la chorée de Huntington. Ces symptômes surviennent, en règle générale, entre quarante et cinquante ans. Les promoteurs de cette expérience visent ici, comme ce fut le cas pour la sclérose latérale amyotrophique, à établir la faisabilité d'une telle approche thérapeutique.

Si, comme dans le cas de la sclérose latérale amyotrophique, nu dans le traitement antalgique des malades cancéreux, les objectifs sont atteints, un plus grand nombre de patients pourra participer à cette expérience. « Si tout se passe comme nous l'espérons, affirme le docteur Aebischer, il sera possible, ensuite, de proposer cette thérapie à des personnes apparemment saines, mais dont on sait, grâce au diagnostic génétique, qu'elles seront à coup sûr atteintes de la maladie de Huntington. »

Jean-Yves Nau



Le génome de cellules cutanées de hamster est modifié par une greffe de fraction moléculaire humaine. Celle-ci dirige la synthèse d'une molécule qui, in vitro, empêche la dégénérescence de cellules nerveuses. Une fois « encapsulée », cette molécule est introduite dans le système nerveux central, dans le cerveau, ou, au niveau lombaire, dans la colonne vertébrale.

Les chercheurs mettent Claude Allègre face à ses engagements

La relance de l'emploi scientifique tardé à se concrétiser. Les syndicats jugeront leur ministre sur son premier budget

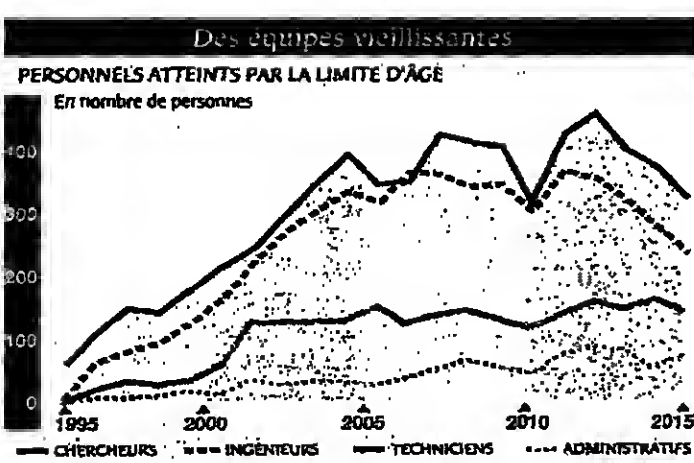
« LE BILAN de Claude Allègre ? Pour l'instant, il est incertain. » Ce jugement lapidaire d'une chercheuse du Muséum d'histoire naturelle de Paris peut surprendre, s'agissant du membre du gouvernement Jospin qui, depuis trois mois, occupe le devant de la scène. De provocations - calculées ? - en déclarations intempestives, le vicaire du ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie s'est déployé sur tous les fronts, jamais à court d'annonces, rarement en panne d'idées et encore moins avare de promesses.

Des « Cent Jours » de Claude Allègre se dégage pourtant un tableau contrasté. Le ministre a clairement imprimé sa marque dans le domaine éducatif (réouverture de 800 classes primaires, réemploi de tous les maîtres auxiliaires, création de 40 000 emplois-jeunes, relèvement de l'allocation de rentrée...). Le calendrier scolaire justifiait, il est vrai, un traitement prioritaire de ce secteur. Mais les chantiers sont beaucoup moins avancés pour ce qui est de l'enseignement supérieur et de la recherche publique. Le digne ministre, fait savoir laconiquement son cabinet, attend la rentrée universitaire pour préciser ses intentions.

« Des déclarations péremptoires »

La volonté de Claude Allègre de « débureaucratiser la recherche », maintes fois réitérée, a été diversement perçue par les personnels. « Sans doute existe-t-il des lourdeurs administratives. Mais faire de la « bureaucratie » l'explication de toutes les difficultés de la recherche, c'est un peu simpliste. Surtout pour un ministre qui s'est entouré d'un cabinet pléthorique... Et laisser entendre qu'il y a trop de comités qui s'occupent d'évaluation scientifique, c'est très grave », s'inquiète le SGEN-CFDT. « Si Claude Allègre s'attaque au Comité national de la recherche scientifique et à son travail d'évaluation des programmes et des équipes, il nous trouvera sur son chemin », prévient pour sa part le SNTSR-CGT.

Les chercheurs se sont également émus de « certaines déclarations péremptoires » de leur ministre, notamment de sa sortie sur le prétendu absentéisme des professeurs. « C'est accablant dans l'opinion l'idée que le monde de l'enseignement et la recherche et le monde des entreprises ne vivent pas sur la même planète, déplore le SGEN-CFDT. Cela au moment même où on demande aux chefs d'entreprise d'embaucher davantage de jeunes chercheurs. »



Le déséquilibre de la pyramide des âges du CNRS - la moyenne d'âge des 26 000 agents, dont 11 000 chercheurs, atteignait 46 ans et demi en 1996, soit un vieillissement d'un an depuis 1992 - va entraîner, dans les prochaines années, une très forte augmentation des départs en retraite, en particulier des chercheurs et des ingénieurs.

Dans les laboratoires, l'impasse se fait jour. « Allègre nous a dit qu'on allait voir ce qu'on allait voir. Mais nous ne voyons toujours rien venir », s'irrite une immunologiste du CNRS.

Certes, le chercheur-ministre, éminent spécialiste des sciences de la Terre et ancien directeur de l'Institut de physique du globe, peut

compter sur un a priori favorable de ses pairs. Non pas tant, du reste, parce qu'il est l'un des leurs. « Il ne faut pas nécessairement être un scientifique pour faire un bon ministre de la recherche, ce qui a été le cas de Jean-Pierre Chevènement (titulaire du portefeuille de 1981 à 1983, sous le gouvernement de Pierre Mauroy), observe Jacques Fossey, secrétaire général du Syndicat national des chercheurs scientifiques (SNCS). Au contraire, être issu du sérail, donc d'une discipline donnée, risque de donner une vision restrictive. Beaucoup des collaborateurs de Claude Allègre viennent de son ancien laboratoire. Il y a là un côté clanique qui n'est pas très sain. » Le nouveau ministre s'est pourtant montré peu suspect de « clientélisme » en indiquant, par exemple, que la recherche biologique méritait un soutien particulier.

C'est, d'ailleurs, en martelant quelques messages forts qu'il a séduit. La recherche érigée en « priorité nationale » et l'emploi des jeunes chercheurs élevé en « priorité des priorités » ; l'engagement de rétablir les postes supprimés par le précédent gouvernement ; l'accent

mis sur la recherche fondamentale et les crédits de base aux laboratoires... Du miel pour la communauté scientifique, amère d'avoir vu sa dotation budgétaire baisser en 1997, pour la première fois depuis dix ans, et blessée d'être bridée par des programmes trop finalisés.

Mais le temps passe. « L'annonce d'une relance de l'emploi scientifique nous a réjouis. Mais nous attendons encore les postes promis », déplore aujourd'hui le responsable du SNCS. Le dépit est d'autant plus vif que, dans l'esprit des syndicats, le rétablissement des postes de chercheurs supprimés par la droite - 130 cette année, dont 100 « en sur-nombre », c'est-à-dire non budgétaires, au CNRS - constituait « une avancée » sur de futures créations.

« Pour faire face aux départs en retraite qui vont grimper en flèche dans les prochaines années, un plan pluriannuel de recrutement est indispensable », estime Pierre Girard, du SGEN-CFDT. A ses yeux, l'urgence n'est pas moindre pour les ingénieurs, techniciens et administratifs (ITA), qui ont perdu 530 postes en 1997 : « Cette catégorie est malmenée depuis plusieurs années, ce qui nuit à la qualité du travail des laboratoires et compromet certains programmes. Il faut stopper cette hémorragie et en finir avec la multiplication des statuts précaires. »

« WAIT AND SEE »

En matière de politique scientifique bon plus, les syndicats ne se satisfont pas de « déclarations d'intentions ». Le gouvernement d'Alain Juppé avait défini, voilà un an, quelques grands axes de recherches à orientation « socio-économique », auxquels devaient être affectés des crédits incitatifs plus importants, au détriment du financement récurrent des laboratoires. Or rien n'indique à ce jour que ce dispositif soit remis en question, à l'exception du gel du projet de contrat d'objectifs entre l'Etat et l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm). « Nous ne faisons pas de procès d'intention à M. Allègre. Mais, jusqu'à preuve du

contraire, c'est la continuité qui prévaut », regrette Philippe Bouyries, pour le Syndicat national des travailleurs de la recherche scientifique (SNTSR-CGT).

Dans les organismes scientifiques aussi, c'est l'expectative. Catherine Bréchinac, nommée à la tête du CNRS le 16 juillet, ne s'est pas encore exprimée publiquement sur la façon dont elle pense remplir la mission de « débureaucratisation » que lui a confiée le ministre. Et nul ne sait comment pourraient se traduire, concrètement, les diverses déclarations de Claude Allègre sur la nécessité de « redéfinir les priorités » des établissements, de « remettre de l'ordre » au Centre national d'études spatiales (CNES), de « recentrer » le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) sur l'atome et les énergies nouvelles, ou encore de « renforcer les coopérations » entre cet établissement et le CNRS. « Voilà un ministre qui veut faire bouger les choses. Il y a de quoi attendre », dit un cadre du CEA.

Le capital de confiance dont bénéficie Claude Allègre n'est certes pas épuisé. Mais la communauté scientifique met désormais son ministre face à ses engagements. Le premier budget de la recherche du gouvernement Jospin, dont les grandes lignes doivent être connues après le conseil des ministres du 24 septembre, servira de pierre de touche.

Pierre Le Hir

DÉPÊCHES

■ **ASTROPHYSIQUE** : le satellite américain Mars Global Surveyor (MGS) a détecté autour de Mars un champ magnétique huit cents fois plus faible mais de même polarité que celui de la Terre. Cette découverte suggère que la planète rouge a possédé - ou possède encore - un noyau magnétique contenant des métaux en fusion, capable d'entraîner une activité magnétique. Il reste à déterminer si ce champ a été suffisamment intense dans le passé pour former un bouclier efficace contre les vents solaires et les rayons cosmiques néfastes au développement de la vie. MGS a, par ailleurs, entamé le « freinage atmosphérique » qui lui permettra de débuter sa mission cartographique en mars 1998.

■ **BOTANIQUE** : une nouvelle exposition permanente, intitulée « La serre, jardin du futur », s'est ouverte, mardi 23 septembre, à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette. Les techniques les plus modernes sont mises en œuvre dans un espace fermé (dit à l'architecte Dominique Perrault) pour montrer jusqu'où peut aller la maîtrise du monde végétal. Des artistes se sont emparés de ces technologies pour offrir un nouveau regard sur la science et les recherches plastiques comme les sculptures vivantes de gazon où les rosiers aux épines en forme de crayon côtoient la présentation de procédés expérimentaux parfois très esthétiques, comme certaines cultures hors sol. Ouverture du mardi au dimanche de 10 heures à 18 heures (19 heures le dimanche), entrée : 50 F (tarif réduit : 35 F).

**Retrouvez
nos offres d'emploi**

3615 LEMONDE

2.33 / an

Atmosphère de fête et de nostalgie pour le centième tir d'Ariane

La fusée a lancé un satellite Intelsat en présence des pionniers du programme

Tiré mercredi 24 septembre à 1 h 58 (heure de Paris) du centre spatial guyanais de Kourou, le lanceur européen Ariane-4 a placé sur orbite un

satellite de l'organisation Intelsat, le 10^e lancé en treize ans par Ariane pour cet opérateur international de télécommunications. La plupart des

grands pionniers de l'histoire spatiale européenne étaient invités à ce centième tir, le 29^e succès consécutif de leur lanceur vedette.

KOUBOU

de notre envoyé spécial

Ils sont venus. Presque tous étaient là pour assister à cette centième édition - si l'on compte l'échec récent d'Ariane-5 - d'un tir de la fusée Ariane que, voilà dix-huit ans, ils ont tant contribué à faire connaître. Un peu plus vieux, un peu plus blancs ou un peu plus dégarnis, parfois un peu plus ronds, mais toujours avec cette passion des pionniers engagés dans une formidable aventure. Juste avant la mise à feu, ils se sentaient revivre leur premier tir de cette nuit de Noël 1979, où ils avaient scruté leurs écrans, vérifiant une pression, une température, basculant un interrupteur, avec toujours cette crainte du voyant « rouge » annonciateur, dans le meilleur des cas, d'un report de quelques minutes et, dans le pire, d'une « série d'emm... » redoutés.

Et puis Ariane est partie. Comme à la parade, pour mieux séduire ces juges impitoyables. A l'heure dite - 1 h 58 (heure française) mercredi 24 septembre -, elle s'est élevée, portée par un nuage de feu. Pour son vingt-neuvième succès consécutif. Au bout du voyage : la mise en orbite pour le compte de l'organisation internationale Intelsat d'un satellite d'environ 3,5 tonnes, le seizième en moins de treize ans pour ce client. Un bel exemple de confiance de la part de ces opérateurs internationaux de télécommunications qui, durant cette période, n'ont eu, en mai 1986, qu'un seul échec à reprocher à la fusée européenne.

L'épreuve terminée sous l'œil candide et amusé de dix-sept jeunes filles européennes pré-

l'Agence spatiale européenne (ESA), toutes nées en 1979 au moment du tir de la première fusée homonyme, les réactions allaient bon train. Un des pionniers du programme, Alfred Vienne, se souvenait qu'à peine le tir de 1979 terminé, on lui avait présenté la petite Ariane Girouard, née quelques jours plus tôt.

Une mission de routine ? « Chaque tir est différent. C'est une alchimie incroyable qui permet à

heures plus tard, j'attends. D'ailleurs, soupire-t-il, j'ai encore sur les bras des centaines de ces chemises qui venaient le tir du premier exemplaire d'Ariane-5 » interrompu par une explosion 37 secondes après la mise à feu. Superstition ? Peut-être. Pragmatisme ? Sans doute, si l'on songe à l'aventure incroyable que représente le tir du premier lanceur européen.

« Ça aurait pu être un désastre.

Le marché a pris le pas sur l'aventure

Lors du lancement du programme Ariane, au début des années 70, l'Europe se remettait à peine du traumatisme causé par les échecs répétés de sa première fusée, Europa. Nombre de politiques et de responsables du spatial étaient peu convaincus par cette aventure que la France poussait. Les promoteurs du projet surent se faire persuader. Tandis que Michel Bignier, Yves Sillard, Frédéric d'Allest, Charles Bigot, Roger Vignelles, l'ancien ministre Hubert Curien, alors président du CNES, et bien d'autres, « ramenaient » pour convaincre les décideurs français, au-delà des frontières, les ministres belges Théo Lefèvre et Charles Hanlin recollaient les morceaux laissés par le désastre Europa, aidés, dans la coulisse, par le Belge Raymond Orze et le Suisse Peter Creola. A l'époque, c'était plus facile, confesse l'un d'eux. « On avait beaucoup de liberté, de l'argent et, en général, les politiques nous suivaient. Aujourd'hui, regrette-t-il, avant même toute discussion de fond, on nous oppose les critères de convergence de la monnaie unique ! » Le marché a pris le pas sur l'aventure.

d'innombrables systèmes d'être soudain en phase », corrige Robert Palmieri, qui, souvent, dirigea ces lentes maturations. Comme lui, Roger Vignelles, patron de la Société européenne de propulsion (SEP), responsable des moteurs du lanceur européen, ne fait confiance qu'aux chiffres. Mais malgré les essais et les vérifications sans fin, il croise à sa façon les doigts. « Pus question pour moi, dit-il, de porter un T-shirt à la gloire du tir effectué quelques

On est passé à une heure de la catastrophe. Du fait des deux reports que ce lancement avait connus juste avant le 24 décembre 1979, le lanceur était à bout de potentiel. On ne pouvait pas se permettre un nouveau retard. » Le cauchemar passé, « ce fut, raconte en cœur Roger Vignelles, Hubert Palmieri et Raymond Orze, l'apothéose ».

L'étude que Frédéric d'Allest, Roland Deschamps et Jean-Marie Luton, alors au Centre national

d'études spatiales, avaient concochée sur l'avenir commercial du lanceur européen prenait soudain un semblant de substance. Ils prévoyaient deux à trois lancements par an, mais Michel Bignier, tête, prétendit, en défendant le rapport devant son ministre de tutelle, que ces hypothèses étaient conservatrices. « On était fous », dit-il. Mais il eut raison : Ariane, qui effectue dix missions par an, domine actuellement plus de la moitié du marché mondial des services de lancement.

ARRIVÉE DE LA CONCURRENCE

Une position enviable, mais difficile à maintenir. La concurrence s'organise, féroce. Cette fois, les Européens ne bénéficieront plus de l'erreur des Américains qui avaient tout misé sur leurs navettes. Les Russes, les Chinois et les Japonais sont dans la compétition. Et Intelsat a l'intention d'avoir recours à un Proton russe - sûrement moins cher - pour emmener l'un de ses satellites de la prochaine génération.

Dans ces conditions, Ariane-5 doit impérativement réussir son second vol d'essai qui, si tout va bien, pourrait avoir lieu le 21 ou le 28 octobre. Sinon, il faudra attendre jusqu'au 11 novembre, une Ariane-4 devant emporter auparavant deux satellites de télécommunications. Qu'importe ces délais. Seul le résultat compte pour qu'enfin Ariane-5 succède à Ariane-4, dont une vingtaine d'exemplaires - 10 % moins chers que les précédents - vont être commandés le 24 octobre par Arianespace pour « assurer la continuité » jusqu'en 2002.

Jean-François Augereau

Les ennuis de Mir posent un dilemme à la NASA

Alors qu'Atlantis doit relever Michael Foale, le Congrès américain durcit son opposition au séjour d'astronautes sur Mir

ALORS QUE le compte-à-rebours de la navette américaine Atlantis s'égare à Cape Canaveral (Floride), l'opposition contre la présence prolongée d'astronautes américains à bord de la station orbitale Mir se durcit. Atlantis doit décoller vendredi 26 septembre pour rejoindre Mir, afin de relever l'astronaute Michael Foale - à bord depuis mai - et le remplacer par son collègue David Wolf, qui doit rester plus de quatre mois dans la station russe (Le Monde du 24 septembre).

Ce dernier n'est pas rebuté par les incidents incessants à bord de la station - la dernière panne de l'ordinateur central a été réparée mardi -, même s'il ne s'attend pas « à un voyage d'agrément ». Cette conception volocitaire a, jusqu'ici, été partagée par Daniel Goldin, l'administrateur général de la NASA. Actuellement en visite en Russie, M. Goldin devra, en dernier recours, décider si David Wolf sera effectivement débarqué sur la station russe. Il attend, pour ce faire, deux rapports de sûreté indépendants, qui devaient lui être adressés mercredi 24 septembre en fin de journée.

MISSION SUICIDE

L'agence spatiale américaine est donc confrontée à l'un des choix les plus difficiles de son histoire. La NASA et le public sont encore traumatisés par l'explosion de la navette Challenger qui, en 1986, avait coûté la vie à sept astronautes. L'enquête avait montré que plusieurs officiels s'étaient opposés à la mise à feu ce jour-là, sans être entendus. L'éventualité d'une nouvelle « mission suicide » a été dénoncée par des membres du Congrès.

La mise en garde la plus vive

vient de la Chambre des représentants. « Il est temps de reconnaître que nous avons beaucoup appris de cette coopération, mais que nous n'allons plus risquer la vie d'un Américain dans Mir », a lancé James Sensenbrenner, le président de son comité scientifique. Cinq Américains ont déjà séjourné dans la station pendant une durée cumulée de 22 mois. Mais, étant donné l'état de délabrement de Mir, M. Sensenbrenner considère que les astronautes feraient désormais tout au plus fonction d'« assistant mécanicien ». Il fonde son jugement sur un rapport qui lui a été remis récemment par Roberta Gross, l'inspectrice générale de la NASA, qui soulignait que les problèmes sur Mir « surviennent à une période où le gouvernement russe pourrait ne plus avoir les moyens financiers et techniques d'assurer la sûreté d'une station vieillissante ».

Daniel Goldin peut modifier la mission d'Atlantis jusqu'à un dernier moment. La navette - qui emportera également le Français Jean-Loup Chrétien - pourrait alors se contenter de ramener sur Terre Michael Foale, après avoir livré aux deux Russes qui restent à bord un précieux ordinateur de secours. Mais une telle option serait lourde de conséquences pour la suite de la coopération spatiale avec les Russes, qui perdraient une partie des quelque trois milliards de francs de « loyer » octroyés par les États-Unis. Les Russes laissent entendre que la construction de la future station orbitale internationale, dont les premiers éléments doivent être lancés en juin 1998, pourrait alors être remise en cause.

H.M.

30 MN D'APPELS + 30 MN WEEK-END

SFR

Heures
WEEK
END
SFR

135 F/mois.* National.

30 mn. 1 h. 3 h. 5 h. grâce aux heures "week-end".
Les nouveaux Forfaits Nationaux SFR doublent votre temps de communication.
Le principe est simple : vous payez pour un Forfait national 30 mn. 1 h. 3 h ou 5 h
et vous bénéficiez d'un temps équivalent qui vous utiliserez du vendredi 20 h 00 au lundi 8 h 00.
SFR vous offre du temps. Afin que pour vous le temps n'ait plus d'importance.

SFR

Le Monde Sans Fil est à Vous.

* Forfait de 30 mn + 30 mn week-end (du vendredi 20 h au lundi 8 h) d'appels métropolitains depuis toute la France (hors services spéciaux et vers certains services SFR) dans les zones couvertes par le réseau GSM de SFR. Au delà de 1 h 12,30 l'appel est facturé. Souscription pour une durée min de 12 mois. Débitage à la seconde près après le 15^e jour de chaque compteur. Frais de mise en service un mois. Pdt TTC.

Lavandes du Rif

Loin des sites banalisés d'Agadir ou Tanger, le nord-est du Maroc conserve djebels écologiques et rivages clairs

POIN DE VIEILLERIE, colonnes antiques et minarets classés. Au moins, à Alhoceima (80 000 âmes), ville fondée en 1926 par les Espagnols durant leur protectorat sur le Maroc septentrional, il n'y a rien à voir et c'est bien reposant.

Rien à voir sauf un horizon urbain vertigineux : falaise habitée surplombant une mer rayée bleu marine et vert pomme, immeubles modernes chaulés façon crème fraîche, accrochés sur le précipice en compagnie d'une mosquée récemment bâtie au ras même du vide. En bas : le port de pêche, la plage de sable, l'eau hyaline grâce à une station d'épuration, les pavillons balnéaires dans les eucalyptus. Des escaliers y descendent, encombrent chaque matin par les cannettes et autres bouteilles de bière cassées que de désinvoltes buveurs nocturnes laissent le soin d'enlever aux balayeurs municipaux. Les baigneurs tôt levés, qui sont souvent des femmes, désireuses d'éviter la cohue masculine moins matinale, doivent zigzaguer entre tessons et capsules.

Soyons juste, il y a aussi, tout au

long du seotier, des lavandes. Courtes sur tige et vinaigrées, ouvertes dès juin, tenant jusqu'à l'automne ; aguerries par le vent, elles sont de la cité, lui ont même donné son nom, *Alhoceima*, corruption populaire, affirmant linguistes et érudits, d'*el rhazama*, lavande en arabe classique. Car la ville ne conserva pas longtemps sa première dénomination, hispanique, *Villa-Sanjurjo*, en hommage au général José Sanjurjo, délégué d'Espagne au Rif et pair et compagnon de Franco. Même pour les Espagnols, leur création devint vite, et est restée, *Alhucemas*. Les plages, en revanche, ont conservé souvent leurs sonores appellations ibériques : Quemado, Calabonita, Espalmadero.

AMANDERAIRES ET CHAMPS DE BLÉ

Créer Villa-Sanjurjo avait été l'une des décisions de Madrid destinées à faire oublier sa défaite militaire de 1921 à Anoual, village berbère du djebel Rif dont la masse, souvent encore inviolée par le macadam, domine toute cette région côtière du Maroc oriental. Sur la route Nador-Alhoceima, à hauteur de Driouch, une étroite voie goudronnée conduit à Anoual, inchangée depuis quatre-vingts ans dans sa cuvette plantée d'oliviers. Et bien là une sorte de *Waterloo* nord-africain au cours duquel les maquisards d'Abdelkrim, « l'émir du Rif », décimèrent quinze mille soldats espagnols tandis que se suicidaient en chœur leurs officiers, incapables et de sauver leurs troupes et de faire accepter la « protection » hispanique aux montagnards berbères. De ce drame oublié, il ne reste en situ qu'une plaque commémorative marocaine discrètement posée en 1980 dans un bouquet de cyprès. Et le barbillon local qui a intitulé sa boutique : *Coffeur Victoire*.

A Anoual, une méchante mais superbe piste de 50 kilomètres conduit par Tamsamani jusqu'à la vallée du Nekour aux portes d'Alhoceima. Une voiture légère peut s'y risquer en saison sèche. Les panoramas sur le Rif méritent tout

jours, ici, ce que signifie le nom arabe de cette terre berbère : « campagne » tout simplement. Campagne par excellence ! Les fermes blanches à toit plat se succèdent entre amanderaies et champs de blé ultrapentus. Seules les fermières portent toujours le fameux chapeau de paille conique *rafat*. Les hommes ont jeté *galutins* et turbans aux figures de Barbarie et arborent des casquettes à visière marquées New York City ou Chicago Bulls.

Il est vrai que les figuiers dits « de Barbarie » jadis vinrent aussi d'Amérique... Les figues tout courtes, elles, sont indigènes : des écoliers en vendent pour quelques piécettes le long des chemins, luisantes, noires et fraîches, enveloppées de leurs feuilles. Avec des brugnons tardifs, poussés sans adjuvants chimiques, gros comme des noix mais au parfum inégalable et des abricots nains séchés, tout aussi savoureux, vous aurez des provisions pour vous restaurer dans l'une des criques d'Alhoceima ou le long d'un des ruisseaux issus du barrage Emir-Abdelkrim, ouvrage qui a transformé les bords de l'oued Nekour en jardin de tous les fruits et tous les légumes, du bananier à la tomate via le grenadier. Le Maroc pète ici de santé agricole.

Les enfants des citadins marocains qui prennent le frais, le soir, sur la place centrale d'Alhoceima, réclament à leurs parents les mêmes glaces industrielles aux arômes de synthèse et aux emballages scintillants diffusés aujourd'hui de par la Terre entière. Les voyageurs d'Europe, au contraire, regardent dans cette partie sauvage du Rif, outre le goût des randonnées sans goudron balisé et des baignades sans parasol ni matelas, celui des poivrons et des pêches à l'engrais animal. Ça ne durera peut-être pas, mais pour le moment c'est là. « Carpe Diem ! » Cueille le jour ! ainsi que conseillait le poète latin.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz



PARTIR

Week-end Halloween au Québec

LE 31 OCTOBRE, à Montréal comme dans toute la Belle Province, les maisons s'habillent de lumières, les citrouilles fleurissent aux fenêtres et les enfants, déguisés, font du porte-à-porte pour quêdemander piastres et friandises. Une fête à laquelle participent également les adultes, et que Vacances Air Canada propose de vivre du 29 octobre au 2 novembre pour 2 930 F (2 250 F pour les moins de 12 ans), prix incluant l'avion de Paris et 3 nuits avec petit déjeuner. On peut aussi, aux mêmes dates, opter pour la vie de château, à Montréal et à Québec, en séjournant au Reine-Elisabeth et au Château-Frontenac pour 3 950 F (3 270 F pour les enfants) avec, en plus, une voiture en kilométrage illimité. Deux forfaits applicables jusqu'au 7 mars 1998.

* Renseignements dans les agences de voyages et au 01-40-15-15-15.

Thalasso à prix d'automne

POUR PROFITER des belles journées d'automne au bord de la mer tout en se détendant dans un centre de thalassothérapie, Pierre & Vacances propose des forfaits attractifs. En Normandie, à Trouville, entre Deauville et Honfleur, le forfait « 6 jours » (jusqu'au 31 octobre, 5 395 F par personne en demi-pension + 750 F pour la pension complète) inclut l'hébergement en hôtel 3-étoiles et 4 soins par jour. En Bretagne, la semaine à Perros-Guirec avec 4 soins par jour et dîner est proposée, en novembre, à 3 540 F par personne dans un studio occupé par deux curistes (hébergement gratuit pour un accompagnateur non curiste). Enfin sur la côte basque, la résidence de Biarritz propose des forfaits thalasso à l'Institut Louise-Bobet pour 3 480 F par personne la semaine, en novembre, avec l'hébergement, 5 jours de cure (4 soins par jour), sur la base de 2 curistes dans un 2-pièces.

* Informations au 01-43-22-22-22 et dans les agences de voyages partenaires.

Festival du whisky écossais

LES AMATEURS de whisky du monde entier ont rendez-vous en Ecosse du 27 octobre au 2 novembre à l'occasion du Festival international du whisky qui commecera dans la région du Speyside, berceau du whisky (du 27 au 29 octobre) pour se poursuivre et s'achever à Edimbourg. Dans le Speyside, on suivra la « Route des whiskies » pour visiter voire dîner dans certaines distilleries (Glenfiddich, Cardhu, Glenlivet) ainsi que dans des châteaux et manoirs. A Edimbourg, au Dram Central, prestigieuse salle des fêtes géorgienne, seront organisées des dégustations, des démonstrations de fabrication et des cours de cuisine à base de whisky. On pourra aussi visiter le Scottish Whisky Heritage Centre (il retrace toute l'histoire de cette boisson), écouter conférences et débats et assister à un mini-festival de cinéma sur le thème du whisky. Egalement au programme, des concerts de musique traditionnelle, une foire aux spécialités écossaises et diverses fêtes dont le bal d'Halloween, le 31 octobre, et une *ceilidh* (danses et chants traditionnels), le 1^{er} novembre. A cette occasion, le voyageur Griserie programme un week-end à Edimbourg, du 31 octobre au 2 novembre, pour 3 150 F par personne en chambre double avec l'avion, 2 nuits et petit déjeuner.

* Renseignements auprès du International Scotch Whisky Festival, tél. : 00-44-131-556-9808. Griserie/Astropa, tél. : 01-42-93-31-81 ou 01-40-50-01-02.

Randonnée sous-marine

ACCESSIBLE À TOUS, la randonnée palmée (aussi appelée *snorkelling*) permet à ceux qui ne pratiquent pas la plongée de découvrir, eux aussi, la faune et la flore sous-marines. Il suffit pour cela d'un tuba, d'un masque et d'une paire de palmes. En Egypte, au bord de la mer Rouge (la visibilité y est parfaite jusqu'à 30 mètres), Nouvelles Frontières programme des excursions de ce type à Hourghada (3 jours 425 F, 5 jours 675 F), Safage (450 et 695 F) et Sharm-el-Sheikh où, à bord d'un voilier (250 F la journée) on gagne des sites préservés où les plongeurs, encadrés par un guide, ont l'impression de nager dans un aquarium où évoluent les plus beaux poissons tropicaux. Le séjour d'une semaine est proposé à partir de 1 395 F avec petit déjeuner et à partir de 1 635 F en demi-pension, prix auxquels il faut ajouter l'avion de Paris, à partir de 1 850 F A/R. A signaler, à compter du 4 octobre, l'initiation gratuite à la plongée offerte sur le site du nouveau Paladieu de Guadeloupe, l'hôtel-club Mangano : une séance théorique, quatre plongées et, moyennant deux plongées supplémentaires et 750 F, la certification pour le niveau 1.

* Renseignements au 01-45-68-71-61 ou 01-45-68-74-43.

Chiner à Londres

TROIS RENDEZ-VOUS à inscrire sur l'agenda du chineur. D'abord, la Kensington Fair, du 31 octobre au 2 novembre, pour les amateurs d'objets d'art, de meubles et de tableaux haut de gamme. Ensuite la West London Fair, du 22 au 25 janvier, avec, en vedette, des meubles d'avant 1870 et des peintures antérieures à 1930. Enfin, Chelsea où, du 19 au 29 mars, seront rassemblés des objets et des meubles de la période 1830-1875 ainsi que tapis et peintures. A ces occasions, le voyageur Griserie propose des escapades londoniennes à partir de 1 720 F par personne en chambre double, prix comprenant le transport aller-retour en TGV Eurostar (2^{ème} classe) et 2 nuits en hôtel 3-étoiles avec petit déjeuner.

* Renseignements chez Astropa, au 01-40-50-01-02.

Pratique

● Lire : pour herboriser utilement dans le Rif, se munir des *Plantes médicinales du Maroc* (la lavande en fait partie) du docteur Abdelhadi Sijelmassi, 4^e édition, 1996, Le Fennec, 89, boulevard d'Anfa, 20000 Casablanca, Maroc. 285 p. illustrées, 100 F franco pour la France. Pour une vue d'ensemble, à travers 144 photos noir et blanc pleine page de Gérard Rondeau, sur les contemporains connus ou inconnus qui comptent au royaume chérifien, feuilleter *Palbum Figures du Maroc*. Edif, Casablanca. 180 p., prix en France : 410 F. ● Se renseigner : Office marocain de tourisme à Paris. Tél. : 01-42-60-63-50. ● S'orienter : carte Michelin Maroc n° 959, pli II.

Sri Lanka : le sourire de Bouddha

Quel diên malin broille ainsi les cartes ? Le Sri Lanka n'échappe pas à la mixité philosophique et religieuse : 69 % de bouddhistes, 16 % d'hindous, 8 % de musulmans, 7 % de chrétiens. La fille de l'empereur indien Ashoka aborda aux rives de Ceylan au III^e siècle avant notre ère, apportant un rejeton du *Ficus religiosa*, l'arbre aux feuilles en forme de stupa, si répandu en Asie, sous lequel le Bouddha atteignit l'illumination.

Puis vinrent, aux XIII^e et XIV^e siècles, les découvreurs profanes Marco Polo et Ibn Battuta. En 1972, Ceylan devient République de Sri Lanka, le « vénérée et resplendissante ». En 1983, la fêrle s'enflamme, des troubles éclatent entre Tamouls et Cinghalais. Pourtant, jamais un touriste ne fut touché, les autorités ayant en la sagesse de les éloigner des zones dangereuses. Aujourd'hui, le calme est de retour.

Qui a vu Ceylan en garde le souvenir. Des sites archéologiques très bien conservés, des statues du Bouddha d'une rare beauté, d'antiques temples et stupas, une population souriante, des plages de sable fin, une végétation luxuriante, des hôtels de charme, le tout à découvrir en un temps relativement court et pour un prix raisonnable. Tant de grâce aurait pu être saccagée par un développement touristique débridé, que l'on déplore trop souvent ailleurs.

Rien de tel ici. En 1967, un plan décennal toujours en vigueur stipule que, à l'exception de Colombo, les nouveaux hôtels ne doivent pas être plus hauts que les cocotiers. Ce qui nous vaut de petites unités, étagées sur deux étages, noyées dans le feuillage. La découverte est balisée : sites antiques d'Anuradhapura et Polonnaruwa, grottes peintes de Dambulla, fresques des Apsara à Sigiriya, temple de la dent à Kandi. Et les jardins d'épices, champs de paddy et plantations de thé. Le circuit « Archéologie et nature » de Kuoni (tél. : 01-42-82-04-02) sort des pistes battues : à l'est,

Madirigirya, le plus beau *voladage* (stupa entourée de piliers) de l'île (VII^e siècle) aux étonnantes Bouddhas de pierre noire (16 jours, à partir de 9 990 F).

Le « Sri Lanka original » de Nouvelles Frontières (tél. : 06-03-33-33-33) tient ses promesses : acupuncture, méditation bouddhiste, massages ayurvédiques et ascension du Pic d'Adam (à minuit, à la pleine lune, avec la foule des pèlerins), le tout en 16 jours (8 210 F, en pension complète). Pour prolonger la cure ayurvédique, ajouter 7 jours (1 745 F pour le séjour, 2 150 F pour la cure, par personne en chambre double) et lire *La Médecine traditionnelle de l'Inde*, un album magistral du Dr Robert Sigalé (Ollivier).

L'association Arts et Vie (tél. : 01-40-43-20-21) fête le Nouvel An cinghalais dans son circuit du 10 avril 1998 (9 jours, à partir de 7 600 F). Asia (agences de voyages) diversifie l'offre. Retenons : « Ceylan Fenjôleuse » (10 jours, 6 290 F en circuit accompagné) ou la sérénité bouddhique. Autres fins spécialistes, apôtres farouches du sur mesure, ce dont on ne saurait les blâmer, le voyage individuel, en voiture privée avec chauffeur faisant office de guide, étant la meilleure façon de s'imprégner en douceur d'une culture : Orient (tél. : 01-40-51-40-40), la Route des Indes (tél. : 01-42-60-60-70) et les Orientalistes (tél. : 01-53-63-13-50).

Danielle Tramard

REDUCTOUR
Partez en novembre !
SEJOUR EN MARTINIQUE
7 Nuits - Hôtel MERCIER DIAMANT 3*
Petit-déj. Vols AIR. Départ Paris 4 670 F
WEEK-END A LONDRES
2 Nuits - Hôtel ROYAL NATIONAL 2*
Petit-déj. Vols British Midland AIR
Départ Paris 1 180 F
PARIS - HONG-KONG
3 Nuits - Hôtel AIR 3 250 F
3615 RT (01 42 62 62 62)
A partir de 100 F par nuit (22 F par nuit)

Directours
GUADELOUPE 97n : 4 175 F
vol régulier + hôtel de charme + petit-déjeuner.
MARTINIQUE 97n : 4 690 F
vol régulier + hôtel 4* animé bord de mer + petit-déjeuner buffet.
Prix valables en octobre, hors vacances scolaires.
Nos vols secs et nos promotions sur le 3615 Directours (129 F/mn) et sur le Web : www.directours.fr
80 avenue des Champs-Élysées, PARIS 8e
Tél. : 01 45 62 62 62
à Lyon : 04 72 40 90 40

HAUTES-ALPES
05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
Parc Régional, 5 km de St-VÉLAN
Neige - Soleil - Tous Skis
Raquettes - Chiens de Trainaux
HÔTEL LE CHAMOIS **
Logis de France
1/2 pension 280 F à 300 F
Tél. : 04.92.45.83.71 - Fax : 04.92.45.80.58

Réservez votre hôtel à Londres à prix discount (5 à 1 jours avant votre départ)
Domez Bien
2,25 F la nuit 110 075 960 210
Forfaits spéciaux avec le train EUROSTAR

SPECIAL VENISE
du 7 au 11 novembre 1997 2 710 F
Train couchettes 2ème classe
Le logement en hôtel 3*** base chambre double et petit-déjeuner
Les transferts de la Gare à la place Saint Marc aller/retour
L'assurance assistance rapatriement
supplément T2 : 792 F
cit
Minitel : 01 42 62 62 62
Tél. : 01 42 62 62 62

REDUCTOUR
Partez en novembre !
SEJOUR EN MARTINIQUE
7 Nuits - Hôtel MERCIER DIAMANT 3*
Petit-déj. Vols AIR. Départ Paris 4 670 F
WEEK-END A LONDRES
2 Nuits - Hôtel ROYAL NATIONAL 2*
Petit-déj. Vols British Midland AIR
Départ Paris 1 180 F
PARIS - HONG-KONG
3 Nuits - Hôtel AIR 3 250 F
3615 RT (01 42 62 62 62)
A partir de 100 F par nuit (22 F par nuit)

3615 TRAVELTOUR
0231 Fm - Tél. 08 36 69 66 99
EGYPTE (Crotières) 4 520 F
15/14n Luxor / Assouan / Caïro
Vol + Bateau 5* en Pers. compl.
TUNISIE (Djerba 54journ) 1 990 F
8j/7n. Vol + Hôtel-Club en 1/2 pens.
MARRAKECH (54journ) 2 190 F
8j/7n. Vol + Hôtel 4* en 1/2 pension.
GUADELOUPE 3 850 F
9j/7n. Vols + 130ml 2* Sep. en nuit/Petit-déj.
Sans réserve de disponibilité. LL. 075 85 0400

Après nos trois heures d'initiation gratuites...
Vous oimerez le golf un peu, beaucoup, à la folie ou pas du tout... mais ou moins vous serez fixés.
Pour en savoir plus :
3615 Blue Green ou 08 36 68 18 09 (2,23 F/mn).
Blue Green. Et le golf se rapproche de vous.

JURA - Vacances scolaires HOME D'ENFANTS
près frontière suisse.
Agrément jeunesse et sports, accueil de vos enfants dans une ancienne ferme XVIII^e, 2 ou 3 enfants par chambre avec ad. et v.c. Accueil volont., limité à 15 enfants. Ambiance familiale et chaleureuse, possibilité accompt. depuis Paris TOU. Activités : VTT, jeux collectifs, peinture, sports, tennis, pony, initiation échecs et théâtre, fabrication du pain.
Tél. : 03.81.38.18.51

PROFESSIONNELS DU TOURISME
Invitez nos lecteurs aux voyages RUBRIQUE "EVASION"
01 42 17 30 40
Fax : 01 42 17 30 25

Encore beaucoup de soleil

UN ANTICYCLONE situé des îles Britanniques à la France et jusqu'à l'Europe centrale protège notre pays des perturbations atlantiques. Jeudi, un petit vent d'est sur le nord du pays assèche la masse d'air, et limite la hausse des températures.

Bretagne, Pays-de-Loire, Basse-Normandie. - Le soleil sera encore au rendez-vous sur l'ensemble des régions, malgré quelques passages de nuages élevés. Le vent d'est restera modéré en Manche. Les températures maximales avoisineront 24 à 26 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardenne. - Le soleil régnera en maître sur l'ensemble des régions toute la journée. Les quelques brumes ou brouillards locaux formés au lever du jour se dissipent rapidement. Il fera 23 à 25 degrés l'après-midi.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Le temps sera bien ensoleillé, dans un ciel bleu sans nuages. Le vent

d'est restera faible, apportant un peu de fraîcheur. Le thermomètre marquera 23 à 25 degrés au meilleur moment de la journée.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Sur Poitou-Charentes, le soleil brillera largement, avec un ciel sans nuages. Ailleurs, malgré les passages de nuages élevés, le temps restera agréable. Sur les Pyrénées, les nuages deviendront nombreux, avec quelques ondées l'après-midi. Il fera 27 à 30 degrés l'après-midi.

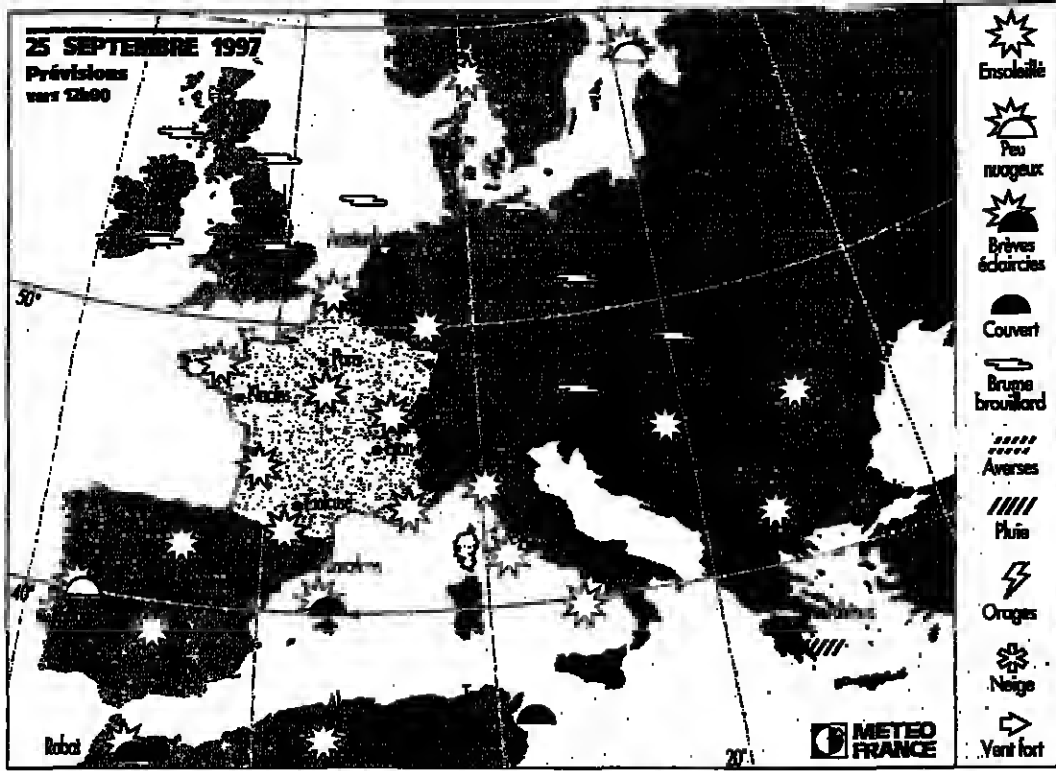
Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Après la dissipation de quelques brouillards locaux, le beau temps sera encore au rendez-vous sur l'ensemble des régions. Les températures maximales seront proches de 26 à 28 degrés.

Langue-doc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le temps sera bien ensoleillé en toutes régions, avec un petit vent d'autan dans le Golfe du Lion. Le thermomètre marquera 25 à 28 degrés l'après-midi.

PRÉVISIONS POUR LE 25 SEPTEMBRE 1997
Ville par ville, les minima/maxima de températures et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole	NANCY	8/23 S
AJACCIO	13/25 S	
BIARRITZ	16/24 S	
BORDEAUX	14/23 S	
BOURGES	10/25 S	
BREST	13/23 S	
CAEN	13/22 S	
CHERBOURG	10/24 S	
CLERMONT-F.	9/27 N	
QUON	9/22 S	
GRENOBLE	10/25 S	
LILLE	9/23 S	
LIMOGES	13/26 S	
LYON	9/25 S	
MARSEILLE	15/26 S	

FRANCE outre-mer	23/28 S
POINTE-A-PIT.	25/31 S
ST-DENIS-RE.	19/25 C
AMSTERDAM	11/19 C
ATHENES	18/22 P
BARCELONE	18/23 N
BELFAST	12/17 C
BELGRADE	5/17 S
BERLIN	11/19 C
BERNE	6/20 S
BRUXELLES	9/21 S
BUCAREST	4/17 S
BUDAPEST	6/20 C
COPENHAGUE	12/17 C
DUBLIN	11/17 C
FRANCFORT	7/21 S
GENEVE	11/22 S
HELSINKI	7/15 S
ISTANBUL	19/25 S



LE CARNET DU VOYAGEUR

FRANCE. A la suite d'un accord de franchise contracté entre Brit Air, qui exploite des liaisons aériennes au départ de Limoges, et Air France, l'aéroport de Limoges rejoint la plate-forme de correspondance d'Air France à Roissy. Les passagers de l'aéroport limousin pourront ainsi accéder directement à des vols internationaux via Paris-Roissy ou Lyon-Satolas, avec un seul billet et sans formalités ni manutentions supplémentaires. - (AFP)

EUROPE. Les compagnies aériennes à bas tarifs comme la britannique Easy Jet ou l'irlandaise Ryan Air ouvrent de nouvelles lignes régulières. Oslo, Genève, Jersey, Madrid et Palma de Majorque figurent au programme d'Easy Jet tandis que Ryanair, outre ses liaisons Beauvais-Dublin et Londres-Dublin, inaugure, le 3 novembre, une liaison Oslo-Trip-Londres Stansted. - (AFP)

JARDINAGE

Pour les plantes d'intérieur aussi, c'est la rentrée

LES NUITS rafraîchissent suffisamment pour envisager de réinstaller les plantes d'appartement qui auront passé l'été dehors pour leur plus grand profit. Regardez leur feuillage épais, bien vert, leurs branches trapues, leur port solide. Le grand air va bien aux plantes d'intérieur que l'atmosphère desséchée et confinée des appartements a anémié et fragilisé.

On ne devrait jamais oublier que fougères, bégonias grands et petits, cultivés pour leur feuillage ou leurs fleurs, orchidées, fougères, schéferas, tamayus, azalées de l'Inde, aspidistras, philodendrons, monstera deliciosa, jasmirs de Madagascar, saintpaulias, plantes grasses et cactacées, papyrus, palmiers, bananiers, lierres et bonsais d'intérieur, misères, etc., sont des plantes qui vivent dehors dans les contrées d'origine et ne font que survivre abritées dans les maisons des pays où l'hiver est trop froid pour qu'elles passent l'année dehors.

Avant de les mettre à l'abri, il faut les inspecter une à une, ôter leurs feuilles qui seraient abîmées, tachées, supprimer ou raccourcir légèrement, si le besoin s'en fait sentir, les branches qui se seraient trop développées, bien regarder le

long des branches et sous les feuilles (notamment des fougères et des palmiers) si des cochenilles ne sont pas agglutinées (faciles à reconnaître : ce sont de petites sphères vertes ou marron qui sont littéralement collées sur la plante).

Feuilles et petites branches dont le diamètre n'excède pas 2 millimètres seront coupées avec une paire de ciseaux bien affûtés et propres; les feuilles molles (bégonias, par exemple) à l'aide d'un cutter et toujours le plus près possible de leur point de naissance; les branches les plus grosses avec un sécateur à rosier, bien affûté et bien propre lui aussi - de façon à ne pas transmettre de maladies.

CHASSE À L'ESCARGOT

Les cochenilles, s'il y en a, et mieux vaudrait qu'il n'y en ait pas, pourront si la plante n'est pas trop grosse et si vous n'êtes pas dégoûté, être retirées une à une avec les doigts. Pour finir, une vaporisation avec une huile antiochenilles devrait venir en aide... jusqu'au printemps suivant où, inmanquablement, ces parasites feront leur réapparition. Il se peut, si la plante est bien garnie, qu'une sorte de liquide brillant et collant ait envahi

quelques feuilles. Gare ! ce miellat produit par les cochenilles sera bientôt, si ce n'est déjà le cas, un terrain idéal pour que se développe la fumagine.

Ce champignon porte bien son nom : c'est une poussière noire et collante qui asphyxie les plantes. Un seul remède : eau tiède, éponge et lavage délicat feuille par feuille, avant vaporisation de la spécialité antiochenilles.

Après cette toilette, un nettoyage vigoureux de l'extérieur du pot sera une bonne chose : brosse Nylon so-

lide et eau viendront à bout de la terre et des mousses accumulées. Une petite chasse à l'escargot ? Bien souvent, petits gris et limaces pondent dans la terre des pots de fleurs ou pénètrent par le trou de drainage. Quelques granulés disposés sur la terre les élimineront des pots d'aspidistras dont ils adorent les feuilles - les mollusques aiment aussi beaucoup celles des orchidées de la famille des cymbidiums.

Il peut être parfois utile de repoter certaines plantes dont la croissance ne cesse pas l'hiver et

dont le pot est devenu un peu trop petit - c'est le cas notamment des bégonias, des papyrus, et des ephyphiums que l'on appelle à tort cactus de Noël ou de Pâques... car ils fleurissent à cette époque. Un conseil : ne jamais repotter avec de la terre de jardin, qui n'est pas assez drainante, mais avec un terreau spécial et, dans le doute, avec de la terre de bruyère.

Quand chaque plante aura été inspectée, elle pourra trouver son emplacement dans la maison. Les végétaux étant des organismes vivants, leurs besoins en lumière sont l'inverse de ceux exigés par les pastels pour que leurs couleurs ne s'effacent pas. Pas de plante loin d'une fenêtre, derrière une porte ou au fond d'un couloir pour faire joli.

Qui veut de belles plantes les installe là où elles se plairont et organise sa vie autour d'elles. Et près d'une fenêtre veut dire près d'une fenêtre, c'est-à-dire à moins de 2 mètres des vitres si la pièce est plein sud ou plein ouest et à moins de 1 mètre si elle est orientée à l'est ou au nord. Chaque semaine, il faudra tourner le pot pour que la plante ne pousse pas de façon déséquilibrée en bénéficiant de la lumière de tout côté.

Un conseil pour l'arrosage : l'eau du robinet est non seulement calcaire mais peut partout en France, mais en plus elle est assez fortement dosée en chlore... une substance que beaucoup de plantes n'apprécient pas du tout et dont il est facile de débarrasser l'eau : remplir arrosoir ou bouteille vingt-quatre heures avant utilisation de façon que le chlore s'évapore. Pour le calcaire, c'est plus délicat, et les produits à utiliser (vinaigre par exemple) sont difficiles à doser correctement. Pour contrarier l'effet du calcaire, un produit antichlorose ajouté à l'eau fera merveille. Les habitants de maisons individuelles n'auront aucune difficulté à se procurer une eau douce et gratuite : celle qui tombe du ciel.

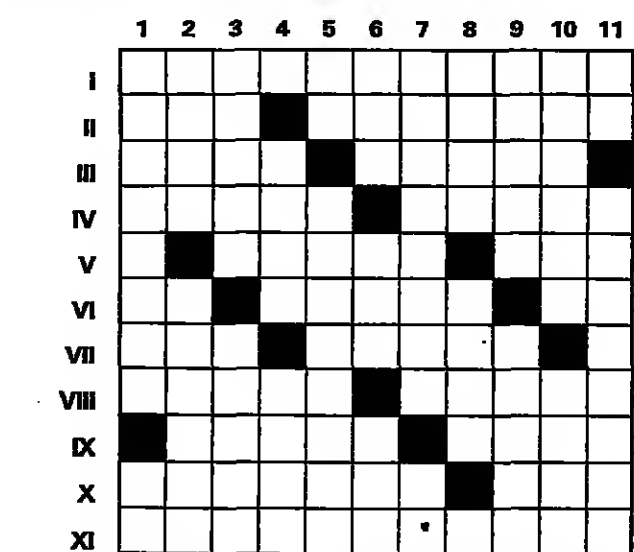
Les plantes d'orangerie - lauriers roses, agrumes, fuchsias, géraniums, bougainvilliers, opuntias, abutilons, passifloras, etc. - peuvent encore rester dehors. Il faut en fait les laisser le plus tard possible et, sous le climat moyen de la France, cela veut dire qu'elles vont prendre l'air un bon mois encore.

Alain Lompech

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97208

SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/mn).



HORIZONTALEMENT

1. Réfécit pour mieux nous protéger. - II. Beau parleur. Qui aurait du mal à parler. - III. Sur une table vietnamienne. La poutre et la barre. - IV. Peut finir à la corbeille. A eu de gros problèmes avec son frère. - V. Une Américaine à Paris, un modèle pour Picasso. L'essentiel de nos chromosomes. - VI. Voyelles. Parfois, c'est bécé. D'un auxiliaire. - VII. Au Nigeria et aux Pays-Bas. Un titre à Rome, une récompense à Paris. - VIII. Ne put retenir les gaz.

Peut nous faire partir dans les vapes. - IX. Regarde à l'intérieur. Boisson gazeuse. - X. Ne trouvons pas la solution. Un bout de nœud. - XI. Annonce un refroidissement.

VERTICALEMENT

1. Plus qu'un accessoire pour Maurice. Négation. - 2. Faiseur de guerre chez les Grecs. Vénéral. - 3. Surface de frappe pour Sampras. Entre deux planchers. - 4. Le petit troisième d'Adam et Eve. Le premier à prendre l'air. - 5. Lancé au hasard.

SOLUTION DU N° 97208
HORIZONTALEMENT
1. Nbnlesse. De. - II. Acierée. Dam. - III. Rusait. Têtu. - IV. Clans. Panel. - V. Out. Tract. - VI. DS. Faust. SI. - VII. Mâles. PAR. - VIII. Loire. Agami. - IX. Lest. Infusa. - X. Aie. Artimon. - XI. RI. Blessent.

VERTICALEMENT
1. Narcodollar. - 2. Oculus. CEIL. - 3. Bisât. Mise. - 4. Lean. Part. - 5. Frisale. AL. - 6. Set. Rue. Ire. - 7. SE. Passants. - 8. Tact. Gfs. - 9. Dent. Paumé. - 10. Date. Samson. - 11. Emulifiant.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administrateur. ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde 12, rue M. Gursburg 94852 Ivry cedex

21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE

BRIDGE

PROBLÈME N° 1755

ASSURANCE TOUS RISQUES

Los d'un Festival des jeux de l'esprit, qui a eu lieu à Cannes en 1991, ce chelem a été déclaré par Hassan, mais c'est son partenaire Allavena qui a joué le coup en Sud.

♠ RV3
♥ AR4
♦ 97643
♣ 106
♦ 9864
♦ D732
♣ R102

♠ AD8752
♥ 5
♦ V5
♣ AD85

Ann. : O. don. N.-S. volu.
Ouest Nord. Est Sud
passe 1SA 3♥ 3♣
4♥ 4♣ passe 5♣
passe 6♣ passe passe

Ouest ayant entamé le 6 de Coeur, comment Sud a-t-il gagné ce PETIT CHELEM À PIQUE contre toute défense, les atouts étant répartis 2-2 ?

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administrateur. ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde 12, rue M. Gursburg 94852 Ivry cedex

21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE

Réponse

C'est un exemple où l'on peut assurer le contrat quelle que soit la distribution des Trèfles : il suffit de faire un jeu d'élimination. Après avoir pris l'entame avec le Roi de Coeur, Sud a joué atout, puis il a tiré AS et Roi de Carreau et a coupé le 4 de Carreau. Il est remonté au mort par le Valet de Pique et a réalisé l'AS de Coeur, sur lequel il a défaussé le 5 de Trèfle.

UN SQUEEZE PLACEMENT

Ce chelem a été gagné par l'Australien Gue dans un match Australie-Thaïlande. Cachez les mains d'Est-Ouest pour vous mettre à la place du déclarant.

♠ -
♥ RV7
♦ ARD 10743
♣ 865

♠ D87432
♥ 98
♦ 5
♣ RD 109

♠ ARV95
♥ AD542
♦ -
♣ AV7

Ann. : E. don. Pers. volu.
Ouest Nord. Est Sud
2♣ - 3♣ passe 1♣
passe 3♣ passe 3♣
passe 4♣ passe 4SA
passe 6SA passe passe

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administrateur. ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde 12, rue M. Gursburg 94852 Ivry cedex

21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE

Les couleurs rouges ayant été ainsi éliminées, il a joué le 3 de Trèfle dans l'intention de couvrir simplement la carte qu'Est fournira.

En fait, Est (Nadine Cohen) mit le Valet et Sud la Dame de Trèfle. Hélène Zuccarelli, en Ouest, prit avec le Roi de Trèfle, mais elle dut rejouer Trèfle (dans la fourchette A 8 du déclarant) ou une couleur rouge (dans coupe et défausse)...

Ouest ayant entamé le Roi de Trèfle, le déclarant a pris avec l'AS de Trèfle, puis il est monté au mort par le Valet de Coeur et il a tiré ensuite AS et Roi de Carreau; mais, sur le Roi de Carreau, Ouest n'a pas fourni... Comment Gue, qui était en Sud, a-t-il pu réussir le PETIT CHELEM À SANS ATOUT contre toute défense ?

Note sur les enchères

L'ouverture de « 1 Trèfle » était artificielle, car elle promettait au moins 17 points. La surenchère d'Ouest à « 2 Piques » était un barrage. L'enchère de Nord à « 3 Piques » était un cue-bid, et « 4 SA » n'était pas un Blackwood, l'Australien Gue désirant recevoir l'entame dans ses fourchettes.

Philippe Brugnion

THÉÂTRE Le Festival d'automne à Paris a lancé, mardi 23 septembre, sa vingt-sixième édition avec la première de *La Maladie de la mort*, un texte de Marguerite Duras, mis en

scène par Robert Wilson à la maison de la culture de Bobigny. ● ÉCRIT EN 1982, *La Maladie de la mort* compte parmi les plus beaux livres de Marguerite Duras. Il y est question d'un

homme qui paye une femme pour qu'elle lui appartienne, sans qu'elle soit une prostituée, le temps de quelques nuits. La beauté du spectacle tient à la rencontre de la choré-

graphe Lucinda Childs et du comédien Michel Piccoli, servis par les images de Robert Wilson. ● LE SPECTACLE avait été créé à la Schaubühne de Berlin, en 1991, avec une

autre distribution. C'est à Lausanne, en mai 1996, que Robert Wilson avait présenté cette nouvelle version, rencontre entre la chorégraphe et le comédien.

Robert Wilson mène Michel Piccoli et Lucinda Childs à l'impossible

Le metteur en scène américain porte à la scène « *La Maladie de la mort* », un des plus beaux textes de Marguerite Duras. Il dirige, dans cette version présentée à Lausanne en 1996, deux grandes personnalités de la scène

LA MALADIE DE LA MORT, de Marguerite Duras. Mise en scène: Robert Wilson. Avec Michel Piccoli et Lucinda Childs. MC 93, 1, bd Léonide, Bobigny. MC Bobigny-Pablo-Picasso. Tél.: 01-41-60-72-72. Du mardi au samedi à 20 h 30; dimanche à 15 h 30. 140 F et 100 F. Durée: 1 h 20. Jusqu'au 26 octobre.

Pourquoi Marguerite Duras a-t-elle écrit *La Maladie de la mort*? Pourquoi, un jour de 1982, s'est-elle mise à la table, avec ce titre d'effroi? Comment a-t-elle pu attendre par les mots ces rives du désir auxquelles la conscience se refuse? C'est un mystère, et ce mystère a donné un livre qui compte parmi les plus beaux que Marguerite Duras ait écrits. Un livre qui annonce *L'Amant* - paru deux ans plus tard - et *La Musica deuxième*, la pièce que Duras mit en scène au Rond-Point en 1985, avec Miou Moun et Sami Frey.

Peut-être fallait-il, pour que la femme écrivain livre dans *L'Amant* quelle jeune fille elle fut, et dans *La Musica deuxième*, une part de la femme séparée qu'elle devint, en passer par ce qui est à l'origine de tout, l'amour en son inconscience ultime. Une grande étrangeté traverse *La Maladie de la mort*. Tout se passe comme s'il avait été écrit en passant outre la femme qui l'écrivait.

Surge dont ne sait quelle mémoire du corps, tenace, fantasque et douloureuse, qui aurait rejoint la vie apparente. « *Il y a des livres commencés que je n'arrive pas à écrire*, dira Marguerite Duras à Marie-Pierre Fernandes (dans *Tre-*



Lucinda Childs et Michel Piccoli.

voiller avec Duras, Gallimard, 1986) « *C'est des choses que je connais trop de ma vie, donc ce n'est pas la peine que je les écrive. J'écris de choses dont je suis incertaine.* » D'une origine du désir, donc. Pour Marguerite Duras, cette origine qui lui dicta *La Maladie de la mort* pulse

dans une éternité de l'enfance. « *Il y a l'irréductible de l'amour du frère, de la sœur. On aime un frère toute la vie, on ne peut pas s'en empêcher, on ne peut jamais partir tout à fait de lui. C'est aussi cette contradiction entre l'amour et son interdit, bien sûr. Et aussi qu'enferme le frère, la sœur, on se voit grandir, traverser cette période trouble de la sexualité. Tous les hommes, à côté d'un frère, sont comme incomplets. Les amants parlent toujours en premier lieu de leur enfance mutuelle. C'est là leur première confiance. La confiance essentielle. Le désir l'élargit jusqu'à l'enfance. Dans l'enfance de l'amante racontée, on voit déjà la femme, l'amante, et déjà le désir de l'amant qui reçoit la confiance et la prend.* »

Dans *La Maladie de la mort*, c'est l'homme qui parlera de son enfance. Ou qui voudra en parler. Mais la femme à ses côtés l'en empêchera. Cet homme et cette femme sont réunis par contrat. L'homme paye la femme pour que,

le temps de quelques nuits, elle soit à lui, dans une appartenance totale. Pas comme une prostituée. La femme dit qu'elle n'en est pas une. Elle a accepté le contrat parce qu'elle a senti que l'homme portait la maladie de la mort. L'impulsion? La peur de l'autre sexe? On ne sait pas et on ne saura pas.

JUSQU'À L'ENVIE DE TUER

On devinera qu'il s'agit d'une blessure profonde et peut-être irréductible. D'une impossibilité à aimer qui pourrait aller jusqu'à l'envie de tuer. Qui fait pleurer l'homme en tout cas. Et crier, toucher, regarder, laisser et prendre la femme à ses côtés. Elle est là, si belle, silencieuse et le plus souvent endormie, dans une chambre au bord de la mer qui monte et descend, dans la lumière changeante d'une relation dont le monde est exclu. Lumière d'hiver, au bord gris de la Normandie que Marguerite Duras affectionnait.

« *La Maladie de la mort pourrait*

être représentée au théâtre, écrit Duras en épilogue de son livre. *La jeune femme des nuits payées devrait être couchée sur des draps blancs au milieu de la scène. Elle pourrait être nue. Autour d'elle, un homme marcherait en racontant l'histoire. Seule la femme dirait son rôle de mémoire. L'homme, jamais. L'homme lirait le texte, soit arrêté, soit en marchant autour de la jeune femme. (...) Ici le jeu serait remplacé par la lecture. Je crois toujours que rien ne remplace la lecture d'un texte, que rien ne remplace le manque de mémoire du texte, rien, aucun jeu.* » Dans cet épilogue, Marguerite Duras envisage aussi la façon dont elle pourrait faire un film en partant de *La Maladie de la mort*. Elle ne l'a pas fait. L'écrivain Peter Handke s'en est chargé.

Au théâtre, c'est donc Robert Wilson qui a voulu de *La Maladie de la mort*. Une première fois, il a créé un spectacle, à la Schaubühne de Berlin, en 1991. Mais il n'était pas satisfait de la distribution.

Alors il a recommencé. A Lausanne, cette fois, en mai 1996, avec ceux qui pour lui étaient les interprètes idéaux: Michel Piccoli et Lucinda Childs. Une danseuse et un comédien. Deux grands de la scène, deux personnalités, deux personnages en leur féminité et masculinité évidentes, prononcées. On aurait dû voir leur *Maladie de la mort* à Paris en septembre 1996. Un empêchement a écarté Michel Piccoli. Le travail a été remis en chantier, une fois encore. C'est donc une longue histoire qui aboutit avec la présentation du spectacle à Bobigny, marquant l'ouverture du Festival d'automne.

La mer est là, sous la forme d'un pan de lumière, qui, selon les moments de la pièce, changera l'angle de vision des spectateurs: *La Maladie de la mort*, sous le regard de Robert Wilson, se donne dans une absence d'horizon. C'est en eux que l'homme et la femme sont enfermés. En leur corps, enserrés dans des vêtements somptueusement contraignants, Michel Piccoli porte un long manteau noir, à mi-chemin de la rigueur cléricale et de l'angoissante redingote d'un Nosferatu. Seuls émergent ses mains et son visage, la blancheur de ses dents qui souvent s'ouvrent sur un sourire d'effroi. Lucinda Childs est drapée dans une robe de satin blanc prolongée d'une traîne immense qui noue ses jambes. C'est une sirène au visage altier, à la chevelure platinée. Une splendeur aux mouvements lents.

Entre les deux, il y a les mots, ces mots de Duras qui ne peuvent être dits: Wilson, pour la première image du spectacle, montre un livre aux pages blanches, tenu par Michel Piccoli dans une cerce étroite de lumière. Une sauvagerie irréductible lie l'homme et la femme. Pas parce qu'ils sont seuls, l'un et l'autre enfermés dans leur solitude, mais parce que cette solitude même ne peut être entendue. Elle n'a d'autre objet que les corps. L'homme prend et laisse la femme qui pourtant reste intouchable, tout entière à son sommeil.

C'est un rêve étrange que Robert Wilson nous livre avec *La Maladie de la mort*. Lui dont le théâtre est traversé de corps austères atteint ici un point limite. Il crée des images splendides et risquées, s'approche de l'invivable et s'en défend, dirige Michel Piccoli et Lucinda Childs tout en les laissant seuls dans un vide intense, où leur plus sûr allié prend la forme de la musique composée par Hans-Peter Kuhn. Cette musique laisse un sentiment aussi fort que la valse de Chopin sur le paquebot de *L'Amant*: elle est « comme un ordre de Dieu dont on ignore la teneur ».

Brigitte Saliou

Nouveaux débuts

Michel Piccoli n'en finit pas de changer pour être toujours lui-même. De faire ce qu'on ne lui demandait pas, alors que depuis longtemps il avait la plus confortable des trajectoires devant lui. Et alors qu'il cultive, suprême élégance, l'image d'un aimable dilettante, jouisseur de l'instant qui passe. Mais non. Jouer les notables dans un film à succès et une série télé par an, ce ne fut jamais son horizon, lui qui se lança dans de pulvérisantes destructions de son « image », lui qui alla se mettre en danger sur scène, pas dans des pièces écrites pour servir le potage d'une vedette, dans de vrais textes, où l'encre prime le rôle et l'interprète. Lui qui se lança dans d'aventureuses galères de production, sans faire (là non plus) un numéro, guidé par l'amitié et deux ou trois idées dignes sur ses congénères. Lui qui vient, aussi, de réaliser un film, qui ressemble exactement au contraire de ce qu'un peut attendre de la première réalisation d'un comédien célèbre. Ça s'appelle, la modestie du titre lui va comme un gant de velours. Alors voilà. Sortie le 22 octobre.

A Sarajevo, quarante-cinq mille personnes font la fête avec le groupe U2

SARAJEVO
correspondance

Il s'est passé quelque chose, dans la soirée du mardi 23 septembre, à Sarajevo. Cette cité, qui draine encore dans les mémoires des images de sang et de corps déchiquetés, a fait la fête. Une fête à la fois gigantesque et simple, avec de la musique qui remplit les oreilles et du plaisir qui inonde les regards. Bono, le chanteur du groupe irlandais U2, avait fixé ce rendez-vous de longue date aux Sarajéviens. Il s'était juré de venir jouer dans la capitale bosniaque, « même devant dix spectateurs ». Il est donc venu et, en fendant la foule pour rejoindre la scène longue de 35 mètres, il a constaté qu'ils étaient non pas dix, cent ou mille, mais quarante-cinq mille, entassés dans le stade olympique de Kosevo. « *J'avais en tête d'organiser ici un concert humanitaire, avec de multiples invités, mais j'ai vite abandonné ce projet, dit-il. Sarajevo mérite un vrai concert, comme ailleurs, avec des lasers, des écrans géants et toute une batterie d'effets spéciaux.* »

Entre un concert en Italie et un en Grèce, la comète « U2 Popmart Tour 97 » a fait escale à Sarajevo, et les Bosniaques ont pu assister au même spectacle que les Parisiens, les Madrilènes ou les Romains avant eux. « *C'est exactement pour cela que nous avons*

envie de dire merci à Bono et à U2, lance Pero, attablé au Liz, un bar de nuit. Ce soir, Sarajevo est redevenue une capitale "normale", ouverte sur le monde comme avant la guerre, avec des gens arrivés de partout.

L'espace d'une nuit, ce concert a réuni ceux que la guerre a séparés depuis 1992. Ils ont afflué de Belgrade, de Ljubljana, de Zagreb, de Split, de Mostar en avion, train, autobus ou voitures particulières. Dès lundi, le café Laura, situé au centre de la ville, avait retrouvé ses accents d'antan - belgradais, slovènes ou croates. « *Je n'aurais jamais cru cela à nouveau possible. Entendre ce mélange d'intonations qui faisait le charme de ma ville m'a vraiment touché* », raconte Tamara, qui, comme bon nombre de Bosniaques, ne se cache pas de ressentir parfois de la « yougo-nostalgie ».

Le café Laura a également été le lieu de toutes les rencontres. Bojan, le Belgradais, y a revu Enes, le Sarajévien. Entre le Serbe et le Musulman, le contact n'a pas tardé à se rétablir. « *Une fois évoquée la santé des uns et des autres, on a vite parlé de musique en général, et d'U2 en particulier* », raconte Enes, tandis que Bojan avoue avoir été profondément choqué par l'état de destruction de la ville. « *A Belgrade, on n'a presque rien dit sur ce qui s'est passé ici. On savait que la*

ville était bombardée, mais pas à un tel degré.

Parmi les personnes qui ont effectué le déplacement de l'étranger ou de Bosnie, neuf cents sont arrivées en autobus de la République serbe, une des composantes de la Bosnie-Herzégovine, avec la Fédération croato-musulmane. Un déplacement aussi massif de Serbes vers Sarajevo est une première dans un pays où la liber-

« Ce soir, Sarajevo est redevenue une capitale "normale", ouverte sur le monde comme avant la guerre, avec des gens arrivés de partout. C'est pour cela que nous avons envie de dire merci à Bono et à U2 »

té de mouvement est inexistante de part et d'autre de l'entité.

« *On aurait été beaucoup plus nombreux si tous les adultes avaient laissé partir leurs enfants* », explique Azra, dix-sept ans, une Musulmane de Banja Luka, la plus grosse ville de la République serbe. Contrairement à la plupart des Musulmans de Banja Luka, expulsés ou tués par les milices serbes en 1992, Azra et sa famille ont évité les rafles grâce à leurs voisins serbes: « *A Banja Luka, ra-*

leurs enfants ont envie de déshériter. Azra a donc à nouveau voyagé avec ses copains pour le plaisir de parler, et pour tout oublier en allant à un concert de rock.

Le concert d'U2 aura eu le mérite de rassembler, en un même lieu, des jeunes que la guerre a déboussolés et qui tentent aujourd'hui de se reconstruire un avenir. Mardi soir, Bono a lancé au public des « *Viva Sarajevo!* » et des « *Fuck the past!* », qui ont dé-

clenché des salves d'applaudissements. Le moment fort a été l'interprétation d'une chanson consacrée à Sarajevo, créée en 1994 par le chanteur d'U2, sensible au destin d'une ville à l'époque totalement verrouillée par les Serbes.

L'histoire d'amour entre Bono et Sarajevo a débuté le 31 décembre 1995, quelques semaines après la signature des accords de paix de Dayton. Il y était le Nouvel An et promettait de revenir avec son band. Le 23 septembre 1997, il était donc parmi eux, et 45 000 personnes scandaient son nom. Le concert achevé, les portes des bars et des boîtes de nuit se sont ouvertes, et on a dansé toute la nuit sur la musique d'U2.

Au Liz, Pero a commandé une autre bière et parlait des « *instants de bonheur* » qu'il venait de vivre. « *Les politiciens nous divisent mais la musique nous unit* », lance-t-il, en pensant peut-être aux jeunes de Pale (chef des ultranationalistes serbes), à dix-huit kilomètres de Sarajevo, et à ceux d'autres communes de la République serbe, privés de concert: la vente de tickets était interdite dans cette région où tout discours prônant la réconciliation est prohibé.

Christian Lecomte
Lire aussi notre rubrique
Internet en page 34.

Ecole supérieure d'enseignement artistique, reconnue en France et dans 70 pays. L'ESEC dispense en deux ans une formation pratique et esthétique aux métiers du cinéma et des médias électroniques. Elle participe, par des stages qualifiés, à l'intégration de ses diplômés dans la vie professionnelle.

21, rue de Citeaux
75012 PARIS
01 43 42 43 22
<http://www.esec.edu/>
eMail: esec@esec.edu

ESEC

EN VUE

■ Plusieurs promeneurs de Camigliano en Italie, qui s'étaient aventurés dans un jardin orné de géraniums et de bégonias, sont tombés soudain dans un sommeil profond. En avril, une vieille dame, la première frappée, s'est assoupie sur son banc. Elle n'a rouvert un œil qu'à la tombée de la nuit. Cet été, six autres personnes, venues prendre le frais, ont fait le tour du cadran, plongées dans des sèstes mortelles. Dimanche

14 septembre, à 10 heures du matin, une femme a sombré à poings fermés et ne s'est réveillée qu'à 10 heures du soir. Lundi, une dernière victime, Claudia Doviti, quarante-trois ans, piquait encore du nez sans crier gare. Une équipe formée de médecins et de spécialistes de l'environnement se trouve sur place pour étudier le mystère de ces léthargies foudroyantes.

■ Les descendants de Long Wolf, enterré en 1892 en Grande-Bretagne, rapatrieront sa dépouille mortelle, dimanche 21 septembre, pour l'inhumer au cimetière Wolf Creek dans le Dakota du Sud. L'expédition guerrière sioux avait longtemps bravé, dans des combats acharnés, la cavalerie américaine. A Londres, une pneumonie l'acheva, alors qu'il faisait de la figuration dans un spectacle de Buffalo Bill.

■ La reine Beatrix des Pays-Bas aurait pris parti, selon une biographie officielle, pour le prince Charles, victime à ses yeux du comportement « hystérique » de Diana. D'après Fred Lammers, auteur de *Beatrix, une institution*, la souveraine n'épargnerait pas non plus sa propre famille. Sa sœur Irène l'affligerait surtout, parce qu'elle entretient de fréquents dialogues avec les arbres. Déjà, Diana reprochait à Charles de parler aux végétaux.

■ Game Development Group vient de créer *Paparaçi* (avec un seul z), un jeu tridimensionnel accessible sur Internet. Le joueur poursuivi dans les rues et à l'intérieur des immeubles doit échapper aux cyberflashes des photographes de la presse rose à sensation.

■ Dimanche 21 septembre, tard dans la nuit, Yann Chanfour, vingt-huit ans, professeur d'anglais au collège de Lucris-Lévy (Allier), et son ami Sébastien Parot, vingt-trois ans, surveillant dans un lycée, philosophent sur la peur et la mort. Le sujet s'empare des deux hommes, le ton monte, le dialogue s'envenime. Ils se mesurent, se provoquent, s'épuisent... La peur ? A bout d'arguments, ils se taisent, se toisent, roulent des yeux et se font des mines patibulaires... La mort ? A l'aube, pour en finir, le maître terrifié tue son disciple de vingt coups de couteau.

Christian Colombani

Les histoires horribles ou dérisoires de « Soir Info »

Ce quotidien ivoirien, qui fait dans le sensationnel, abreuve ses lecteurs de faits divers empruntant au sordide citadin et au fantastique villageois

CONTRAIREMENT à ce que son nom indique, c'est tous les matins que quelques milliers d'Abidjanais (entre 10 000 et 15 000) se précipitent sur *Soir Info*. Avec des titres comme « Quinze balles pour le vol d'un minuiton » ou « Un policier abat sa femme et se met à danser », ce tabloïd à la quadrichromie approximative tranche résolument avec le reste des quotidiens ivoiriens, obnubilés par la politique locale et généralement partisans.

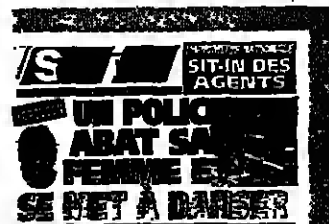
Soir Info préfère les faits divers, qui font l'essentiel de sa « une », et sont tous développés en dernière page. L'urbanisation cataclysmique, la croissance démographique vertigineuse, les mouvements de population, font de la Côte d'Ivoire un réservoir inépuisable d'histoires horribles ou dérisoires, qui vont du sordide citadin (« Deux petites servantes maltraitées et torturées ») au fantastique villageois (« Le sorcier meurt en pleine incantation »).

Charles d'Almeida, qui dirige le service faits divers du quotidien, est le représentant de la ligne modérée du journal et essaie d'en limiter les excès sanguinolents. Tous les soirs, le choix des sujets de « une » est décidé par la hiérarchie du journal. Le propriétaire, un imprimeur abidjanais, Nady Rayess, défend toujours, pour des raisons commerciales, les clichés les plus sanglants. C'est ainsi que la photo d'un homme tenant par les cheveux la tête d'une fillette décapitée permit à *Soir Info* de réaliser l'une de ses meilleures ventes de 1996. Le chef des faits divers se

serait bien passé de ce record, d'autant que l'histoire qui accompagnait l'image était fautive, inventée par un adolescent qui avait subtilisé le cliché pour le vendre au journal.

SPORTS ET CONTRE-SPORTS

Mais dans l'ensemble, il n'est pas besoin de recourir à l'imagination. Les policiers, les passants, appellent spontanément *Soir Info* dès que quelque chose sort de l'ordinaire. Prenez le policier qui a dansé autour du cadavre de sa femme. L'article raconte comment



l'homme a abattu son épouse. Léonine, devant les yeux de son fils, Camus, avant de charger une cassette de musique traditionnelle « sur sa mini-chaîne » pour esquiver quelques pas de danse. Ensuite,

le meurtrier a tendu un trousseau à son fils en disant : « Camus, voici les clés de ta maison. Moi, j'en ai fini. »

Comme le reconnaît Charles d'Almeida, « celui qui n'est pas de notre milieu ne peut pas comprendre ». Mais tous les lecteurs ivoiriens en savent assez pour décrypter la tragédie du policier. Le meurtre, la musique, les pas de danse, ce sont les prescriptions du sorcier pour faire cesser un charme qui menaçait le meurtrier, voire la famille entière.

Ce jour-là, le 3 septembre,

l'article voisin (les faits divers sont tous regroupés en dernière page) relatait la mort d'un sorcier victime d'un contre-sorcière jeté par une victime récalcitrante. L'homme s'est poignardé avec un couteau empoisonné, dans sa chambre d'un grand faubourg d'Abidjan. Les Ivoiriens, dont le quotidien est rempli de ces histoires et de ces croyances, trouvent à la dernière page de *Soir Info* une image de leur vie dans laquelle ils se reconnaissent.

Thomas Sotinel

DANS LA PRESSE

LIBÉRATION

■ Chaque nouvelle annonce de massacre en Algérie est reçue avec un mélange d'accablement et de révolte que ne peut qu'accroître la répétition forcée de tels désastres depuis cet été. La vieille et lancinante question, « Que faire ? », se repose chaque fois plus cruellement. Parce qu'il est clair que personne n'a de réponse à cette question, prête à sortir de son chapeau, la tentation du fatalisme se fait jour : il n'y a rien à faire. Tout le problème d'une intervention de bonne volonté de la communauté internationale tient dans ce déséquilibre : comment agir sans que cela profite aux tueurs criminels, c'est-à-dire aux tueurs intégristes, alors même que les simples islamistes « modérés » se gardent bien de les condamner ? Mais aussi : comment soutenir, même en douce et du bout

des lèvres, le régime algérien, quand on le soupçonne d'exactions systématiques, couvertes par l'impitoyable censure qu'il a réussi à imposer ?

FRANCE INTER

Pierre Le Marc

■ Le premier ministre a rappelé hier aux patrons son ambition : rechercher les voies d'un nouveau pacte économique et social pour l'emploi. Mais les solutions d'équilibre entre les contraintes et les attentes seront très délicates à définir. Le « trop vite » et le « trop fort » en matière de réduction de la durée du travail risquent en effet de conduire à la casse, et donc au recul de l'emploi. Le premier ministre le reconnaît. Mais le « pas assez vite », le « pas assez novateur » n'apporteraient que peu de bénéfices dans la lutte contre le chômage et seraient perçus, notamment au sein de la majorité et de son électorat, comme un échec.

RTL

Michèle Cotta

■ Elle est partout Dominique Voynet, toujours convaincue, prête à monter à tous les créneaux, à se battre contre tous les moulins à vent, toujours mobilisée pour ses nobles causes. Paradoxalement, Lionel Jospin ne s'irrite pas encore de la liberté que Dominique Voynet prend ainsi avec la solidarité gouvernementale. Sur deux points essentiels, la résistance des Verts peut grincer, demain, la machine gouvernementale : le projet de loi Chevènement sur l'immigration d'abord, leur souhait, ensuite, de voir une loi-cadre sur les 35 heures votée par le Parlement dès le premier trimestre 1998. On voit mal comment Dominique Voynet pourrait, sur ces deux orientations essentielles, continuer de prendre ses distances avec le gouvernement auquel elle appartient.

LE FIGARO

Antoine-Pierre Mariano

■ Le projet de budget Jospin cache plusieurs maléfices. Les dépenses publiques d'abord. On va nous rebattre les oreilles avec leur quasi-stabilité. Mais ce n'est que du trompe-l'œil, car on a coupé aveuglément dans les dépenses militaires ou dans les projets d'équipement. Les impôts d'autres : les déductions fiscales pour les emplois domestiques vont être limités, la surtaxation de l'épargne est une aberration économique, le plan quinquennal de réduction de l'impôt sur le revenu est jeté aux oubliettes. Qui va supporter ces charges nouvelles ? La grosse masse de ceux que l'on appelle les classes moyennes. Un budget qui décourage pas les gens à gagner davantage, donc qui décourage l'initiative, qui pourchasse l'épargnant, qui pousse les familles, ne peut pas être un bon budget.

SUR LA TOILE

FORUM

■ « La République et ses immigrés », tel est le thème du forum de débat que *Le Monde* ouvre aujourd'hui sur son serveur Internet (adresse : <http://www.lemonde.fr>). Un « dossier » constamment enrichi d'articles et de documents nourrira la discussion ouverte à tous qui sera « modérée » par la séquence *Monde* en ligne du journal. L'interview du ministre de l'Intérieur (lire aussi page 10) figurera dans ce dossier, tout comme le dialogue entre Patrick Weil et Danièle Lochak publié dans *Le Monde* du 22 septembre. Ces deux personnalités, et d'autres spécialistes, ont accepté d'intervenir dans ce forum, qui accompagnera pendant plusieurs mois la discussion des textes de loi sur la nationalité et l'immigration.

LE MALI CONNECTÉ

■ Le Mali, l'un des pays les plus pauvres du monde, est relié à Internet depuis le 20 septembre. Les infrastructures ont été financées par l'Unesco, l'Agence d'aide au développement du gouvernement des États-Unis. La fourniture d'accès est assurée par quatre sociétés privées. (Reuters)

<www.liveconcerts.com>

Les concerts de rock se multiplient en direct sur Internet



semaine, le mercredi et le dimanche. Rock, jazz, blues, techno, soul, country, rap, world, reggae, et même gospel : tous les genres musicaux contemporains en vogue en Occident sont représentés. Filiale de la célèbre « House of Blues » de Los

Angeles et de Progressive Networks, société fabriquant les logiciels Real Audio et Real Video, LiveConcerts est un site ouvert, qui collabore avec diverses radios et banques musicales en ligne, à condition bien sûr qu'elles utilisent Real Audio. Priorité

absolue est donnée à la musique : LiveConcerts diffuse parfois des images, mais cela reste anecdotique, car la qualité de la vidéo sur Internet est encore très médiocre.

Plus classiquement, le site propose aussi un juke-box en ligne. Après diffusion, la plupart des concerts sont archivés dans une banque de données accessible à tous. A ce jour, le catalogue comporte 85 titres. On peut aussi puiser dans les archives sonores de House of Blues et de la station de radio californienne KCRW, qui propose près de 180 concerts enregistrés dans ses studios.

LiveConcerts a même passé un accord avec la station FM moscovite Radio Plus, pour diffuser en direct son émission-phare « FM Dostoevsky », animée par le DJ AK Troitsky, qui concocte des mix très originaux. Le dépaysement est garanti : la musique est surtout anglo-saxonne, mais AK parle russe. Désormais, le village global a aussi ses radios.

Yves Eudes

Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à
450^F
d'économie
soit
10 semaines
de lecture
GRATUITE

PROFITEZ DES
ANCIENS TARIFS
D'ABONNEMENT AVANT
LEUR AUGMENTATION

Cui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 3 MOIS - 535F ☐ 6 MOIS - 1038F ☐ 1 AN - 1890F

au lieu de 585F au lieu de 1170F au lieu de 2340F

* Prix de vente au numéro - (hors en France métropolitaine uniquement)

Je joins mon règlement soit : ☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N° Signature :

Date de validité M. ☐ Mme Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité : Pays :

TARIFS HORS FRANCE

Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse Autres pays de l'Union européenne

USA - CANADA

1 AN 2085F 2980F

6 mois 1125F 1580F

3 mois 572F 790F

Pour tout autre renseignement concernant le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers.

Téléphones au 01-42-17-32-40 de 8h30 à 18h30 du lundi au vendredi

Sale temps pour les rats

par Alain Rollat

QUE Patrick Poivre d'Arvor se rassure ! Les « rats » dont il dénonçait la boulimie au lendemain de la mort de la princesse de Galles restent bannis de la rubrique mondaine de TF1 : il n'y avait pas l'ombre d'un paparazzo au sommaire du numéro de rentrée de « Célébrités », le magazine « qui entraîne les téléspectateurs dans les coulisses de la vie des stars ». La dératization qu'imposait le deuil de la famille royale britannique a été menée sans faiblesse : les images initialement prévues sur les dernières vacances de Lady Di et de son ami « Dodi » ont été soigneusement éliminées, ainsi que la séquence qui devait être consacrée à « la saga des paparazzi ».

Même les « rats » les plus inoffensifs ont été tenus à l'écart de cette soirée. On n'a vu que leurs flashes sur les images du dernier gala organisé par la famille princière de Monaco. Pour qu'il n'y ait

aucun malentendu sur la décence de cet étalage de paillettes, il a bien été précisé que si chacun des illustres convives de ce royal banquet avait payé son couvert 6 000 F et 4 000 F la bouteille de champagne, c'était pour la bonne cause. Il s'agissait d'une œuvre humanitaire. Les quelques images diffusées pour honorer la mémoire de la princesse de Galles émanaient des gentils « rats » de cœur. Quant aux séminaires présentateurs de cette émission dératée, ils ont mis un point d'honneur à tenir un langage châtié. Ils ont pesé leurs mots pour opposer « la modernité candide » qu'incarnerait la douce Diana à l'image compassée de son ex-belle-mère, la reine d'Angleterre, dont l'un de ces égarés chroniques a dit qu'elle avait le cœur si dur que « le marbre, à côté, c'est du caramel mou ».

S'il n'y avait pas eu Stéphane Bern, « l'incontournable conseiller

des princesses », ce numéro de « Célébrités » aurait été aussi sage qu'un numéro de *La Vie*. Il comportait même quelques pages dignes du journal de Claire Chazal. Le portrait de la nouvelle coqueluche des magazines de mode, la charmante Laetitia Casta, qui, du haut de ses dix-neuf ans, porte sur la jungle où elle s'aventure un regard subtil rempli d'une infinie fraîcheur, valait à lui seul d'absoudre tout le reste !

Heureusement, donc, qu'on n'a pas contourné « l'incontournable » Stéphane. Sans son sens de la discrétion, nous n'aurions jamais su que le prince Frédéric de Danemark s'était récemment « exhibé » sous les yeux de sa nouvelle petite amie, dans la résidence bucolique que ses parents possèdent à Cabourg, « les bijoux de famille, à l'air » ! On n'ose imaginer ce qu'il serait advenu d'un tel secret d'État sous le zozz inoffensif d'un « rat » des champs.

FILMS DE LA SOIRÉE

17.30 Pinocchio ■ Film d'animation (États-Unis, 1940, 95 min). Disney Channel	20.45 Officier et gentleman ■ ■ ■ De Taylor Hackford (États-Unis, 1981, 130 min). TSR	23.15 58 minutes pour vivre ■ ■ ■ De Renny Harlin (États-Unis, 1990, 119 min). Canal+
18.40 Fiesta ■ ■ ■ De Pierre Boutron (France, 1995, 110 min). Ciné Cinéma	21.00 Piège de cristal ■ ■ ■ De John McTiernan (États-Unis, 1988, 125 min). Canal+	1.15 Une journée en enfer ■ ■ ■ De John McTiernan (États-Unis, 1995, 120 min). Canal+
19.30 Mirages de Paris ■ ■ ■ De Fédor Ozep (France, 1932, N, 75 min). Ciné Cinéma	22.25 Paracelse ■ ■ ■ De Georg Wilhelm Pabst (Allemagne, 1943, N, v.o., 105 min). Ciné Cinéma	1.40 L'Assommoir ■ ■ ■ De Robert Rossen (États-Unis, 1961, N, 130 min). Ciné Cinéma
20.45 Sur les ailes de la danse ■ ■ ■ De George Stevens (États-Unis, 1936, N, 100 min). Ciné Cinéma	22.55 La Poudre d'escampette ■ ■ ■ De Philippe de Broca (France - Italie, 1971, 115 min). TMC	1.55 L'Âme des guerriers ■ ■ ■ De Lee Tamahori (Nouvelle-Zélande, 1994, v.o., 95 min). Ciné Cinéma

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs . Avec Karl Lagerfeld ; Sharién Spitzer. Canal+	20.00 Pour pas rêver, écrivain : La partie de Kossio. Avec Marc Holléa. TV 5	20.10 et 0.00 Courts particuliers . Fantaisie et burlesque. Avec Arthur de Penango. Paris Première	20.45 Combien ça coûte ? Le coefficient des champions. Avec Dominique Lavanant. TF 1	20.45 Les Mercredis de l'Histoire . Les papes et le pouvoir (2/3) : Jean-Paul II et la mort. Arte	20.50 La Marche du siècle . La France sous Vichy. France 3	20.55 Cap'tain Café . Avec Zachary Richard ; Lotus Kanza. France Supervision	21.00 Envoyé spécial , les années 90. Les sentinelles oubliées. Histoire	21.00 Paris modes . Gucci. Paris Première	21.40 Ça se discute . Héritages : fardeau ou privilège ? France 2	23.00 Le Magazine de l'Histoire . Les Journées du Patrimoine. Histoire	23.15 Un siècle d'écrivains . Nina Berberova. France 3	0.50 Le Cercle des métiers . Le travail : quel avenir ? France 2
---	---	--	---	---	--	---	--	--	--	--	--	--

DOCUMENTAIRES

19.55 Animaux en péril . C'est dur d'être une orque ! Arte	20.55 Tasmania Naström . Télé	21.50 Rue de la liberté . Planète	22.45 Revivre . Planète	22.45 Ombres et humières . Un portrait du compositeur Joaquín Rodrigo. Muzik
--	---	---	-----------------------------------	---

SPORTS EN DIRECT

13.00 Tennis . Coupe du Grand Chelem. Eurosport	14.55 Cyclisme . Tour d'Espagne. TSR	15.00 Cyclisme . Tour d'Espagne. Eurosport
---	---	--

DANSE

21.00 Napoli Ballet . Muzik

MUSIQUE

20.00 La Sérénade n° 13 de Mozart . Muzik	21.40 Musica . L'enlèvement au sérail. Officiel en simultané sur France-Musique. Arte	21.45 European Baroque Chamber Orchestra . France Supervision	22.30 Juliette Gréco à l'Olympia . Paris Première	23.00 The New Morning . Art Farmer ; Gonzalo Rubalcaba. France Supervision
---	---	---	---	--

VARIÉTÉS

20.45 Graines de star . En direct du pavillon Balard. M 6

TELEFILMS

20.30 Ricœur de feu . D'après Nidam. Festival

SÉRIES

18.15 Friends . Celui qui fait des descentes dans les douches. France 2	19.00 Los Angeles Heat . Les bouillottes. M 6	19.00 Les Têtes brûlées . Cinq pour un as. Série Club	20.00 Pour tout l'or du Transvaal . Histoire	20.15 Une famille pour deux . Le talisman. Série Club	20.25 Star Trek : la nouvelle génération . Le piège des sémaphores. Canal Jimmy	20.35 Inspector Morse . Mort vivante. TMC	21.50 Scénario . L'incendie. Canal Jimmy	22.05 Taxi . Rendez-vous au cinéaste. Festival	22.15 Une fille à scandales . L'homme perdu de Nidam (v.o.). Canal Jimmy	22.30 Murder One . L'affaire Jessica. Série Club	22.40 Spin City . Question de fierté (v.o.). Canal Jimmy	22.50 Colombo . Édition tragique. TF 1	23.00 Clair de lune . Petit meurtre de nuit. Télé	23.35 Bottom . Contes (v.o.). Canal Jimmy	0.10 New York Police Blues . L'arrêt de mort. Canal Jimmy	0.45 New York District . Mauvaise foi. France 3
--	---	---	--	---	---	---	---	--	---	--	--	---	---	--	---	---

NOTRE CHOIX

● 21.40 Arte/France-Musique

L'Enlèvement au sérail
Il s'agit d'une adaptation très surprenante de l'opéra de Mozart, qui a été interprétée le 30 juillet dernier, par le chœur de l'Opéra de Vienne et l'Orchestre du Mozarteum de Salzbourg, au festival de Salzbourg. Le metteur en scène, François Abou Salem, a pris le parti de déplacer l'action à notre époque. « Je voulais proposer un voyage dans la culture islamique, d'aujourd'hui, traversée de crises, dans une société qui est à la recherche de son identité », explique-t-il. Le harem de Selim Bassa est entouré de barbelés et gardé par un soldat en armes. L'atmosphère est devenue plus orientale, moins viennoise... Alexandre Tarta signe la réalisation pour la télévision. Diffusion simultanée sur Arte et France-Musique.

● 19.40 Planète

Béton désarmé
Des bruyers transformés en chambre d'amis, en maison de vacances avec vue imprenable sur la mer, en cave à vin (excellente) ou en musée d'histoire locale... Les énormes monolithes coconstruits par les Allemands pendant la seconde guerre mondiale le long des côtes de France, de Belgique, de Hollande et même de Norvège, pour les rendre impenetrables, continuent de répondre à une de leurs fonctions : ils sont indétruisibles. L'ingéniosité des populations les a donc reconvertis et leur a donné les usages les plus divers. Jean-Pierre Le Bihan a voulu savoir ce que sont devenus ces fortins. Sa visite du Mur de l'Atlantique n'est pas désagréable, même si le document est si confus qu'il prend des airs de film amateur.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1 19.00 Tous en jeu. 19.50 et 20.40 Météo . 20.00 Journal . 20.45 Combien ça coûte ? 22.50 Colombo . Édition tragique. 0.10 Minuit sport . 0.40 et 1.45 TF 1 nuit . 0.55 Histoires naturelles .	FRANCE 2 19.20 C'est toujours l'heure . 19.50 et 20.45 Tirage du Loto . 19.55 Art nom du sport . 20.00 Journal . A cheval, Météo . 20.55 Lulu, roi de France . Téléfilm de Bernard Uzan. 22.40 Ca se discute . Héritages : fardeau ou privilège ? 0.30 Journal , Météo . 0.50 Le Cercle des métiers . Le travail : quel avenir ?	FRANCE 3 18.55 Le 19-20 de l'Information . 20.02 et 22.40 Météo . 20.05 Fa si la chanter . 20.35 Tout le sport . 20.45 Consomag . 20.50 La Marche du siècle . Téléfilm de Bernard Uzan. 22.50 Solo 3 . 23.15 Un siècle d'écrivains . Nina Berberova. 0.05 Cinéma étoiles . 0.30 Vivre avec . 0.45 New York District . 1.35 Tous sur orbite . 1.40 Musique Graffiti .	CANAL + ► En clair jusqu'à 21.00 18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs . Avec Karl Lagerfeld ; Sharién Spitzer. 20.30 Le Journal du cinéma . 21.00 Piège de cristal ■ ■ ■ Film de John McTiernan. 23.05 Flash Infos . 23.15 58 minutes pour vivre ■ ■ ■ Film de Renny Harlin. 1.15 Une journée en enfer ■ ■ ■ Film de John McTiernan.
---	--	---	--

ARTE

19.30 7 1/2 . La France enfin écolo ? 19.55 Animaux en péril . 20.55 Documentaire . 20.59 1/2 Journal . 20.45 Les Mercredis de l'Histoire . Les papes et le pouvoir (2/3). 21.40 Musica . L'enlèvement au sérail, opéra de Mozart, diffusé en simultané sur France-Musique. 0.20 La Lucarne . 1.20 Musica Planète .
--

M 6

19.54 6 minutes , Météo . 20.00 Notre belle famille . 20.35 Décalages info , Éléments Terre . 20.45 Graines de star . 23.10 Une intime conviction . Téléfilm de David Greene (2/2). 0.40 Secrets de femme . 1.15 Sexy Zap .

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Le Rythme et la Raison de... Daniel Boulanger (2/3). 20.30 Paroles sans frontières . 21.30 Correspondances . 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. 22.40 Voix magiques . Le FN, regard sur l'enracinement d'un parti (2/4). 0.05 Du jour au lendemain . 0.45 Les Cinglés du music-hall .
--

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert . Hommage à Eugène Ysaÿe. Œuvres de Magnard, Chausson. 21.40 Opéra . L'enlèvement au sérail, de Mozart, enregistré le 30 juillet, au festival de Salzbourg, diffusé en simultané sur Arte. 0.10 Les Greniers de la mémoire . Manuel Rosenthal.

RADIO-CLASSIQUE

20.40 Les Soirées . Paulus, oratorio de Mendelssohn. 22.55 Les Soirées ... (suite). La Belle Meunière, de Schubert.
--

FILMS DU JOUR

13.30 Crashin' Hollywood ■ ■ ■ De Lew Landers (États-Unis, 1938, N, 65 min). Ciné Cinéma	20.30 Planète interdite ■ ■ ■ De Fred McLeod Wilcox (États-Unis, 1956, 100 min). Ciné Cinéma	21.40 Sur les ailes de la danse ■ ■ ■ De George Stevens (États-Unis, 1936, N, v.o., 105 min). Ciné Cinéma
14.35 Les Frères Karamazov ■ ■ ■ De Fédor Ozep (Allemagne, 1991, N, 85 min). Ciné Cinéma	20.30 Double Jeu ■ ■ ■ De Souda Loebe (États-Unis, 1989, 115 min). RTL 9	22.10 Stalingrad ■ ■ ■ De Joseph Vilsbuer (Allemagne, 1992, v.o., 115 min). Ciné Cinéma
15.00 Irishman ■ ■ ■ De Richard Warlock (États-Unis, 1991, 105 min). Ciné Cinéma	20.35 Un dimanche à la campagne ■ ■ ■ De Bertrand Tavernier (France, 1984, 95 min). TMC	22.10 Préface ■ ■ ■ De Stephen Elliot (Australie, 1994, v.o., 105 min). RTL 9
15.10 The Rapture ■ ■ ■ De Mark Rydell (États-Unis, 1979, 130 min). Ciné Cinéma	20.40 L'Amour en fuite ■ ■ ■ De François Truffaut (France, 1978, 90 min). Canal Jimmy	22.15 Les Têtes brûlées ■ ■ ■ Cinq pour un as. Série Club
16.00 Mirages de Paris ■ ■ ■ De Fédor Ozep (France, 1932, N, 80 min). Ciné Cinéma	20.50 Wyatt Earp ■ ■ ■ De Lawrence Kasdan (États-Unis, 1994, 140 min). M 6	22.25 Tragédie sur Internet ■ ■ ■ De David Aronow (États-Unis, 1995, v.o., 109 min). Canal+
16.25 Les Fugitifs ■ ■ ■ De Francis Veber (France, 1993, 85 min). Canal+	20.55 Trois sœurs ■ ■ ■ De Margarethe von Trotta (Italie - France - Allemagne, 1987, 110 min). Télé	0.00 L'Ombre rouge ■ ■ ■ De Jean-Louis Comolli (France, 1961, 115 min). Ciné Cinéma
18.45 Paracelse ■ ■ ■ De Georg Wilhelm Pabst (Allemagne, 1943, N, v.o., 105 min). Ciné Cinéma	21.00 Opération Crossbow ■ ■ ■ De Michael Anderson (États-Unis, 1965, 120 min). Histoire	0.20 Les Bricoleurs ■ ■ ■ De Jean Girault (France, 1963, N, 90 min). RTL 9
19.05 Les Survivants de l'holocauste ■ ■ ■ De Joseph Herman (États-Unis, 1955, 85 min). Ciné Cinéma	21.00 Juliette des Esprits ■ ■ ■ De Federico Fellini (Italie, 1965, v.o., 135 min). Paris Première	0.25 Dead Man ■ ■ ■ De Jim Jarmusch (États-Unis, 1995, N, 120 min). Canal+
20.00 Le Ruffian ■ ■ ■ De José Giovanni (France, 1969, 105 min). TV 5	21.30 Rasta rocket ■ ■ ■ De Jon Turteltaub (États-Unis, 1993, 95 min). Disney Channel	0.55 Domicile conjugal ■ ■ ■ De François Truffaut (France, 1970, 95 min). Arte
20.30 Les Malheurs de Sophie ■ ■ ■ De Jacqueline Audry (France, 1945, N, 70 min). Ciné Cinéma		

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

12.00 C'est pas normal . Nervosité pour ceux qui ne rentrent pas. La Cinquième	13.00 Une heure pour l'emploi . La Cinquième	13.00 Envoyé spécial , les années 90. Contes sous l'orbite. Histoire	13.05 Stars en stock . Shelley Winters. Paris Première	14.30 Arrêt sur images . Le vrai et le faux. La Cinquième	16.15 A bout portant . Serge Lama. Paris Première	17.00 De l'actualité à l'Histoire . Histoire	18.05 Paris modes . Gucci. Paris Première	18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs . Avec Daniel Pennac et Pierre Arditi. Canal+	19.00 Le Magazine de l'Histoire . Les Journées du Patrimoine. Histoire	20.05 Temps présent . TSR	20.10 et 0.10 Courts particuliers . Cinéma belge. Paris Première	20.55 Envoyé spécial . Pollution : l'alerte ! France 2	22.30 Au nom de la loi . Affaire Demoux : les protections, le vrai et le faux. TV 5	23.00 Les Dossiers de l'Histoire . La Sécurité Sociale, 30 ans d'indécision. Histoire	0.20 Le Cercle du cinéma . Avec Anne Fontaine ; Mieu-Mieu ; Charles Berling ; Stanislas Merhar ; Gilles Torrence ; Edoardo Winspeare, etc. France 2	0.35 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ? L'édition photo format poche. France 3	1.25 Saga-Cités . Le règne du jeu. France 3
--	--	--	--	---	---	--	--	--	--	-------------------------------------	--	--	---	---	---	--	---

DOCUMENTAIRES

17.00 Voyage au cœur de la galaxie . Planète	17.55 Métropole . Naissance d'un métro. La Cinquième	18.30 Entre ciel et mer . Cités océanes. La Cinquième	19.15 La Traviata . L'opéra. Muzik	19.40 Légendes vivantes d'entre-mers (1/3). Douglas Gordon. Arte	20.00 L'Artiste écossais . Douglas Gordon. Arte	20.05 Pour mémoire . Sadate, Rabbin. Planète	20.35 Squattiers . Planète	21.35 Une leçon particulière de musique avec José Van Dam. France Supervision	22.15 Les Quatre Figures de l'amour vénéral. Arte	22.15 Un secteur de pointe . Planète	22.35 Rue de la liberté . Planète	0.00 Le Musée d'Orsay (2/3). L'aventure impressionniste. Histoire	0.25 Electronic Affairs . Arte	0.25 Paroles de femmes . Désirs d'enfant. Télé
--	---	---	--	--	---	--	--------------------------------------	--	--	--	---	---	--	--

SPORTS EN DIRECT

14.55 Cyclisme . Tour d'Espagne. TSR	15.00 Cyclisme . Tour d'Espagne. Eurosport	17.00 Tennis . Coupe du Grand Chelem. Eurosport	19.35 Basquet-ball . Eurologie. Eurosport	20.30 Football . Bordeaux - Marseille. Canal+
---	--	---	--	---

MUSIQUE

17.50 Le Cygne . Muzik	18.16 Jazz et de la Smithsonian : Joe Williams. Muzik	19.00 Macbeth et Rigoletto , de Verdi. France Supervision	21.00 Zazoula . Luisa Fernanda. Muzik	22.35 Il Pagliacci . France Supervision	23.05 All Star Jazz . et Swing Concert. Muzik	23.15 Georg Solti . dirige Tchaïkovski. Paris Première	0.00 Nietzsche . pièces pour piano. Interprété par le pianiste libanais Wafik Ak. Muzik
----------------------------------	---	---	--	---	---	--	---

TELEFILMS

18.50 Le Mas Théotime . De Philomène Sposito. Festival	20.30 Maria, fille de Flandre . De Philippe Triboit. Festival	20.45 Traite connection . De Kéthe Kratz. Arte	22.05 Les Boix transparents . De Pierre Sullé. Festival	22.25 L'Héritage de la vengeance . Ti de Richard A. Colla. TF 1
--	---	--	---	---

SÉRIES

18.00 Highlander . La Belle Époque . M 6	18.00 Pour tout l'or du Transvaal . Histoire	18.00 Au nord du 60° parallèle . Festival	18.15 Friends . France 2	19.00 Los Angeles Heat . Papillons . M 6	20.35 Les Enquêteurs . La recherche de la paix. Disney Channel	20.35 Julie Lescaut . Fête des mères. KTF 1	20.45 Julie Lescaut . Cellules mortelles. TF 1	20.45 University Hospital . Le fute. Série Club	21.30 Urgences . On demande le docteur Hathaway. TSR	23.10 Nikita . Ti Une œuvre de bienfaisance. France 2	23.10 Clair de lune . Le juré dissident . Télé
--	--	---	------------------------------------	--	--	---	--	---	---	--	--

NOTRE CHOIX

● 20.55 France 2

Envoyé spécial

Pic de dépollution à La Rochelle

CE NUMÉRO spécial d'« Envoyé spécial » tombe à pic au moment où la pollution de l'air à Paris et dans plusieurs villes de province atteint des sommets. Très spécial, car, sous le titre général « Alerte à la pollution », les deux heures de reportages sont présentées depuis la trise écologique de la ville de La Rochelle, où les responsables du magazine ont suscité une opération « journée sans voitures », le 9 septembre.

Cette expérience - répétée à Saint-Germain-en-Laye, le week-end dernier - fait l'objet du reportage le plus original. Elle est illustrée par les émissions de polluants ordinaires chutent de 50 %, voire davantage, dans les rues livrées aux piétons, aux vélos et aux véhicules électriques.

Mais les bus, qui assurent les navettes entre le centre et les parkings où sont cantonnées les autos sales, marchent au diesel et, dans l'ensemble de l'agglomération, les indices ne baissent guère. La pollution sonore diminue de 75 %. Détendus, les habitants et touristes de l'« hypercentre » découvrent soudain le privilège des Vénitiens : ils peuvent enfin entendre le bruit de leurs pas et de leurs conversations.

Mais apparemment des dangers nouveaux : les piétons n'entendent pas venir les vélos et les voitures électriques. Et quelques inconvénients d'ordre économique, dont se plaignent notamment des commerçants, en faisant remarquer, par exemple, qu'une partie de leur clientèle les boude et que, si une telle expérience devait être prolongée, elle risquerait de faire le jeu des grandes surfaces situées à la périphérie de la « zone sans » et accessibles en voiture polluante.

D'où cette conclusion déabusée d'un Rochelais qui, bien que retraité et adepte de la bicyclette, affirme : « On ne peut pas revenir au Moyen Âge. On est en train de faire une ville de vieux. Interrogez ceux qui travaillent ! » Le bilan de cette opération « ville propre » est d'autant plus intéressant qu'il en montre les limites. Huit autres documents, réalisés en France et à travers le monde, sur les heures et malheurs de la protection de l'environnement, viennent compléter ce dossier remarquable, digne de la renommée d'« Envoyé spécial ».

Francis Cornu

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1 13.50 Les Feux de l'Amour . 14.45 Arabesque . 15.40 Cité Oues . 16.35 1 Jeunesse . 17.05 21, Jump Street . 17.55 Pour être libre . 18.25 Mokshid Patam . 19.00 Tous en jeu . 19.50 et 20.40 Météo . 20.00 Journal . 20.35 Le Résultat des courses . 20.45 7 1/2 . Cellules mortelles. 22.25 Made in America . Ti L'héritage de la vengeance. 0.10 Les Rendez-vous de l'entreprise . 0.40 et 1.50 TF 1 nuit . 0.55 Très chaste .	FRANCE 2 13.45 Res . 14.40 Dans la chaleur de la nuit . 15.30 Tiercé . 15.40 La Chance aux chansons . 16.30 Des chiffres et des lettres . 17.00 Un livre, des livres . 17.10 Un poisson dans la cafetière . 17.40 Qui est qui ? 18.15 Friends . 18.45 C'est l'heure . 19.20 1 000 enfants vers l'an 2000 . 19.25 et 1.40 C'est toujours l'heure . 19.55 Au nom du sport . 20.00 Journal . A cheval, Météo . 20.02 et 0.00 Météo . 20.55 Envoyé spécial . Special pollution. 23.00 Expression directe . 23.10 Nikita . Une œuvre de bienfaisance. 0.00 Journal , Météo . 0.20 Le Cercle du cinéma .	FRANCE 3 13.35 Parole d'expert . 14.35 Une saison au purgatoire . Téléfilm de David Greene (1/2). 16.10 Evadés . 16.40 Minikenns . 17.45 Je passe à la télé . 18.20 Questions pour un champion . 18.50 Un livre, un jour . 18.55 Le 19-20 de l'Information . 20.02 et 0.00 Météo . 20.05 Fa si la chanter . 20.35 Tout le sport . 20.50 Wyatt Earp ■ ■ ■ Film de Lawrence Kasdan. 0.10 Solo 3 . 0.35 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ? 1.25 Saga-Cités . 1.35 Espace francophone .	CANAL + 13.35 Aventurier malgré lui . Téléfilm de Marc Rivère. 15.20 Saga, musique et vidéo . 16.25 Les Fugitifs ■ ■ ■ Film de Francis Veber. 17.50 Le Journal du cinéma . ► En clair jusqu'à 20.30 18.20 Cyberdash . 18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs . Avec Daniel Pennac et Pierre Arditi. 20.15 Football . Borde
---	---	--	--

Mater dolorosa

par Pierre Georges

IL FAUT ici faire amende honorable. Dans une récente chronique, on avait traité du lit du général de Gaulle. Funérailles ! Quelle avalanche. Même la préfecture de l'Aube s'est fendue d'un communiqué pour indiquer que ce lit n'avait servi qu'une fois, pas deux, une. Qu'il n'avait jamais voyagé (le lit, pas le Général !). Et que, depuis, la couche admirable sommeillait dans les remises, en attente d'un président à ses mesures et à sa taille.

Donc, convenons-en. Ce n'était pas le lit du Général. Mais un lit du Général. Il fallait que cela soit dit. Un simple lit d'un jour, d'une nuit, et non pas le lit qu'on avait évoqué en une promenade nostalgique. On pourrait toujours, manière d'esquiver le débat et de calmer les courroux, affirmer qu'au lieu de l'objet de faïence emblématique. Mais ce serait trop facile. Non, il n'y eut pas un lit. Mais plein de lits, des lits partout. Pas un coin de France qui n'eut, un jour, son lit du Général pour présider à la tournée des popotes. Un camarade du service politique, qui a pas mal roulé sa bosse, a même tenu à faire savoir qu'au cours de ses errances et divagations quatre lits du Général avaient tenu à lui être présentés personnellement.

C'est dire l'ampleur de la confusion et l'immense rougissement qui nous vient au front. Aussi sûrement que Cadet Rousselle eut trois maisons, le Général eut quatre lits. Si l'on ose, on dirait même qu'il eut un lit dans chaque préfecture comme marlin fut réputé disposer d'une femme dans chaque port !

Mais n'aggravons pas notre cas. Comment se sortir alors de ce mauvais pas ? Par une suggestion, peut-être. Inscrivons au programme des guides ou des

prochaines journées du Patrimoine, une nouveauté alléchante : la Route des lits. Avec bûche et guide. Une belle et vagabonde Route des lits, avec plaque commémorative et rappel historique. Comme cela changerait, la France vue ainsi de l'alcôve gaullienne ! Et comme cela offrirait une alternative à ces programmes estivaux forcés. Qu'est-ce qu'on fait, cet été ? La route Napoléon ? La route des Vins entre Riquewihr-centre et Colmar-gare ? La route de l'Andouille de Vire ? Non, la Route des lits, voilà qui serait du dernier chic et de la plus grande urgence. Promis, on s'inscrit, comme premier pénitent !

Thut cela, très futile comme une sorte de calmant au tragique de l'actualité. Car elle l'est. En Algérie, ootammet. Cette violence, ces tueries, ces massacres sont devenus d'une telle routine que cela vous laisse sans mots. Figs d'horreur et d'effroi. Comment en parler ici ? Se taire peut-être. Non pour taire, bien sûr, mais pour méditer. Il y a des jours où l'on peut regretter que *Le Monde* ne publie pas de photos en « une ». Toute la presse, nationale et internationale, s'est retrouvée pour illustrer ce drame permanent d'un document extraordinaire. Une simple photographie due à un reporter de l'Agence France-Presse. Mais, cette fois-ci, sans risque d'être contredit, il s'agit de LA photographie.

On y voit deux femmes algériennes, simplement, l'une soutenant l'autre, et pourtant le document touche au chef-d'œuvre. On l'a regardé encore et encore, fasciné. Quel dire mieux et plus que ce visage de *mater dolorosa* la cruauté de la tragédie algérienne ?

DÉPÊCHES

■ **FONCTIONNAIRES** : le conseil des ministres du mercredi 24 septembre devait examiner un décret majorant la rémunération des fonctionnaires. Les salaires des cinq millions d'agents de l'Etat, des hôpitaux et des collectivités locales devaient être augmentés de 0,5 % le 1^{er} octobre, en vertu d'une décision prise par le gouvernement d'Alain Juppé (*Le Monde* du 6 février).

■ **FORMULE 1** : Alain Prost a déclaré « se battre » pour que le pilote allemand Michael Schumacher vienne courir dans son équipe, Prost Grand Prix, à l'issue de son contrat avec Ferrari, en 1999, dans un entretien accordé au supplément sportif du quotidien allemand *Bild*. « Auparavant, précise Alain Prost, il faudra que l'on ait la meilleure voiture, pour que Schumacher puisse peut-être accepter des conditions financières moins intéressantes ».

■ **RUGBY** : Patrick Sébastien, le président du CA Brive (CAB), a confirmé, mardi 23 septembre, que son équipe se rendrait bien à Pootyrid, samedi 27 septembre, pour y disputer le match retour de Coupe d'Europe face aux Gallois, malgré les graves incidents qui ont eu lieu à l'aller. Il a précisé que les joueurs avaient voté à l'unanimité pour le déplacement, et a ajouté qu'il avait demandé à ce que les supporters brivistes ne fassent pas le voyage. « Nous serons, une vingtaine de Français contre huit mille Gallois », a-t-il dit avant de préciser qu'il quitterait sans doute la présidence du CAB à la fin de la saison.

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES	OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES
Hong Kong Index 14205,44 +0,79 +5,61	Paris CAC 40 3009,48 +0,41 +29,96
Tokyo Nikkei 12400,00 +1,20 -4,86	Amsterdam CBS 623,10 -0,13 +42,49
Tokyo Nikkei sur 3 mois 112,00	Bruxelles 1589,11 +0,40 +49,76
	Frankfurt Dax 30 4097,59 -0,02 +41,85
	Irlande ISEQ 3654,83 -0,11 +34,09
	London FT 100 3044,40 +0,34 +22,48
	Milano Ibor 35 7137,81 +0,49 +38,47
	Nilun MIB 30 22988 +0,27 +52,82
	Zurich SMI 5753,10 +0,40 +43,84

Tirage du Monde daté mercredi 24 septembre 1997 : 510 098 exemplaires 1 3

Les livres sur Minitel

- 300 000 livres : romans, biographies, essais...
- Le Monde Éditions : dessins de Plantu, Prix du jeune écrivain
- Les sélections du Monde des livres et du Monde des poches

Recherche bibliographique et commande de livres
Livraison à domicile

3615 LEMONDE

(Sur Internet : <http://www.lemonde.fr/livres>)

Le Monde

JEUDI 25 SEPTEMBRE 1997

Le juge Halphen explore deux filières de financement politique passant par la Suisse

A Genève, l'enquête sur le RPR croise celle sur le Parti républicain

LES SOMMES évoquées donnent le tournis : plusieurs centaines de millions de francs circulant sur quarante comptes bancaires en Suisse, ouverts au nom de fantomatiques sociétés panaméennes ou britanniques, et souvent, au bout de la piste, retirés en espèces. Ces chiffres, comme le détail d'investigations effectuées à Genève sur ce qui ressemble fort à deux filières de financement occulte, figurent au sommaire de la volumineuse commission rogatoire internationale reçue à la fin du mois d'août par le juge d'instruction de Créteil (Val-de-Marne) Edic Halphen.

Poursuivant son enquête sur le réseau de fausses factures mis en place autour de l'office HLM de Paris, le magistrat avait demandé, le 19 juillet 1996, l'identification de plusieurs comptes genevois, alimentés par les sociétés de deux hommes d'affaires : Jean-Claude Méry, promoteur et dirigeant de bureaux d'études, ancien membre du comité central du RPR « chargé des entreprises », et Henri Montaldo, fondateur de sociétés de sécurité privée dans la région parisienne. M. Méry est soupçonné d'avoir constitué une « caisse noire » au profit du parti chiracien. Réputé lui aussi proche des milieux néogaullistes, M. Montaldo, est en fuite à l'étranger depuis le mois de janvier 1995, sous le coup d'un mandat d'arrêt international. Avant de disparaître, à en croire *Le Canard enchaîné* du 24 septembre, il aurait lancé, au téléphone, à un policier de la brigade financière : « C'est de l'argent pour Chirac, mais vous n'en aurez jamais la preuve ».

Nombre de chefs d'entreprise

ont relaté aux enquêteurs que la société de M. Montaldo, dénommée Association des techniciens des services et de gardiennage (ATSG), était un « passage obligé » pour l'obtention de marchés parisiens. De 1991 à 1992, le total de ces versements forcés avoisinait, selon les calculs du juge Halphen, 50 millions de francs. L'argent transistait par d'autres sociétés de M. Montaldo, qui ont elles-mêmes viré, de 1989 à 1991, quelque 20 millions de francs sur le compte, ouvert à la Barclays Bank de Londres, d'une

« Je savais que c'était des personnes qui avaient besoin de cash. Trois de mes employés faisaient le trajet avec l'argent dans les poches... »

société-écran irlandaise baptisée Galmic Limited.

Les registres bancaires communiqués, il y a plusieurs mois, par la justice britannique montrent comment cet argent était ensuite réparti, tantôt sous forme de transferts vers des personnes nommément désignées – mais jusqu'alors inconnues des enquêteurs – ou vers d'innombrables bénéficiaires dissimulés derrière des codes plus ou moins indicatifs : « Limoges », « Rouen », « Maldives », « Réunion », « Palaiseau », « Matisse ».

« Diner », « Zeus », « Dyonisos »...

Une autre partie des fonds versés au compte de Galmic Limited a été dirigée vers le compte à l'Union de banques suisses d'une société panaméenne intitulée Lanagir. Or cette société-écran était déjà apparue à la faveur d'autres investigations judiciaires : celles menées par le conseiller rennais Renaud Van Ruymbek sur le financement clandestin du Parti républicain (PR). Dans une ordonnance de soit communiqué datée du 28 juin 1995, ce magistrat avait mentionné l'appartenance de Lanagir à la galaxie de sociétés panaméennes constituée par le banquier Alain Cellier, proche de Gérard Longuet, qu'il soupçonnait d'avoir été l'inspirateur des montages financiers occultes du PR. Alimentée, le 16 novembre 1989, par un virement de 480 000 dollars, émanant d'un des nombreux autres satellites bancaires contrôlés par M. Cellier, Lanagir avait contribué à l'achat d'un appartement à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), pour le compte d'une société civile immobilière suisse.

Les documents transmis attestent encore l'existence de versements (12,5 millions de francs au total) de Galmic Ltd. vers les comptes genevois d'une société de change. Ces comptes auraient vu transiter quelque 200 millions de francs. Interpellé le 19 septembre à Paris, mis en examen et assigné à résidence par le juge Halphen, cet intermédiaire a justifié l'importance des sommes reçues par « des flux financiers correspondant à des opérations de change » et assuré ne pas connaître Henri Montaldo. « Je savais que c'était des personnes qui avaient besoin de cash, a-t-il simplement déclaré. Trois de mes em-

ployés faisaient le trajet avec l'argent dans les poches... »

La justice suisse a, en outre, adressé au juge les conclusions de son enquête sur les comptes suisses de Jean-Claude Méry. Une première commission rogatoire internationale, délivrée par M. Halphen le 12 mai 1995, avait établi que la société panaméenne détenue par le promoteur, Parco entreprise, avait reçu à Genève au moins deux versements clandestins de la Lyonnaise des eaux, en 1992, soit à l'époque où une filiale de la Lyonnaise, la Cofreth, avait obtenu la moitié du colossal marché des ascenseurs des HLM parisiens (*Le Monde* du 14 mai 1996). Les versements avaient été effectués à partir du compte d'une autre société-écran irlandaise, à l'instar de Galmic Ltd. baptisée Electric Thermic and Climatic Company (ETCC), utilisée par la Lyonnaise des eaux pour verser des commissions à l'étranger.

Sous le comp de plusieurs mises en examen, le titulaire véritable du compte d'ETCC, qui n'est autre que l'ancien directeur général de la Cofreth, Raymond Roux, a expliqué, au cours d'un récent interrogatoire, que « cet argent était destiné à rémunérer certains intermédiaires qui ne voulaient pas apparaître officiellement », en marge de contrats à l'étranger. Mais il a aussi déclaré, à propos des quelque 5 millions de francs versés sur le compte Parco, que « cette somme était la contrepartie de l'assistance donnée par Jean-Claude Méry (...) pour la gestion des ascenseurs », le promoteur ayant, selon lui, « participé très fortement à la formation du contrat ».

Hervé Gattegno

Edouard Balladur accepte de conduire sous condition à Paris l'opposition aux élections régionales

EDOUARD BALLADUR devrait accepter la proposition que lui a faite Philippe Séguin, président du RPR, d'être le chef de file du Rassemblement pour Paris pour les élections régionales. Il pose cependant quelques conditions. L'ancien premier ministre, conscient qu'une acceptation vaudrait candidature de sa part à la présidence du conseil régional d'Ile-de-France, semble redouter un « piège chiracien », dans une région qui lui avait coûté la victoire à l'élection présidentielle de 1995 en lui préférant largement le maire de Paris, Jacques Chirac.

Assez satisfait, au fond, que les chiraquiens les plus convaincus lui demandent, aujourd'hui, de leur sauver la mise dans la région capitale, M. Balladur, conscient de la faiblesse de ses réseaux militants à Paris et en Ile-de-France, prend des assurances que l'appareil du RPR, cette fois-ci, marchera sans retarder derrière lui. Selon un de ses proches, l'intérêt, pour M. Balladur, est moins de succéder à Michel Giraud (RPR) à la présidence du conseil régional que de s'imposer comme chef de l'opposition dans la région où son socle politique est le plus faible.

Dans cet esprit, l'ancien premier ministre tient à participer de près à la constitution des listes dans chaque département. Il n'est pas question pour lui d'accepter en trop grand ombre, en position éligible, des candidats prêts à lui faire défaut à la première occasion, en

souvenir de la « trahison » dont il se serait rendu coupable envers M. Chirac. Les critères de renouvellement et de réélection de la droite régionale peuvent être autant de prétextes à écarter d'éventuels gêneurs.

UN FACTEUR DE DIVISION

A Paris, Jean Tiberi, à la fois maire et premier secrétaire de la fédération néogaulliste, a fait part de son soutien au député du 15^e arrondissement élu jeudi 18 septembre. Les deux hommes sont même tombés d'accord sur plusieurs points, à commencer par celui de Philippe Goujon, suppléant de M. Balladur et adjoint de M. Tiberi. La jeune garde parisienne (Jean-François Legaret et Michel Bulté, deux fidèles adjoints de M. Tiberi), devrait être reconduite, tandis qu'Anne-Marie Couderc, proche de Jacques Toubon, pourrait féminiser la liste. M. Balladur souhaiterait intégrer Patrick Stefani, qui n'était pas parvenu à se faire élire aux législatives à Paris, dans le soubri de l'éloigner d'un autre ancien premier ministre RPR, Alain Juppé.

La candidature de Claude-Annick Tissot (RPR), adjointe au maire de Paris et ancienne vice-présidente du conseil régional pose problème. Celle qui avait dénoncé publiquement des irrégularités dans l'attribution des marchés publics de la région estime répondre aux exigences de renouvellement des pratiques politiques formulées par M. Balladur. Elle souhaite être reconduite en position éligible contre le veto de M. Giraud, ancien ministre du gouvernement Balladur, qui considère qu'elle a plongé le conseil régional dans la tourmente judiciaire et politique.

« Si je n'étais pas sur cette liste, cela impliquerait que je réplique d'une façon ou d'une autre », menace-t-elle. « J'ai le sentiment d'être incomprise, alors que ma seule faute est d'avoir voulu que ma famille politique fasse mieux », dit-elle. Sa candidature, défendue par M. Tiberi, présente cependant l'inconvénient d'être un facteur de division,

au moment même où l'exécutif régional procède à un renouvellement de ses instances le 25 septembre, dans le seul but d'évincer définitivement M. Tissot.

Le département des Hauts-de-Seine, où Charles Pasqua règne sur le RPR, représente une autre difficulté pour M. Balladur, qui entend bien renforcer son implantation locale et tient toujours rigueur à son ancien ministre de l'intérieur de sa défaite présidentielle qu'il lui impute partiellement. Dans l'Essonne, où le RPR est marqué par une série d'affaires judiciaires visant le président du conseil général, Xavier Dugoin, M. Balladur devra tomber d'accord avec Jean de Boisbne, proche de M. Séguin, sans céder trop de terrain à l'actuel président du RPR qui, comme lui, poursuit une stratégie de « présidentielle ».

Pascal Sauvage

Echecs : IBM met l'ordinateur Deeper Blue à la retraite

C'EST L'ÉPILOGUE – provisoire ? – d'un phénomène qui a secoué le petit monde des échecs. IBM vient de mettre à la retraite Deeper Blue, le superordinateur qui était entré dans l'histoire en battant le champion du monde Garry Kasparov en mai, a annoncé, mardi 23 septembre, Melinda McMullen, une porte-parole de la société américaine. Une version moins puissante de la machine, Deep Blue Junior, continuera de parcourir les États-Unis et le monde pour des démonstrations. « Nous avons dit à Kasparov que nous n'envisageons pas un nouveau match dans l'avenir proche », a déclaré M. McMullen. « Nos scientifiques veulent s'attaquer à d'autres grands défis, et c'est ce que veut la compagnie. »

Le grand maître russe, champion du monde depuis 1985, avait en vain réclamé une revanche en dix parties, afin de rectifier ce qu'il considérait comme une erreur de parcours. En mai, à New York, l'ordinateur d'IBM, capable de calculer 200 millions de positions par seconde, avait battu Kasparov sur la marque de 3,5 points à 2,5, lui infligeant la première défaite en match individuel de toute sa carrière.

En ne relevant pas le défi alors que le débat sur l'homme et la machine bat son plein, IBM joue « petit » et ne veut pas risquer de voir son « poulain » battu. Dans un communiqué publié mardi à Moscou, Kasparov se dit « très déçu » par cette décision. « Cette initiative ressemble à celle d'un investisseur qui se fait payer à la Bourse : prenez vos bénéfices et filez. »

Un lendemain de la très médiatique victoire de Deeper Blue, l'action d'IBM avait effectué un bond spectaculaire à Wall Street.

P. B.

A QUI DE DROIT ?

Le Code Civil Litec

Confirmt d'utilisation et richesse des références

caractérisent cette nouvelle édition 97-98

révisée par le professeur André LUCAS.

Litec

هكذا من الاصل

S T Y E E S

LE MONDE / JEUDI 25 SEPTEMBRE 1997

hommes

la et Co

15

10



10

10

12

1998

5436

•

1991

100

1997

1999

10



— 10 —

DOUSIE JEU AU QUOTIDIEN

Costume deux pièces à rayures

tennis. Dominique Monetti:

naive, Charac. crassus es solo

A droite: un élève de l'école.

et al.: *Practical aspects of*

en gardant de l'âme humaine.

oro: Pierre Olivier Deschamps,

**VOUS
VOUS RASEZ
DE PRÈS,
ET APRÈS ?**

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100
101
102
103
104
105
106
107
108
109
110
111
112
113
114
115
116
117
118
119
120
121
122
123
124
125
126
127
128
129
130
131
132
133
134
135
136
137
138
139
140
141
142
143
144
145
146
147
148
149
150
151
152
153
154
155
156
157
158
159
160
161
162
163
164
165
166
167
168
169
170
171
172
173
174
175
176
177
178
179
180
181
182
183
184
185
186
187
188
189
190
191
192
193
194
195
196
197
198
199
200
201
202
203
204
205
206
207
208
209
210
211
212
213
214
215
216
217
218
219
220
221
222
223
224
225
226
227
228
229
230
231
232
233
234
235
236
237
238
239
240
241
242
243
244
245
246
247
248
249
250
251
252
253
254
255
256
257
258
259
260
261
262
263
264
265
266
267
268
269
270
271
272
273
274
275
276
277
278
279
280
281
282
283
284
285
286
287
288
289
290
291
292
293
294
295
296
297
298
299
300
301
302
303
304
305
306
307
308
309
310
311
312
313
314
315
316
317
318
319
320
321
322
323
324
325
326
327
328
329
330
331
332
333
334
335
336
337
338
339
340
341
342
343
344
345
346
347
348
349
350
351
352
353
354
355
356
357
358
359
360
361
362
363
364
365
366
367
368
369
370
371
372
373
374
375
376
377
378
379
380
381
382
383
384
385
386
387
388
389
390
391
392
393
394
395
396
397
398
399
400
401
402
403
404
405
406
407
408
409
410
411
412
413
414
415
416
417
418
419
420
421
422
423
424
425
426
427
428
429
430
431
432
433
434
435
436
437
438
439
440
441
442
443
444
445
446
447
448
449
450
451
452
453
454
455
456
457
458
459
460
461
462
463
464
465
466
467
468
469
470
471
472
473
474
475
476
477
478
479
480
481
482
483
484
485
486
487
488
489
490
491
492
493
494
495
496
497
498
499
500
501
502
503
504
505
506
507
508
509
510
511
512
513
514
515
516
517
518
519
520
521
522
523
524
525
526
527
528
529
530
531
532
533
534
535
536
537
538
539
540
541
542
543
544
545
546
547
548
549
550
551
552
553
554
555
556
557
558
559
560
561
562
563
564
565
566
567
568
569
570
571
572
573
574
575
576
577
578
579
580
581
582
583
584
585
586
587
588
589
590
591
592
593
594
595
596
597
598
599
600
601
602
603
604
605
606
607
608
609
610
611
612
613
614
615
616
617
618
619
620
621
622
623
624
625
626
627
628
629
630
631
632
633
634
635
636
637
638
639
640
641
642
643
644
645
646
647
648
649
650
651
652
653
654
655
656
657
658
659
660
661
662
663
664
665
666
667
668
669
670
671
672
673
674
675
676
677
678
679
680
681
682
683
684
685
686
687
688
689
690
691
692
693
694
695
696
697
698
699
700
701
702
703
704
705
706
707
708
709
710
711
712
713
714
715
716
717
718
719
720
721
722
723
724
725
726
727
728
729
730
731
732
733
734
735
736
737
738
739
740
741
742
743
744
745
746
747
748
749
750
751
752
753
754
755
756
757
758
759
760
761
762
763
764
765
766
767
768
769
770
771
772
773
774
775
776
777
778
779
780
781
782
783
784
785
786
787
788
789
790
791
792
793
794
795
796
797
798
799
800
801
802
803
804
805
806
807
808
809
810
811
812
813
814
815
816
817
818
819
820
821
822
823
824
825
826
827
828
829
830
831
832
833
834
835
836
837
838
839
840
84

nouvelle allure

à l'heure où les frontières entre le travail et les loisirs s'effacent, les comportements dictent de nouvelles formes, sous le signe de l'aisance, de la légèreté, du confort. La décontraction envahit la ville



EN SOUPLESSE
Le style cachemire de l'hiver revu par Hermès.

logo la cote de Tommy Hilfiger

le sourire idéal de l'Amérique radiieuse

fournisseur de Bill Clinton, Hugh Grant, il habille également les héros de l'élite hip-hop new-yorkaise, mais aussi des retraités venus acheter ses tenues de golf griffées Tommy. Comme sorti d'une comédie musicale avec Judy Garland, Tommy Hilfiger a le sourire idéal de l'Amérique radiieuse. Rouge, blanc et bleu, son drapeau-logo fait vibrer les adolescents, laissant aux parents le cheval définitivement plus « wasp » (white anglo-saxon protestant) et sage de Ralph Lauren. Né en 1951 à Elmira dans l'Etat de New York, ce fils d'une famille de neuf en-



fants a construit un véritable empire, avec des revenus nets atteignant en 1997 661 000 dollars, soit quatre fois plus qu'en 1993. Son parfum « Tommy Boy » se place en tête des ventes aux Etats-Unis et dans quatorze pays. Zorro en chemise chambray, il débarque ce mois-ci aux Galeries Lafayette, avec sa collection de l'automne 1997, où l'on retrouve, déclinées dans sa gamme de couleurs, du rouge incendie au jaune « or héroïque », ses panoplies d'armateurs du bitume, pulls, coupe-vent, pantalons à poche cargo et chemises de l'armée suisse. Avant l'ouverture en novembre 1997 d'une boutique de plus de 2 000 m² le long de Rodeo Drive, à Beverly Hills, Los Angeles, Paris est la première étape d'une offensive en Europe. Entouré d'un bataillon d'hommes d'affaires, il résume son concept : « Logo first ».

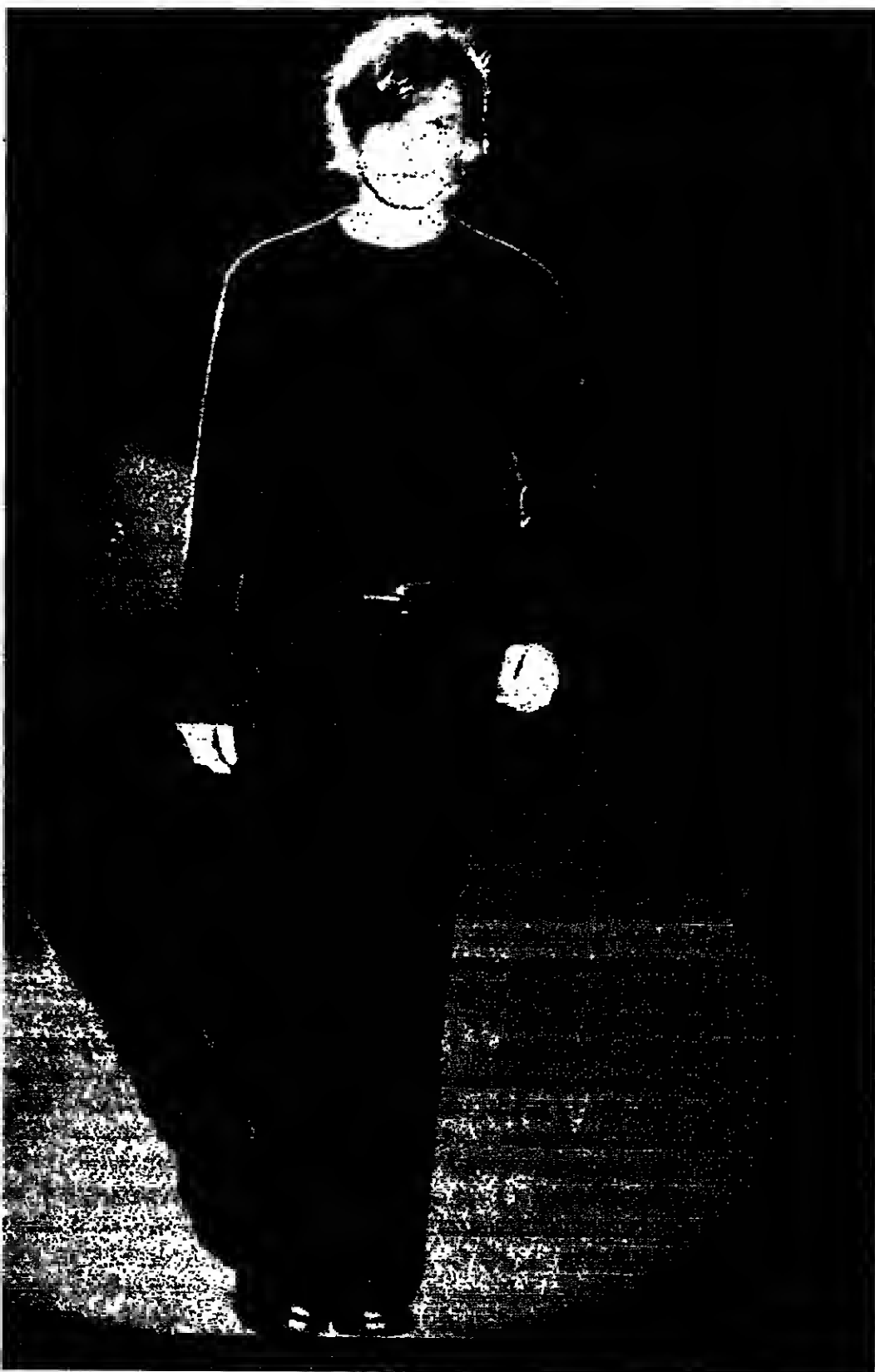
L. B.

port-citadin, easy wear, friday-wear, le vestiaire masculin se soumet à une nouvelle allure. Dans cette Europe ravagée par le chômage, les hommes pressés s'offrent un luxe : la panoplie du temps libre. Loin des images caricaturales des années 80, quand les publicitaires étaient habillés en chercheurs d'or et les créatifs flottaient dans leur veste noire, une révolution des apparences bouleverse, aujourd'hui, en douceur le vestiaire masculin. Ni destructuré, ni battant, l'homme du tertiaire s'est réapproprié son uniforme d'une manière plus informelle, osant naturellement les mélanges, auxquels la veste de cachemire portée avec un jean servit de modèle. A l'heure où les frontières entre le travail et les loisirs s'effacent, les comportements dictent de nouvelles formes, sous le signe de l'aisance, de la légèreté, du confort. En quelques années, le manteau est devenu une surveste ou une parka, la

veste une chemise, le « chino » beige une pièce aussi proche du bitume que le blue-jean des héros l'était des grands espaces dans les années 70. C'est le best-seller de Gap. Quoi de plus pacifiste que ce pantalon de pyjama, adopté en 1916 par le lieutenant Barry Lumsden, basé au Pendjab aux Indes : il le trouvait plus confortable que sa tenue militaire. Avec lui, la semaine décontractée de cinq jours fait recette : créée en 1986 par Levi Strauss, la marque Dockers représente aujourd'hui 20 % du chiffre d'affaires du groupe. Aujourd'hui, deux Américains sur trois possèdent un de ces « chinos » de toile, un intouchable propre qui traverse campus, aéroports, supermarchés et sushi-bars, à l'ombre des banlieues et des kids en tenue de combat. Plus voyageur que baroudeur, le « modèle » masculin inspire de nouvelles conquêtes, avec pour destination des boutiques à « univers », où la sobriété remplace la lourdeur des boiserie. Sous l'impulsion des griffes japonaises (Yohji Yamamoto, Comme des Garçons, Issey Miyake), allemandes (Jil Sander), anglaises (Paul Smith), belges (Bries, Van Noten, Raf Simons, WLT), américaines (Calvin Klein, Ralph Lauren, Donna Karan), italiennes (Gucci,

Prada) et françaises comme Agnès B., APC, et toute une génération de créateurs comme José Levi, Eric Bergère, Christophe Lemaire, l'avènement d'un style « mixte » se précise, débarrassé des subterfuges de la vieille séduction. Derrière ses lunettes en titane, l'aventurier « casual », dont Ralph Lauren aura été le parrain, juge d'abord la qualité, à l'épreuve du confort « Etre à l'aise tout en étant à la mode », promet Celine, 1,3 milliard de francs de chiffre d'affaires, avec une progression de 15 % chaque année. Les champions du sportswear des années 60 retrouvent une jeunesse dans le « reposicionnement ». New Man fête ses trente ans, avec une nouvelle ligne « sport » et « outdoor ». Rapinable, que Tommy Hilfiger, la nouvelle coqueluche de l'Amérique, cite comme modèle, développe un département « temps libre » : « On m'appelait le yé-yé parce que je portais un blazer sur un pantalon en velours », se souvient Albert Goldberg, styliste créateur de la marque : « Tout était plus rigide, plus structuré. Aujourd'hui les tabous ne sont pas tombés. Mais les hommes savent qu'un beau tee-shirt est plus élégant qu'une chemise en polyester. »

Laurence Benaim



citadin les métamorphoses du costume

La page du street-look est définitivement tournée », annonce le géant de la mode masculine Hugo Boss. Ayant survécu à la marée destructurée des années 70-80, les néo-Brummel équipés d'un portable retrouvent le plaisir du complet. Libéré d'une étiquette qui le figeait dans un rôle trop rigide, le costume célèbre depuis quelques saisons ses marques de dandyisme. Paul Smith et ses carreaux géants, Oswald Boateng et ses couleurs acides (lire page 8) ont renouvelé cette élégance joyeuse et affirmative qui coupe le souffle aux zombies puritains de la crise. Tweed de Donegal, flanelle de laine, marrons chauds, gris sinués, pantalons sans pinces, la silhouette de l'hiver 1997 n'en finit pas de s'étirer, boutonnée très haut. A un, deux ou trois boutons, croisé ou pas, le costume adopte sans se froiser les codes d'une élégance franco-britannique, venue, sous le feu du blablaisme, célébrer un style rock-Cardin à Savile Row. Les 25-34 ans, qui sont en France les plus gros consommateurs de mode masculine, succomberont-

des podiums à la rue, l'homme extensible nouveau est arrivé

ils ? « Le costume premier emploi décollé », annonce le Journal du textile, alors que drapiers, industriels (Zara), distributeurs (Avant Première aux Galeries Lafayette, Morgan, et même Monoprix) partent à la conquête de ces jeunes premiers de bureaux paysagers. Des podiums à la rue, l'homme extensible nouveau est arrivé : Dupont de Nemours a développé avec les fabricants des doublures « Stretch » à base de viscose, d'acétate et de polyester. Tenue, liberté de mouvement, défroissabilité rapide des pantalons imposent au costume griffé Hugo Boss, Hermès, Cerruti, Ungaro, Versace, Christian Dior, Yves Saint Laurent ou Pal Zileri, une allure assez souple pour libérer l'individu... et son entourage - de quelques complexés : le rendez-vous d'affaires chiffonné.

L. B.

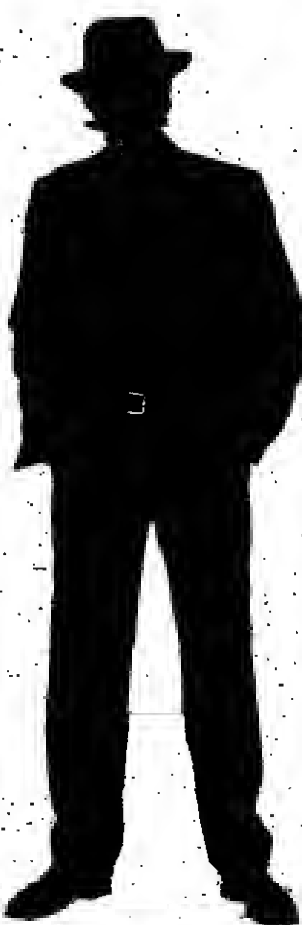
planète les hommes d'Agnès B.

la reine du cardigan pression aime « tout ce qui ne fait pas trop viril »

C'est en 1981, qu'elle ouvre sa première boutique hommes : aujourd'hui, avec, entre autres, 188 000 chemises vendues par an, ce secteur représente 37 % du chiffre d'affaires. La reine du cardigan pression, la madone de la combinaison de charpentier, dit avoir dessiné ses premiers costumes pour ses proches, comme Christian Bourgois. Les hommes l'inspirent. Elle n'a pas hésité à envoyer un jean à David Bowie, qu'elle trouvait « mal habillé à Bercy », ou un costume à rayures mauves et noires à Lou Reed, taille sur mesure des costumes à Harvey Keitel et à quelques autres. « J'habille ceux qui ne veulent pas avoir l'air de s'intéresser aux vêtements mais qui aiment se sentir beaux... Un beau costume ne doit pas être trop dessiné. » Ennemie des plastrons et des épaulettes, elle aime l'élégance de Charles d'Angleterre en kilt, et l'érotisme pulls très serrés à la Mick Jagger, bref, « tout ce qui ne fait pas trop viril ». Le comble de la laideur ?

« Une chemise cravate bien fermée et une veste de sport bordeaux, avec des pattes, des boutons et des poches portait, et des mocassins à pompons. » Le charme ? Elle préfère citer Deleuze : « C'est la folie que chacun a en lui. »

L. B.



THÉORÈME
A fleur de peau, l'allure Gucci par Tom Ford.

fétiche les cravates se délient

la corde de cou de cadre
déprimé retrouve
sa fonction de parure

Le port du costume, aujourd'hui, n'est plus obligatoire. Il redonne un plaisir, explique Véronique Nishama de la ligne, directrice artistique d'Herminès. Filer encore corde au cou, la cravate a donc retrouvé sa fonction de parure. L'éclipse de la pochette et l'esprit de caste du mouchoir la laissent seule en lice, pour donner une expression au buste, et du corps au visage. Trappe dans les années 50, plumeuse vingt ans plus tard, éduquée en 1982, la cravate a retrouvé sa sérénité de balancier, oscillant peu, mais régulièrement, au rythme des saisons de mode. Constellée il y a peu de petits animaux, cet accessoire féminin dont la fantaisie rachetait la rigueur du costume est revenue aux rayures. Le dépouillement va jusqu'au monochrome – souvent du noir –, parcouru ou non d'effets de tissage. A l'exemple du costume, en effet, la cravate soigne ses matières: le lin côtoie la soie, le tissé démode l'imprimé. Chez Charvet, place Vendôme, la tendance est au « broché » (jacquard), au « natté » (façon vannerie), au chevron, aux camaïeux irisés, et aux textures irrégulières à effet flamme: des cravates somptueuses, mais aussi plus lourdes, puisque riches en fil. Avec moins d'exigence au plan des matières, Paul Smith professe lui aussi ces flamboyances. Et, ce faisant, contribue à rendre aux Français le goût de la cravate.

J. B.

kangourou les dessous s'émancipent

les hommes veulent
du confort dessous
comme dessus. Les boxers
prennent leur envol

Au moment où les formes féminines ne cessent de prendre de l'ampleur à renfort de Wonderbra et de culottes remonte-fesses, le tabou se lève lentement autour des attributs masculins. Le corps de l'homme s'émancipe et se resensualise. Longtemps confinée au « Kangourou » blanc, la garde-robe intime se diversifie. Slip, caleçon, boxer short, body ont désormais droit de cité. Pourtant, le mâle français a du mal à bousculer ses traditions. Avec une dépense annuelle de 146 F pour ses sous-vêtements – soit 7 % de son budget habillement – et une moyenne de 4 articles par an, il semble décalé à côté du consommateur américain (12 pièces par an). Il est même en dessous de la moyenne européenne (4,8 pièces) (source CTCOE). Aux Galeries Lafayette, qui diffusent pourtant les marques les plus pointues, 60 % des ventes en volume se font sur les slips imprimés. Selon Stéphane Plassier, qui a créé sa marque en 1992, « il reste à développer chez l'homme toute une culture du sous-vêtement ». « Les hommes recherchent le confort et l'authenticité à travers des lignes simples, près du corps et des matières nouvelles au touché délicat », estime Catherine Clément, chef de produit chez Jil. Pour répondre à cette demande, les fabricants ont mis l'accent sur la valorisation du corps et son bien-être. Chez Dim, l'homme n'est « ni macho, ni homo », il est « très mâle, très bien ». Pour satisfaire toutes les morphologies, Stéphane Plassier joue sur la largeur et la profondeur en proposant 5 formes différentes. En 1995, Athena a créé T900, Wonderbra des slips, dont « la construction élastique en U permet de se placer avantageusement » et H&M a lancé cette année H01, un modèle à ouverture horizontale pour assurer un « maintien sans compression ».

Cocillant le maintien du slip et l'esthétique du caleçon, le boxer short a fait son entrée dans la garde-robe masculine au début de la décennie 90, avec l'américain Calvin Klein. Le marché des dessous griffés se développe. Versace avec sa ligne intimo, Valentino, Armani et bientôt Prada, les rois de la mode italienne sont là. Avec Calvin Klein, la ceinture siglée apparente est devenue l'indispensable. Même Eminence, apôtre du très traditionnel slip à poche depuis 1947 et kadeur sur le marché français, a suivi le mouvement en lançant le « côté derby » dans sa précédente collection. Si, en France, le marché des slips représente 53,3 millions de pièces contre 11,2 millions pour les caleçons courts, la tendance commence à se renverser: les boxers prennent leur envol. Mais les slips ultra-moulants des années Beards et les caleçons flottants qui gommait la silhouette. Les hommes veulent du confort dessous comme dessus. De la nécessité intime à l'envie de séduction, le corps prend les devants.

Anne-Laure Quilleriet

DANDY-ROCK
Costume trois-pièces en velours intoman, griffé Edc Bergère, artisan d'un renouveau du style français. Créée en 1995, sa griffe est diffusée dans trente points de vente, dont Maria Luisa, l'Éclairer à Paris.

couture le jean se rhabille

Plombée du vestiaire masculin, le jean a refait sa vie en oubliant ses mythes fondateurs. En cette fin de siècle, les cow-boys ne font plus rêver, et les rebelles des années 50 ont grossi le flot des retraités. Si les modes musicales continuent d'inspirer des formes aux juniors (le baggy des rappers), le cadre cultive le jean dans son immuabilité de passeport universel. Mais, là encore, sans illusions. La baisse des ventes de jeans, cette année, confirme que la décontrac-

à l'épreuve du vingt et unième siècle, le denim joue la différence contre l'uniformité

tion, dont il eut longtemps l'appanage, lui suscite aujourd'hui des concurrents mortels à tous les étages du prêt-à-porter. Débordé par son succès, le jean était devenu l'uniforme du politiquement correct. Menacé par le chino, il retrouve une aura de pionnier à travers l'innovation et la création. Griffes et créateurs ont compris le message. En thabillant le jean, ils sont en voie de lui rendre une âme. Chacun sur son mode. Le Jean n'est plus qu'une matière sensuelle et veloutée où Kenzo imprime son inspiration. APC joue avec les codes – la forme des poches, la couleur des coutures... Jean-Paul Gaultier s'amuse avec les impressions, sans oublier de souligner le corps. Maurizio et François Girbaud vendent dans le monde entier des jeans qu'ils explorent, depuis trente ans, sous toutes les coutures et les matières. En Italie, les plus grands s'y sont mis: Armani, Versace, Valentino... Et, depuis deux ans, Trussardi, qui lui dédie, vingt-cinq ans après Saint Laurent, sa première incursion dans le prêt-à-porter. « Avec la minijupe, dit Nicola Trussardi, les couleurs



EXTRAVERTI
Le jean de Jean-Paul Gaultier, pour l'été 1998.

et les matières, le jean est la seule vraie révolution du siècle dans la mode. Il propose une exigence d'intégration, lorsque vous voulez cultiver votre style de vie. » Le propos ne diffère guère chez Calvin Klein, dont la saga débute par le lancement d'une ligne de jeans. Quant aux jeans Helmut Lang, lancés depuis peu, ils permettent de s'approprier à – relativement – bon marché ce créateur autrichien qui est le gourou du moment. Privé de sens, le jean de 1997 est un vêtement en quête d'auteur. C'est en racontant son propriétaire, ou l'univers d'un créateur, qu'il séduit encore.

Jacques Brunel

envol le grand bond des baskets

la chaussure de sport
a quitté les stades
et les courts de tennis
pour entrer dans la vie
quotidienne

Avec un survêtement ou un « chino », un sweat-shirt ou une chemise, la chaussure de sport avance à grandes enjambées dans les villes. Entre fibres de verre, carbone, câbles de laque thermoplastiques... les marques sont engagées dans une course-poursuite aux procédés les plus performants. Absorption des chocs, stabilité latérale, légèreté, les pieds prennent leur envol. A coups de recherches en chimie et en biomécanique, les innovations se multiplient. Nike a révolutionné le marché en 1987 avec le système Air Max, emprisonnant de l'air sous pression dans la semelle pour amortir les chocs. Deux ans plus tard, Reebok arrive avec la Pump qui épouse la forme du pied grâce à une membrane gonflable. Cette année, la marque a sorti son modèle le plus léger, l'électrolyte, qui



COURSE
Modèle Air Max, en nylon
poils plume, Nike, 950 F.

ne pèse que 280 grammes. Mode et technologie se talonnent. La basket a quitté les stades et les courts de tennis pour entrer dans la vie quotidienne. Entre produits high-tech et modèles de légende, les adeptes de la basket « street-wear » sont de plus en plus nombreux. Adidas est devenu champion toutes catégories des chaussures mythiques portées sur le bitume. La Nastase avec les trois bandes bleues est aujourd'hui la chaussure la plus copiée dans le monde. Lancée en 1965, la Stan Smith a atteint cette année les 30 millions de paires vendues. Propulsés dans les villes, les modèles rétro sont recolorisés aux tendances de la mode. La Gazelle, un modèle multisport en cuir et caoutchouc (1967), est réapparue en force en 1992 après plus de vingt ans d'absence dans les collections. Autre produit star, la Classic Leather (1985), un basique chez Reebok, sort aujourd'hui dans la rue version nubuck ou dans des couleurs tape-à-l'œil, du bleu dur au vert fluo. Si le passé se remuscule à coups de couleurs, le futur entre déjà dans la légende. La Fury, un modèle high-tech lancé en 1994 par Reebok pour les coureurs professionnels, est devenue un collector. En rupture de stock, la marque l'a finalement rééditée en très petite collection pour les boutiques de mode plus que pour les magasins de sport, qui sont déjà passés à des modèles plus innovants. Elle s'arrache à 1 000 F dans les endroits les plus « pointus » comme Colette à Paris, l'autre des « fashion victims ». Un marché parallèle des « sneakers » d'occasion s'est même développé à Tokyo où elles se monnaient à plus de 5 000 F. Rien n'est trop cher pour les pros de l'effort. Entre 1991 et 1996, Nike a plus que triplé son chiffre d'affaires de 18 à 57 milliards de francs, avec une flambée au Japon (+ 95 % en 1996, soit 3,8 milliards de francs de ventes). La marque est en tête du peloton, talonnée par Reebok et Adidas. Implantée en France depuis 1983, Reebok vend aujourd'hui 4 millions de paires par an sur le territoire. Une petite foulée par rapport aux performances du géant Nike: 140 millions de paires vendues chaque année dans le monde.

A.-I. Q.

DÉCONTRACTION
ÉTUDEE
Costume et
pardessus
de laine camel
Trizia.

C A P R I C E S

I prêt à rêver le luxe

Subtiles finitions et belles matières, esprit tailleur. Cette croisade anti-thermocollage est initiée par l'Italie. Tandis que Saint Andrew offre en 18 heures un costume « sartorial » (semi-fin main) coupé au ciseau, Forall, le puissant confectionneur de Vicence, lance depuis peu une « demi-mesure », Abito Privato fabriqué en usine et monté à la main un costume à vos goûts et mensurations. L'« alta sartoriale » de Zegna, roi du tissu de luxe, exacerbe le soin (manuel) et la singularité des finitions... A Paris même, les ordinateurs des boutiques Mangas prennent en quelques minutes des mesures qu'elles transmettent à l'usine, en Espagne... Dans le prêt-à-porter, l'exception, aujourd'hui, devient ordinaire.

La demi-mesure industrielle - chez Cifonelli père - peut confectionner en douze jours des costumes à moins de 1 700 F, mais ses poussoires laissent froids les initiés de la haute mesure... Ces privilégiés subissent désormais la boutonnière des manches ouverte ou cousue main, copiée par le prêt-à-porter, pour apprécier l'allégement parfait des carreaux d'une veste, depuis l'épaule jusqu'au revers. Les initiales brodées main, les boutons en corne, les poches incroyables. Et cette aisance à laquelle tous rêvent, mais qui, pour certains, n'est jamais trop chère. Artisan de la grande mesure d'Hermès, Adriano Cifonelli voit désormais ses clients s'accrocher à l'essayage, afin d'éprouver la tenue du costume qui va lui coûter 21 500 F. Il se cultive chez le tailleur - comme autrefois chez le barbier - une complicité d'où les femmes, habituées à régenter le goût masculin, sont exclues : « C'est à moi de bâtir le rêve que m'apporte le client lorsque, en franchissant pour la première fois ma porte, il fait le salut dans l'inconnu ». Dix minutes d'essayage. Cinq semaines à patronner, tailler la ligne Cifonelli - col et revers anglo-italiens -, entouler un beau lin, monter une épaule très ronde, légèrement en avant pour épouser le mouvement... Cifonelli réalise aussi la ligne Hermès, plus marquée à la taille. Les mesures de ces costumes à 18 000 F sont prises au Faubourg, et l'essayage s'effectue en conditions réelles, le portefeuille bombant la poche. On y note un afflux de jeunes, aux désirs

précis. « Ils abordent souvent Hermès par la mesure, sourit la directrice artistique, Véronique Nibhanian, et finissent par le prêt-à-porter. » En rachetant le chausseur John Lobb et le chapelier Motesch, Hermès a élargi à tout l'univers masculin une grande mesure que sa maroquinerie cultivait déjà en commandes spéciales.

En face, Lanvin s'impose comme un temple du sur-mesure, où l'égoïste soucieux de son bien-être peut assortir ses caleçons à sa chemise, commander une cravate aux longueurs de son nœud favori et cinquante exemplaires du même costume pour ses cinq appartements. Ici, le temps ne compte pas. Un premier costume (22 500 F en coton) requiert trois séances d'essayage devant un miroir spécial, avec une toile que l'on finit par déchirer pour ausculter son mouvement. La première chemise est une toile d'essayage, que le client porte tout un jour. Mais en ce domaine, Charvet n'impose-t-il pas ses cent-soixante ans d'expérience ? A l'inverse des lignes anglo-italiennes cintrées plus haut, le chemisier de Proust et du Jockey Club cultive une élégance proprement française. Dans ce temple feutré du beau linge, les chemises volent leurs pans coupés droit, les motifs de leurs pièces raccourcies, et le poignet gauchiste taillé plus large... Mais la perfection, ici, ne rime guère avec l'ostentation : les clients, désormais, réclament des cols souples. L'exemple même du nouveau souci de confort qui va droit au cœur des tailleurs.

Jacques Brunel

tailleurs

● Grande mesure : Fernando Caraceni, 22, avenue San-Marco, Milan, Tél. : 00-39-26-55-42-84 ; Cifonelli pour Hermès : 24, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél. : 01-40-17-47-17 ; Cifonelli : 33, rue Marbeuf, 75008 Paris. Tél. : 01-43-59-39-13 ; Camps de Luca : 11, place de la Madeleine, 75008 Paris. Tél. : 01-42-65-42-15 ; Lanvin : 15, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél. : 01-44-71-31-52 ; Rousseau : 22, rue Royale, 75008 Paris. Tél. : 01-42-60-16-13 ; Smalto : 44, rue François-I^{er}, 75008 Paris. Tél. : 01-47-20-70-63 ; Urban : 8, rue Marbeuf, 75008 Paris. Tél. : 01-47-20-33-95.

● Demi-mesure et sartoriale : Ermenegildo Zegna : 10, rue de la Paix, 75002 Paris. Tél. : 01-42-61-67-61 ; Façonnable : 26, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél. : 01-47-72-72-60 ; Mangas : 41, bd Malesherbes, 75008 Paris. Tél. : 01-40-07-12-13.

nombril forme sur mesure

ni Rambo, ni palot, l'homme des années 90 soigne son corps autant que sa mise

finis les soins embryonnaires à l'ombre des salons féminins, les hommes ne sont plus des « clandestins » de la beauté. Entre coiffeur-barbier et bottier-cireur, ils redécouvrent le dandyisme de leurs aînés. Fin octobre « 46 Avenue », un espace de 1 300 m² dédié à l'art de vie au masculin, ouvrira avenue George-V, dans l'ancienne galerie du Carré d'Or. A quelques pas de là, à l'Institut Marc Delacré, ouvert en 1990, près de 200 hommes s'en remettent chaque jour aux mains des masseuses, des manucures, des coiffeurs et des esthéticiennes.

Soucieux de leur apparence, les hommes ne veulent pas se « déviller » pour autant. Si instituts et centres de remise en forme se multiplient, ils abordent l'univers de la beauté avec prudence. Soins oxygénants, énergisants, thérapies anti-stress, l'homme a son langage. Pour Marc Delacré, « le terme de beauté est à bannir, on parle plutôt de soin. Les instituts pour hommes vendent du bien-être, mais ne véhiculent pas la part de rêve qu'attendent les femmes ». Le corps a aussi ses exigences. Les gommages sont plus denses, les massages plus énergiques et la santé du cuir chevelu reste l'obsession numéro un. Chez Carita, les hommes représentent aujourd'hui 20 % de la clientèle. Les centres de thalassothérapie et de remise en forme font le plein. En vingt-cinq ans, la part de cuiristes masculins est passée de 20 % à 40 %. L'homme fatigué devient une cible privilégiée. Même les grandes compagnies hôtelières ajoutent à leur palette de services des centres spécialisés.

Les Four Seasons de Bali allient l'évasion à la relaxation en proposant à leurs hôtes une remise en forme allant du sport aux mas-

sages aux essences d'épices. Le Ritz Health Club, bastion des VIP compte 250 hommes parmi ses 400 membres. Au programme, fitness personnalisé, shiatsu et balnéothérapie. Depuis la création de leur chaîne Compagnie Bleue en 1996, Véronique et Davina, prétreuses de la « gym tonic »,

guide

● Thalassothérapie. La cure « Tonic Homme » de l'Institut Louise Bobet, à Biarritz, tél. : 05-59-41-30-01, 1 510 F par jour. Cure « anti-stress » de l'Institut Louise Bobet, à Port-Croix, tél. : 02-97-67-68-00, à partir de 1 225 F par jour.

● Gym tonique. A la Compagnie bleue aménagée façon paquebot par le designer Kristian Gaville, 100, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris. Tél. : 01-45-44-47-48 ; 12, rue de l'Eglise, 75005 Paris, tél. : 01-40-59-49-38. 199, rue A.-Sylvestre, 94200 Courbevoie, tél. : 01-41-16-99-00. Formules d'abonnement annuel de 2 900 F à 7 500 F.

● La forme en palace. Au Ritz Health Club. Abonnement annuel 21 500 F et forfait mensuel « découverte », 3 000 F. Tous les jours de 7 h à 22 h. 15, place Vendôme, 75001 Paris, tél. : 01-43-16-30-60. Four Seasons, n° vert : 08-00-87-08-70.

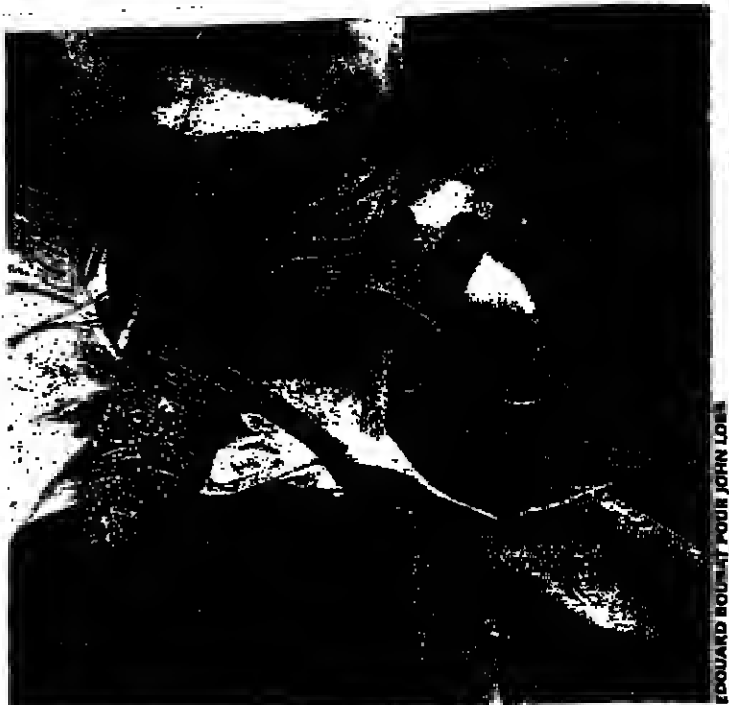
● Peau neuve. A l'Institut Marc Delacré, micro-peeling, 570 F, shiatsu du visage, 370 F, réflexologie des pieds, 420 F. 17, avenue George-V, 75008 Paris, tél. : 01-40-70-99-70.

● Cheveux. A la Villa Thalgo, modelage-massage 300 F, 218-220, rue Saint-Honoré, 75008 Paris, tél. : 01-45-62-00-20. Spécialistes des soins d'entretien, le shampooing-brushing de 8 h à 9 h avec petit déjeuner offert, 235 F. Cadix, 11, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris, tél. : 01-44-94-13-11.

épaule complets à l'italienne

Fernando Caraceni, tailleur du Tout-Milan

Ies Sartoria Caraceni (tailleur) sont légion à Milan. Tous viennent d'Ortona, village des Abruzzes, où le chef du clan, Domenico Caraceni, inaugura modestement sa carrière dans les années 20. La légende veut que ce tailleur local s'y soit vu confier, par quelque musicien de passage, un costume de Savile Row. L'ouverture et l'examen de la pièce auraient fait germer le style Caraceni, caractérisé par un ensoleillement résolu de la coupe anglaise. Fernando Caraceni, dont le père, à Ortona, travailla trente ans avec le frère du génie, revendique entièrement cet héritage. Sa grille marie l'architecture - un revers ample et court - à la sou-



A LA LETTRE. Le travail de « pied » des compagnons bottiers de John Lobb

métatarse un soulier, deux écoles

John Lobb et Berluti ou les clubs des grandes pointures

Si la chaussure est le socle universel du sur-mesure, ses clans ne marchent pas tous du même pas. Escarpins souples contre Derby insubmersibles. Rigueur contre fantaisie. Anglais contre Italiens. John Lobb contre Berluti. Chez le premier, on met en avant le confort - « Il y a vingt ans, c'était la ligne qui primait » - comme clé du sur-mesure, et même de son esthétique : « Une chaussure sur-mesure va produire des plis harmonieux ». Ces objets y sont traités avec une perfection qui leur permet d'être légus en héritage. Habités, les clients exigent des détails tellement inouïs - « Une semelle en lisses rondes, très fouillée en cannelure » - que les ateliers se rebâtissent parfois. Un richelieu tout simple comporte déjà seize pièces de cuir et requiert quarante heures de travail, avec l'essayage des toiles. Comme ce travail en double épaisseur pour masquer les dégradés, ou la fixation de la « cravate », petite pièce qui protège les coutures du dos.

« Le sur-mesure est devenu plus exigeant », opine Olga Berluti, qui n'hésite pas, quant à elle, à masser ses souliers pendant quatre-vingts heures avec des huiles essentielles. « Plus question d'accepter que le soulier « se fasse » ou « pied » : il faut qu'il semble avoir été porté par votre grand-père. Et ne pas aller comme un gant, car le soulier porte le poids du corps... Il doit protéger, ne pas glisser et se déplacer avec rapidité. » A perfection égale, c'est la ligne qui prime ici. Car « le soulier révèle son propriétaire ».

Après les décolorations et les scarifications, Olga Berluti s'est trouvée une autre foucade générale : tatouer sur l'extérieur les initiales du client.

J. B.

J. B.

BAUMES
APRÈS RASAGE
HYDRATANTS.

NIVEA

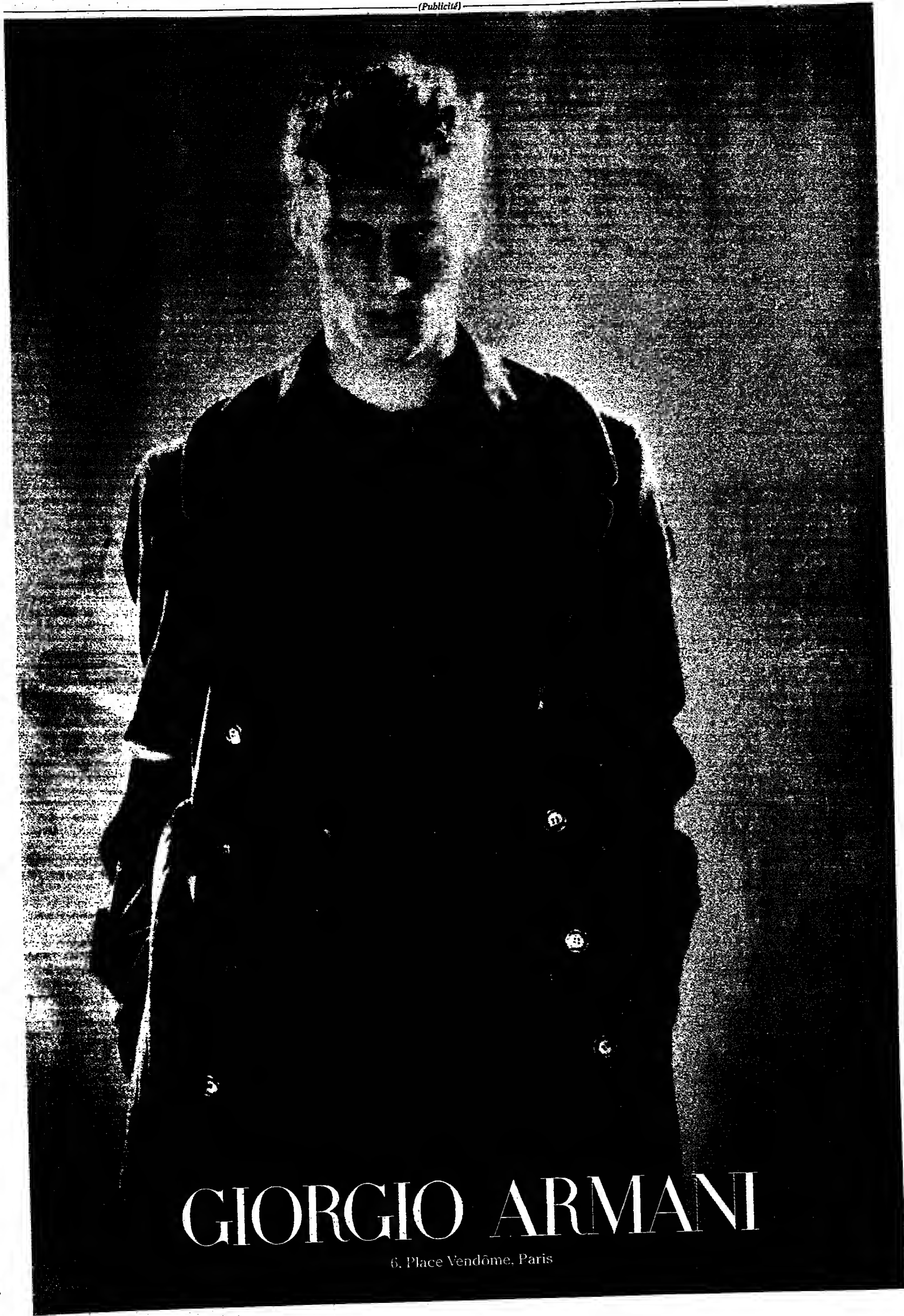
POUR ÊTRE BIEN
DANS SA PEAU
D'HOMME.

Le Monde

مكتبة من الاعمال

LE MONDE / JEUDI 25 SEPTEMBRE 1997 / V

(Publicité)



GIORGIO ARMANI

6, Place Vendôme, Paris

chic détails de style

Couvre-chefs. Du bicorne du commandant Cousté au feutre de François Mitterrand, les maisons Gelot et Motsch ont chapeauté des têtes de prestige. Le feutre sur mesure décline en 10 coloris, du gris de la pierre au beige du désert, à partir de 2 400 F chez Gelot et 2 500 F chez Motsch.

Vision à long terme. Avec des lunettes sur mesure. La monture en corne, avec possibilité de faire graver son nom et son numéro de téléphone à l'intérieur de la monture, 4 900 F, Pierre Marty. Chez Jean Lafont, un choix d'une trentaine de coloris et de formes à partir de 1 800 F.

Caleçons couture. Sur mesure, le caleçon à choisir parmi les cotons et les soies légères des chemises, de 990 F à 1 500 F. Lavin ou le caleçon en coton, 5 000 F, 1 500 F Hermès. Raffiné, le modèle trois boutons, 690 F, Arny.

Au plaisir retrouvé de beaux accessoires, le carnet d'adresses d'un esthète à Paris

vate en cachemire gris ou marine, 595 F, Polo Ralph Lauren.

Teinturerie fine. Depuis 1903, les artisans de la teinturerie Puyanne auscultent les vêtements. Les chemises sont lavées à la main avec des savons très doux, les costumes repris de fond en comble (entretien, rajout de boutons manquants, points de couture). 400 F le costume, 150 F la cravate.

A la bonne heure. De 100 F à 100 000 F la boutique Royal Quartz rassemble les plus grandes marques horlogères (Swatch, Tag Heuer, Rolex...). Spécial Jeday, la nouvelle Reverso Duoface, avec or gris sur bracelet de croco noir, 57 000 F, Jaeger-LeCoultre.

Gants griffés. Les mitaines équestres en agneau plongé, 1 690 F, Hermès. Les gants noirs, grand luxe, en pécari doublé cachemire, on les gants d'automobiliste en pécari marron et tricot blanc, 1 900 F et 1 600 F, Old England.

Pieds d'esthète. Aux pieds de Philippe Noiret ou de Maurice Druon, les chaussures sur mesure du bottier John Lobb, à concevoir parmi une cinquantaine de peaux différentes. A partir de 12 000 F pour une paire de Derby, 6 mois de délai pour la première commande. (Exposition à la boutique du 26 septembre au 10 octobre.) Aubercy, le chausseur des boursiers, propose ses modèles en 8 largeurs différentes et quatre hauteurs de talon, 2 950 F pour des Richelieu pleine peau, en cuir, délai d'un mois. Un grand classique chez Berdini, les escarpins à lacets en veau « venizia », patine et couleur au choix, 5 000 F.

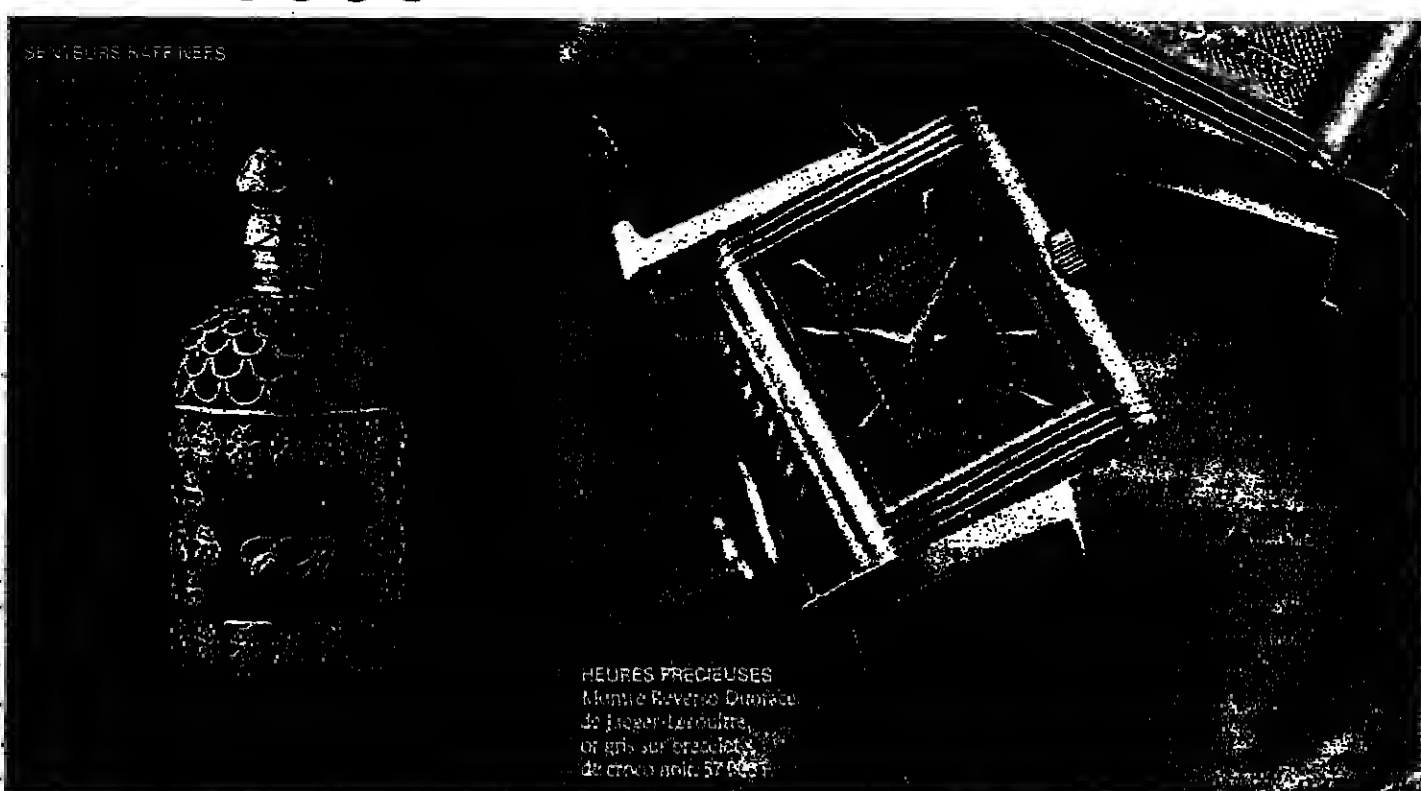
Chaussettes en vue. Multicolores, les Corgi se déclinent du vert gazon-avocat au beige-chocolat, 100 % coton, Paul Smith 120 F. Simples et sobres, les chaussettes à côtes en Nylon et coton existent en anthracite, gris souris, beige et noir, 180 F, Calvin Klein.

Cordonneries pointues. A chaussures de luxe, soins d'exception. Un remontage sur chaussures effectué par des compagnons bottiers, 595 F, cordonnerie Vaneau. Entretien express dans les 4 « salons cireurs » de la capitale. Les chaussures sont dépoussiérées, nourries au lait et cirées en 5 minutes. 30 F un cirage traditionnel.

Voyage d'affaires. Bijou des loupes première classe, le bagage Helanga en cuir acajou ou épica, 6 900 F, Louis Vuitton. Ventru et rassurant, le sac de voyage « parha » en cuir légalé noir, 8 400 F, Cartier. Poids plume, le sac peloton en parana et cuir végétal, bouclerie argent et fermoir en G, 2 700 F, Gucci, ou la valise « Plage » ultrapiate en Nylon garni cuir de vachette, 10 coloris, 590 F, Longchamp.

Rendez-vous précieux. Fin comme un portefeuille, l'agenda Chelsey, 695 F, Filofax. Les « cahiers roulés » ne prennent que 4,5 cm de largeur un fois pliés, couverture en buffle ou en chèvre maroquin, rechargeables, 7 coloris, à partir de 1 120 F, Hermès. En vue, le porte-disquettes en cuir poli dans des teintes d'orange, d'abstrait ou de bleu, 390 F, Old England.

Cartables. Le plus luxueux des cartables d'étudiant, le « Roger's briefcase », avec bandoulière amovible, 10 850 F pour le modèle un soufflet en cuir grainé, Mulberry. Le sac à dépêches à choisir parmi



HEURES PRÉCIEUSES
Montre Reverso Duoface
de Jaeger-LeCoultre,
en gris sur bracelet
de croco noir, 57 000 F

13 sortes de peaux, à partir de 14 800 F, Hermès. Un porte-documents en cuir grainé qui se roule comme un magazine, 890 F, Old England.

Fragrances souveraines. « L'Eau Impériale » de Guerlain, dans un écrin fastueux, sculpté d'abeilles dorées à l'or fin. Possibilité de faire graver ses initiales (trois semaines de délai) et de le

remplir de la fragrance de son choix, flacon 250 ml, 1 310 F. 70 F par initiale. « Mouchoir de monsieur », un intemporel de Guerlain depuis 1904, le flacon de voyage en 200 ml, 890 F. « Pour un homme », le premier parfum de Caron, aux accords de lavande et de vanille, sur fond d'ambre et de bois précieux. Le vaporisateur 100 ml, 265 F. Porté par François Mitterrand, l'« Eau d'Hadrien », imagi-

née par Annick Goutal en 1981, le vaporisateur 100 ml, 390 F. L'élégance pure avec un bois sépia, 600 F les 75 ml d'eau de parfum, initiales gravées à partir de 300 F, les Salons du Palais-Royal Shisheido.

Des fleurs pour un homme. La passion d'un bouquet de roses de jardin, aux couleurs flamboyantes (fuchsia, jaune d'or,

orange...), ou le raffinement sobre d'une composition de baies et d'hortensias prune et marine, à partir de 250 F, Moulié Savat. Une brassée de verdure mêlant les feuillages de hêtre, de chêne et de lierre aux « bonnets d'évêque » et le graphisme dépouillé d'un bouquet d'arums, 300 F et 500 F, Christian Tortu.

Anne-Laure Quilleriet

CHAPEAU BAS
Le feutre sur mesure à partir de 2 500 F, Motsch.



PREMIÈRE CLASSE
Le bagage Helanga
en cuir acajou ou épica, 6 900 F,
Louis Vuitton.



SAC DE LUXE
Le sac à dépêches en cuir gold,
à partir de 14 800 F
pour un modèle
à soufflet, Hermès.

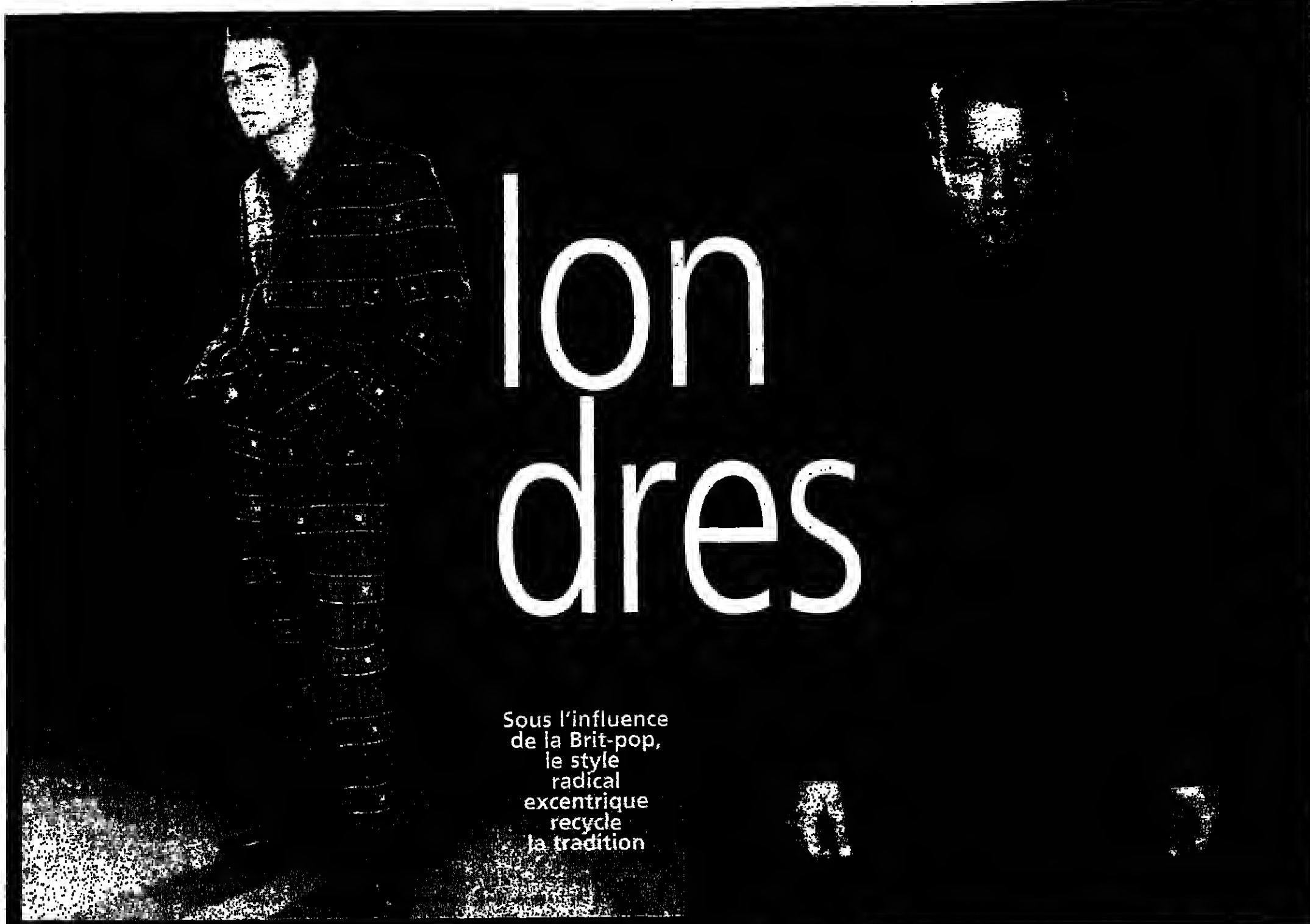
Ceintures dandy. La ceinture en cuir noir végétal avec boucle stylisée du célèbre G de Gucci, 740 F. Un modèle en cuir vieilli, avec fermoir patiné, 900 F, Calvin Klein. La ceinture Paul Smith en cuir glacé, 405 F.

Chemiserie d'exception. Du sur-mesure premier prix avec la chemise Mangas à choisir parmi 400 tissus, 29 cols et 3 sortes de poignets, de 269 F à 400 F. Un choix étourdissant de tissus et de couleurs, chez Charvet avec plus de 6 000 échantillons en sur-mesure, de la popeline aux soies les plus fines, 1 700 F. Boutons de manchette en passementerie, 30 coloris, 169 F les trois paires. A porter avec l'une des 10 000 cravates, 510 F en soie imprimée et 530 F en soie brochée, le tout Charvet.

Vertige cachemire. L'écharpe en pur pashmina, tissée à la main à partir du duvet de la chèvre Hircus, d'Himalaya, 10 teintes, de 1 000 F à 3 500 F, le Cachemirien. Dans plus de trente nuances, de l'avocat au pain brûlé, le pull en cachemire d'Ecosse deux fils, 2 000 F le pull, 3 700 F le gilet, Old England, ou l'indémodable polo trois boutons en gris, noir ou bordeaux, cachemire un fil, 2 200 F, Malo. La cravate

LANVIN
PARIS

■ 15, rue de la Harpe - Paris 5^e ■ Place du Casino - Monte Carlo - Principauté de Monaco



Sous l'influence
de la Brit-pop,
le style
radical
excentrique
recycle
la tradition

les nouveaux gentlemen

a

trois heures de Paris, la révolution culturelle continue de plus belle ! Le triste « événement Diana » entraîne les Britanniques dans une sorte de révolution silencieuse. Selon le *Sunday Times* du 14 septembre, l'incident sert de prétexte « à remettre en cause le conformisme de la monarchie ». Selon le couturier Paul Smith, membre du comité de réflexion sur la politique culturelle du gouvernement, « le pays s'engage sur une voie optimiste, plus dynamique et moderne ». Irréductibles, les modes naissent sans que l'on s'en rende compte. Contrairement à New York, dont les moindres signes de mode sont calculés et dirigés par un marketing vorace, Londres se caractérise par sa spontanéité. Le « beat » londonien et l'énergie qui s'en dégage réduisent son public à un état euphorique contagieux.

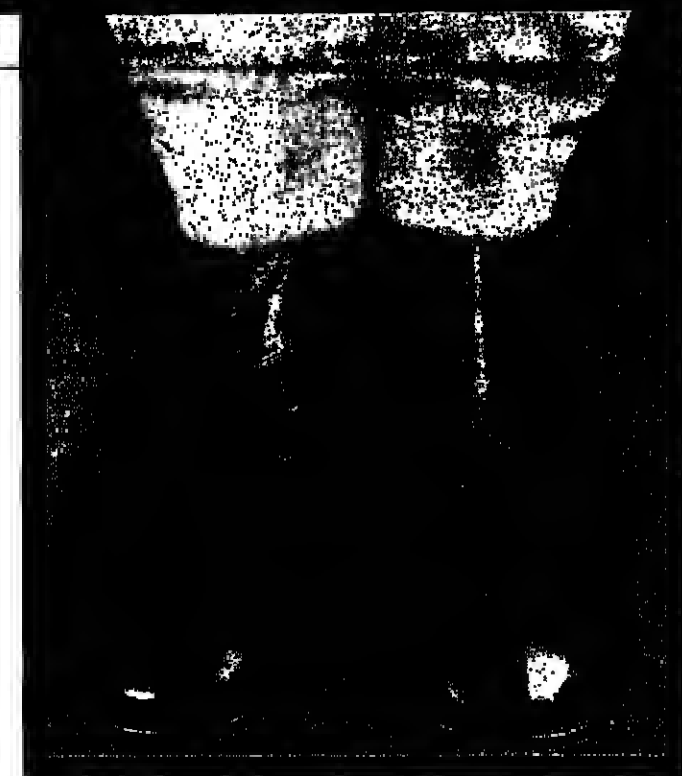
Une génération optimiste qui aspire à la fois à une individualité et une solidarité. Londres a digéré sa mixité. Jamais qu'un ou indien, on est simplement fier d'être British. La confusion des genres sert de détonateur et accentue cette quête de liberté. Les groupes leaders comme Prodigy mélangent rythmes et nationalités en noir et blanc, tout en gardant leur identité. Parallèlement, le gouvernement exprime la possibilité d'un échange. Tony Blair va jusqu'à convier, le 30 juillet dernier, Noel Gallagher, guitariste du groupe Oasis, à une garden-party donnée au 10, Downing Street. Initiative évidemment très remarquée et appréciée. La politique blairiste du Parti travailliste met ainsi l'accent sur l'importance du rôle et l'influence de la « youth culture ».

Une culture jeune en quête de liberté, d'une qualité de vie et d'un besoin d'identité, qui se traduit dans la mode masculine par un retour à la tradition. L'*Homo britannicus* s'est découvert un faible. Il veut se défouler.

Baptisé le « young blade », il accorde beaucoup d'importance à sa tenue, jusqu'à assortir sa fausse Rolex en or à sa Vespa dorée, comme Patrick Cox. S'il recycle le passé, c'est pour le modifier. Le créateur Nick Ashley associe la classique parka de chasse à une recherche sur des matériaux techniques. « *Primordial, il s'invente ou s'approprie un style de vie* », constate Eleni Estima, éditeur du magazine *Arena*. À l'essence de ce mouvement, le biennuel *Wallpaper* envisage la mode dans son contexte. Un magazine qui se concentre sur le mode de vie des « urban modernists ». Le lecteur « urbain » navigue entre la silhouette dernier cri de Gucci, le design de Michael Young et les considérations sur l'habitat de demain. Une nouvelle attitude qu'adopte sans sourciller le Londres « connecté ». Un point de vue que partage Joseph, qui définit sa nouvelle boutique pour hommes comme un endroit de mode et non comme une boutique-caisse enregistreuse ! « *Lieu de vie, catalyseur d'envies, l'espèce y vendra plus qu'un vêtement*. On

Conscient de son héritage, l'« *Homo britannicus* » remet au goût du jour le sur-mesure à l'ancienne. Le costume fait un retour fracassant

doit s'y reconnaître et y trouver un esprit juste. » Evolutions, révolutions... Le costume fait un retour fracassant. « *La cravate et l'uniforme imposés dès la tendre enfance sont définitivement ancrés dans nos gènes* ! », résume le chausseur Patrick Cox. Conscient de son héritage, le gentleman remet au goût du jour le service sur mesure à l'ancienne, stigmate de l'élégance. « *Après les années 80, consacrées au sportswear, l'homme a envie de vraies valeurs. Exécut les années étiquettes, l'homme confiant n'a plus besoin de griffes ostentatoires comme signes de reconnaissance*... », constate le tailleur Richard James. Même si l'on ne compte plus qu'une dizaine de tailleurs sur la célèbre Savile Row, sa ré-



putation demeure intacte. La relève est assurée par une nouvelle vague de tailleurs comme Richard James, installé sur la Row depuis 1992, et Oswald Boateng, là depuis deux années. Il ne suffit plus d'être riche et bossu pour avoir envie d'une « tailor therapy ». Désormais, on peut être jeune et avoir de la personnalité pour s'habiller sur mesure. Entre banquiers et businessmen, Timothy Everest « *taille aussi un costard à James Bond* ». Oswald Boateng habille les chanteurs Seal et Keziah Jones quand Richard James s'offre une clientèle des plus glamour, de Tom Cruise à Oasis et à Elton John. « *Le bespoke (haute couture au masculin) revient en force* », confirme Oswald Boateng. Le bespoke, 20 % du chiffre d'affaires de la maison Gieves & Hawkes, compte encore un atelier de 17 employés. Mais l'art sartorial restera un luxe, le premier prix d'un costume étant de 10 000 £. Face à la demande, Savile Row se voit contraint de proposer du « ready to wear » (prêt-à-porter). Depuis à peine six mois, Gieves & Hawkes a introduit le « made to measure », une ingénieuse proposition, intermédiaire entre le bespoke et le prêt-à-porter. « *Un seul essayage suffit, six semaines d'attente (le double pour le bespoke), un résultat qualitatif*

presque parfait et déjà plus de 30 commandes par mois. » Mark Henderson, managing director, s'en voit ravi. Le costume évolue avec tact. La rigidité disparaît, le pantalon se porte plus étroit, la cravate plus large, rayée d'un motif prince-de-Galles bleu vif. La veste se ferme de trois ou quatre boutons (selon Paul Smith, on reviendrait même au boutonnage croisé), la jupe (bas de la veste) s'allonge pour s'élargir, quand la doublure ose

guide

● **Hôtels** : Le luxe minimal du Hempel, 31-35 Craven Hill Gardens W2, Tél. : (0044 171) 298 9000. Metropolitan, 10 Old Park Lane W1, Tél. : 447 1000.
● **Restaurants** : Wiltons, 55 Jermyn Street, SW1, Tél. : 629 9955. Créés par Sir Conran, Quaglino's, 16 Bury Street SW1, Tél. : 839 2866. Bluebird, 350 King's Road SW3, Tél. : 559 1000. Momo, 25 Heddon Street W1, Tél. : 434 4040. Nobu, au 1^{er} étage du Metropolitan, Tél. : 447 4747. I-Thai (Hempel), Tél. : 298 9001.
● **Nuits** : Le Met'bar (Metropolitan), l'Atlantic, 20 Glasshouse W1, Tél. : 171 734 4888 ; au Cobden Club, 170-172 Kensal Road W10.
● **Tailleurs** : Richard James, 31 Savile Row W1, Tél. : 434 0605 ; Oswald Boateng, 9 Vigo Street W1, Tél. : 734 6868 ; Timothy Everest, 32 Elder Street E1, Tél. : 377 5770 ; Gieves & Hawkes, 1 Savile Row W1, Tél. : 434 2001.
● **Boutiques** : Joseph Men, 74 Sloane Ave SW3, et le nouveau sous-sol du grand magasin Harrods, Knightsbridge SW1. Nick Ashley, 57 Ledbury Road W11 ; Kirk Originals, 36 Earlham Street, Covent Garden WC2 ; Cutler & Gross, 16 Knightsbridge Green SW1 ; les produits de beauté pour hommes chez Space.NK, 45-47 Brook Street W1.

SAVILE ROW
Costume en tweed de laine à carreaux, filas et ocre ; chemise en satin prune, cravate en soie bordeaux ; boots zippées en cuir marron. Oswald Boateng.
COVENT GARDEN
Costume droit en laine tabac à rayures tenues turquoise ; chemise en coton havane ; cravate en coton marron. Paul Smith.
NOTTING HILL
Pantalon de costume à revers en moleskine sable ; boots en cuir gris clair surpiqué. Patrick Cox.
Photos : Michel Fignat. Stylisme : Maelan. Modèle : Charley chez Success.

my taylor is (Paul) Smith

une alliance entre le gentleman-futuriste et le dandysme

Sécimen en vogue, Paul Smith représente ce que la mode masculine produit de meilleur en cette fin de siècle. Figure emblématique de Londres, Paul Smith célèbre une esthétique moderne, comprend la tradition classique, en fixant ses propres règles d'un nouveau dandysme. Cet hiver, la carure, les revers et pantalons aux proportions exagérées, confirment son interprétation du gentleman futuriste. Son style : « *C'est une question de twist* », résume Paul Smith, qui a ouvert sa première boutique en 1970 à Nottingham, sa ville natale. « *Je mixe, combine proportions classiques et touches d'excentricité* ».

A cinquante et un ans, Paul Smith mène sa carrière de stylistes avec brio, tout en gérant son rôle de businessman à la tête de 180 boutiques qui génèrent un chiffre d'affaires annuel de 1,4 milliard de francs. Paul Smith nous avoue : « *ne plus avoir le temps de passer l'aspirateur dans ses boutiques* », mais vient pourtant d'accepter une nouvelle mission. Invité, mi-août, par Tony Blair à rejoindre un comité - constitué de talentueux « leaders » dans leur domaine comme Richard Branson, créateur de Virgin, ou Alan Mc Gee, producteur du Label Création Records et dénicheur du groupe Oasis - chargé de réfléchir à la politique culturelle du gouvernement. Paul Smith voit là l'occasion d'intensifier et d'encourager les créations du Royaume-Uni. « *Notre musique ne s'exporte-t-elle pas mieux que le fer ?* » Suite au prochain épisode, mi-octobre, avec la première réunion du comité.

A. S.

مركز المصالحة

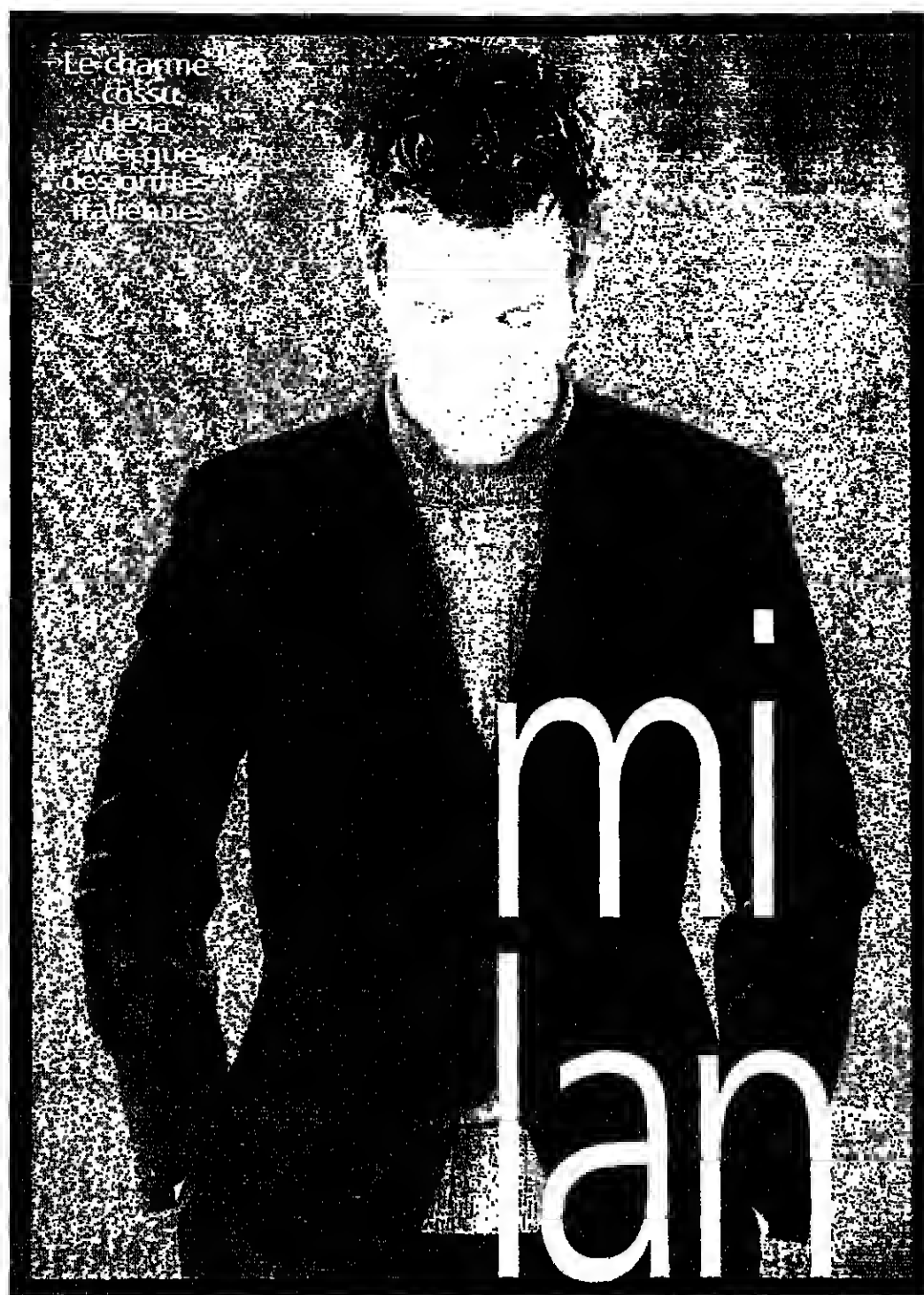
LE MONDE / JEUDI 25 SEPTEMBRE 1997 / IX

(Publicité)

Création en collaboration avec

HERMÈS. L'AFRIQUE AU CŒUR.

HERMÈS
PARIS



succès l'homme aux pieds d'or

Diego della Valle ou le trio gagnant de l'industrie, de l'artisanat et du marketing

elles chaussent le festival de Cannes et les staffs de la mode italienne. Elles s'attachent aux États-Unis, en Europe, au Japon. En inventant la démarche des années 90 - libérée, assouplie, adrienne - elles ont déclenché des séismes vestimentaires. Au royaume de la belle chaussure, rien n'égale la célébrité des Tod's. Ces mocassins souples à picots proviennent tous des Marches, la province bottière de l'Italie centrale, à l'endroit même où ils naquirent voici dix-neuf ans. Au village de Comunanza, les trois cents ouvriers de l'atelier della Valle fabriquent alors des souliers de femme pour les marques de mode italienne. Sentant poindre la civilisation des loisirs, Diego, le jeune fils du propriétaire, cherche à la critiquer autour d'un produit neuf et alluré :

« A l'époque, dit-il, le confortable était rarement beau, et le beau rarement confortable. » Sa réflexion prend corps dans la car-shoe, modèle accessoire découvert aux États-Unis, et dont il fait, après un an de mise au point, la première chaussure sur coussin d'air, et qui s'enfile comme un gant. Son secret ? Une semelle en gomme juchée sur cent trente-trois picots, et des cuirs ultrasouples, coupés et montés à la main. La Tod's est née. Bientôt, elle s'enrichit de cuirs rares, épouse les détails de la saison pour rester contemporaine et se protège pour l'hiver, sans perdre sa souplesse. Les Tod's sont devenues un objet de mode qui chausse le monde entier. En dépit d'une fabrication restée semi-artisanale, elles sont huit millions à sortir, chaque année, des ateliers marchois. Entre-temps, Die-

BORGONUOVO
Manteau droit boutonné sous patte en cover de laine taupe ; écharpe en velours noir imprimé golf à franges. Giorgio Armani. Chemise en jersey fluide marron, pantalon en drap de laine noir, ceinture en cuir noir. Emporio Armani. Photos : Michel Figuet. Styliste : Maclean. Modèle : Bill chez Bananas.

go della Valle a créé de nouveaux classiques : les Hogan (inspirés des chaussures de cricket), Fay (une ligne de sportswear inspirée des vêtements des pompiers)... En 1995, son groupe pesait 1 milliard de francs. Il pourrait entrer prochainement en Bourse.

J.B.

guide

- **Hôtels** : Palazzo delle Stelline : 61, corso Magenta. Tél. : (00-39) 24818431. Antica Locanda Solferino : 2, via Castelfidardo. Tél. : 26592706. Principe di Savoia : 17, piazza della Repubblica. Tél. : 2623 01.
- **Restaurants** : Santa Lucia : 3, via San Pietro all'Orto. Tél. : 2760 231 55. Al Girarrostro : 31, corso Venezia. Tél. : 2760 000 481. La Tavernetta : 30, via Fatcheneffratelli. Tél. : 2659 7610. Bice : 12, via Borgospesso. Tél. : 7600 2572. La Torre di Pisa : 21, via Fiori Chiari. Tél. : 287 4877. Trussardi : 5, piazza della Scala. Tél. : 2806 8821.
- **Chemises sur mesure** : Siniscalchi : 1, via Carlo Porta. Tél. : 2229 00 33 65.
- **Shopping** : Via Montenapoleone, via della Spiga, via Sant'Andrea. Et aussi le Naviglio, Brera, corso Buenos Aires.

l'empire de la tradition

e

n juin dernier, Jean-Paul Gaultier offrait son défilé de mode masculine à la capitale lombarde. Et triomphait... Tenu de présenter trois jours plus tard sa Haute Couture à Paris, il justifiait sa « provocation » par le calendrier, mais n'oubliait pas de « rendre hommage au pays, où mes collections sont fabriquées depuis quinze ans : il est leader en mode masculine ». Il suffit de voir comment Milan s'annonce, à l'aéroport de Linate : une grille géante - Emporio Armani - posée sur un hangar ! Manière d'exalter la Mecque vestimentaire qui, mieux que le Dôme ou la Scala, incarne aujourd'hui la cité des Sforza. C'est un curieux retournement du sort, car jamais Milan n'a rivalisé d'élégance avec Naples ou Gênes. Le jaune de ses crépis, sévères et pontifiants, hérités de l'ancien occupant autrichien, ses avenues bourgeoises et confortables, plantées de beaux arbres, proclament ce bon ton, qui est la patine ancienne des cités d'affaires. Milan est née des routes - celles de Munich, de Lyon, de Genève... Elle a prospéré par ses foires. Aujourd'hui encore, elle est le lieu où le pays de la dolce vita s'assume européen. Le secret de cette ville propre, fluide et organisée, c'est que les rendez-vous s'y donnent dès 9 heures, les derniers bureaux se vidant à l'heure du dîner. L'active Milan possède le premier journal d'Italie (le Corriere della Sera), la crème de sa finance et de ses designers, des légions de communicants et un statut de carrefour dans le village planétaire. Pour les créateurs de la Botte et les grands tisseurs - qui ont transformé l'Italie du Nord en atelier géant -, Milan était le lieu pour exhiber ses griffes neuves. Après Missoni, le tailleur Zegna et le fabricant de maille Marzotto et Missoni, un autre géant du textile, l'homme du jersey Mario Boselli, vient y lancer son prêt-à-porter, composé d'éléments superposables. Si son groupe est originaire des Lacs, l'homme porte aujourd'hui la cravate verte du Cercle de l'Union, qui relie depuis cent cin-

quante ans l'aristocratie de Milan aux industriels. Milan a trouvé dans la mode ses nouveaux seigneurs. Ceux-ci se sont offerts de vieux palais, qui intègrent studio et bureaux, ainsi qu'une fenêtre sur la vie urbaine : restaurant (Trussardi), galerie d'art (Prada)... Dans ses palais de

Plaqué tourmente où l'Italie du Nord expose et exporte sa mode, la ville affiche ses marques

commandent en vieux rose, à rayures ou carreaux. Le soir, dans les boîtes sombres du luxueux restaurant Bice, ou dans le chahut familial de la Torre di Pisa, ces derniers concluent, par un scotch, les trois plats du dîner italien - dont l'indispensable risotto aux truffes



la via Borgonuovo, Giorgio Armani possède un théâtre. Tout comme Trussardi et Mariuccia Mandelli (Krizal), il prend au sérieux ses obligations de mécène en sponsorisant des expositions : « De Monet à Picasso » a reçu l'an dernier un million de visiteurs.

Le roi de la mode italienne a beau aimer « les petites cours de Milan et ses jardins secrets », « ses sfumato indéfinissables » (Mariuccia s'inspire aussi des couleurs de la ville) et déclarer : « la ville m'a transmis un sens de l'ordre que j'ai légué à mon style », il déplore son « formalisme implacable » au chapitre vestimentaire. Si l'architecte ose le tweed, le Milanais aisé - celui qui a son bureau dans le centre et part dès qu'il le peut skier à Saint Moritz (il y a « sa » rue, surnommée corso Vittorio-Emmanuele) - préfère à l'élégance destructurée le classicisme cosu anglo-italien. C'est ainsi qu'à midi, les cafés de la piazza Cavour délivrent leurs salades composées à tout un peuple en complets gris. Il faut être Monsieur Giovanni Agnelli pour marier, en semaine, le jean à la veste... La coquetterie est dans les accessoires. Clarks, souliers acajou de Messina, belle serviette Prada, chemise de Siniscalchi, que les dandies

blanches. Chez Santa Lucia, la brasserie du centre, les aristocrates cireux, enfouis dans des blazers, dînent à gestes lents avec de souriants play-boys en polo, dont le bronze, griffé Portofino ou Saint Moritz, se joue des saisons. C'est qu'aujourd'hui, le prude Milanais découvre son corps. Entre deux joggings électroniques, d'utiles relations se nouent au Club Conti, ou dans la piscine à jacuzzi du Principe di Savoia. Bompiéri, le jovial coiffeur du Tout-Milan, rajoutait les tempes argentées. Le luxe a pour artères la via Montenapoleone, la via della Spiga et la via Sant'Andrea. De Versace à Louis Vuitton, de Ferragamo à Gucci, ici, tout est boutique, les rares interstices s'arrachant au prix de l'or. Mais les japonais sont bien seuls à y déambuler en tenue « mode ». Au fil de « circuits-shopping » organisés depuis l'archipel, ils recopient cinq fois le même achat, avant de reprendre haleine autour d'une pasta, dans la salumeria en fond de cour. Masquées de lunettes solaires, quelques Milanaises élégantes promènent leur lévrier. Les hommes, eux, attendront le samedi. A 5 heures, la possession y transforme ces rues encaissées en théâtre.

Jacques Brunel

LA SEDUCTION AU SENS LARGE
1ère grille de P.A.F. grandes tailles pour les hommes qui sortent de l'ordinaire. Grands classiques et tendances actuelles. Large gamme jusqu'à la taille 76. Costume sur mesure livré en 10 jours à partir de 2 499 F. Choix des meilleurs tissus : Dormeuil, Scabal, Cerruti. Mais MAGN'HOMME, c'est aussi...

Bexley
BOOT COUSUS GOODYEAR DOUBLE CUIR
EMBAUCBOIRS
1 PAIRE : 150 F • 2 PAIRES : 200 F
Paris 4 - 35, bd Henri IV M° Bastille
Paris 7 - 39, bd Raspail M° Sèvres-Babylone
BEXLEY VPC
20, rue Lanterne 93011 Lyon
04 78 30 40 16
http://www.bexley.fr

Depuis 1894
DU BEAU VETEMENT A
LA SIMPLE RETOUCHE
LEGRAND
Tailleur sur mesure
Hommes et Dames
Nouvelles collections
Prix agréables
27, rue du 4-Septembre, Paris 2e
Tél : 01.47.42.70.61

MON IMPER
DAMPERS A LA UNE
Bourbonnais 1500 F
Parkas Goret-Tex des 1695 F
Parkas Birmo St-Hilaire des 550 F
Nouveaux catalogues gratuits
65 rue de Valenciennes 75009 Paris
70 Avenue des Terres, 75013 Paris
Tél : 01 48 24 46 99 et 01 45 72 18 64

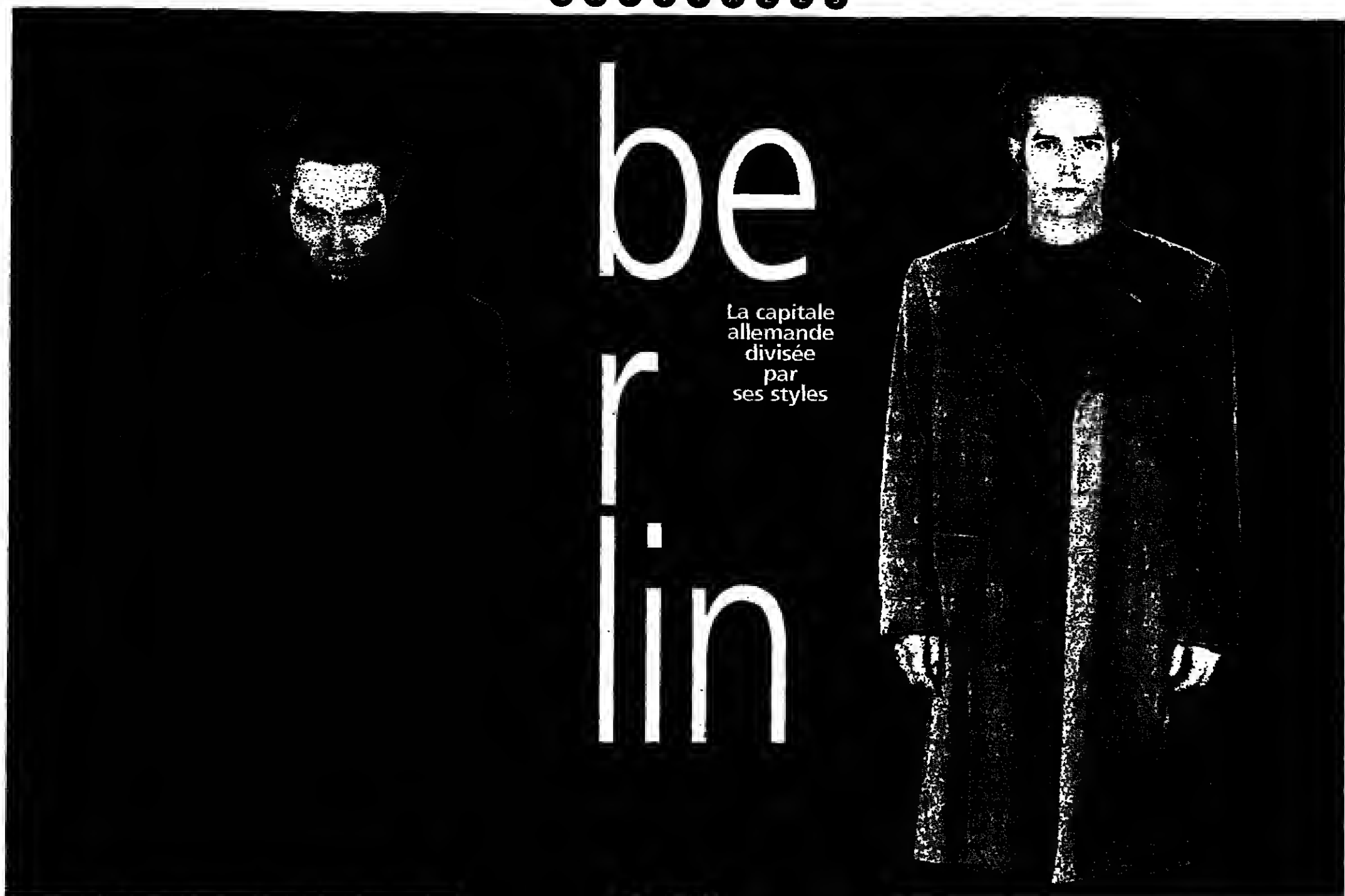
ALAIN FIGARET
- Chemises -
GRANDES TAILLES
GRANDES LONGUEURS
Paris 2e : 21, rue de la Paix ; Paris 7e : 16, rue de Sèvres
Paris 8e : 14 bis, rue Marbeuf / 30, avenue Franklin Roosevelt
Le Chesnay : Parly 2 - St Germain-en-Laye : 10 ter, rue de la Salle
Biarritz - Bordeaux - Lille - Lyon - Marseille - Nice - Strasbourg - Tours

Une ligne de vêtements
SPORTSWEAR :
jeans, sweaters, chemises,
pulls confortables,
parkas et surcoats.
MAGN'HOMME
132, bd Haussmann - 75008 PARIS
Tél. 01.44.69.00.55
Du lundi au samedi
de 10h à 19h30.
Métro Mirosmanni
ou St-Augustin
Pig Bergson ou
Haussmann Berri.

Prochain rendez-vous
LA MODE EN CAPITAL
le mercredi
Prochaine 1997
Renseignements :
01 42 17 39 41

RAFAL
Face à la gare St-Lazare
Habille les hommes
GRANDS ou FORTS
15, place du Havre
Paris 8e - Tél. : 01-43-87-34-64
NICE
18, av. J.-Médéric
C.C. CAP 3000
LYON ROURY
80, rue E.-Herriot

هكذا من الأصل



folie et convention

Imposantes perruques blondes Marilyn, paupières crayonnées à outrance de bleu et de brun, lèvres badigeonnées de rouge, volumineuses poitrines en silicone pressées dans des minirobes en stretch violet, bien en chair, des hommes déguisés en femmes, gambadant, joyeux et lascifs, sur un podium, et jetant des regards provocateurs. Ce sont les « drag queens », les travestis du créateur de mode berlinois Pfefferkorn. Ces reines de la nuit berlinoise sont venues participer au « plus long défilé du monde », organisé sur le Kurfürstendamm, avenue prestigieuse, dans l'ancien Berlin-Ouest, bordée de magasins de luxe et de ténue. Devant et derrière elles, huit cents autres mannequins, hommes et femmes, évoluent en cadence et sagement sur un podium long de 1001 mètres. Au pied de l'estrade, les spectateurs offrent la même image de contrastes, alternance d'impertinence et de convention. Certains sont venus, à vélo, vêtus de pantalons fripés, recyclables et 100 % bio et chaussés de Birkenstock. Ils boivent de la bière, et moitié admiratifs, moitié critiques, commentent la tenue de chaque mannequin. D'autres portent des cheveux verts ou orange et exhibent une rangée d'anneaux dans les oreilles et le nez. De l'autre côté de l'estrade, les VIP boivent du « Mumm », sorte de champagne allemand. Malgré leurs costumes d'apparat, ils semblent tout droit sortir d'une fête d'entreprise de Volkswagen. Une voix d'homme dans un microphone répète, comme ivre : « C'est fou, ça ? Berlin est la nouvelle capitale de la mode. » Autopromotion ou mégalo-manie ? Berlin est probablement la seule capitale qui éprouve sans cesse le besoin de se

le répéter. Sens de la dérision et fierté, le Berlinoise paraît à la fois convaincu d'habiter dans la métropole des métropoles et en douter.

En temps normal, le Kurfürstendamm (dit « Ku'damm ») est le ventre des affaires et de l'argent de la nouvelle capitale allemande. Huit ans après la chute du mur, c'est encore là que le Berlinoise aisé vient faire ses courses, flâner, regarder et être vu. Acheter un costume Armani au célèbre magasin Kramberg, au 56-57 du Ku'damm, ou prendre un brunch au Shell, ancienne station-service transformée en restaurant dans la Kneesebeckstraße, rendez-vous le plus mondain du dimanche matin. C'est ici que les banquiers, les cinéastes, les mannequins, les play-boys et, dit-on, la mafia berlinoise se montrent et s'observent. Porsche à l'entrée, Rolex, chemise en soie, l'important est de porter tout ce qui est cher et reconnu comme tel. Le soir ils se retrouvent au Lutter & Wegener, restaurant fondé en 1811, dans la Schlüterstraße, près du Ku'damm. Ambiance feutrée, bois sombre, tableaux en relief, petites tables à

Entre « drag queens » et hommes d'affaires, dérision et fierté, les nouveaux codes de la métropole allemande en pleine ébullition

la parisienne, c'est ici que les comédiens français viennent dîner, en sortant des salles de cinéma lors des Biennales berlinoises. De temps à autre, ils s'aventurent dans l'ancien Berlin-Est et vont dîner au Borchardt dans la Französischstraße, à deux pas de la mythique Friedrichstraße. Dans les années 20, les élégantes berlinoises, coupes à la Jeanne d'Arc, robes à taille basse et rivières de perles au cou, venaient y admirer les devantures des magasins. Aujourd'hui, le luxe est de retour. Prada inaugurer une boutique hommes en 1998. Donna Karan,



Gucci, viennent d'envahir des magasins dans les bâtiments flamboyants du « Quartier 206 », à côté des Galeries Lafayette, construites par l'architecte français Jean Nouvel. Mais l'élégance a disparu. Seul reste le souvenir des « années d'or », un parfum de nostalgie. Dans ces nouveaux temples du luxe, le client ressemble encore à un animal rare. La Friedrichstraße n'est pas prête de détrôner le Ku'damm.

« Berlin n'a jamais été une capitale de la mode. Mais elle pourrait le devenir, car, comparée aux autres villes allemandes, Berlin est un vivier de création. Elle compte environ 60 stylistes et 6 écoles de mode », affirme Hans-Ulrich Pappé, quarante ans, créateur allemand de haute couture, chiffré d'un élégant chapeau de paille, en tirant une bouffée de son cigare à la terrasse du restaurant Shell. A l'ouest, l'argent, à l'est, la créativité. Depuis la chute du mur, la « Szene » (quartier branché) s'est déplacée de « Berlin-Ouest » (Kreuzberg, quartier alternatif) à « Berlin-Est » (Mitte et Prenzlauerberg). C'est dans ce nouveau centre, près de l'Alexanderplatz, que les créateurs de mode ont élu domicile, dans des arrière-cours

MITTE

A gauche : Veste croisée en drap de laine chiné taupe, écharpe en laine côtière tabac, pantalon en drap de laine noir. Le tout, Yohji Yamamoto pour Homme.

Prenzlauerberg/Grünwald A droite : Manteau droit en velours délavé vert jade, pull en laine marine, pantalon de velours camel. Comme des Garçons Homme Plus.

CHARLOTTENBURG

En bas : veste droite, 5 boutons, en drap de laine gris pierre, chemise en coton oxford assortie. Jil Sander.

Photos Michel Figuet. Stylisme : Maelan. Coiffure/maquillage : Marielle Roger c/o Agence Aurélien. Modèle : Yvan c/o PH. One.

deux stylistes berlinois sont devenus célèbres par leur passion du recyclage. En 1995, ils coupent des robes dans des parachutes, transforment les couvertures de l'ancienne armée de l'Allemagne de l'Est en élégantes vestes pour hommes. Au Salon Sehn, à Paris, ils se taillent un premier succès international. Les Japonais deviennent leurs principaux clients. « Ma vision de l'homme est celle d'un citadin, qui veut porter des vêtements à la fois élégants, confortables et drôles », explique Martin Wuttke, en détachant une poche extérieure d'un pantalon vert acidulé. Il en sort une lanterne. La poche est devenue un sac. Un clin d'œil drôle dans un paysage minuscule. L'industrie du textile à Berlin se porte mal. Au premier trimestre 1997, son chiffre d'affaires a reculé de 4,1 % par rapport au premier trimestre 1996. Mais le créateur Hans-Ulrich Pappé est confiant : « Berlin a son avenir devant soi. »

Marion Goybet

vertu l'obsession de la pureté

Jil Sander, femme d'affaires et de mode, ou le mariage réussi du cosu et de l'austère

Simplicité, clarté, limpidité, la mode de Jil Sander semble guidée par la recherche de la pureté absolue, inaccessible, intemporelle. Elle est aussi à l'image des vertus prêtées aux habitants de Hambourg : discrétion, rigueur et réserve. Minimaliste, la mode de la seule créatrice allemande de renommée internationale est aussi chère. Un costume en cachemire vaut près de 4 000 marks (environ 13 600 francs). Mais la pureté a son prix et apparemment se vend bien. L'ancienne rédactrice de mode, née en 1953, est, aujourd'hui, à la tête d'un empire, implanté en Europe, en Amérique du Nord et en Asie. Cotée en Bourse, la société anonyme Jil Sander a enregistré en 1996 un chiffre d'affaires de 172,7 millions de marks (environ 587 millions de francs) et un bénéfice net d'environ 38 millions de francs. En janvier 1997, elle a lancé, avec succès, sa première collection pour hommes à Milan. Derrière une silhouette délicate, se cache une volonté de fer. La créatrice aux grands yeux bleus gris et à la petite taille sait ce qu'elle veut. Et ce qu'elle ne veut pas : plaire à tout le monde.

M. G.

guide

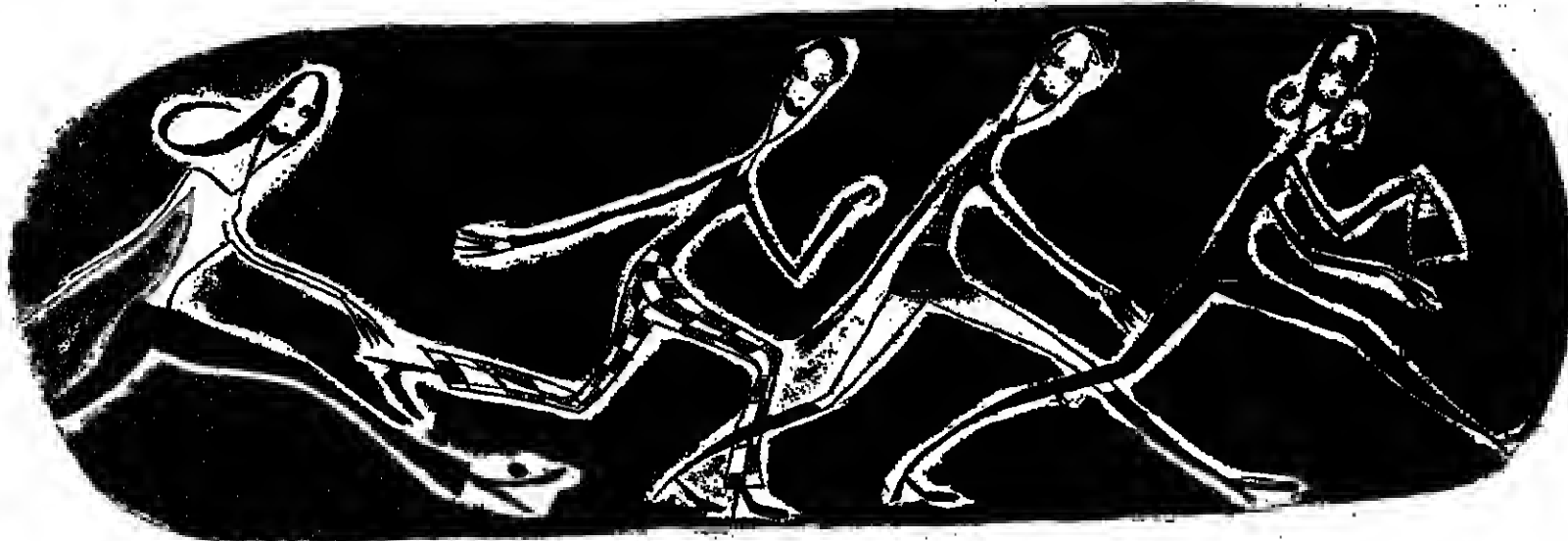
- Hôtels : Adlon, Unter den Linden, 77, tél. : (00-49)-30-2261-0 ; Kempinski Bristol Berlin, Kurfürstendamm 27, tél. : 30-88434-0 ; Bleitreu, Bleitruerstr. 31, tél. : 30-88474-0.
- Rendez-vous : Plusieurs cafés « am Wasserturn », au croisement de la Knaackstraße et de la Rykestraße ; Café Orange, Oranienburgerstr. 32 ; Ohst und Gemüse, Oranienburgerstr. 48 ; Beth-Café, Tucholskystr. 40 ; Schnabelbar, Oranienstr. 31 ; Café M, Goltzstr. 33.
- Restaurants : Maxwells, Berstr. 22 ; Lutter & Wegener, Schlüterstr. 55 ; Borchardt, Französischstr. 47 ; Gugelhof, Knaackstr. 37 ; Van Loon (péniche), Carl-Herz-Ufer 5 (bon brunch le week-end).
- Shopping : Kurfürstendamm avec ses rues perpendiculaires ; (créateurs berlinois) Mohndt, Gneisenaustr. 112 ; Respectmen, Neue Schönhauser Str. 14.
- Grands magasins : Galeries Lafayette, Friedrichstraße ; KaDeWe, Tauentzienstr. 21-24.
- Nuits : Delicious Doughnuts Research (jazz, smul, etc.), Rosenthaler Str. 9 ; Tresor/Globus (techno), Leipziger Str. 128 a ; 90 Grad (hip-hop, bouse, etc.), Dennewitzstr. 37 ; El Barrin (salsa), Potsdamer Str. 84.

G A L E R I E S
Lafayette

SAVIEZ-VOUS QU' AUX GALERIES LAFAYETTE, IL Y A



LES PLUS GRANDS CREATEURS DE MODE ...



... POUR HOMMES



POUR HOMMES??



POUR HOMMES...



Yves Saint Laurent, Christian Dior, Cardin, Kenzo, Louis Féraud, Daniel Hechter, Georges Rech, Façonnable, Armani, Calvin Klein, DKNY, Olivier Strelli, Caporale, Gap, Seventy, Paul Smith, Sonia Rykiel, Nautica, Ralph Lauren, Tommy Hilfiger, Montana, Agnès b.

LAFAYETTE HOMME HABILLE LES HOMMES.

SI

C

Dit de

Eur ma sou ché roy n'é, cas: tou tler mès ans troi Vall de f itali d'or pro aut

U

.

.

.

U

h

h

h